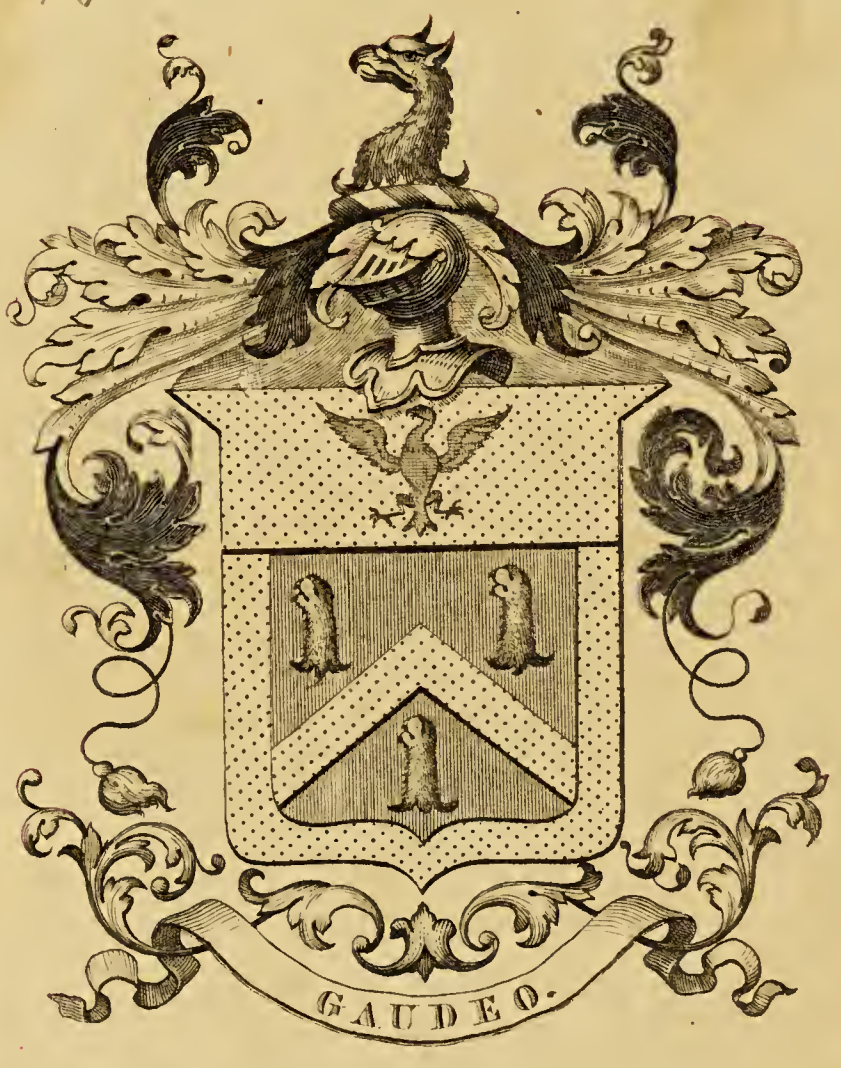
A37b




John Carter Brown.

# AFFAIRES
## DE L'ANGLETERRE
## ET DE L'AMÉRIQUE.

JOHN CARTER BROWN

### LETTRE
*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 22 Décembre 1778.

Vous avez vû, Monſieur, dans les derniers débats parlementaires, combien le Miniſtere a eu de peine à juſtifier la proclamation par laquelle ſes Commiſſaires ont annoncé aux Américains que le fléau de la guerre, dont juſqu'ici un gouvernement ſoi-diſant trop

humain, ne leur a fait voir que l'ombre, alloit ſe déchaîner contr'eux dans ſes plus hideuſes horreurs: que le fer & la flamme alloient être portés en tous lieux dans un pays dont on ſuppoſe qu'un ennemi naturel a prétendu accroître ſa puiſſance. Ces affreuſes menaces qui ne ſont que trop ſérieuſes, à en juger par les abominations dont l'Amérique eſt le théâtre depuis quatre ans, ont révolté la plus ſaine partie de la nation. De toutes parts il s'eſt elevé des clameurs contre un projet ſi déteſtable; & ſi on n'a point obtenu des Miniſtres de l'abjurer totalement, du moins il eſt à croire par la maniere dont ils s'en ſont expliqués, qu'ils ont ſenti la néceſſité d'y apporter de grandes modifications. Ils auront quelques raiſons de plus de s'en applaudir, lorſque l'écrit Américain que je vais mettre ſous vos yeux ſera parvenu à leur connoiſſance. Dans les objections les plus fortes qui leur aient été faites, il n'y a rien qui approche de la ſolidité des raiſons de cet écrit, & de la terreur qu'il doit répandre en Angleterre.

*Lettre de l'Auteur du* SENS COMMUN, *écrite de Philadelphie le 20 Octobre 1778.*

Aux Comte de Carliſle, Général Clinton, & William Eden, Commiſſaires Britanniques à New-York.

Dans les paſſions violentes d'un Whig, il

règne une dignité que n'a point la froide méchanceté d'un Tory. La nature qui n'eſt qu'échauffée dans le premier, eſt envenimée dans l'autre. Dès l'inſtant qu'il eſt au pouvoir du Whig de punir, il ſe ſent porté à pardonner; mais la rage du Tory ne ſe ſatisfait que par la vengeance. Cette diſtinction générale peut s'appliquer, je crois, à tous les cas, & convenir tout autant au méridien de l'Angleterre qu'à celui de l'Amérique.

Comme votre derniere proclamation ſera ſûrement épluchée par d'autres que par moi, je bornerai mes obſervations à quelques endroits de cette curieuſe piece, qui, ſi elle eût été de moitié moins longue, auroit encore pû exprimer tout ce que vous avez voulu dire. En général, c'eſt un écrit auſſi faſtidieux que révoltant: il n'offre qu'une répétition de vos premieres folies, ſurchargée de quelques nouveaux outrages. Votre cargaiſon de pardons ne trouvera point de débit. C'eſt une mode qui ne prendra point: qu'on ne regardera même pas. On ne s'enveloppe plus ici du manteau de la ſpéculation: il ne convient plus au climat de l'Amérique.

» La politique, dites-vous, autant que la *bonté* de la Grande-Bretagne, ont mitigé le plus qu'il étoit poſſible les horreurs de la guerre, lorſqu'elles tendoient à opprimer un peuple toujours conſideré comme des co-ſujets & à déſoler un pays qui devoit dans peu devenir une ſource d'avantages mutuels. « Pour

moi, je ne puis pas concevoir ce que vous entendez par la *bonté* de la Grande-Bretagne. Rendons la queſtion plus ſimple, & dites-moi : vous regardez-vous comme des hommes ou comme des démons ? Juſqu'à ce que ce doute ſoit levé, il eſt impoſſible d'attacher aucune idée à votre expreſſion. Vous avez déja égalé & quelquefois ſurpaſſé en atrocités les Sauvages des deux Indes ; & ſi vous avez encore quelque recherche de cruauté en réſerve, il faut que vous l'ayez tirée de la premiere main, je veux dire du grand magaſin de l'Enfer, ſans mêlange d'aucuns matériaux humains.

Ce n'eſt point à la *Bonté Britannique*, mais à l'interpoſition de la Providence & aux bénédictions qu'elle a daigné verſer ſur nous, que nous ſommes redevables de l'impoſſibilité où vous êtes d'étendre plus loin vos ravages. Songez donc qu'aujourd'hui vous n'êtes pas maîtres d'un pied de terrein ſur le continent d'Amérique. L'Iſle de Staten, l'Iſle d'York, une petite partie de Long-Iſland & de Rhode-Iſland, circonſcrivent votre pouvoir ; & vous ne les poſſédés qu'aux dépens de vos Iſles à ſucre. Pour éviter que vos troupes ne déſertent ou ne ſoient battues, vous avez établi vos quartiers dans des trous inacceſſibles ; & pour cacher ce qui eſt ſû de tout le monde, vous vous efforcez à préſent de nous faire regarder votre foibleſſe comme un acte de généroſité. Si vous atten-

dez quelques ſuccès de ces ténébreux artifices, il faut convenir que vous n'avez pas encore les premiers élémens de la politique & que vous connoiſſez bien peu les gens à qui vous avez à faire. Semblables à des hommes ivres, vous oubliez que le reſte de l'univers a des yeux & que dans la létargie qui vous dérobe à vous mêmes, vous êtes expoſés à la ſatyre & au mépris univerſel.

Le paſſage que je viens de citer, ſert pour ainſi dire d'introduction au ſuivant : » mais lorſque ce pays (l'Amérique) annonce le deſſein monſtrueux non ſeulement de ſe ſéparer de nous, mais encore de ſe livrer lui & ſes reſſources à nos ennemis, alors toute l'affaire change de face & il s'agit de ſavoir juſqu'à quel point la Grande-Bretagne peut, autant qu'il eſt en elle, détruire ou rendre inutile une liaiſon tramée pour ſa ruine & pour l'agrandiſſement de la France. En pareil cas, la loi qui nous preſcrit de veiller dabord à notre conſervation, eſt celle qui doit diriger la conduite de la Grande-Bretagne; & s'il faut que les Colonies Angloiſes ſervent à augmenter le pouvoir de la France, cette loi exige que nous faſſions tout pour que nos ennemis retirent le moins d'avantage poſſible de cet accroiſſement. «

Dans cette déclaration, je ne puis mieux vous comparer qu'à des enragés qui mordent en expirant. J'y vois auſſi une baſſeſſe frauduleuſe; car pour juſtifier une concluſion

barbare, vous avez avancé une propoſition fauſſe. Le traité que nous avons fait avec Sa Majeſté Très-Chrétienne reſpire la franchiſe, la nobleſſe & la généroſité. Il eſt fondé ſur la vraie politique & la ſaine philoſophie; & il ne met d'aucune maniere l'Amérique au pouvoir de la France, comme vous voudriez l'inſinuer ſcandaleuſement. J'ai vu tous les articles de ce Traité; & j'en parle ſciemment. Nous avons trouvé dans Louis XVI. un tendre ami & un fidelle allié : nous n'avons éprouvé de la part de la Grande Bretagne que tyrannie, cruauté & infidélité.

Heureuſement il n'eſt pas en votre pouvoir de nous faire le mal dont vous nous menacez. Si vous l'aviez, tout uſage que vous pourriez en faire vous rendroit vous mêmes dix fois plus malheureux que nous. Par principe d'humanité, les Américains ſe ſont abſtenus juſqu'ici de toutes repréſailles; & l'affection qu'ils conſervent pour pluſieurs individus en Angleterre, qui ont nourri, habillé, conſolé leurs priſonniers, a juſqu'ici triomphé de leur reſſentiment & a garanti tout le reſte. Mais ces conſidérations mêmes perdent leur force dès qu'elles ſont combattues par des objets nationaux. La multiplicité & l'atrocité des offenſes provoqueront aux repréſailles; & la politique juſtifiera les moyens. Dès aujourd'hui nous ſommes réſolus de regler notre conduite ſur la vôtre; & nous vous traiterons comme vous nous traiterez.

Vous devez ſavoir, Meſſieurs, que l'Angleterre & l'Ecoſſe ſont bien plus expoſées à une déſolation incendiaire que l'Amérique ne peut l'être dans ſa ſituation préſente. Nous habitons un pays où il n'y a que peu de Villes & où les richeſſes conſiſtent en terres & en productions annuelles. Ces terres & ces productions ne peuvent ſouffrir que fort peu & dans un cercle très-borné. Dans la Grande-Bretagne, c'eſt toute autre choſe. Elle tire ſa principale opulence de ſes grandes Villes & de ſes Bourgades qui ſervent d'entrepôt pour les manufactures & pour les flottes marchandes. Il n'y a pas une maiſon de campagne de Seigneur qui ne puiſſe être miſe en cendres par un ſeul homme. Les vôtres pourroient les premieres en devenir la preuve. Enfin il n'y a point de mal que nous ne puiſſions vous rendre lorſque vous voudrez faire la guerre en incendiaires. Certainement il eſt poſſible de bruler auſſi aiſément les vaiſſeaux dans la Tamiſe que l'a été ſon pont proviſionel, il y a peu d'années, quoiqu'on ſoit encore à connoître l'auteur de ce forfait; & la perte que vous éprouveriez par un déſaſtre de cette nature, s'il avoit lieu dans certaines circonſtances, ſeroit infiniment plus grande que tout le mal que nous pouvons craindre de votre part. Ni l'Hôtel de la Compagnie des Indes, ni la Banque, ne ſont ni ne peuvent être à l'abri d'un attentat; & comme l'obſerve très-bien le Docteur Price, l'incendie

de la Banque entraîneroit la banqueroute de la nation : belle perſpective pour les étrangers qui vous confient leurs fonds ! L'Angleterre & la France, lorſqu'elles ont été en guerre l'une contre l'autre, ne ſe ſont jamais permis ces atrocités révoltantes, parce qu'elles ont ſenti les conſéquences dangereuſes d'une pareille conduite, & qu'elles ont reconnu qu'en ruinant un pays ennemi par le feu, c'étoit travailler à la deſtruction du ſien propre.

Mais ne croyez pas, Meſſieurs, que la diſtance de l'Amérique à l'Angleterre puiſſe vous mettre à l'abri du danger, ou que l'invention nous manque. Il n'y a point de nation en Europe qui ſoit plus propre que nous à une pareille expédition. Nous parlons votre langue, nous ſommes vêtus comme vous, nous avons toutes vos allures & toutes vos manieres. Nous pouvons traverſer toute l'Angleterre ſans être ſoupçonnés : pluſieurs de nous en connoiſſent tous les recoins auſſi bien que vous mêmes ; & ſi vous aviez l'imprudence de nous provoquer, vous ne tarderiez pas certainement à vous en repentir. Il ne faut point d'armée pour exécuter de pareilles réſolutions. Rien n'eſt plus aiſé que de mettre le feu ; rien n'eſt plus difficile que de s'en garantir. Je vous donne un excellent avis dont votre raiſon, s'il vous en reſte encore, peut profiter *ainſi que le peuple malheureux, dont les affaires vous ſont*

*confiées* (*a*). J'en appelle, non pas avec la rancune d'un ennemi, mais avec la bonne volonté d'un ami, à la nation d'Angleterre que vous trompez, de peur que par vos bévues ou par les ſiennes elle ne ſuccombe ſous le poids des maux qu'on nous prépare.

Ce n'eſt point à celui qui demeure dans une maiſon de verre, dit le proverbe Eſpagnol, à commencer à jetter des pierres. Vous vous trouvez préciſément, Meſſieurs, dans une circonſtance toute pareille; & il faut ou que vous ſoyez les hommes les plus ignorans qui ſoient au monde, ou que vous nous ſuppoſiez tels pour ne pas voir de quel côté reſtera l'avantage. Il y a encore d'autres repréſailles ſur leſquelles, pour pluſieurs raiſons, je ne me ſoucie pas de vous prévenir. Mais ſoyez bien perſuadés que chaque coup que vous nous porterez, ſera tout auſſitôt ſuivi de la ripoſte. Si vous vous annoncez ouvertement pour être des Sauvages, nous vous traiterons comme tels; & s'il n'y a que le châtiment qui puiſſe vous ramener à la raiſon, en vous puniſſant nous ferons un acte de charité.

Lorſque votre flotte étoit l'hiver dernier dans la Delawarre, j'ai offert mes ſervices au Bureau de l'Amirauté, alors à Trenton, pour aller, de ſon conſentement & avec quatre ou cinq volontaires, faire une expédition ſur cette riviere & y brûler vos vaiſ-

---

(*a*) Lettre du Général Clinton au Congrès.

ſeaux. Quoique mes offres n'aient pas été acceptées, & que la choſe n'ait pas été tentée *perſonnellement*, il eſt plus que probable que vos extravagances nous provoqueront à vous porter un coup beaucoup plus ſenſible dans quelque partie plus vulnérable. Quand vous aurez été frappés, gardez-vous bien de dire que vous n'avez pas été avertis; & ſouvenez-vous que nous ne ſommes pas les agreſſeurs, mais que nous ne faiſons que rendre les coups qu'on nous porte. Voilà ce que j'avois à vous dire relativement à vos menaces barbares & imprudentes.

Vous dites dans un autre endroit de votre Proclamation: » Si les honneurs d'une vie militaire ſont devenus l'objet des Américains, qu'ils cherchent ces honneurs ſous les drapeaux de leur *Souverain légitime*, & qu'ils combattent de concert avec tout l'Empire Britannique contre les François, ci-devant nos ennemis *communs* & *naturels* «. A-t-on jamais raſſemblé en ſi peu de lignes autant d'abſurdités & d'extravagances? Ce que vous appellez votre *légitime Souverain* peut ſuffire pour vous, qui n'oſez pas lever un œil curieux ſur ſes miſeres. Mais nous, qui n'eſtimons les perſonnes & les choſes que par leur valeur réelle, nous ne ſouffrirons pas qu'on ſubjugue ainſi notre raiſon; & à moins que votre intention ne ſoit de faire la cenſure de votre Souverain, vous devez vous efforcer de le tenir ca-

ché. Moins vous parlerez de lui, & mieux vous ferez. Il n'y a plus *rien de commun entre lui* & nous; nous n'avons pas beſoin de nous expliquer davantage. On vous l'a dit tant de fois, bon Dieu! Faut-il toujours vous répéter la même choſe? Vous allez gueuſant par-tout avec votre Roi ſur les épaules, comme un (*a*) vilain marmot, ou comme une marchandiſe de rebut dont il vous tarde de vous défaire: & quoique chacun vous réponde, paſſez, paſſez, vous ne ceſſez point de l'offrir à toutes les portes. Mais il y a *quelqu'un* qui en voudra bien avant qu'il ſoit peu; & comme ce n'eſt point notre intention de vous enlever un chaland, nous ne vous offrirons aucun prix de votre marchandiſe.

L'impertinente abſurdité du paragraphe que je viens de rapporter eſt telle qu'elle ne peut exciter que le rire & la pitié; mais le principe ſur lequel il eſt fondé eſt déteſtable: *nous ſommes invités à nous ſoumettre à un homme qui a mis en œuvre toutes ſortes de cruautés pour nous détruire, & à nous joindre à lui pour faire la guerre à la France, qui déja eſt en guerre avec lui pour nous protéger!*

L'Hôpital des Foux & l'Enfer enſemble peuvent-ils former une demande plus extravagante & plus diabolique? S'il étoit poſ-

---

[*a*] Le mot *Brat* déſigne ces enfans ſales & hideux que les Gueux portent ſur leurs épaules.

ſible qu'un Peuple ſe permît une apoſtaſie de cette nature, il mériteroit d'être anéanti comme jadis le furent les Habitans de Sodome & de Gomore. La propoſition eſt un affront général au rang que l'homme tient dans la création : c'eſt un outrage à celui qui l'a fait ſortir du néant. Elle ſuppoſe qu'il l'a créé ſans une étincelle d'honneur, & ſans obligations envers Dieu ou envers les hommes.

Quelle eſpece d'hommes ou de Chrétiens ſuppoſez-vous donc que ſoient les Américains, ſi vous croyez qu'après avoir vu leurs très-humbles pétitions indignement rejettées, les Loix les plus iniques paſſées pour les opprimer, une guerre ſans déclaration déchaînée contre eux, les Sauvages & les Negres invités à les maſſacrer, leurs parens égorgés, leurs compatriotes affamés dans des cachots, leurs maiſons & leurs propriétés détruites & brûlées, ſi vous vous flattez, dis-je, qu'après en avoir appellé ſérieuſement au Ciel, après avoir abjuré avec ſerment, & de la maniere la plus ſolemnelle, toute liaiſon de gouvernement, & les plus tendres & ſolides engagemens avec vous, après avoir recherché d'autres Nations & avoir contracté des alliances avec elles, ces mêmes Américains ſoient capables de rompre tout-à-coup toutes ces obligations civiles & divines, & d'adhérer à vos propoſitions infernales? Oſerions-nous jamais nous conſidérer comme

faiſant partie de l'eſpece humaine; ou plutôt ne mériterions-nous pas d'être rayés de la ſociété des hommes, & de croupir dans la miſere la plus affreuſe? Il faut qu'il en ſoit d'un homme dont le cœur eſt perverti comme d'un malade de la jauniſſe. Sans doute que la corruption tranſporte ſa propre couleur aux objets, & qu'elle ne voit que tache & ſouillure; car, à moins que vous ne vous ſentiez capable d'une infamie auſſi atroce, vous ne nous l'auriez jamais propoſée. Votre offre ſeule dénote la lâcheté de votre caractere. Elle vous affiche comme une Nation ſans foi, comme une Nation pour qui les ſermens, les traités ne ſont rien, & qui eſt toujours prête à les rompre. La bienſéance, l'orgueil même auroient dû vous donner de meilleurs conſeils & vous ſuggérer ce que la vertu auroit inſpiré à d'autres. Vous n'avez rien omis de ce qu'il falloit pour deſcendre au plus bas point de dégradation & d'aviliſſement. Vous avez mis le pied dans l'abyme, & la porte en eſt fermée ſur vous.

Pour que l'invitation fût aſſaiſonnée de toute l'horreur poſſible, vous avez jugé à propos de la terminer par une aſſertion qui n'a ni ne peut avoir aucun fondement. Comme M. Ferguſon, votre Secrétaire, eſt homme de lettres: comme il a fait ſon étude de la Société civile & qu'il a publié un Traité ſur ce ſujet, c'eſt à lui que j'adreſſe ce qui ſuit.

A la fin du dernier paragraphe que j'ai cité, la France eſt qualifiée d'*ennemie naturelle de l'Angleterre*; & pour nous accoutumer, en quelque façon, à une idée auſſi étrange, vous dites qu'elle étoit *ci-devant l'ennemie commune & naturelle* des deux pays. Je nie qu'elle ait jamais été l'ennemie naturelle de l'un ou l'autre, & qu'il puiſſe exiſter dans la nature un tel principe. L'expreſſion eſt abſolument fauſſe, lorſqu'elle eſt appliquée à des êtres de même eſpece, quelque puiſſe être le rang qu'ils ont dans la création. Nous avons une idée parfaite d'un ennemi *naturel*, lorſque nous parlons du *Démon*, parce que ſon inimitié eſt perpétuelle & conſtante, & qu'elle ne peut ni diminuer ni s'éteindre: elle n'admet ni paix, ni treve, ni traité: la guerre avec lui eſt éternelle, & par conſéquent naturelle. Mais d'homme à homme il ne peut pas y avoir une antipathie de cette eſpece. Les querelles entre les hommes ſont accidentelles & proviennent de ce qu'ils ne s'entendent point. Ils deviennent amis ou ennemis, ſelon que l'humeur ou l'intérêt les fait agir. Le créateur n'a point fait les hommes ennemis naturels les uns des autres. Il n'a tiré du néant aucun ordre d'êtres ſemblables. Les loups même peuvent ſe quereller, cependant ils vont en troupe. S'il exiſte deux Nations qui ſoient ennemies naturelles l'une de l'autre, toutes les autres doivent l'être de

même ; autrement il ne faut pas dire que ces deux Nations ſont *naturellement* ennemies, mais *fréquemment* ennemies : encore l'offenſe vient-elle ſouvent de l'accuſateur. L'Angleterre eſt tout auſſi véritablement l'ennemie naturelle de la France, que la France l'eſt de l'Angleterre. Peut-être ſeulement y a-t-il plus d'inimitié de la part de l'Angleterre. Séparée du reſte de l'Europe, elle a contracté une rudeſſe de mœurs qui la rend inſociable ; & elle ſuppoſe dans les autres la jalouſie qu'elle porte au fond de ſon cœur. Ne pouvant jamais vivre long-tems en paix, elle imagine que le mécontentement eſt général ; & ſoutenue par l'idée de ſon importance, elle ſe croit le ſeul objet capable de fixer tous les regards. Ses Miniſtres ſe ſont ſouvent ſervis de l'expreſſion d'*ennemi naturel*, & toujours avec des intentions artificieuſes ; car dès qu'une fois l'idée d'*ennemi naturel* eſt conçue, elle ne permet aucun examen, & la vraie cauſe de la querelle réſide dans la généralité de l'opinion. Les hommes s'enflamment au mot d'*ennemi naturel* ; & ils ne font plus d'autre queſtion. C'eſt un cri qui produit le même effet que l'allarme d'un chien enragé ; & c'eſt une de ces eſpeces de ſupercheries qui, en agiſſant ſur les paſſions générales, aſſurent l'intérêt des hommes par le moyen de leurs folies.

Mais on ne peut plus, Meſſieurs, nous

en impoſer ainſi. Nous vivons ſur un vaſte Continent, & nous avons étendu nos idées au-dela des limites & des préjugés d'une Iſle. Nous tendons une main fraternelle à tout l'Univers; & nous croyons qu'il y a dans les mœurs de la France une ſociabilité bien plus diſpoſée à la paix & à la négociation que dans celles d'Angleterre. Juſqu'à ce que celle-ci ſoit plus civiliſée, elle ne peut pas s'attendre à vivre long-tems en paix avec aucune Puiſſance. Son langage ordinaire eſt malhonnête & offenſant; ſes enfans ſucent les principes de l'inſulte avec le lait. *Le bras de la Grande-Bretagne! Le bras redoutable de la Grande-Bretagne! La Grande-Bretagne, qui fait mouvoir la terre dans ſon centre & dans ſes poles! Le fléau de la France! La terreur du monde! Celle qui commande d'un clin d'œil, & qui ſe venge en Dieu!* Ces expreſſions ne rendent une Nation ni plus grande ni plus petite: elles dénotent ſeulement de l'âpreté dans les mœurs; & elles tendent à nourrir l'animoſité nationale. Vos pieces de théâtre ſont marquées au même coin; & preſque tout ce qui paroît chez vous en public ne reſpire que l'inſulte. Cela n'empêche pas que l'Angleterre n'ait toujours peur de la France: qu'elle ne ſoit toujours dans la crainte d'une invaſion: qu'elle n'appréhende toujours d'être dupée dans un traité: & que dans le ſecret des Cabinets elle ne faſſe le chien couchant lors même

même qu'elle offenſe publiquement. Qu'elle réforme donc ſes mœurs, qu'elle ſoit juſte, & elle verra que l'idée d'un *ennemi naturel* n'eſt qu'un phantôme de ſon imagination.

Aux termes où nous en ſommes venus, après quatre ans de guerre, je m'attendois peu à voir paroître une proclamation qui ne ménage pour vous rien d'avantageux, & qui ne tend qu'à vous compromettre. On diroit que vous vous reveillés après un ſommeil de quatre ans & que vous ne ſavéz rien de ce qui s'eſt paſſé dans l'intervalle. Eſt-ce là le tems d'offrir des pardons & de remettre ſur le tapis les chartres & les taxations, objets oubliés depuis long-tems? Après que toute force vous a manqué, que vous ſert-il de recourir aux raiſonnemens & à la perſuaſion? Vous imaginez-vous que liés comme nous ſommes avec la France, & tenant priſonniers la moitié de vos ſoldats, nous puiſſions avoir peur d'un chiffon de papier, & que ce papier nous détermine à vous demander l'eſclavage? Mais en qualité de Commiſſaires à cent livres ſterling par ſemaine, vous vous êtes cru obligés de faire quelque choſe; & votre mauvais génie vous a dit qu'il falloit écrire.

Pour moi, il y a déja pluſieurs mois que je n'ai écrit. Convaincu de notre ſupériorité par l'iſſue de chaque campagne, j'étois porté à croire que ce que tout le reſte du monde peut voir deviendroit viſible pour

vous. Je ne me ſuis donc pas ſoucié d'échauffer votre bile ou de vous ennuyer par des redites ou des découvertes. Vous avez mis dans votre conduite des intervalles d'irréſolution qui m'ont fait pitié, & pendant leſquels j'ai cru devoir charitablement vous laiſſer à vous-mêmes. Vous avez fait quelques pauſes, comme pour penſer; mais la réflexion vous eſt toujours venue trop tôt ou trop tard.

Il fut un tems où la Grande-Bretagne dédaignoit de répondre à une pétition de l'Amérique, & même de l'écouter. Ce tems n'eſt plus : à ſon tour, c'eſt elle qui nous ſollicite : aujourd'hui nous tenons le haut bout, & nous lui offrons la paix : le tems viendra peut-être qu'elle nous la demandera en vain. Ce dernier cas eſt auſſi probable que le premier le fut jamais. Elle ne peut pas refuſer de reconnoître notre indépendance avec plus d'entêtement qu'elle n'en a mis à refuſer de révoquer ſes Loix : ſi l'Amérique ſeule a pu la réduire juſqu'au point d'offrir cette révocation, unie avec la France, elle pourra la réduire à reconnoître ſon indépendance. Dans l'entêtement il y a quelque choſe qui differe de toute autre paſſion : lorſqu'il manque ſon coup, il ne s'en releve point; il ſe caſſe net comme le fer, ou bien il s'écroule tout à la fois comme une arche qui ſe rompt. Toutes les autres paſſions ont leurs périodes de fatigue

& de repos, leurs maux & leurs guériſons; mais l'entêtement eſt ſans reſſource, & ſa premiere bleſſure eſt mortelle. Vous avez déja commencé à perdre de votre obſtination; & d'après la nature de ce vice, vous vous trouverez dans l'obligation, & même dans la diſpoſition de céder ſur tous les points.

Si vous regardez derriere vous, vous ne voyez que pertes & diſgraces. Si vous regardez en avant, c'eſt la même ſcène qui ſe préſente à vos yeux; & le fond du tableau eſt d'une obſcurité impénétrable. Vous pouvez imaginer & faire de petits maux; mais que ſont-ils en comparaiſon de l'argent qu'il vous en coûte? N'affectant que quelque partie, quel effet produiſent-ils ſur la cauſe générale? Votre expédition au Port d'Egg (de l'Œuf) ſera regardée de loin comme une attaque de poulailler, & traitée en Europe de frénéſie d'enfant. Eſt-ce la peine d'entretenir une armée pour vous protéger, tandis que vous écrivez des proclamations, ou pour prendre une fois par an des quartiers d'hiver? Quand vous vous emparez de nos Villes, ce n'eſt point une conquête, c'eſt une convenance paſſagere, qui tôt ou tard vous jouera quelque mauvais tour. Votre retraite de Philadelphie n'eſt qu'une évaſion faite à propos; & peut-être que votre premiere expédition ne ſera pas auſſi heureuſe.

Tous les politiques de l'Univers auroient peine à comprendre ce que vous attendez, & pourquoi vous avez attendu ſi long-tems. Vous continuez une guerre dans laquelle vous confeſſez n'avoir ni objet ni eſpoir. La conquête même que vous entreprenez, quand elle auroit lieu, ne vous dédommageroit pas des frais. Pendant ce tems-là, vos autres affaires dépériſſent, & vous allez avoir ſur les bras une guerre européenne. Dans cet état des choſes, il ne peut y avoir ni doute ni difficulté : les premiers principes de la raiſon doivent déterminer votre choix ; car ſi la paix peut vous procurer plus d'avantage que vous n'en obtiendriez par la conquête, il faut être tout à fait imbécille pour héſiter un moment dans une pareille circonſtance.

Vous êtes probablement ſoutenus par une clique de miſérables Torys qui, trompés eux-mêmes & dupes de leur erreur, attendent de vous un morceau de pain. Ces gens-là vous diront tout ce que vous voudrez. Il eſt de leur intérêt de vous amuſer pour jouir plus long-tems de votre protection. C'eſt pour cela qu'ils cherchent à vous garder parmi eux ; & en proportion du mépris que vous montrez pour leurs avis, & de l'inſenſibilité que vous témoignez pour leurs plaintes, ils donnent la doſe d'encens beaucoup plus forte & portent la flatterie à l'excès le plus invraiſemblable, Il ſe trouve

de ces gens-là par-tout; mais par-tout on les mépriſe.

Signé *Sens commun.*

JE ne doute point, Monſieur, que vous n'ayez trouvé la véhémence de cet Ecrit extrêmement raiſonnable. Vous augurez ſûrement que les menaces déteſtables qui l'ont ſuſcité, n'auront point d'exécution. C'eſt ce que me feroient croire les réponſes contournées que les Miniſtres ont faites dans le Parlement aux vives remontrances de tout ce qui s'y trouve d'âmes ſenſibles & honnêtes, & qui compoſe une minorité malheureuſement beaucoup trop petite. Ainſi le Miniſtere Anglois aura fait gratuitement une démarche, qui le couvre d'opprobre, & l'a rendu exécrable aux yeux de tous les gens qui penſent, & que les ſeuls Sauvages, entre tous les humains, auront pu voir ſans horreur. Ainſi, par cette ineptie barbare qui juſqu'ici a guidé tous ſes conſeils, il a encore fourni aux Américains le ſujet d'un nouveau triomphe, bien plus glorieux que ceux des armes, le triomphe de la raiſon & du ſentiment. Le monde entier va juger cet intéreſſant combat des âmes dans leur pureté & leur force natives, contre la rage impuiſſante de la corruption. On oppoſera manifeſte à manifeſte. Celui où s'eſt déployée la plus atroce méchanceté, ſuccombera devant la raiſon, la vertu & la juſtice qui reſpirent dans

chaque mot de celui par lequel y répond le Congrès, & qui eſt d'autant plus ſûr des applaudiſſemens de l'univers, que l'idée ſeule des repréſailles a déjà répandu les plus terribles allarmes dans toute l'Angleterre.

*En Congrès le* 10 *Octobre* 1778.

Comme il y a tout lieu de s'attendre que nos ennemis dénaturés, déſeſpérant de pouvoir jamais nous ſubjuguer & nous donner des fers, ou nous perſuader de rompre le Traité ſolemnel que nous avons conclu avec notre grand & bon Allié le Roi T. C. & de rentrer dans la dépendance de la Grande-Bretagne, ſe porteront, par un dernier effort, à ravager, brûler & détruire toutes les Villes & Bourgades de ce Continent juſques auxquelles ils pourront arriver;

*Arrêté*, qu'il ſera recommandé à tous ceux des Habitans de ces Etats qui habitent des lieux expoſés aux ravages de l'Ennemi, de conſtruire ſur le champ des dépôts, à trente milles au moins de leurs domiciles actuels, pour y faire paſſer leurs femmes, leurs enfans, & autres perſonnes hors d'état de porter les armes, & pour s'y retirer eux-même en cas de néceſſité, avec leurs meubles, effets & marchandiſes de toutes eſpeces, & auſſi d'éloigner d'eux tout leur bétail; précautions affligeantes à la vérité, mais qui ne leur paroîtront point trop dures

dans des tems de calamités publiques où un ſi grand nombre de leurs braves compatriotes s'expoſent journellement aux dangers & aux fatigues de la guerre, combattant pour la défenſe de leurs droits & de leurs libertés.

*Arrêté*, qu'auſſitôt que l'ennemi aura commencé à détruire ou brûler quelque Ville ou Bourg, il ſoit recommandé au bon peuple de ces Etats d'incendier, de ravager, de brûler & de détruire les maiſons & propriétés de tous les Torys & ennemis de la liberté & de l'indépendance de l'Amérique, & de s'aſſurer de leurs perſonnes, de maniere à empêcher qu'ils n'aſſiſtent l'ennemi, ſans ſe permettre cependant de les traiter, eux ou leurs familles, avec une cruauté que les circonſtances n'exigeroient point, d'autant que, ſur ce point, nous n'avons pas le deſir d'imiter nos ennemis, ou les Allemands, les Negres & les Sauvages leurs alliés.

*Extrait des minutes.*

Charles THOMPSON, Secrétaire.

*Contre-Manifeſte du Congrès Américain, en réponſe à la Proclamation incendiaire des Commiſſaires Anglois.*

LES entrepriſes tyranniques & oppreſſives de la Grande-Bretagne ayant réduit ces Etats-unis à la reſſource des hoſtilités, & à

remettre à la déciſion du glaive les droits eſſentiels de l'homme, ils ſe virent enfin forcés de ſecouer un joug devenu inſupportable, & ſe déclarerent libres & indépendans.

Pleins de confiance en la juſtice de leur cauſe : pleins de confiance en celui qui diſpoſe des événemens humains, tout foibles qu'ils étoient, quoique attaqués à l'improviſte, ils défierent la puiſſance de leurs ennemis.

Cette confiance les ſoutint à travers les événemens variés de trois campagnes ſanglantes, oppoſans l'intrépidité à la puiſſance, la fermeté à la barbarie. Leurs vertueux Citoyens ont ſouffert ſans murmure la perte de bien des choſes qui rendent la vie déſirable ; leurs braves Soldats ont enduré avec patience les rigueurs & les dangers d'une ſituation qui n'offroit que des rigueurs & des dangers inouis.

Le Congrès ſe crut toujours obligé d'aimer ſes ennemis, comme les enfans de cet Etre qui eſt également le Pere de tous. Ne pouvant prévenir les calamités de la guerre, il vouloit du moins les adoucir. Il ſe fit une étude d'épargner ceux qui étoient armés contre lui, & d'alléger le poids de leurs fers.

La conduite de ceux que le Roi de la Grande-Bretagne envoie contre nous, fut, à quelques exceptions près, diamétralement oppoſée à la nôtre. Ils ont dévaſté nos cam-

pagnes, embraſé nos Villages ſans défenſe, égorgé nos Citoyens.

Leurs priſons ont été les boucheries des Défenſeurs de l'Amérique. Leurs vaiſſeaux ont été les boucheries de ſes Matelots; & les inſultes les plus outrageantes ont encore aggravé les injures les plus cruelles.

Fruſtrés de la vaine eſpérance de ſubjuguer l'eſprit indomptable de la liberté, ils ont baſſement tenté de corrompre par des préſens les Repréſentans de l'Amérique, & de les ſéduire par le menſonge & la plus vile adulation. Ils ſe ſont joués de l'humanité, en détruiſant impitoyablement les hommes. Ils ſe ſont joués de la Religion, par leurs appels impies à ce Dieu dont ils violoient les commandemens les plus ſacrés. Ils ſe ſont joués de la raiſon même, en voulant nous perſuader que nous pouvions confier le bonheur & la liberté de l'Amérique à des hommes qui ont vendu leur liberté & leur bonheur & qui ſont inacceſſibles à la vertu & à la honte. Traités avec le mépris que méritoit leur conduite, ils s'adreſſerent aux individus: ils les ſollicitérent à violer le ſerment de fidélité qu'ils avoient fait à leur patrie, & à ſouiller leur ame du plus noir des forfaits. Mais ils ont craint de ne pouvoir trouver dans l'étendue de ces Etats un homme dont la dépravation fût égale à la perverſité de leurs projets; & pour intimider les ames foibles, ils nous

menacent d'une dévaſtation encore plus cruelle.

Tant qu'il nous reſta une ombre d'eſpérance de pouvoir ramener nos ennemis par notre exemple, au reſpect des loix que tous les peuples civiliſés regardent comme ſacrées, & à l'obſervance d'une Religion qu'ils font profeſſion de croire & de révérer comme nous, nous les laiſſâmes à l'influence de cette Religion & de cet exemple. Mais puiſque leurs diſpoſitions incorrigibles ſont à l'épreuve de la bienfaiſance & de la pitié, nous devons par d'autres moyens venger les droits de la nature humaine.

NOUS donc, le Congrès des Etats-unis de l'Amérique, déclarons & proteſtons ſolemnellement, que ſi nos ennemis oſent exécuter leurs menaces, & perſiſter dans leur plan de barbarie, nous en tirerons une vengeance ſi exemplaire, qu'elle retiendra quiconque ſeroit jamais tenté de les imiter. C'eſt au Dieu qui ſcrute les cœurs des hommes, que nous en appellons de la droiture de nos intentions; & c'eſt en ſa préſence ſacrée que nous déclarons que cette réſolution ne nous étant ſuggérée par aucun ſentiment précipité de vengeance ou de colere, nous y perſévérerons à travers toutes les révolutions dont la fortune pourra nous éprouver.

Fait en Congrès d'un conſentement unanime, le 30 Octobre 1778.

*Signé* HENRY LAURENS, Préſident.

CHARLES TOMPSON, Secrétaire.

QUOIQUE les trois pieces que vous venez de lire, Monſieur, n'aient point encore percé ici, vous imaginez bien que l'indignation qui les a dictées, y eſt arrivée en même temps que la proclamation qui en eſt le ſujet. C'eſt ce que vous avez déjà remarqué dans les débats des deux Chambres; mais vous croirez aiſément que le Parlement n'eſt pas le ſeul théâtre où ſe ſoient montrés les défenſeurs de l'humanité. Elle a trouvé auſſi de valeureux champions parmi les Ecrivains politiques; & ceux-ci, plus libres dans le choix de leurs armes, pourſuivent leur ennemi le ſarcaſme dans les reins. Voici une des plus piquantes plaiſanteries dont il ſoit poſſible qu'une atrocité faſſe naître l'idée. Je ne doute point du plaiſir que cette lecture vous fera.

*Conſeils aux Miniſtres Anglois pour donner à la proclamation ou manifeſte du 3 Octobre encore plus d'efficacité.*

Comme il paroît que la déſolation de l'Amérique eſt le ſyſtême favori de notre Miniſtere, & que ſuivant les termes du Docteur Ferguſon dans la proclamation du 3

Octobre, on cherche ſur-tout à détruire tout ce qui peut rendre ce pays de quelque utilité aux François nos ennemis, les moyens ſuivans m'ont paru les plus propres à remplir un objet ſi déſirable.

Il faut d'abord que les troupes qu'on embarquera au Printems prochain pour les Colonies, ne ſoient compoſées que d'Ecoſſois, d'Allemands & de Ruſſes. Mais quelque penchant naturel qu'une pareille armée puiſſe avoir pour la déva[illegible]tion, il convient de le provoquer encore par un ſtimulant plus actif, qui conſiſte à ne lui point donner de ſubſiſtance reglée; on y ſuppléera par des gratifications attachées aux différens ſervices qu'on attend de ces troupes. Ces encouragemens pourroient être reglés de la maniere ſuivante.

Pour l'incendie d'une Ville qui auroit au moins 1000 maiſons, pourvû qu'il n'en reſte point qui ne ſoient entierement conſommées, il ſera donné à la diviſion qui aura eu la gloire de cette expédition, la ſomme de cinq mille livres, pour être partagés entre les Officiers & les Soldats, ci..... 5,000

Pour la deſtruction d'un Village ou d'un Hameau de 200 maiſons au moins, pour-

vû que les Habitans de tout âge & de tout ſexe ſoient mis à mort, ſi non par le feu, au moins par le fer, mille livres, ci..... 1,000

Pour chaque acre de grain ſur pied détruit, ci..... 3

Pour chaque millier de pieces de bétail, dito..... 5

Pour chaque Ferme avec ſes appartenances, ditto..... 10

Pour chaque millier de pieds d'arbres coupés..... 4

Pour chaque moulin entierement démoli..... 2

Pour le crâne d'un homme. 1

Pour celui d'une femme. 2 2

Pour celui d'un enfant à la mamelle..... 2 12 6

Pour celui d'une femme enceinte..... 3 3

Pour celui d'un Membre du Congrès..... 30

Pour celui du Général Gates. 500

Pour celui du Général Washington..... 5,000

Pour empoiſonner un puits. 60

Pour ſubmerger un Diſtrict qui auroit au moins 25 milles de circonférence..... 30

Pour chaque ballot de marchandiſes peſtiferées envoyé

à Boſton où à Philadelphie. 300

Pour chaque centaine de chiens enragés lâchés dans le pays ..... 20

Pour chaque Lion, Tigre ou Léopard, ditto..... 50

Pour chaque paire d'Inquiſiteurs qu'on pourra y jetter. 1,000

Pour chaque fille du Palais Royal ou de *Drurylane* qui y ſera tranſportée..... 300

Pour la démolition d'un port. 100

Pour obſtruer la navigation d'une riviere..... 200

A ces encouragemens l'Archevêque d'York ajoutera de ſa caſſette les *douceurs* eccléſiaſtiques ſuivantes.

Pour chaque Eccléſiaſtique non conformiſte brûlé vif au poteau..... 500

Pour chaque Temple (*Meeting houſe*) de Quaker..... 1,000

Pour chaque *Quaker* noyé immédiatement après ſon Baptême ..... 10

Les Miniſtres n'éprouveront ſûrement aucun remords de conſcience à faire la guerre de cette *maniere honnête*. En effet, quoiqu'elle pût mériter la cenſure de quelques ames timorées, tels que les *Grotius* & les *Burlamaqui*, il leur ſuffit d'avoir été aſſurés par le Lord

Suffolk, en plein Parlement, que ce ſont des moyens tout ſimples que Dieu & la nature ont mis entre leurs mains pour l'extirpation des rebelles.

Signé, *Le Fer & le Feu.*

Je renvoye, Monſieur, à ma prochaine lettre, un précis curieux des débats parlementaires, depuis le point où je les ai laiſſés juſqu'à l'ajournement pour les vacations de Noël. Je ne vous les annonce point dans toute leur longueur : ce ſeroit remplir le papier d'une infinité de redites, de lieux communs, ou de mauvaiſes figures de Rhétorique, qui embrouillent plutôt qu'ils n'éclairciſſent l'affaire diſcutée. J'ai une autre maniere. C'eſt de ne relever que les ſeules idées qui me frappent comme neuves, en liſant abſolument toutes les éditions de chaque débat. Il eſt vrai que j'y employerai un peu plus de tems ; mais vous en perdrez beaucoup moins, que ſi je mettois ſous vos yeux telle ou telle édition dans toute ſon étendue. A cela il y auroit encore l'inconvénient de ne vous faire voir que ce qui a été relevé par un ſeul Copiſte ; tandis qu'il y en a dix à douze qui prennent & qui publient les débats. Je conviens que pour gagner quelque avantage de ce côté-là, je ſemble perdre de la célérité ; mais ne compterez-vous pour rien l'agrément de trouver raſſemblé

dans une douzaine de pages tout ce qui s'eſt dit d'intéreſſant dans une ſuite de ſéances, dont l'une réfléchit ſouvent beaucoup de lumieres ſur celles qui l'ont précédé. C'eſt la différence d'avoir devant les yeux un tableau où toutes les figures jouent enſemble, ou de voir ſéparément chacune de ces figures dans le carton d'un Amateur.

Je finirai cette lettre par quelques traits des débats du 4 & du 7 Décembre, qui ne ſe ſont pas trouvés dans les éditions ſur leſquelles j'ai déja fait les extraits. Ils roulent ſur le danger que l'Angleterre doit appréhender des ſuites de la Proclamation du 3 Octobre. Par conſéquent ils appartiennent à cette lettre ; & j'y aurai raſſemblé tout ce qui a été dit ou écrit de plus intéreſſant à ce ſujet.

## *Supplément aux débats parlementaires des 4 & 7 Décembre.*

### *Chambre des Communes du 4.*

NOTRE ſituation actuelle nous interdit toute provocation de cette nature. Les côtes ſeptentrionales de l'Angleterre & l'Ecoſſe entiere ne ſont point en état de défenſe. L'Irlande eſt expoſée par-tout aux inſultes d'un ennemi. Des Corſaires ont mis leur monde à terre, ſur nos côtes : s'ils n'y ont point porté le fer & la flamme, ce n'eſt pas qu'ils n'en euſſent les moyens : c'eſt que notre

tre conduite ne leur en avoit pas encore donné l'exemple.

*Coke.*

L'IRLANDE eſt ſans armée, ſans argent, ſans crédit. Sa principale manufacture, (les toiles) eſt preſque entièrement ruinée. Ses autres manufactures ſont anéanties : elle n'a plus de commerce : preſque tous ſes Marchands ſont aujourd'hui des banqueroutiers : il n'y a aucunes forces navales ſur ſes côtes, quoique les Miniſtres aient promis de veiller à ſa ſûreté, & de remplacer par des vaiſſeaux les Défenſeurs qu'elle a fournis pour la cauſe angloiſe en Amérique.

LE malheureux Royaume d'Irlande, n'a pourtant eu aucune part à la guerre d'Amérique : jamais il ne lui en reviendra aucun bénéfice : il ſera le plus expoſé aux ravages & à la déſolation, ſuites inévitables de l'abominable ſyſtême de guerre que l'on veut établir. Il n'a ni fortereſſes, ni armées navales pour le protéger. Dublin même ſa capitale, juſqu'au mois de Septembre dernier, eût pu être la proie d'un envahiſſeur. Ce n'eſt que depuis ce tems-là, que l'entrée de ſon port eſt gardée par deux goëlettes de 16 canons.

*Conolly.*

LA brutalité féroce des Sauvages d'Amérique nos alliés, eſt-elle paſſée dans nos âmes? Ce nouveau plan de guerre eſt digne des Onondagues, des Chikeſaws, & des Chiroquois. Convient-il à un peuple renommé par ſes ſentimens d'humanité? Encore nos efforts pour le remplir ſeront-ils impuiſſans. Notre armée entiere ne pourra jamais ravager plus de vingt lieues de pays. Eſt-il en notre pouvoir de détruire les Villes: le voudrions-nous? A quoi aboutiront donc ces menaces, ſi ce n'eſt à nous couvrir d'infamie, & à faire dire, qu'avec le plus ardent déſir de vengeance, les forces nous ont manqué pour la ſatisfaire?

*Grenville.*

CETTE réſolution des Miniſtres me ſurprend moins qu'un autre. J'ai eu lieu plus d'une fois de remarquer, qu'on me ſavoit mauvais gré, de la modération avec laquelle je voulois faire la guerre. Au ſurplus, la Chambre peut être aſſurée, d'après la connoiſſance que j'ai de l'eſprit de nos troupes en Amérique, qu'elles recevront de très-mauvaiſe grâce de pareils ordres, & qu'on doit s'attendre qu'ils les porteront à l'indiſcipline, & aux ſoulevemens.

*W. Howe.*

COMME repréſentant d'une Province qui fait un grand commerce (Lancaſtre), &

qui va être expoſée aux plus cruelles repréſailles, ſi l'ennemi peut ſeulement y débarquer 500 hommes, je ne puis que m'oppoſer à un plan de conduite ſi dangereux. Oui, cinq cents hommes jettés par la France ou par l'Amérique ſur la côte de Lancaſtre, y feront impunément les plus grands ravages. Je regarde la proclamation, comme un appel fait par nos Miniſtres à la France & à l'Amérique, pour que leurs Corſaires viennent brûler nos Villes, détruire nos manufactures, & égorger nos femmes & nos enfans.

Je veux encore que les troupes reglées & la milice ſoient ſuffiſantes pour repouſſer un envahiſſeur : de quel ſecours nous ſeront ces forces, tant qu'elles reſteront raſſemblées dans les parties les plus voiſines de la France ? Ne laiſſent-elles pas abſolument à découvert les Villes de *Liverpool*, de *Manchester* & de *Lancaſtre*, qui ſeroient entierement ruinées, ſi deux bataillons ennemis ſeulement mettoient le pied ſur cette partie des côtes ? — *Colonel Stanley*, frere du Comte Derby, & Député pour le Comté de Lancaſtre.

QUOIQU'ON m'ait imputé, par de fauſſes interprétations de mes proclamations, les deſſeins les plus ſanguinaires, j'ai toujours réprimé, autant qu'il m'a été poſſible, la barbarie des Sauvages. Je leur ai donné les plus grands encouragemens pour qu'ils amé-

naſſent leurs priſonniers en vie. C'eſt ma fermeté dans cette réſolution, c'eſt le courage avec lequel j'ai ſu punir certaines prévarications, qui a cauſé la défection des Sauvages; & non aucun des motifs allégués dans une longue lettre françoiſe que M. Saint Luc de la Corne vient de m'adreſſer par la voie des papiers publics. — Au ſurplus, on peut s'autoriſer de l'opinion du Comte de la Lippe, & de ce qui s'eſt paſſé dans la derniere guerre. Partout où il eſt à craindre que l'ennemi ne s'établiſſe, il eſt permis de brûler & dévaſter le pays.

*Burgoyne.*

[Dans la lettre dont parle ici M. Burgoyne, & qui eſt datée de Quebec le 23 Octobre 1778, M. Saint Luc de la Corne reproche à ce Général d'avoir trop négligé la ſûreté de ſes propres troupes, après la défaite de Bennington, le 16 Octobre 1776. Il aſſure que les Sauvages en conçurent de juſtes inquiétudes pour eux-mêmes, & que M. Burgoyne dédaigna de s'en occuper; ce qui les mécontenta d'autant plus qu'ils avoient eu 150 des leurs à l'affaire de Bennington, dont un grand nombre, ainſi que leur chef, avoient été tués. Il ajoute que les Sauvages qui reſtoient ayant inſiſté pour avoir du Général une audience qui leur fut refuſée, ils partirent, quoique M. Burgoyne n'eût voulu leur faire donner ni proviſions, ni ſouliers, ni inter-

prêtes : mais qu'après leur départ, reconnoiſſant ſon erreur, il avoit envoyé Saint Luc au Général Carlton dans le Canada, avec priere de bien traiter les Sauvages, & de les lui renvoyer, ce qui ne put pas avoir lieu, parce que la communication ſe trouva coupée. ]

*Chambre des Pairs, le 7.*

LA proclamation incendiaire eſt elle-même une preuve que l'on a abandonné ici toute idée de renouer avec les Colonies. — J'ai entendu dire généralement que le Chevalier Clinton, qui ne fera point uſage du congé qu'il avoit obtenu, puiſqu'il a eu ordre de remplacer le Général Howe, a demandé des renforts qu'on ne pourra point lui donner. Il a pourtant détaché de ſon armée des corps conſidérables : trois mille hommes ſont allés à la Floride pour faciliter une entrepriſe propoſée par les mécontens de la Caroline : cinq mille ſont partis pour les Iſles : deux mille pour Halifax. Avec ce qui lui reſte (*a*), il eſt impoſſible qu'il agiſſe autrement que ſur la défenſive.

*Marquis de Rockingham.*

---

[*a*] On verra dans les prochains débats que tout cela a été pris ſur ſeize mille hommes. C'eſt ce qu'atteſte le Chevalier Wroteſley arrivé de New-York pour l'ouverture du Parlemenr.

ON a dit dans cette Chambre, (ce fut Mylord *Suffolck*,) que l'*aſſommoir* & le *ſcalpel* étoient les inſtrumens de guerre, dont Dieu & la nature avoient armé les Anglois, pour martyriſer & maſſacrer leurs concitoyens: mais quel a été leur crime? Ils ont refuſé de ſe ſoumettre à l'eſclavage: ils ont ſuivi le glorieux exemple de nos peres communs, qui de leur tems ne ceſſoient de ſe répéter cette belle maxime des Romains: *Melius eſt pro patriâ mori, quam vitam miſeram atque inhoneſtam degere per ſervitutem.* Nous les puniſſons d'avoir voulu conſerver leur vertu dans ſon intégrité, & de s'être trop bien perſuadés, qu'un homme perd la moitié de ce qu'il vaut du jour qu'il entre en ſervitude.

J'entens reprocher au Congrès qu'il n'eſt point autoriſé par la nouvelle conſtitution d'Amérique à rejetter nos offres, ni à nous renvoyer à de prétendus Traités, qui n'ont jamais été ratifiés par les peuples du Continent Américain! Mais le Congrès n'eſt-il pas en droit de nous répondre par la même objection, & d'en appeller de même aux peuples libres de l'Angleterre contre un Parlement qui a tant de fois violé la conſtitution angloiſe, qui a uſurpé un pouvoir qui ne lui appartenoit pas, qui a oſé lever des impôts ſans l'aveu des contribuables, & prétendre les aſtreindre à ſes volontés dans tous les cas quelconques, ſans vouloir com-

prendre que dans un Gouvernement limité, il établiſſoit une tyrannie illimitée.

*Lord Abingdon.*

AUTANT j'ai apporté de ſoins à découvrir ce qui ſe paſſoit à la Cour de France, autant j'ai été ponctuel à communiquer aux Miniſtres ce que j'avois pu apprendre. Je n'ai pas été plutôt inſtruit du Traité, que j'en ai donné avis au Lord Weymouth.... Mais je maintiens qu'il exiſte un autre Traité que celui qui a été ſigné le 6 Février dans la ſeule vue de tromper l'Amérique & les Puiſſances de l'Europe. Cet autre Traité eſt tout différent de celui que l'on connoît. Je l'ai vu, c'eſt-à-dire, j'en ai vu une copie, & j'y ai remarqué cette expreſſion, qui peut donner une idée du reſte. » *Qu'il falloit couper les aîles à la Grande-Bretagne, de peur qu'elle ne prît ſon vol trop haut.* Je dis plus, ce Traité ſecret a encore un autre objet que l'indépendance de nos Colonies, il tend au démembrement de l'empire Britannique & à un partage entre la France & les Etats-Unis, de ſes poſſeſſions, tant ſur le Continent que des Iſles de l'Amérique.

La France & l'Amérique ſont liés indiſſolublement pour notre deſtruction. Il ne nous en faut pas d'autre preuve que le langage de M. *Gerard* au Congrès, lorſqu'il a parlé

de la néceſſité de pourſuivre la guerre *contre l'ennemi commun.*

*Lord Stormon.*

CE fut le 5 Mars dernier que M. le Duc de Grafton me ſomma de dire ſi notre Ambaſſadeur à Paris ne nous avoit point appris qu'il y eût un Traité ſigné. — Je lui répondis que je n'avois point de connoiſſance d'un pareil Traité ; & j'aſſure la Chambre que je ferois encore aujourd'hui la même réponſe ſur la même queſtion. Milord Stormont, il eſt vrai, avoit écrit qu'il y avoit un Traité ſigné ; mais il ne l'avoit pas fait de maniere à nous en convaincre, & ſans cette conviction, il m'étoit impoſſible de convenir de l'exiſtence de ce Traité.

*Lord Weymouth.*

JE ne croirai jamais que Mylord Weymouth n'ait point eu quelque autre raiſon que celle qu'il allegue pour douter de la nouvelle qu'il avoue avoir reçue de notre Ambaſſadeur à Paris. Tombe-t-il ſous le ſens que les avis donnés par des Ambaſſadeurs qu'on entretient à grands frais dans des Cours étrangeres, ne méritent aucune attention, s'ils n'ont pas le bonheur de s'offrir avec tout ce qui peut opérer la conviction des Miniſtres ?

*Lord Shelburne.*

LA France n'a qu'un ſeul objet en vue, qui la met dans une poſition abſolument neuve, & dont on n'a point eu d'idée dans aucune autre guerre. Au lieu de s'occuper de ſes forces de terre, elle donne toute ſon attention à ſa marine. Elle veut nous enlever l'empire des mers, après avoir ſi long-tems reconnu qu'il nous appartenoit. Si elle y parvient, quel ſort douloureux ne devons-nous pas attendre. La monarchie Britannique ſera reſſerrée dans les plus étroites limites. N'eſt-ce donc pas notre plus preſſant intérêt de faire en ſorte que l'acceſſion de l'Amérique porte le moins de profit qu'il ſoit poſſible à la France; qu'elle ne puiſſe point lui fournir des vaiſſeaux, des munitions navales, des matelots, la mettre en état enfin d'exécuter le projet qu'elle a formé de ruiner la puiſſance maritime de la Grande-Bretagne?

*Le Lord Suffolk.*

MYLORD SUFFOLK voit parfaitement bien la ſituation actuelle de la France. Il eſt certain qu'elle veut nous diſputer la ſouveraineté ſur mer; & que l'époque actuelle offre un ſpectacle tout nouveau en politique, & dont le dénouement fixera le ſort de l'une & de l'autre nation. Mais ce n'eſt pas ſeulement du rétabliſſement de ſa Marine, que la France s'occupe; elle apporte la plus grande attention à remettre l'ordre dans ſes

finances. Le nouvel Edit du Roi de France, portant création de quatre millions de rentes viageres, juſtifie les appréhenſions de Mylord Suffolk. C'eſt une ſorte de tableau de la finance actuelle de la France. Il me paroît rempli de faits & de raiſonnemens, qu'il nous importe extrêmement de connoître. (M. le Duc de Richmond lit le préambule de l'Edit.)

La France fait cet emprunt à un très-modique intérêt, ſuivant le plan imaginé par le Docteur Price dans ſon Traité des rentes viageres. M. Necker, Financier habile, a ſu en faire ſon profit, & il a inſpiré la plus grande confiance par ſon déſintéreſſement. Qui eſt-ce qui peut refuſer ſon admiration à la ſageſſe, à l'honnêteté & aux ſentimens de cet Etranger, qui releve les finances françoiſes? Si on le compare avec le Chef de notre Tréſorerie, on eſt effrayé de la différence. Elle eſt pourtant bien ſimple, c'eſt que M. Necker n'a d'autre déſir que de faire le bien; & que quand il eſt certain de l'avoir fait, il ſe trouve aſſez récompenſé. Il s'eſt attaché à faire ceſſer les fauſſes dépenſes: il a ſupprimé les emplois où il n'y avoit que du revenu ſans fonctions. Il a travaillé à rendre la Nation Françoiſe Patriote, en lui donnant l'exemple: il a voulu ſervir gratuitement, & ſans prendre les appointemens attachés à ſa place: il s'eſt excuſé même de recevoir une groſſe penſion

qui lui a été offerte au nom du Roi, comme un gage de ſon eſtime, & du prix qu'il attache à ſes ſervices. Comment ſe conduit ici, celui qui ne devroit être que l'émule de ſes vertus? Il s'eſt fait donner le gouvernement des cinq ports: ſa femme a obtenu la forêt de Bushy-Park: ſes enfans ont des places conſidérables, qu'on remplit pour eux, ou qui ne peuvent point leur échapper: il n'a pas rougi même de demander pour ſes deux fils, l'expectative de celle de Contrôleur de la Douane de Londres, actuellement poſſédée par le Duc de Newcaſtle. Un homme auſſi avide, étoit-il propre à rétablir nos finances, ou à mettre en exécution aucun plan d'économie? Comment lui ſeroit il poſſible de refuſer des demandes injuſtes, ou de rejetter des prétentions mal fondées, tandis qu'on pourroit lui reprocher, avec tant de raiſon, que les places & les ſurvivances, même les plus inutiles, ont été accumulées ſur lui, ſans qu'il ait d'autre mérite que d'avoir fait perdre à la Nation treize Colonies? Il eſt le dernier homme du Royaume à qui il convienne de révoquer en doute les droits qu'on auroit à faire valoir pour obtenir des grâces ou des récompenſes. Si quelqu'un de nos publicains, après s'être proſtitué pour lui dans le Parlement, lui demandoit à être favoriſé de quelque marché bien ruineux pour l'Etat, manqueroit-il de lui rappeller ſon premier

marché avec M. Atkinſon, qui fut paſſé dans ſon Cabinet, pour lui donner du rum de la Jamaïque le double du prix qu'il ſe vendoit à Londres: marché qui a été renouvellé deux fois depuis, & par une ſuite duquel il eſt encore employé, à un prix beaucoup trop haut, pour le tranſport des vivres de l'armée, &c? Manqueroit-il de lui remettre ſous les yeux ſon ignorance des prix qu'il convient de donner, après qu'il a pu ſe méprendre ſur la valeur de l'argent d'Amérique, & le compter comme argent ſterling?..... Je ſuis toujours prêt à accepter tel emploi dont on pourra me juger capable, mais à la maniere de M. Necker, ſans émolument ni récompenſe. Je marcherai à l'ennemi, quelque part qu'il ſe trouve: je m'offre même à aller en Amérique, non pas avec une Commiſſion vicieuſe & impraticable, ni avec l'ordre de ſubjuguer; mais j'irai, ſi on le déſire, pour eſſayer de rétablir une communication amicale, & arrêter la réſolution dénaturée d'Anglois qui ont juré de détruire des Anglois. En diſant ceci, je ne me flatte point de renouer l'union qui a ſubſiſté jadis entre l'Amérique & nous: je la crois rompue pour toujours. Mais j'eſpere encore que les Colonies, ſoit par des motifs d'affection, ſoit par le principe d'une ſaine politique, renonceroient à un projet, qui, ſuivant l'opinion de Mylord Suffolk, doit

aboutir à la ruine totale de leur Mere-Patrie.

*Le Duc de Richmond.*

VOILA, Monſieur, ce qui m'étoit reſté à relever des débats de ces deux ſéances. Je ſuivrai conſtamment cette méthode, parce qu'il n'eſt pas poſſible que j'aie lu le jour de l'expédition de ma lettre la totalité de ce qui a percé des débats la veille ou le jour même; & que ſouvent il paroît encore du nouveau le lendemain & les jours ſuivans. — Les fonds publics continuent à baiſſer.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*P. S du 25 Décembre.*

Le 21 au ſoir. — Le Lord Carliſle & William Eden ſont arrivés à Londres de New-York avec le Lord Cornwallis & le Général Grey. — Il confirme la diſperſion de la flotte du Colonel Campbell, & ſon retour à New-York, l'expédition de 3,700 hommes contre la Caroline, étant abſolument manquée, par un coup de vent qui a tout renvoyé à New-York. L'Amiral Byron étoit rentré à Rhode-Iſland le 20 Novembre, où il travailloit à ſe rétablir du coup de vent du 2 Novembre. — Il n'avoit ramené que 9 vaiſſeaux, quoiqu'il fût parti de New-York avec 15. Outre le *Somerſet* de 64 canons, le *Cornwall* de 74, eſt auſſi perdu. Le *Bedford* de 74, entierement démâté. On

étoit perſuadé à New-York que le Com
d'Eſtaing, parti de Boſton le 4 Nove
bre, alloit à la pourſuite du Commodo
Hotham & du Général Grant, partis po
les Iſles avec cinq mille hommes, après av
attendu le vent ſi long-tems à Sandy-Hoo
que l'expédition n'a pas pû être ſecrette.

L'équipage du *Roebuke* atteſte que quo
que l'embarquement des Commiſſaires e
été tenu très-ſecret, la nouvelle en avo
percé chez les Américains: qu'ils ont vu
côte bordée de feux de joie, & que l'on
tiré du canon ſur eux de la côte de Jerſe

M. Washington, au départ des Commiſſaire
alloit établir ſon quartier général à *Morr*
*Town* dans les Jerſeys pour y paſſer l'hyver

L'Amirauté a une lettre de l'Amiral B
ron qui promet de ſe remettre en mer apr
le 24 Novembre; mais il ne dit point ſi c'
avec l'intention encore d'aller chercher
Comte d'Eſtaing.

L'Amiral Hotham n'a que deux jours d'
vance ſur le Comte d'Eſtaing, n'étant par
de New-York que le 2 Novembre avec un
flotte de tranſports qui marchent mal. Il e
indubitable que le Comte d'Eſtaing peut a
river avant lui, & peut-être le diſperſ
avant qu'il atteigne ſa deſtination.

Le *Culloden*, ſéparée de l'eſcadre de B
ron, a pris ſur ſa route, revenant en An
gleterre, un aviſo François, dépêché pa
le Comte d'Eſtaing, mais dont les papie
ont été jettés à la mer.

Le Comte d'Eſtaing faiſoit route avec tant de diligence, qu'il a négligé de détacher de ſes vaiſſeaux après le *Culloden*, qu'il auroit pu prendre s'il avoit voulu riſquer de perdre une journée.

Le *Culloden* eſt rentré dans le port de Milford dans le plus mauvais état, & ayant tout ſon équipage malade.

Les Marchands Anglois, qui font le commerce des Iſles, ſont dans la déſolation depuis l'arrivée des fâcheuſes nouvelles apportées par le Lord Carliſle. Ils voyent les Iſles Angloiſes dans le plus grand danger, puiſque le Comte d'Eſtaing eſt ſûr d'y arriver long-tems avant l'Amiral Byron: auſſi es fonds baiſſent-ils encore depuis hier. Il n'y a que les Iſles d'Antigoa & de la Jamaïque qui offrent des abris ſûrs à des vaiſſeaux pourſuivis par l'ennemi.

Suivant le Lord Carliſle, à ſon départ, l'expédition de la Caroline étant rentrée, il y avoit encore le fonds de 16,000 hommes, dont moitié de Torys Américains.

Dans ſes dernieres dépêches, le Général Clinton demande l'agrément de la Cour pour lever cinq nouveaux régimens de Torys, chacun de 1,000 hommes, qui, avec les autres corps ſemblables déja levés, formeront la garniſon de New-York. Ce ſera une épargne conſidérable pour la Cour, qui la fera paſſer d'autant moins de troupes Européennes. On parle toujours cependant de l'envoi d'un corps de 15,000 hommes au printems.

Il y a ici une lettre de Boſton, du Novembre, où il eſt dit que c'eſt le br général qu'avant le mois de Juin prochai il ſera arrivé ſur le Continent Américain u armée Françoiſe de 15,000 hommes.

Le ſieur Clark, Colonel d'un corps milice Américaine, a pris poſſeſſion du Fo Chartres, & d'autres poſtes entre les rivie d'Ohin & de Miſſiſſipi. On attendoit le 9 O tobre le Commandant Anglois à William bourg dans la Virginie, où il aura la Vi pour priſon.

Hier 24, le vent étant N. O. la flot pour les Iſles, au nombre de 150 voiles, dû appareiller de Portſmouth.

Le même jour le Parlement s'eſt ajourn ſavoir, la Chambre des Communes pour le 1 Janvier, & celle des Lords pour le 17.

Le vaiſſeau l'*York*, qui arrive de l'In ſous l'eſcorte du vaiſſeau de guerre le *Beliſl* aſſure qu'un gros Corſaire François a étab ſa croiſiere devant la côte Malabar, & qu a des compagnons.

Les fonds ſont encore baiſſés. Chaque cra dont ils deſcendent rencherit le prix auqu ſe fera l'emprunt. On aſſure que le *Budget* s'ou vrira le 20 Janvier, & que les moyens de M lord North conſiſtent dans le doublement d droit ſur les Domeſtiques & de celui ſur le Voitures: dans l'augmentation de deux tie ſur celui des maiſons: ſavoir quinze pou cent au lieu de cinq.

FIN.

# LETTRE

## *D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 6 Janvier 1779.

MES Correſpondans en Amérique m'ont écrit, Monſieur, diverſes lettres que je juge aſſez intéreſſantes pour ne pas différer à vous les communiquer. Vous ſerez ſur-tout bien aiſe de voir celles où on explique les événemens qui ſe ſont paſſés à Boſton pendant le ſéjour que l'eſcadre Françoiſe a fait dans ce port.

### *Extraits de diverſes lettres écrites de Boſton au Banquier de Londres.*

*Extrait d'une lettre du 23 Octobre.*

Hier le Conſeil a reçu avis du Général Washington, par une lettre datée du 20 de ce mois, que l'ennemi paroiſſoit réſolu à évacuer (*a*) New-York : que plus de cent vaiſſeaux de tranſport étoient deſcendus à *Hook* avec des vaiſſeaux de guerre : que le 17 ils

(*a*) Les divers embarquemens qui ſe ſont faits en même tems pour les Iſles, pour la Caroline, & auſſi, dit-on, pour Halifax, ſembloient juſtifier cette conjecture.

avoient tiré le canon pour faire ſignal à d'autres de les joindre : que, ſuivant l'opinion générale, ils étoient deſtinés pout les Indes Occidentales. Quelques perſonnes préſument cependant que ces vaiſſeaux vont à la (*a*) Caroline Méridionale, & d'autres diſent qu'ils viennent ici (Boſton); mais ce ne ſont que des conjectures. Nous ne ſerions point effrayés de leur arrivée. Pour moi, je ſuis très perſuadé qu'ils gagnent le large. Quoiqu'il en ſoit, le Général Washington fait marcher une partie de ſon armée vers l'Eſt, juſqu'à la riviere Connecticut, parce qu'il penſe que le Général Sulivan à Providence, & la Milice de ces Etats, qui ſe tient prête à marcher au premier ordre, ſuffiront pour empêcher l'ennemi de nous faire aucun mal. En effet, la ſaiſon eſt trop avancée pour qu'il entreprenne aucune expédition de conſéquence. Le Comte d'Eſtaing & ſa flotte ſont dans la rade de Nantasket en très-bon état; & les Iſles autour de lui ſont bien fortifiées. Ce Général ainſi que tous ſes Officiers ſe conduiſent avec toute l'honnêteté poſſible : nous les aimons & eſtimons infiniment.

Suivant une lettre de Connecticut, on a arrêté dernierement à Danbury ou dans les

(*a*) C'étoit l'embarquement de trois mille ſept cents hommes pour la Caroline Méridionale, ſous les ordres du Colonel Campbell. Un coup de vent l'a repouſſé ſur la Nouvelle-York, & l'expédition eſt manquée, ſuivant le rapport des Commiſſaires Anglois, à leur arrivée à Londres.

environs, un Eſpion qui avoit traverſé la flotte du Comte d'Eſtaing, vû tous nos ouvrages dans ces environs & viſité toutes les diviſions de l'armée du Général Washington, & qui étoît déja ſur le point de s'en retourner à New-York. On l'a ſoupçonné & pourſuivi, & ſon cheval ſe trouvant fatigué, l'Eſpion a été rejoint & mis en lieu de ſûreté. On a trouvé 700 guinées cachées dans ſa ſelle.

*Voici une lettre du Général Comte Pulawski au Préſident du Congrès, en date du 16 Octobre 1778.*

MONSIEUR,

» Craignant que ma lettre ſur ma derniere affaire ne vous parvienne point ou ne ſoit retardée, & ayant de nouveaux détails à vous mander, j'ai cru néceſſaire de vous écrire la préſente «.

» Vous ſaurez qu'un nommé Juliet, Officier, qui avoit déſerté dernierement de l'ennemi y eſt retourné, il y a deux jours, avec trois hommes qu'il a débauchés & deux autres qu'il a emmenés de force. Les ennemis excités ſans doute par ce Juliet, nous ont attaqués hier 15 à trois heures du matin avec quatre mille hommes. Ils ſont tombés d'abord ſur nos piquets, qui ont perdu quelques hommes dans leur retraite : puis ils ſe ſont avancés vers notre corps d'infanterie. Le Lieutenant Colonel Baron de Boſe, qui étoit à la tête

de ſa troupe & combattoit vigoureuſement, a été tué de pluſieurs coups de bayonnette ainſi que le Lieutenant de la Borderie. Il y a un petit nombre de Soldats & autres de bleſſés. Cette action n'auroit pas ceſſé de ſitôt ſi dès la premiere allarme je n'eûſſe volé avec ma Cavalerie au ſecours de l'Infanterie, qui au moment de mon arrivée faiſoit bonne contenance. L'ennemi n'a pas tardé de prendre la fuite en grand déſordre, & a laiſſé derriere lui beaucoup d'armes, de chapeaux, d'épées, &c.«

» Nous avons fait quelques priſonniers & nous en aurions pris un plus grand nombre, ſans un marécage que nos chevaux ont eû de la peine à paſſer. Malgré cet obſtacle, nous avons toujours avancé, dans l'eſpérance de rejoindre les ennemis; mais ils avoient coupé un pont crainte d'être atteints, ce qui en effet les a ſauvés. Cependant mon Infanterie légere, & particulierement la compagnie de Carabiniers ont paſſé le marécage ſur des planches qui y étoient reſtées, & ont fait quelques décharges ſur l'arriere-garde des ennemis : ceci a engagé une ſeconde action dans laquelle nous avons eû également l'avantage, ayant mis de nouveau les ennemis en fuite, quoiqu'ils fûſſent en plus grand nombre que nous «.

» Je n'ai pas voulu permettre à mes Chaſſeurs de pourſuivre l'ennemi plus loin, parce que je ne pouvois point les ſoutenir: en

conſéquence ils ſont revenus auſſi-tôt ſur leurs pas «.

Notre perte en tués, bleſſés & manquans conſiſte dans environ vingt-cinq ou trente hommes & quelques chevaux. Celle de l'ennemi paroit être beaucoup plus conſidérable. Nous lui avons coupé de ſon arriere-garde environ vingt cinq hommes, qui ſe ſont ſauvés dans l'intérieur du pays & dans les bois. Nous n'avons pas pû les retrouver depuis. L'opinion générale eſt que les Torys dans la proximité de ce camp les auront cachés.

*En Congrès le 17 Octobre* 1778

Soit publié.

Henry LAURENS, Préſident.

*Autre du 26 Octobre.*

L'alliance avec la France a été un coup déciſif en faveur de l'Amérique. Elle a contribué en partie à ouvrir les yeux à la Grande-Bretagne, qui a ſongé de ce moment à faire la paix avec nous. Ce ſont les allarmes cauſées par l'approche du Comte d'Eſtaing, qui, en engageant le Lord Howe à rappeller ſes croiſeurs, ont r'ouvert nos ports aux bâtimens de commerce & aux priſes. Elles ont obligé Clinton d'évacuer Philadelphie beaucoup plutôt qu'il ne l'auroit fait ſans cette circonſtance: elles ont forcé la Grande-Bretagne d'envoyer l'eſcadre de Byron en

Amérique, ce qui a donné la ſupériorité aux flottes Françoiſes dans les mers d'Europe. La préſence du Comte d'Eſtaing dans les nôtres a empêché les Anglois de détacher à tems les forces néceſſaires pour la défenſe de leurs Iſles: elle peut les obliger d'évacuer les Etats-unis plutôt qu'ils n'y auroient penſé, & plus complettement que ſi l'Amérique n'eût pas été ſecourue par des forces navales auſſi reſpectables. Il faudroit donc que nous fuſſions les plus imbécilles de tous les hommes, ſi, nous laiſſant ſéduire par les ſuggeſtions des Commiſſaires Britanniques, nous nous rendions coupables de perfidie envers un tel Allié, & ſi après une action qui ne nous laiſſeroit pas un ſeul ami dans l'univers, nous attirions ſur nous les forces réunies de la France & de l'Angleterre. Nous ſommes les alliés de la France & non ſes ſujets. Notre indépendance a maintenant pour appui ſon intérêt même, celle de toutes les loix qu'on élude le moins. Comment nos libertés civiles & religieuſes pourroient-elles être en danger tant que nous retiendrons notre ſouveraineté? La Grande-Bretagne n'a-t-elle pas toujours eu des Alliés qui n'avoient ni la même Religion qu'elle, ni la même forme de gouvernement? L'Amérique, dans le tems où elle faiſoit partie de ſes domaines, n'étoit-elle pas compriſe dans ces alliances? Avons-nous jamais eû, lorſque nous étions Anglois, la moindre

inquiétude de ces liaiſons? Enfin, ne ſeroit-ce pas auſſi faire à la raiſon une inſulte trop choquante que de ſuppoſer les argumens du manifeſte du 3 Octobre, digne d'une réfutation ſérieuſe?

Au nombre des priſes que le Comte d'Eſtaing a amenées à Boſton, il s'eſt trouvé un gros bâtiment chargé de munitions d'artillerie, & entr'autres de ſix gros mortiers avec les bombes pour ces mortiers.

*Autre du 28 Octobre.*

» Ces jours derniers j'allai avec M. Adams & quelques amis pour voir le Comte d'Eſtaing & ſa flotte à Nantasket où nous avons été accueillis avec toutes ſortes d'attentions & de politeſſes. Le Comte d'Eſtaing a éprouvé une ſuite continuelle de contrariétés depuis ſon départ de France. Dans toute ſa traverſée il a toujours eû les vents à combattre. Il eſt arrivé devant les caps de la Delaware deux jours trop tard pour bloquer dans cette riviere la flotte Britannique, qui, ſans ce contre tems, auroit infailliblement tombé entre ſes mains. A New-York il s'eſt convaincu, par des épreuves réitérées, qu'il n'y avoit pas aſſez d'eau pour que ſes plus gros vaiſſeaux pûſſent entrer dans le port, ſurtout relativement à la maniere dont les vaiſſeaux ennemis étoient placés. Sur les inſtances du Général Washington, il a abandonné ce blocus pour ſe rendre à Rhode-Iſland, où

l'on eſpéroit que la réunion de ſes forces avec celles du Général Sullivan, qui attaquoit l'ennemi du côté de la terre, le forceroit de mettre bas les armes. Il n'y avoit pas encore deux jours qu'il s'étoit retiré de devant New-York, qu'il y arriva d'Irlande une flotte conſidérable de bâtimens de tranſports chargés de proviſions, qui ſeroient infailliblement tombés entre ſes mains s'il n'eût pas quitté cette croiſiere. Ce n'eſt pas tout : les diſpoſitions néceſſaires ponr attaquer les troupes Britanniques à Rhode-Iſland étant faites, le jour même que la deſcente doit avoir lieu, on voit paroître une flotte Angloiſe devant le port, ce qui oblige le Comte d'Eſtaing de ſortir avec la ſienne pour aller au-devant de l'ennemi. En conſéquence il met à la voile, pourſuit les Anglois & les atteint. Mais le matin même du jour qu'il les avoit joints, il s'éleva un des plus terribles ouragans dont on ait jamais entendu parler. La flotte Françoiſe fût ſi horriblement maltraitée, que M. d'Eſtaing ne retourna à Rhode-Iſland que pour informer le Général Sullivan de cet accident, qui ne lui permettoit pas de concourir avec lui au ſuccès de l'expédition : forcé, à ſon grand regret, de chercher un port où il pût ſe réparer, il fit voile pour Boſton. C'eſt ainſi que toutes nos eſpérances ſe ſont évanouies en un inſtant, car l'ennemi ſe ſeroit infailliblement rendu ſous vingt-quatre heures.

Le départ du Comte d'Eſtaing de Rhode-Iſland & le mauvais ſuccès de cette expédition, ont occaſioné beaucoup de murmures & de propos au déſavantage des François. Sachant combien il eſt important pour nous d'entretenir une bonne intelligence avec nos nouveaux Alliés, j'ai fait tout ce qui dépendoit de moi pour que l'on comprît bien ici que les François n'étoient point à blâmer, qu'ils avoient fait tout ce qui étoit en leur pouvoir pour coopérer avec nous au ſuccès de l'expédition de Rhode-Iſland : qu'il ne falloit s'en prendre qu'aux élémens & à un ouragan terrible qui avoit rompu toutes nos meſures. J'aſſurai le peuple que tout ce que je diſois à ce ſujet, je le diſois avec pleine connoiſſance de cauſe, ayant eu occaſion, comme Membre d'un Comité du Conſeil, d'avoir une longue conférence avec le Comte d'Eſtaing, ſur les raiſons qui l'ont forcé d'abandonner l'attaque de Rhode-Iſland & qui ont fait manquer cette expédition : que le Comte d'Eſtaing avoit démontré au Conſeil qu'il n'avoit quitté Rhode-Iſland que par rapport au mauvais état de ſa flotte, qui étoit dans l'impoſſibilité de tenir la mer, & que depuis ſon arrivée en Amérique, il avoit fait tout ce qui étoit en ſon pouvoir pour lui être utile & nuire à ſes ennemis.

Actuellement le peuple eſt en général très-ſatisfait : cela me fait le plus grand plaiſir, car je regarde comme une choſe de la

derniere importance pour l'Amérique, le maintien de la bonne intelligence avec ſes alliés : c'eſt ce qui ne s'effectuera qu'en ayant pour eux les meilleurs procédés, & obſervant avec la plus religieuſe exactitude les traités faits avec eux. Cette conduite engagera la France, ainſi que les autres Etats de l'Europe, à mettre en nous la plus grande confiance; & on voit par là qu'elle intereſſe autant notre bien être que notre honneur.

Suivant les derniers avis du Sud, l'ennemi pourroit bien évacuer New-York. Il a déja fait partir un nombre conſidérable de bâtimens de tranſports chargés de troupes. On ignore leur deſtination, mais dans la crainte que ces forces n'aillent à Boſton, le Général a détaché un corps de ſon armée auquel il a donné ordre de prendre à petites journées le chemin de cette Ville.

*P. S. du 28 Octobre.* — L'eſcadre Angloiſe aux ordres de Byron eſt partie le 20 de New York: ſa deſtination eſt ignorée : ſuivant quelques uns c'eſt pour les Indes Occidentales: ſuivant d'autres pour Boſton. Je panche à croire que c'eſt pour les Iſles.

[ On a ſû depuis que l'eſcadre de Byron a été diſperſée le premier & le deux Novembre, & qu'il en eſt rentré neuf vaiſſeaux à Rhode-Iſland où l'Amiral étoit encore le 26 Novembre. ]

*Autre du 30 Octobre.*

La détention des prises, à laquelle se rapportent les actes suivans, & la restitution qui en fut faite aux propriétaires Anglois par la Cour de France l'année derniere, avant que notre indépendance fût reconnue, & vû qu'il y avoit des torts du côté des preneurs, ayant causé dans le tems quelque mécontentement chez les Américains, on a crû devoir mettre ici sous les yeux du public un détail authentique de l'arrangement définitif de cette affaire. Il nous fournira une preuve frappante, entre plusieurs autres, non-seulement de l'équité, mais même de la générosité de notre grand & bon Allié le Roi Très-Chrétien, & de la résolution où il est de satisfaire pleinement dans toutes les occasions qui s'en présenteront, comme il l'a déja fait dans toutes celles qui ont eu lieu, aux engagemens de la bonne foi & de l'amitié qu'il a jurée par sa derniere alliance avec les Etats-Unis.

*A Boston, le 17 Octobre 1778.*

Etat de la Baye de Massachuset.

Pour le souvenir de chacun, le sieur Joseph Foster, de la Ville de Glocester, dans cet Etat, Marchand, ayant joint à sa Requête les preuves nécessaires, paroît être l'Agent des Propriétaires, Officiers, Soldats de marine & Matelots du Corsaire brigan-

tin le *Général-Mercer*, ayant pour Commandant James Babſon, & s'étant appellé le *Hancock* pendant qu'il étoit en France l'année derniere.

Meſſieurs John Grenell & Adam Babcock, tous deux de Boſton, Marchands, paroiſſent ſur leur Requête, être les Propriétaires & les Agens des autres Propriétaires, Officiers, Soldats de marine & matelots du Corſaire brigantin le *Fanny*, ayant pour Commandant John Kendrick, & nommé le *Boſton* pendant qu'il étoit en France l'année derniere; leſquels dits Corſaires ayant pris deux vaiſſeaux Anglois, chargés de ſucre, les ayant conduits au Port de Nantes, en France, le 13 Août 1777, les ont déclarés comme vaiſſeaux Hollandois venant de Saint-Euſtache, ce qui a occaſionné la confiſcation de ces deux vaiſſeaux par l'Amirauté.

Cependant S. M. T. C. le Roi de France, par ſon extrême bonté, ayant bien voulu ordonner que la ſomme de 400,000 livres, argent de France, fût payée aux Propriétaires & autres Intéreſſés dans les deux dits Corſaires Américains, lequel ordre a été d'abord adreſſé à M. Ray de Chaumont, Intendant honoraire de l'Hôtel Royal des Invalides, par lui à Jean Holker, Agent Général de la Marine royale, & Conſul de France, & par ce dernier auxdits Agens & Propriétaires deſdits Corſaires.

Nous déclarons que les preuves qu'on

nous a préſentées nous ont paru ſatisfaiſantes & ſuffiſantes pour autoriſer ledit Jean Holker à payer audit John Foſter, & à Meſſieurs John Grenell & Adam Babcock, ladite ſomme de 400,000 livres, argent de France, ſuivant les ordres de S. M. T. C. le Roi de France.

Reçu de l'honorable John Holker, Agent Général de la Marine royale & Conſul de France, quatre cents mille livres, argent de France, dont la valeur en lettres de change ſur la France & ſur Philadelphie, étant une gratification accordée par S. M. T. C. le Roi de France (que Dieu conſerve), aux Propriétaires & à tous les Intéreſſés dans les deux corſaires le *Fanny* & le *Général Mercer*, John Kendrick & James Babſon, Commandans, nommés le *Boſton* & le *Hancock*, lorſqu'ils étoient en France l'année derniere, laquelle gratification a été accordée, au lieu de deux priſes conduites dans le Port de Nantes, par leſdits corſaires, le 13 Août 1777, où il les avoient déclarés comme vaiſſeaux Hollandois venant de Saint-Euſtache, ce qui les a fait confiſquer à la Cour de l'Amirauté au profit de Sa Majeſté, & ont été délivrés par autorité aux Propriétaires en Angleterre.

Avant de recevoir ladite ſomme de 400,000 livres, nous avons fait les démarches néceſſaires, & fourni les preuves ſuffiſantes qui établiſſent que nous ſommes

légalement autoriſés à recevoir ladite gratification, en qualité de Propriétaires & d'Agens pour tous les Intéreſſés dans les deux ſuſdits corſaires & priſes, comme il paroîtra évidemment par la date & l'ordre du Conſeil, du 17 Octobre dernier. Nous ſommes charmés de ſaiſir cette occaſion de rendre graces à Sa Majeſté le Roi de France d'un don auſſi digne d'un grand Prince, nous déclarant pleinement ſatisfaits à cet égard, & d'autant plus flattés que, par-là, nous acquérons une nouvelle preuve du bonheur dont nous jouiſſons par l'amitié dont nous honore ce Monarque.

*A Boſton 28 Octobre 1778.*

*Signé* ADAM BABCOCK.

JOHN GRENELL.

JOSEPH FOSTER.

Ezechiel Price, Notaire public, Admis & Juré, par autorité, demeurant & pratiquant à Boſton, dans la Nouvelle-Angleterre, je certifie qu'Adam Babcock, Joſeph Foſter & John Grenell ont ſigné le précédent Acte, en préſence de l'Honorable M. Holker & en préſence de moi, Notaire ſouſſigné.

En témoignage de quoi, j'ai ſigné de ma propre main, & j'ai appoſé mon cachet notarial audit Acte, en ladite ville de Boſton,

ce 26 Octobre, de l'an du Chriſt notre Seigneur 1778.

*Autre du 4 Novembre.*

Comme pluſieurs perſonnes peuvent croire qu'on eſt expoſé à manquer de ſubſiſtances en Amérique, à cauſe des difficultés que la flotte Françoiſe a éprouvées à Boſton pour en avoir, & ſur tout pour s'y procurer du pain, permettez-moi de vous faire quelques obſervations à ce ſujet,

On pourroit ſe contenter de dire que le Comte d'Eſtaing a pourtant obtenu une quantité ſuffiſante de proviſions, quoique le prix en fût un peu haut; & d'aſſurer qu'une flotte Françoiſe eſt toujours ſûre d'en trouver à Boſton, quoiqu'à un prix plus cher que dans toute autre partie des Etats-Unis.

De tous les treize Etats-Unis, la Baye de Maſſachuſet eſt le ſeul qui ne cultive que peu de grain. Le ſol ou l'air y eſt moins favorable pour cette culture; & par ſon commerce elle s'eſt toujours vue en état de tirer ſi aiſément du grain & de la farine de Penſylvanie, du Maryland & de la Virginie, qu'il a été ſupputé qu'environ 50,000 habitans de diverſes Villes maritimes comme Boſton, Salem, New-Burry, Port & Marblehead ont été annuellement nourris de ſon moment importé, la Province n'en produiſant pas aſſez pour ſes Habitans.

Depuis le commencement de cette guerre les Habitans ont recueilli plus de grain qu'auparavant, mais jamais autant qu'il leur en falloit; & ce qui leur manquoit leur eſt venu en partie, par des voitures de terre, des Etats de Connecticut & de New-York, & en partie, par mer, de Penſylvanie, du Mariland & de Virginie, ſur de petits bâtimens conduits par des Navigateurs adroits que toute la vigilance des frégates Angloiſes n'a jamais pu intercepter.

Dans cette année 1778, les Etats méridionaux, pour des raiſons d'Etat, ont mis un embargo ſur le grain, lequel a entierement coupé des canaux de ſecours pour Boſton. Le pain a donc dû y être rare & cher. Pour ſurcroît de malheur, il a fallu nourrir l'armée de Burgoyne, conſiſtant en 6,000 hommes caſernés à Cambridge, à une lieue de Boſton; de ſorte qu'au moment où l'eſcadre Françoiſe eſt arrivée dans ce Port, la diſette de pain y étoit ſi réelle que la demande ſubite & inattendue d'un ſurcroît auſſi conſidérable excita des appréhenſions de famine dans une partie des Habitans.

Mais on peut être aſſuré que par-tout ailleurs, dans les Etats-Unis, il croît plus de bled que pour la conſommation. Il n'eſt pas moins conſtant que même à Boſton toutes les fois qu'une flotte y arrivera, elle y trouvera des proviſions de grain en tout

tems

tems, ſans autre augmentation ſur le prix que celui de ſon tranſport par terre.

Ce fut cette diſette de pain qui donna lieu, ou du moins ſervit de prétexte aux troubles qui éclaterent à l'arrivée de la flotte.

Il y avoit alors dans le Port pluſieurs corſaires dont en général les équipages avoient plus ou moins de Matelots Anglois, Ecoſſois & Hollandois. Il y avoit auſſi quelques déſerteurs, non-ſeulement de l'armée de Burgoyne, mais encore de divers corps de priſonniers ſur leur parole, dont le nombre eſt de plus de 5,000 dans les différens Etats, comme auſſi d'autres deſerteurs de la principale armée Angloiſe & de ſes poſtes avancés, qui s'étoient enrolés ſur ſes corſaires. Beaucoup de ces gens, comme il eſt à le ſuppoſer d'après ce qu'on vient de dire, craignant de manquer de pain, & excités probablement par des ennemis ſecrets, coururent aux magaſins, y chercherent querelle, & paſſant des injures aux coups, occaſionnerent les déſordres dont tous les honnêtes gens de Boſton ont gémi.

Cela n'eſt pourtant pas ſurprenant. Il faut plutôt s'étonner que les déſordres n'ayent pas été plus violens & qu'il n'y en ait pas eu davantage. Car il n'y a point de Nation ſur terre dont les Matelots ne mépriſent & ne déteſtent ceux de toutes les autres Nations. C'eſt l'opinion de tout ce qu'il y a de gens

éclairés à Boſton, que ſi une flotte Angloiſe auſſi conſidérable y eût reſté auſſi long-tems lorſque la paix la plus profonde & l'amitié la plus intime regnoient entre l'Angleterre & l'Amérique, il y auroit eu beaucoup plus de troubles & de querelles entre cette flotte Angloiſe & les Boſtoniens, ce qui fait infiniment d'honneur à la flotte Françoiſe & à ſon Commandant, & prouve de la maniere la plus ſatisfaiſante l'excellent ordre & la bonne diſcipline de cette armée navale.

Toutes les fois que des Matelots François & Eſpagnols, Anglois & Portugais, ſe trouvent enſemble, ils ſe battent entr'eux comme chiens & chats, ou s'ils aiment mieux être comparés à des animaux plus nobles, comme l'éléphant & le rhinocéros. Parmi les Anglois, ceux de Londres & de Briſtol, & en Amérique même ceux de Salem & de Marblehead ne ſe ſont jamais trouvés enſemble ſans ſe diſputer d'adreſſe à coups de poing ou de gourdin. Telle eſt la nature & le caractere du Matelot; & il attache autant d'honneur à la bravoure héroïque qu'il montre de cette maniere, que ſi le canon étoit de la partie.

L'émeute qui a eu lieu pour le pain à Boſton eſt aſſez importante pour être bien connue. Toutes les autres proviſions, ſurtout celle du bœuf & du porc, y ſont en grande abondance & de bonne qualité. Les reſſources de ces articles ſont inépuiſables

dans la Nouvelle-Angleterre. Les Anglois voudroient bien rendre cette reſſource inutile à la France; mais ils pourroient tout auſſi aiſément deſſécher l'Océan. Quand même ils brûleroient la ville de Boſton, ce que toutefois ils ne peuvent faire ſans en demander la permiſſion à une race d'hommes hardis & courageux, il reſteroit toujours à la France un Port dans lequel toutes les flottes de l'Europe peuvent mouiller en ſûreté, & un Pays abondant en proviſions de toute eſpece, excepté en bled, mais où l'on peut s'en procurer aſſez en le faiſant venir par terre & en payant la voiture.

Les troupes de la Convention de Saratoga ſe mettront en marche le 10 Novembre pour aller au Sud. Les Allemands ſe ſont comportés paiſiblement: les Anglois ont donné de fréquentes preuves de leur turbulence. On dit que les Commandans du Roi en Amérique n'ont point fourni à ces troupes les articles convenus. Peut-être n'étoit-ce pas en leur pouvoir. En effet, c'eſt tout ce qu'ils ont pu faire en dernier lieu, que de procurer des proviſions à leurs propres armées; mais on ajoute qu'ils ont refuſé des convois pour celles qui auroient pû venir par eau. C'eſt pourquoi le Congrès a jugé à propos de faire paſſer ces mêmes troupes dans des cantonnements où leur ſubſiſtance ſera plus facile & moins chere.

Un certain nombre de Chefs & de Délé-

gués Indiens des Tribus de Penobſcot & de la Nouvelle-Ecoſſe ont été voir le Comte d'Eſtaing, qui les a reçus à bord du *Languedoc* & les a traités avec beaucoup d'honnêtetés. On remarquoit facilement que ces Sauvages n'avoient point perdu leur ancien attachement & leur grande prédilection pour les François. Ils ont demandé avec empreſſement des nouvelles du Roi de France, qu'ils n'ont jamais ceſſé d'appeller leur pere; tandis que leurs Sachems ne donnoient ordinairement que le nom de frere au Roi de la Grande-Bretagne. Ils ont dit entr'autres choſes à l'Amiral François qu'ils avoient appris une nouvelle qui leur avoit fait beaucoup de plaiſir; ſavoir, que leur pere le Roi de France avoit conclu depuis peu un traité d'amitié avec les Etats de l'Amérique & leur avoit envoyé un certain nombre de ſes gros vaiſſeaux & de ſes meilleurs guerriers, pour les ſoutenir contre les vaiſſeaux & les armées du Roi de la Grande-Bretagne: mais que cette nouvelle avoit été ſouvent contredite par des gens qui prétendoient qu'il n'étoit venu que quelques petits vaiſſeaux François pour commercer avec les habitans des Etats-unis, & profiter du haut prix qu'ils pouvoient tirer dans ce moment de leurs marchandiſes: que ne ſachant ce qu'ils devoient croire, ils étoient venus pour s'aſſurer de la vérité par leurs propres yeux & pour en rendre compte à leur retour à leurs freres. Le Comte d'Eſ-

taing leur a fait des préſents, les a chargés d'aſſurer de ſon amitié leurs freres abſens, & leur a fait voir ſes vaiſſeaux, qui ont paru leur cauſer la plus grande admiration, après quoi ils ſe ſont retirés pénétrés de ſatisfaction.

*Autre du 6 Novembre.*

On ne tardera point à voir ſecrettement à Londres & publiquement en France, pluſieurs Boſtoniens qui rendront les témoignages les plus agréables à tous nos amis en Europe, de l'union & de la fermeté des Américains. On ſaura par eux combien le Comte d'Eſtaing a été cheri & reſpecté parmi nous, ainſi que tous ſes Officiers & en général toute ſon eſcadre, & quel flatteur ſouvenir nous ne ceſſerons d'en conſerver. C'eſt opinion de toute cette Ville, que dans les ems les plus tranquilles, une flotte Angloiſe 'y auroit pas fait un auſſi long ſéjour, & 'y auroit pas autant communiqué avec les abitans ſans qu'il y eût eu beaucoup plus de roubles & de déſordres.

Je vous envoye un arrêté récent du Conrès, pour lequel on pourra juger d'abord ue nous avons quelques excuſes à faire à oute la bonne compagnie de l'Europe en énéral. Le voici.

*En Congrès le* 12 *Octobre* 1778.

Comme la vraie Religion & la bonne morale ſont le ſeul fondement de la liberté & de la félicité publiques ;

*Arrêté* qu'il ſoit & qu'il eſt par les préſentes ſérieuſement recommandé aux divers Etats de prendre les meſures les plus efficaces pour l'encouragement de la Religion & de la morale, & pour défendre les *repréſentations théâtrales*, les *courſes de Chevaux*, le *jeu* & tous autres amuſemens qui conduiſent à l'oiſiveté, à la diſſipation & à la dépravation générale des principes & des mœurs :

*Arrêté* que tous les Officiers de l'armée des Etats-unis ſont expreſſément chargés de tenir la main à ce que les regles ſalutaires établies pour extirper la profanation & le vice & pour conſerver la bonne morale entre les ſoldats, ſoient duement & ponctuellement obſervées.

*Extrait des minutes.*

CHARLES THOMSON, Secrétaire.

Le premier mouvement de tous vos gens aimables, ſera de dire que nous ſommes des barbares ; puiſque nous banniſſons de chez nous les amuſemens les plus diſtingués & les plus honnêtes, tels que le jeu, les courſes de chevaux & mêmes les ſpectacles, qui à ce

qu'ils ont d'honnête, réuniſſent encore l'avantage d'une agréable utilité.

Mais qu'on daigne y réfléchir un moment, & loin de nous trouver ſi blamables, peut-être nous jugera-t-on dignes d'applaudiſſemens. Ce n'eſt point des triſtes circonſtances actuelles que je tirerai notre juſtification : Il eſt tout ſimple que dans un tems où notre pays offre au monde entier le ſpectacle des plus ſanglantes tragédies, entremêlées des ſcènes bouffones que ne ceſſe de donner la conduite inepte de nos ennemis, nous devions trouver peu d'intérêt aux malheurs de la famille d'Atrée ou aux petits ridicules des ſociétés modernes. J'ai des motifs plus politiques à alléguer pour accoutumer nos contemporains en Europe à trouver très-bon que ce jeu, les courſes de chevaux & les ſpectacles ſoient bannis pour toujours du continent Américain. L'Europe & la France ſurtout y a le plus grand intérêt. En renonçant à lui enlever ſes plaiſirs, nous lui garantiſſons le monopole des Arts agréables qui marchent à leur ſuite & qui conſtituent autant une partie de ſes richeſſes, que la groſſe culture en tout genre eſt la baſe des nôtres. Ce jeu ameneroit chez nous la néceſſité, son inſéparable compagne, & leur fille l'induſtrie, ſi eſſentielle au maintien de leur union. Nous aimons trop nos Alliés actuels & futurs pour favoriſer une émigration qui leur porteroit un tel préjudice. Pour que

tout aille bien dans les Gouvernemens d'Europe & que chacun y ſoit content à ſon tour, il faut qu'on s'y ruine. Les moyens de ſe ruiner y ſont une des ſources de la proſpérité générale: peut-être un des *Arcana imperii*. Ainſi ni Gouvernement, ni Nation en Europe ne verront avec peine que nous renonçons à leur enlever leurs Banquiers & leurs Croupiers de Pharaon. Aucun ne ſera tenté de venir lever un impôt ſur notre ſommeil. Ce n'eſt point pour le jeu qu'on veille en Amérique.

Les courſes de chevaux ont, il eſt vrai, quelques lueurs d'avantages : Elles ſemblent tendre à l'amélioration des races. Nous en avons certainement d'excellentes, que cet exercice perfectionneroit merveilleuſement. Mais qu'en réſulteroit-il? On voudroit partout en Europe avoir des Chevaux Américains pour battre les chevaux Anglois. Le prix des nôtres ſeroit exceſſif, vû notre éloignement & les riſques du tranſport. On prendroit de l'humeur de nous les payer ſi cher. On nous taxeroit d'être encore plus larrons que les Anglois dans ce genre de commerce, ce que pourroit bien faire l'occaſion qui ne ſe corrige point de ſes mauvaiſes habitudes. Nous faiſons donc bien plus ſagement de nous détacher du goût qui peut nous être reſtés pour ce péché de nos peres, & de le paſſer aux Anglois en avancement d'Hoirie. — D'ailleurs il faudroit envoyer nos *Ja-*

*quets* avec nos chevaux; & il ſeroit affreux qu'un grand Seigneur Européen pût ſe vanter de faire porter ſa livrée aux enfans de la liberté. Que ce ſoit encore quelque tems l'appanage des Anglois de fournir des valets d'écurie à toute l'Europe, juſqu'à ce qu'ils ſentent le beſoin de les retenir chez eux s'ils veulent manger du pain.

Reſtent les ſpectacles que les gens de goût à Paris comme à Londres & ailleurs, nous ſauront gré de leur laiſſer. Que je les plaindrois, bon Dieu, ſi treize Etats, peuplés de pluſieurs grandes Villes, ſe mettoient en tête de monter des troupes de comédie, & d'avoir chacun ſon Opéra! C'eſt pour le coup que l'eſprit de rébellion ſe ſaiſiroit des enfans de Thalie, de Melpomene & de Terpſichore. Il n'y auroit plus de reglement capable de les contenir. Vos théâtres ſe dépeupleroient en moins de rien. Priſons, palais, cuves, échafauds & trônes, perdroient leurs plus chers ornemens. Tous vos meilleurs ſujets & les pauvres Auteurs qui les font vivre, & les malins Journaliſtes qui les font marcher, s'évadant à la fois & de mille manieres, laiſſeroient les Directeurs dans la déſolation, les Lecteurs & les ſpectateurs dans le déſœuvrement, pour venir verſer périodiquement dans nos ames un effroi ou une gaieté néceſſaires au jeu des reſſorts uſés de l'ancien monde, mais tout au moins inutiles dans l'organiſation du nouveau. — Rendez-donc juſtice vous-

même à la ſageſſe du Congrès pour cette prohibition, & ſoyez ſûr qu'elle ſera ſentie de tous les hommes de qui l'Amérique déſire & eſpere mériter les ſuffrages & l'affection.

*Autre du 8 Novembre.*

Nous ſavons de bonne part que lorſque le Lord Howe, après s'être montré un inſtant avec ſa flotte devant ce port, après que le Comte d'Eſtaing fût arrivé de Rhode-Iſland, il a penſé payer cher ſon oſtentation. En retournant à New-York il a courru les plus grands riſques de faire échouer tous ſes vaiſſeaux, pendant la nuit, ſur le cap Codd (*a*). En effet, le *Saint Albans*, de 64 canons, a échoué & étoit depuis deux jours dans cet état, lorſqu'il a eû le bonheur de revenir à flot. Du moment qu'il a touché, il a tiré un coup de canon pour avertir les autres vaiſſeaux, qui n'ont évité qu'avec beaucoup de peine d'éprouver le même accident.

*Autre du 9 Novembre.*

Les Gazettes de New-York, qui ſont ſous la direction de nos ennemis, abondent en mauvaiſes plaiſanteries ſur notre alliance avec

(*a*) C'eſt au même endroit qu'eſt échoué le *Somerſet* le premier Novembre. L'Amiral Byron n'a pas échappé le malheur qni avoit penſé arriver au Lord Howe.

la France. C'eſt une grande mal-adreſſe de la part de ceux qui les débitent ; ils feroient bien mieux de ſe taire : ils nuiſent à leurs propres vues. En effet, tout Américain ſent bien que ſi cette alliance n'eût pas été très-avantageuſe aux Etats-unis & également très-préjudiciable à la tyrannie Britannique, ces clabaudeurs n'en auroient pas été ſi piqués. Ainſi leur fureur au lieu de rompre les liens du traité, ne ſert qu'à les fortifier. D'après ce principe, on infere, ſans difficulté, dans les papiers Américains leurs ſarcaſmes & leurs bons-mots à meſure qu'on peut ſe les procurer, & c'eſt auſſi en conſéquence du même principe que la proclamation des Commiſſaires Britanniques & toute leurs déclamations extravagantes contre la France, circulent librement parmi nous. Mais ce n'eſt pas là la ſeule circonſtance ou nos ennemis ayent travaillé *péniblement* & *fructueuſement* pour le bien de notre glorieuſe cauſe.

On nous écrit de Londres que les Marchands s'y ſont tous déclarés décidément contre l'Amérique, à l'exception ſeulement de notre compatriote M. Bromfield, qui n'a ni rougi ni craint d'être connu pour un ami de l'Amérique, & qui pour cela a été noté & baſſement invectivé par les Miniſtres & leurs méchans & infâmes partiſans. Le ſieur Lane & toute une bande de mercenaires ſes pareils, après avoir acquis des fortunes conſidérables par leur commerce avec l'Amé-

rique, non-ſeulement l'ont abandonnéé lâchement, mais ont adopté avec chaleur les vues du Lord North & de ſes Collegues, pour faire de l'Amérique exactement une ferme & une boutique à la diſpoſition des Propriétaires Britanniques. D'abord le Parlement devoit nous taxer tant pour la maniere que pour la quantité, comme bon lui ſembleroit, & faire la fortune de toutes ſes créatures en leur donnant des places & des penſions en Amérique; puis leurs Hautes-Puiſſances les Marchands de la Grande-Bretagne devoient gouverner notre commerce, y mettre des entraves & en tirer tous les avantages qu'ils ſouhaiteroient. En même tems leurs Seigneuries les Manufacturiers Anglois devoient être les maîtres de défendre en Amérique toutes les Manufactures qu'ils jugeroient pouvoir en aucune maniere nuire aux leurs. Nous ne devions ni travailler notre fer & nos caſtors, ni exporter notre laine & lui faire paſſer ſeulement la plus petite riviere; de ſorte que bientôt les choſes auroient pu en venir à l'exécution de cette propoſition aſſez plaiſante d'un honnête Membre du Parlement; ſavoir, qu'on obligeât les Américains d'envoyer ferrer leurs chevaux en Angleterre, pour l'avantage des Maréchaux ferrans de Londres & de Briſtol. C'eſt pour nous être tenus en garde contre ce ſyſtême de tyrannie. C'eſt pour avoir eu le courage de n'y point conſentir, que ce gracieux Par-

lement, aidé & ſoutenu par une grande majorité de ces fiers & avaricieux Marchands & Manufacturiers, s'eſt cru grievement offenſé & inſulté. Et comme nous avons oſé faire des repréſentations contre l'oppreſſion & parler des droits des Anglois, il a entrepris contre nous la guerre la moins méritée de notre part, & en même tems la plus cruelle qu'on puiſſe jamais trouver dans les annales d'aucun pays. *Maudite ſoit leur colere, car elle étoit féroce; maudit ſoit leur courroux, car il étoit cruel.* Mais graces au Ciel, il y a apparence que les effets de l'un & de l'autre tourneront contre nos ennemis eux-mêmes. Aujourd'hui qu'ils ſont devenus un peu plus humbles par leur déteſſe, & que craignant le pouvoir réuni de la France & de l'Amérique, ils nous ont fait des offres inſidieuſes pour nous faire renoncer à notre indépendance, qui eſt notre ſeule ſûreté, & pour rompre notre liaiſon avec un allié intéreſſé à ſoutenir notre indépendance, pourroit-il ſe trouver un ſeul d'entre nous aſſez foible ou aſſez lâche pour favoriſer leurs vues perfides? Devons-nous déſirer de nous ſoumettre de nouveau au joug accablant que nous avons porté ſi longtems? Serons-nous impatiens de faire paſſer les avantages de notre commerce entre les mains de Marchands & de Manufacturiers ds que les Anglois.? De pareilles diſpoſitions pourroient ſe trouver que chez de mi-

lérables débiteurs ou des gens qui ſacrifient au lucre les ſentimens les plus nobles du cœur humain, ou enfin chez des hommes de la nature des Épagneuls, qui aiment de préférence ceux qui les battent le plus.

*Autre du 12 Novembre.*

Le 6, le Major général Gates eſt arrivé ici avec ſa famille pour prendre le commandement du département de l'Eſt. Il a été préſenté au Conſeil de cet Etat par le Major général Heath. On dit que la Providence eſt compriſe dans le commandement du Général Gates; & le Général Sullivan, à ce qu'on prétend, aura un nouveau commandement du côté du Sud. Nous apprenons auſſi que le Général Lincoln, qui étoit en route pour ſe rendre à la Caroline, & dont la ſanté n'eſt point parfaitement rétablie, reviendra vers le Nord. Tandis que nous voyons au milieu de nous avec la joie la plus vive, un Général couronné des lauriers de Saratoga : d'un autre côté, tous les cercles retentiſſent des éloges qu'on donne à la conduite du Général Heath dans ſon département.

Il mérite toute notre vénération par les qualités perſonnelles, politiques & militaires qui ont brillé avec tant d'éclat dans la *délicateſſe*, la *convenance* & la *dignité* de ſa con-

duite privée & publique pendant tout le tems qu'il a eu le commandement de Boſton.

Gardien fidele des droits de la Commu-auté, ainſi que de l'honneur & de la ſûreté e ces *Etats libres, ſouverains & indépendans*, ant qu'ils ont été confiés à ſa protection, ans *les circonſtances les plus intéreſſantes & s plus critiques* où un Général puiſſe ſe trou-er, il a conſtament montré une *prudence*, ne *ardeur*, une *réſolution* & une *fermeté* qui ui ont fait le plus grand honneur & ont leinement juſtifié la confiance qu'on avoit niſe en lui.

L'approbation que l'armée a donnée à ſa onduite de la maniere la plus éclatante & la oins équivoque, celle des Habitans de cette ille, de l'armée & de la flotte de *notre il-ſtre Allié*, du Gouvernement de cet Etat, Son Excellence le Commandant en Chef du Congrès: tous ces ſuffrages réunis au noignage d'une bonne conſcience & à la isfaction d'avoir rempli fidelement tous devoirs de ſa place, doivent, en grande rtie, compenſer les fatigues inſéparables ne telle poſition & le dédommager en elque ſorte de la perte de ſa ſanté, qu'une ention ſans relâche aux affaires a prodi-uſement dérangée.

Nous lui devons auſſi la reconnoiſſance la s vive pour les expreſſions pleines de iteſſe & de ſenſibilité dont il s'eſt ſervi

dans ſes derniers ordres généraux, lorſqu'il a pris congé du département.

*Suppreſſion à faire dans le N°. LXII. des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.*

JE ſuis confus & furieux, paſſez moi, Monſieur, ce trop juſte emportement; oui furieux d'avoir pû être la dupe d'une abominable tricherie du parti Miniſtériel en Amérique. M'accuſe qui voudra de partialité pour les Américains, il ne m'arrivera plus de puiſer la moindre notion ſur les affaires actuelles dans les papiers qui ſortiront des preſſes Royaliſtes. Quoi c'eſt la gazette de la Nouvelle-York, imprimée par les ordres & ſous les yeux du Général Clinton, qui forge un déteſtable menſonge! Quoi ce n'étoit pas aſſez qu'une pareille atrocité eût été commiſe avec l'aveu du Général Howe, lorſqu'on vit dans cette gazette un faux ordre du Congrès relativement à la durée des enrôlemens! L'eſprit d'impoſture ſe ſaiſit donc de tous les Généraux Anglois à meſure qu'ils ſuccedent au commandement? Elle leur eſt ſans-doute enjointe dans leurs inſtructions, ou plutôt c'eſt ce maudit eſprit qui les a dictées. Rien de trop fort ne peut être dit contre un uſage auſſi pervers que celui de ſuppoſer des actes. Rien de plus humiliant & de plus déſeſpérant pour moi que d'avoir pû y être trompé. Voici ma confeſſion, Monſieur, confeſſion

q

qui part d'un cœur vraiment contrit, quoique bien innocent de ſa faute. Le contre-manifeſte du Congrès du 30 Octobre, en réponſe au manifeſte incendiaire des Commiſſaires du 3 du même mois, me manquoit, & je ſentois cependant que ſa vraie place ſe trouvoit dans une lettre où l'Auteur du *Sens commun* venoit de traiter ſupérieurement cette queſtion. Je n'avois point encore vû ce contre-manifeſte dans les papiers Anglois. Un de mes amis, touché de mon embarras, me découvrit une gazette Miniſtérielle de New-York où il étoit. Je me ſuis empreſſé de vous le traduire, & vous l'avez vû dans ma derniere Lettre, *page* xxiij. Ce n'eſt point ſur cette piece que portent mes réclamations: elle eſt autentique. — Deux autres pieces l'accompagnoient, l'une ſous le titre de *remarques*, écrit viſiblement Miniſtériel, ſur le contre-manifeſte. Celle ci, que le Courier de l'Europe s'eſt donné la peine de traduire, & qui eſt dans ſon N°. 5 à mi-marge de l'acte Américain, comme pour y ſervir de réponſe, me parut remplie de ſi fauſſes & ſi inutiles récriminations & de principes ſi erronés, que je dédaignai d'en ſouiller mon papier, me repoſant ſur l'induſtrie du Miniſtere Anglois & de ſes amis publics ou ſecrets, quant au ſoin de le répandre. Je ſuis bien loin de vouloir tromper mes lecteurs par un air affecté d'impartialité, qui diſſimule le menſonge tout

en le décriant. Ces remarques me paroiſſoient méchantes & fauſſes, & je ne les ai point données. Mais l'autre piece, revêtue des marques d'autenticité les plus impoſantes, donnée *en Congrès le* 10 *Octobre* & ſignée, comme *extrait des minutes*, par *Charles Thompſon, Secrétaire*, pourquoi étoit-ce une indigne ſupercherie, & comment ai-je eû le malheur de ne pas m'en appercevoir? C'eſt bien le cas de dire, *ſi mens non læva fuiſſet*; car j'avois ſous les yeux, dans les *remarques* même que j'élaguois & qui étoient à gauche du contre-manifeſte, j'avois le ſiniſtre augure de mon erreur : *ſiniſtra cavà prædixit ab ilice cornix.*

C'eſt donc cet *Arrêté du Congrès*, du 10 Octobre, page xxij de ma (*a*) Lettre, que je vous prie, Monſieur, de ſupprimer comme faux & controuvé, ſi mieux n'aimez écrire à la marge, *Piece fabriquée par les ordres du Général Clinton, pour faire croire que le Congrès eſt effrayé des menaces du Gouvernement Anglois.* — Voici la traduction d'une lettre que je reçois dans le moment d'un Boſtonien reſpectable qui ſe trouve actuellement en Europe : c'eſt lui qui m'a éclairé ſur mon erreur, & je m'acquitte envers ſon honnêteté comme envers la vérité, en vous propoſant de faire cette importante ſuppreſſion.

---

[*a*] Il eſt dans le Courier de l'Europe N.° L. page 399, premiere colonne.

De P.*** le 4 Janvier 1779.

» L'arrêté du Congrès, du 10 Octobre, que vous avez inséré dans votre N°. LXII, eſt une nouvelle impoſture. Il en porte aſſez de marques viſibles. Premierement — Le Congrès n'eſt point dans les vives allarmes où cette piece le repréſente. Il ſait que l'ennemi n'a point le pouvoir, quoiqu'il ait de reſte la volonté, de faire tout le mal dont il menace l'Amérique «.

» 2°. Jamais il ne viendroit à l'idée du Congrès de conſeiller cette conſtruction de dépôts. Il a par-tout aſſez de maiſons pour ſervir d'aſyle aux Habitans, l'ennemi en venoit à ces extrémités «.

» 3°. Jamais le Congrès n'ordonnera de raſer les maiſons des Torys. Il les baniroit ou les feroit pendre & confiſqueroit leurs maiſons, pour en appliquer le produit aux frais de la guerre «.

» Il ſuffit d'un ſimple coup d'œil à toute perſonne connoiſſant le pays & le Congrès, pour reconnoître les marques de la bête, dans ces ridicules fictions. Cependant elles ſuffiſent à merveille pour tromper le vulgaire Anglois, les Miniſtres & les Membres du Parlement «.

Le même Américain me conſeille de ſubſtituer à une piece qui mérite une ſi juſte réprobation, l'écrit ſuivant, dans lequel, au

mérite d'être vrai à tous égards, ſe joint une force & une nobleſſe d'idées faites pour confondre les inſipides & calomnieuſes remarques dont le Miniſtere Anglois a prétendu combattre le Manifeſte du Congrès, & qu'il a ſi dignement aſſociés avec un faux acte.

*Aux Commiſſaires envoyés en Amérique par le Roi de la Grande-Bretagne.*

Nous avons reçu votre teſtament de mort appellé *manifeſte* ou *proclamation*. Nous le faiſons publier & diſtribuer dans nos gazettes, non pas pour entrer dans vos vues, mais afin que cet écrit vous attire tout le mépris que ſa lecture doit inſpirer au peuple libre & indépendant des treize Etats-unis.

Vous venez ici avec la prétention de nous offrir des *pardons*, vous nous les annoncés avec emphaſe, tandis que c'eſt votre Roi, que ce ſont ſes Miniſtres & vous mêmes qui êtes les agreſſeurs. Vous vous montrez avec un air de bénignité, tandis que la ſoif du ſang & la rapine ſont dans vos cœurs. Vous vantez la force de vos armes, vous nous menacez de la ſervitude, & cependant vous aimez ſur-tout à employer vos eſcadres & l'élite de vos ſoldats à voler des moutons, &c. dans des lieux où vous êtes ſurs de ne trouver que des moutons. Vous êtes partis de Londres trompés, comme vous l'êtes en-

ore, par ceux qui ont conſpiré contre notre
ays heureux autrefois ; & j'eſpere que vous
e tarderez pas à être convaincus que vous
vez été aſſez dupes de la fourberie pour
roire aux *menſonges*, qui finiront par la dam-
ation politique de la Grande Bretagne. Re-
ournez chez vous ; mais tachez de ne point
ncontrer la flotte de notre *grand* & géné-
ux Allié, que ſi fauſſement & ſi baſſement
ous appellez notre commun ennemi : &
rtagez entre vous le titre de *Rebelles* que
ous nous appliquez ſi ſouvent. Liſez votre
ompatriote le célebre Lock, & apprenez
lui que le mot rebelle eſt dérivé du latin
*ellare*, qui ſignifie *retour à un état de guerre.*
otre Roi & ſes Miniſtres ont rompu le con-
t civil qui exiſtoit entre nous. Par conſé-
ent votre Roi & ſes Miniſtres ſont les re-
*les.* Perſuadez-leur de rentrer les premiers
ns leur devoir, & dites-leur bien de ne
s penſer déſormais à aucune liaiſon ami-
e avec l'Amérique, qu'ils ont outragée &
ée, juſqu'à ce qu'elle ait reçu une ſatis-
tion des plus amples.

En arrivant chez vous (ou même avant
e vous partiez d'ici) vous apprendrez par
ce gazette ou par quelqu'autre, que votre
nifeſte a été brûlé par la main du bour-
u, au milieu des cris & des acclamations
ne foule innombrable d'Américains que
re cruauté plus que ſauvage a rendu vos

ennemis, & que vous cherchez de nouvea
à tromper par votre manifeſte.

JE VAIS, Monſieur, joindre aux piec
intéreſſantes que vous venez de lire, u
lettre écrite de Paris par un Anglois qui
a fait quelque ſéjour, & dont il circule i
des copies qui ne laiſſent pas que d'y fai
quelque ſenſation.

*Extrait d'une lettre de Paris en date du*
*Décembre* 1778.

» J'ai vû ici une infinité de choſes q
me paroiſſent bien différentes de l'idée qu'
s'en fait à Londres. Ce qui m'a le plus fu
pris, c'eſt d'y trouver cette liberté que no
payons ſi cher, & dont nous n'avons q
l'ombre, tandis qu'elle réſide ici avec la ſ
curité, la gaieté & l'honnêteté qui compoſe
ſon céleſte cortege. Les illuminations po
la délivrance de la Reine, m'ont fait vo
huit cents mille habitans ſe promener e
ſemble, comme ſi n'étoit qu'une ſeule famil
& la Ville entiere qu'un jardin. Quoiqu'ell
fûſſent répandues avec toute la profuſio
qui pouvoit faire briller la joie des ame
elles ne l'étoient pas encore aſſez à mon g
pour éclairer un ſi touchant & ſi auguſ
ſpectacle, qui, pour l'honneur de l'humanit
devroit être éternel & général «.

» Où eſt la grande Chartre qui aſſure

peuple François d'auſſi paiſibles & délicieuſes
ouiſſances ? Il n'en a point. C'eſt ſon amour
our ſes Souverains, qui eſt le principe de
on bonheur. Non ce n'eſt pas notre Iſle
ui eſt le pays de la liberté. Nos peuples
e peuvent point ſe réunir ſans s'ameuter ;
il n'y a point de fêtes chez nous qui n'oc-
aſionne le ban du (*a*) *Riot-Act*, pour nous
ettre à la chaîne comme des chiens enragés.
'après tout ce que débitent nos Miniſtres
leurs ſuppôts dans le Parlement ; de la
iſette d'hommes de bonne volonté en France,
m'attendois à voir les Enrolleurs ſe mettre
l'œuvre dans ce concours prodigieux de
onde, & ſuſciter de tous côtés des émeutes
our faire, comme on dit, leur main à fonds.
ſuis bien ſûr que cela ſe ſeroit paſſé ainſi
Londres, ſur-tout à préſent qu'il exiſte
acte du Parlement en vertu duquel on
leve aux familles leurs uniques ſoutiens
ur (*b*) completter les régimens qui ſer-
nt en Amérique. Mais il ne s'eſt paſſé ici
n de ſemblable. Il n'y a peut-être pas eû,
ns une occurrence ſi favorable, un ſeul
mme enrollé par force ou par ruſe. J'en
témoigné ma ſurpriſe au Maître de mon

(*a*) Acte contre les émeutes.

(*b*) On aſſure que depuis l'année derniere, que
Acte a été paſſé, il n'a pas été levé par ce moyen
s de 500 hommes. Milord North en eſt convenu
ts le Parlement.

Hôtel garni : Il l'a bien augmenté, quand
il m'a appris que tous les enrollemens fait
de cette maniere auroient été nuls, & qu
les Recruteurs qui feroient ce racolage, ſe
roient punis du carcan & même des galeres
Il m'a aſſuré encore que tout homme qu
s'engage ici pour un régiment, eſt ſûr qu'o
ne le fera point paſſer dans un autre. Je jug
par tout ce qu'il m'a dit à ce ſujet, que l
police du Miniſtere de la guerre a pris ic
autant de précautions pour bannir des en
rollemens toute ſupercherie & violence, qu'el
fait jouer de reſſorts chez nous pour donne
la plus ample carriere à l'une & à l'autr
Pour amuſer mon Hôte, en retour de tou
ce qu'il m'apprenoit, je lui ai raconté l'a
venture du jeune Lord ***, qui, ſortan
l'hiver dernier d'un bal maſqué où il avo
pris le déguiſement de matelot, fut emmen
quelque choſe qu'il pût faire, juſques ſur u
vaiſſeau par des Enrolleurs de la marin
„ Celui là, m'a-t-il dit, en éclatant de rir
eſt payé pour ſoutenir dans le Parlement qu
votre liberté n'eſt qu'une chimere. « Hé
il a bien raiſon ! Car ſi nous en jouiſſio
ſuivant l'eſprit dans lequel notre gran
Chartre a été confirmée par Henri III,
excluant des libertés qu'elle accordoit, ce
qui ne payeroient pas ſes impôts, & ſi not
liberté étoit aujourd'hui en raiſon de n
taxes, nous la verrions briller dans chacu
de nos fenêtres, dans chacun de nos l

minaires, dans chaque verre de bierre ou taſſe de thé que nous buvons, ſur la face riante de nos campagnes, dans le vernis de nos voitures, dans les yeux de nos valets & juſques ſur les toits de nos maiſons; au lieu que chacun de ces objets n'offre à notre idée que ruine & aſſerviſſement. — Mais tout ceci eſt trop noir pour le méridien de Paris, où je trouve juſques dans le paſſe-port qui m'eſt expédié pour mon départ, un motif de plus de le regretter. Croiriez-vous que les Commis de Milord Weymouth m'ont vendu deux guinées celui ſur lequel j'ai quitté le Royaume, tandis qu'il ſe donne ici *gratis?* Juſques dans ces miſérables détails, il faut que la France l'emporte ſur nous «.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*P. S. du 8 Janvier.*

JE NE perds pas un moment, Monſieur, pour vous envoyer l'ouverture du Conſeil de guerre qui s'eſt formé hier à Portſmouth.

*De Portſmouth le Jeudi 7 Janvier 1779, à cinq heures de l'après-midi.*

Minutes du Conſeil de guerre tenu pour juger l'Amiral Keppel.

(*Apporté à Londres par un exprès,*)

A neuf heures du matin, l'Amiral Pye,

en qualité d'Amiral de l'Eſcadre Blanche, & de Préſident du Conſeil de Guerre, hiſſa ſon pavillon à bord du *Britannia*.

A neuf heures un quart, le pavillon d'union fut hiſſé aux haubans du mât d'artimon à bas bord, pour donner le ſignal de la tenue d'un Conſeil de Guerre, & le pavillon royal fut hiſſé aux haubans du mât d'artimon à tribord, pour ſignaler que le Conſeil de Guerre alloit être tenu pour juger un Amiral.

A dix heures, le *Britannia* tira un coup de canon, & le Yac d'union fut hiſſé à la tête du petit mât de hune pour avertir les Amiraux & Capitaines qui ſe trouvoient dans le port de ſe rendre à bord.

A dix heures & demie, en obéiſſance au ſignal, tous les Amiraux & Capitaines dans le port ſe rendirent ſur leurs chaloupes reſpectives à bord du *Britannia*.

Les treize plus anciens Amiraux & Capitaines, non compris ceux qui avoient été aſſignés pour comparoître en qualité de témoins, furent appellés par leur nom, pour former le Conſeil. Le Capitaine Walſingham, un des témoins, ne s'entendant pas appeller, en demanda la raiſon; mais l'opinion de l'Avocat & du Procureur Général, ainſi que de M. *Cuſt*, Juriſconſulte de l'Amirauté, ſur la queſtion à eux propoſée par ordre de l'Amirauté, ayant été lue, & portant qu'ils regardoient les témoins comme inhabiles à ſiéger

parmi les Juges, le Capitaine Walſingham déféra à leur avis.

Le Conſeil de guerre fut alors formé des Membres ſuivans.

*Préſident.*

L'Amiral Chevalier Thomas Pye.

*Vice-Amiraux.*

Buckle.
Montague.

*Contr'Amiraux.*

Arbuthuot.
Roddam.

*Capitaines.*

Milbank.
Drake.
Penny.
Bennett.
Boteler.
Moutray.
Duncan.
Cranſton.

Les Membres du Conſeil ayant été ſermentés, le Conſeil s'ajourna à l'hôtel du Gouverneur. Lorſqu'ils s'y furent aſſemblés, l'accuſation ſuivante fut produite contre l'Amiral Keppel, & lue devant le Conſeil.

ACCUSATION de manque de conduite & de négligence dans ſes devoirs, contre l'Honorable Amiral Keppel, dans les journées des 27 & 28 Juillet 1778,

*Portant ſur les divers chefs indiqués ci-deſſous.*

PREMIEREMENT.

Que dans la matinée du 27 Juillet 1778, ayant une armée de trente vaiſſeaux de ligne ſous ſon commandement, & étant alors en préſence d'une armée françoiſe compoſée d'un égal nombre de vaiſſeaux de ligne, ledit Amiral Keppel, n'a pas fait les diſpoſitions néceſſaires pour le combat; qu'il n'a pas mis ſon armée en ligne de bataille, ni en aucun ordre propre ou à recevoir ou à attaquer un ennemi d'une telle force; mais qu'au contraire, quoique ſon armée fût déjà diſperſée & en déſordre, il a augmenté, en donnant le ſignal à pluſieurs vaiſſeaux de la diviſion du Vice-Amiral de l'Eſcadre Bleue de chaſſer au vent, le déſordre de cette partie de ſon armée: que les vaiſſeaux ſe trouverent en conſéquence plus diſperſés qu'ils ne l'étoient auparavant, & que ce fut pendant ce déſordre qu'il marcha à l'ennemi, & donna le ſignal pour le combat.

Qu'une ſemblable conduite étoit d'autant plus inexcuſable, que l'armée ennemie n'étoit pas alors en déſordre, ni battue, ni

prenant chaſſe ; mais qu'elle étoit formée en une ligne de bataille réguliere ſur l'amure qui approchoit l'armée angloiſe, toutes ſes manœuvres indiquant viſiblement le projet de donner bataille ; qu'elle étoit arrivée ſur l'armée angloiſe, & l'attaqua pendant que cette armée étoit en déſordre. Par cette conduite, que n'auroit pas dû tenir un Officier inſtruit, l'action ne devint point générale ; mais qu'on laiſſa les autres Officiers Généraux & Capitaines combattre ſeuls ſans ordre ni régularité, d'où il réſulta une grande confuſion ; que quelques vaiſſeaux ne purent aucunement prendre part à l'action ; d'autres n'étoient pas aſſez proches de l'ennemi ; qu'il y en eut dans le déſordre qui régnoit, qui tirerent ſur d'autres vaiſſeaux du Roi, & les endommagerent conſidérablement, & que le Vice-Amiral de la Bleue ſe trouva combattre ſeul & ſans être ſoutenu. En ces points ledit Amiral Keppel a rempli négligemment ſon devoir.

SECONDEMENT.

Qu'après que les diviſions de l'avant-garde du centre de l'armée angloiſe eurent dépaſſé l'arriere garde ennemie, l'Amiral ne fit pas virer de bord ſur le champ & doubler l'ennemi avec ces deux diviſions ; qu'il ceſſa le combat, qu'il ne les rallia pas alors, & qu'il ne ſe tint pas aſſez à la portée de l'ennemi, pour être prêt à renouveller le com-

bat auſſi-tôt que l'occaſion en ſeroit favorable ; mais qu'au contraire, il s'éloigna à une grande diſtance de l'ennemi, avant de virer vent arriere pour porter ſur eux de nouveau, laiſſant le Vice-Amiral de la Bleue engagé avec l'ennemi, & expoſé au riſque d'être *traverſé*.

TROISIEMEMENT.

Qu'après que le Vice-Amiral de la Bleue eut dépaſſé le dernier des vaiſſeaux ennemis, & qu'il eut viré auſſi-tôt vent arriere & mis de nouveau le cap de ſon vaiſſeau ſur l'ennemi, étant alors dans ſes eaux, & à une petite diſtance ſeulement, & s'attendant que l'Amiral avanceroit avec tous ſes vaiſſeaux pour renouveller le combat, ledit Amiral ne s'étoit point avancé pour cet effet ; mais qu'il avoit diminué de voiles, & amené le ſignal du combat ; & qu'alors, ni en aucune autre occaſion, pendant qu'il portoit ſur l'ennemi ; il ne rallia point ſes vaiſſeaux pour renouveller l'attaque, comme il auroit pu le faire ; particulierement quant au Vice-Amiral de la Rouge, & ſa diviſion qui avoient le moins ſouffert, avoient été le plus long tems ſans prendre part à l'action, étoient diſpoſés & prêts à la renouveller, étoient alors au vent, & auroient pu arriver & joindre une partie quelconque de l'armée Françoiſe, ſi le ſignal du combat n'eût pas été amené ; ou bien ſi ledit Amiral Keppel ſe fût prévalu du ſignal

ndiqué par le trente-unieme article des inſ-
ructions pour le combat, d'après lequel il
ût pu ordonner aux vaiſſeaux que cela re-
ardoit, d'aller en tête avec l'amure à tri-
ord au plus près ; ſignal qui eût dû ſervir
n cette occaſion, pour renouveller le com-
at avec avantage ; l'armée françoiſe ayant
té battue, ſa ligne rompue, & miſe en dé-
ordre. En ces points, ledit Amiral n'a point
it tout ce qui étoit en ſon pouvoir, pour
rendre, brûler, couler à fond ou détruire
es vaiſſeaux françois qui avoient attaqué l'ar-
ée angloiſe.

## QUATRIEMEMENT.

Qu'au lieu d'avancer pour renouveller le
ombat, ainſi qu'il vient d'être dit dans les
ticles précédens, & comme il auroit pu &
le faire, l'Amiral avoit viré vent arriere,
avoit gouverné pour s'éloigner de l'enne-
; qu'en emmenant ainſi loin de l'ennemi
ute l'armée angloiſe, il avoit donné à l'en-
mi l'occaſion de ſe rallier, ſans être in-
iété, de ſe former de nouveau en ligne de
taille, & de porter ſur l'armée angloiſe.
ette conduite étoit humiliante pour le pa-
llon anglois, en ce qu'elle avoit l'apparen-
d'une fuite, & elle a fourni à l'Amiral
ançois un prétexte pour s'attribuer la vic-
re, & publier devant tout l'univers, que
rmée angloiſe avoit pris la fuite, qu'il l'a-

voit poursuivi avec l'armée de France, & lui avoit présenté le combat.

CINQUIEMEMENT.

Que, dans la matinée du 28 Juillet 1778 lorsqu'on reconnut qu'il n'étoit resté que trois vaisseaux françois à la portée des nôtres, dans la même position où s'étoit trouvée leur armée le soir précédent, & que les autres avoient viré vent arriere sous le vent, à une plus grande distance, non en ligne de bataille, mais en groupe, l'Amiral n'avoit pas ordonné à sa flotte de poursuivre l'ennemi qui prenoit la fuite, ni même de donner la chasse aux trois vaisseaux qui étoient restés de l'arriere; mais qu'au contraire il avoit fait gouverner son armée sur une route directement opposée à celle de l'ennemi.

Par cette mauvaise conduite & cette négligence, sur les divers points qui viennent d'être déduits, on a perdu l'occasion glorieuse qui s'étoit présentée de rendre le service le plus essentiel à l'Etat; & l'honneur de la marine angloise a été flétri.

Lecture faite de ces chefs d'accusation, l'Amiral Keppel requit » qu'il fût ordonné que les journaux des divers Maîtres d'équipages fussent apportés devant le Conseil, & qu'ils restassent sur le Bureau pour être consultés par les Membres du Conseil. Le Chevalier Hugh Palliser objecta d'abord qu'il seroit impossible d'en constater l'authenticité,

henticité, les Maîtres d'équipages n'ayant oint été fermentés ; mais le desir qu'ils uſſent produits ſur le champ, dans la crainte u'il n'y fût fait quelque changement, s'étant anifeſté de toutes parts, le Chevalier Hugh etira ſon oppoſition.

Le Conſeil fut prorogé juſqu'à ce matin Vendredi ) à dix heures, & on commencera ar entendre les témoins.

D'APRÈS les accuſations intentées contre M. Keppel ( dont nous venons de donner ne copie authentique ), la Nation reconoîtra la néceſſité indiſpenſable d'établir un xamen pour connoître la vérité ou la fauſeté de ces accuſations. Si elles ne ſe trouent pas fondées, l'honneur de M. Keppel, inſi que l'or éprouvé au feu, n'en ſera que lus pur. D'un autre côté, ces accuſations tant d'une nature grave, le Public eſt en roit de ſavoir ſi elles ſont fondées ou non.

L'*Etat* eſt l'objet le plus intéreſſant pour uiconque aime vraiment ſa patrie. La preiere conſidération de tout patriote doit tre que la juſtice ſoit rendue à l'Etat. La ualité ou le caractere de l'homme ne doient être pour rien dans la balance. A-t-il ervi l'Etat avec fidélité? Ses fautes ( s'il en commiſes ) trouvent-elles leur excuſe dans a foibleſſe de la nature humaine? Sont-ce es fautes de jugement, & qui ne proviennent pas du cœur? Ce ſont là des queſtions ui devroient être approfondies, ſans égard

à l'eſprit de parti qui condamne ou loue
tort & à travers, ſelon que l'homme eſt d
telle ou telle ſecte. C'eſt une partialité qu
réſulte de l'attachement que l'on a pour le
hommes; elle eſt bien oppoſée à ce patrio-
tiſme glorieux qui n'a d'autre mobile qu
l'amour de la patrie.

Vous ſerez ſans doute bien aiſe, Mon-
ſieur, de voir un tableau de l'ordre de
marche du grand convoi de trois cents bâ-
timens, qui a appareillé de Portſmouth le
26 Décembre, ſous l'eſcorte de ſeize vaiſ-
ſeaux de lignes, & commandé par les Ami-
raux Shuldham & Rowley.

*Convoi pour New-York.*

*Reſſource*, 28, doublé en cuivre; *America*,
64; *Défiance*, 64; *Ruſſel*, 74; *Suffolk*, 74;
*Medway*, 60; *Yarmouth*, 64; *Grampus*, 30;
*Magnifique*, 74; *Shrewſbury*, 74; *Warwick*,
50; *Romulus*, 44; *Tortoiſe*, 26; *Proſerpine*,
28, doublé en cuivre.

*Autres vaiſſeaux marchands.*

*Foudroyant*, 80, Flag Ship; *Vigilant*, 64;
*Del-Caſtle*, 20.

*Convoi pour les Indes Occidentales.*

*Prince-George*, 90; *Eliſabeth*, 74; *Hector*,
74; *Réſolution*, 74; *Cumberland*, 74; *Lyon*,
64; *Europe*, 64; *Janus*, 44; *Pomona*, 28,
doublé en cuivre; *Dromadaire*, 26.

Un assez gros tems, qui a suivi de près
on départ, l'a fait rentrer dans la baye de
Torbay, d'où il est reparti depuis par un
on vent. On n'a point entendu dire que
'ouragan du 31 Décembre lui ait causé
ucun dommage. Mais le *Russel*, de 74 ca-
ons, a été obligé de rentrer fort désem-
aré, un coup de mer l'ayant fait aborder
e *London*, vaisseau pour l'Inde, qui est en-
ièrement perdu.

FIN.

# LETTRE

## D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.

De Londres le 12 Janvier 1779.

JE profite, Monsieur, du court intervalle ue me laissent les vacations du Parlement our recueillir tout ce qui s'est passé de plus marquable dans les deux Chambres depuis u'il est question du Conseil de guerre de Amiral Keppel, qui s'est assemblé le 7 de mois. Vous aurez sous les yeux toute la arche de cette affaire intéressante dans les fférentes séances parlementaires où elle a é discutée, ainsi que dans les premieres ances du Conseil de Guerre.

*ite des débats Parlementaires depuis le 7 Décembre jusqu'à l'ajournement pour les vacations de Noel.*

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi* 10 *Décembre.* — Motion du Colonel *Barré.* » Il sera demandé communication des plus récens Etats : 1°. de l'armée ns la Grande-Bretagne, en Irlande, aux des Occidentales & en Amérique. 2°. des

nouvelles levées faites en Angleterre & en Ecoſſe au commencement de l'année préſente, & 3°. des recrues qui ont été faites en vertu de l'acte de preſſe de la derniere ſeſſion «.

Sur le premier point. — » Il s'eſt répandu un bruit inquiétant de l'intention où eſt le Miniſtere de dépouiller ce Royaume & l'Irlande de la plus grande partie de leurs meilleurs troupes. Dans les circonſtances actuelles, ſera-t-il ſage d'envoyer au dehors nos vieilles troupes; & s'il le faut, juſqu'à quel nombre pourrons nous ſoutenir cette privation? — Je n'ai que le plus grand bien à dire de la Milice & de ſes Officiers; mais nous ne pouvons nous diſſimuler qu'elle n'eſt pas encore bien aguerrie; & s'îl eſt vrai qu'en y joignant ce qui ſe trouve actuellement de vétérans dans la Grande-Bretagne, le tout ne faſſe pas plus de quarante mille hommes, pouvons-nous conſentir à en laiſſer partir un ſeul? «.

Sur le ſecond point. — » On m'a aſſuré que les corps levés au commencement de l'année, ſont très-incomplets. C'eſt ce qu'il eſt important de vérifier. Je voudrois ſavoir pareillement s'il eſt vrai que les levées faites en Ecoſſe, ſont principalement compoſées d'Anglois, à qui pour les *ſcotifier*, il n'y a eu d'autre façon à faire que de réformer leurs culottes? «

Sur le troiſieme point. — » L'objet de l'acte

paſſé dans la derniere ſeſſion pour la preſſe de terre, étoit de recruter nos armées, parce que le ſervice des recrues avoit été fort mal les deux années précédentes. Cet acte peut donner lieu à de grands abus : il occaſionne des dépenſes exceſſives : j'ai encore lieu de croire qu'il n'a pas eû le ſuccès déſiré ; il convient d'avoir des éclairciſſemens à cet égard «.

Le Colonel *Stanley*, député du Comte de Lancaſtre, appuyant cette motion, reprocha au Miniſtere divers actes de partialité en faveur des Ecoſſois: il dit que par cette conduite on avoit ſingulierement offenſé les Villes de Liverpool & de Mancheſter, qui avoient fait les premieres éclater leur zele en fourniſſant des corps de troupes entierement à leurs frais. Il proteſta que ces Villes ſe repentoient de la confiance qu'elles avoient miſe dans les Miniſtres, & qu'on ne les y reprendroit plus.

Le Lord *North* fit voir en réponſe que la ſituation des affaires ne permettoit point que les premiers Etats demandés fûſſent communiqués. — Il nia la partialité relative aux Ecoſſois : prétendant qu'on avoit les mêmes obligations à ceux qui vendoient leur ſervice, qu'à ceux qui le donnoient pour rien. — Il convint que les recrues faites en vertu de l'acte pour la preſſe, n'avoient pas beaucoup rendu ; mais il en parla comme d'une opé-

ration fort utile pour purger le pays de vagabonds.

Le Colonel *Murray*, chef d'un des nouveaux corps Ecoſſois, aſſura qu'il n'y avoit dans le ſien que trente Irlandois & quinze Anglois. — Quant à la ſomme aſſignée pour les levées, il proteſta qu'elle étoit beaucoup trop modique, & que chaque Commandant y mettoit du ſien. Enfin il offrit de prouver que ſon corps étoit actuellement de mille dix hommes, & qu'il ne lui en manquoit que 74 pour le complet.

La motion, quant aux Etats des troupes de la Grande-Bretagne, fut rejettée par 123 contre 28 : pluralité 95.

Le parti de l'Oppoſition avoit inſiſté fortement pour qu'on ne fît aucun envoi de troupes, dans une circonſtance ſi critique pour l'Angleterre, depuis qu'on ſavoit de Milord Stormont qu'un traité ſecret exiſtoit entre l'Amérique & la France pour attaquer conjointement l'Angleterre & ſe partager ſes poſſeſſions. —Il fut queſtion à cette occaſion de l'abandon où avoit été laiſſée la Dominique. On aſſura qu'il s'y étoit trouvé plus de canons (*a*) que d'hommes : quoique les fortifications eûſſent coûté ſoixante & dix

(*a*) 160 pieces de canons & 20 mortiers. Il a été vérifié depuis que le nombre total des troupes Angloiſes dans toutes les Iſles au Vent, n'étoit pas de douze cents hommes.

mille livres ſterling, parce qu'on regardoit cette Iſle comme d'une importance extrême, à cauſe de ſa poſition au milieu des Iſles Françoiſes.

M. *Dempſter* inſiſta dans ce débat pour faire lever la milice en Ecoſſe : jugeant qu'on en retireroit un ſervice bien plus réel que des corps de volontaires appellés *fencible*.

Il fut dit aux Miniſtres qu'ils faiſoient ſonner bien haut que l'Angleterre avoit actuellement trois cents mille hommes à ſa paye. Mais, ajouta t-on, c'eſt en forçant tous les comptes : c'eſt en comptant 78,000 matelots, quand nous n'en n'avons que 65,000 : c'eſt en ſuppoſant complets tous les régimens d'Amérique, réduits l'un dans l'autre à un tiers, & en comptant 20,000 Allemands, dont la moitié ſont chez les Américains : c'eſt en portant quarante mille hommes dans l'Inde, où il n'y en a pas ſix mille en état d'aller au feu : c'eſt en faiſant voir en Angleterre trente-un mille hommes de Milice qui n'ont jamais entendu tirer un coup de fuſil, & qui vont être remplacés par d'autres encore plus niais qu'eux, parce que leurs trois années ſont près d'expirer,

*Le Vendredi* 11 *Décembre*. — Sur le bruit qui s'étoit répandu que l'Amirauté avoit reçu le Mercredi 9 une accuſation portée contre l'Amiral Keppel par le Vice-Amiral Palliſer, en cinq chefs, tendants à prouver que dans l'affaire d'Oueſſant il avoit laiſſé échap-

per l'eſcadre Françoiſe, quoiqu'il eût été en ſon pouvoir de la détruire, & qu'en conſéquence de cette accuſation, il avoit été donné avis ſur le champ à l'Amiral Keppel de ſe préparer pour un Conſeil de guerre. M. *Luttrel* fit la motion ſuivante : » Le Roi ſera ſupplié de donner un Conſeil de guerre au Vice-Amiral Palliſer pour juger de ſa conduite dans l'affaire du 27 Juillet dernier ; la Chambre ayant lieu de croire que ce Vice-Amiral a manqué d'obéir aux ſignaux de ſon Commandant. « — Il juſtifia cette aſſertion ſur ce qu'elle étoit ſortie de la bouche de M. Keppel, en pleine Chambre dans les débats du 2.

Le Chevalier Joſeph *Mawbey*, appuyant la motion, reprocha à l'Amirauté de s'être trop hâtée de recevoir l'accuſation du Vice-Amiral, & de donner ſur ſa réquiſition un Conſeil de guerre à ſon Commandant. — Il inſinua que c'étoit un complot Miniſtériel, formé par les intrigues de Milord Sandwich, ami de Palliſer, lui-même Membre de l'Amirauté, pour perdre l'Amiral Keppel.

Le Chevalier *Palliſer* proteſta qu'il n'y avoit été pouſſé par le conſeil de qui que ce fût : que c'étoit une acte abſolument libre de ſa volonté, auquel il s'étoit déterminé, après avoir entendu l'Amiral lui reprocher devant la Chambre qu'il n'avoit point obéi aux ſignaux, & jurer qu'il ne ſerviroit plus avec lui,

L'Amiral *Keppel* récrimina en alléguant la lettre que ſon Vice-Amiral avoit lâchée dans les papiers publics, & dont il ne pouvoit réſulter que des cabales dans une armée où ils ſe trouveroient enſemble.

Le Chevalier *Palliſer* remonta à un premier écrit anonyme, ſigné *Un Capitaine*, dans lequel il s'étoit vû inculpé.

Les amis de Keppel reprocherent à Palliſer une duplicité dangereuſe pour le bien du ſervice, en ce qu'il n'avoit porté ſa plainte qu'après une nouvelle campagne, dans laquelle il avoit paru vivre cordialement avec l'Amiral, ce qu'il n'eût pas dû faire s'il le jugeoit coupable de crimes auſſi atroces, & de ce qu'il avoit laiſſé écouler cinq mois ſans faire éclater des mécontemens ſi eſſentiels au ſalut de la patrie.

Enfin, après qu'il eut été reconnu même par les amis de Luttrel que la ſeconde partie de ſa motion pouvoit préoccuper le Conſeil de Guerre qu'il demandoit, il fut propoſé de la ſupprimer.

La conteſtation tourna enſuite ſur les droits de l'Amirauté: les uns ſoutenant qu'elle n'avoit pas celui de délibérer, les autres qu'elle eût pu rejetter l'accuſation, & citant à ce ſujet pluſieurs exemples. — Elle revint bientôt ſur l'article des ſignaux. A ce ſujet, le Chevalier *Palliſer* nia qu'il fût convenu du reproche que l'Amiral lui avoit fait en face.: il avoit dit ſeulement qu'il

avoit rempli de ſon mieux les ordres qu
lui avoient été donnés, & que ſi on lu
avoit commandé des choſes impoſſibles, c
n'étoit pas ſa faute s'il ne les avoit pa
exécutés ponctuellement. — Sur cette décla
ration, M. *Luttrel* conſentit à la ſuppreſſio
qu'on requéroit de lui.

L'Avocat Général, après qu'on eut diſ
cuté & comparé enſemble les formes, dan
les départemens de la Guerre & de la Marine
prononça que l'Amirauté, requiſe de donne
un Conſeil de Guerre, ne pouvoit poin
s'y refuſer. Cette aſſertion qui fut révoquée e
doute par le Juriſconſulte *Dunning*, qui de
manda ſi l'Amirauté ſe croiroit liée à cett
forme envers un Commandant d'Eſcadr
qui auroit ſes ordres pour appareiller?

La Chambre n'ayant point goûté la mo
tion de M. Luttrel, elle avorta par la pro
poſition qui fut faite & généralement ac
cueillie de reprendre l'ordre du jour. —
Mais cela n'empêcha point M. Fox de dir
qu'il eſpéroit qu'on y reviendroit, & qu'i
comptoit à ſon tour demander que le Con
ſeil de Guerre fût donné au Vice-Amira
Un des Membres, par une digreſſion pe
obligeante pour le Lord George Germaine
avoit obſervé que le Vice-Amiral ſe ſeroi
bien gardé de demander le Conſeil d
Guerre pour lui-même, & que certainemen
l'exemple de Mylord Germaine lui étoi
venu à l'idée, parce que ce Lord ſe ſeroi

beaucoup mieux tiré de ſon affaire pour la bataille de Minden, s'il ſe fût rendu l'accuſateur du Prince Ferdinand.

*Le Lundi 14 Décembre.* — La Chambre en Comité de ſubſide, M. *Jenkinſon*, nouveau Secrétaire de la Guerre, produiſit l'état ſuivant pour le ſervice de l'année 1779.

| *Établiſſement Britanique.* | *Pour l'annee.* Hommes, | Livres ſterling. |
|---|---|---|
| Gardes & Garniſons dans la Grande-Bretagne. . . . . | 30,346 | 833,911 |
| Y compris 3,213 Invalides. . . . . | | |
| Colonies, Gibraltar, Minorque, &c. . . . | 51,398 | 1,103,118 |
| Milice d'Angleterre, y compris l'habillement & les trois Régimens de Volontaires d'Ecoſſe . . . . . | 39,701 | 696,642 |
| Augmentation propoſée . . . . . | 14,440 | 278,961 |
| Troupes étrangeres. | 24,800 | 710,755 |
| | 160,685 | 3,621,387 |

Il fit voir que l'Angleterre ſoudoyoit actuellement une armée de 300,000 hommes, en ajoutant au nombre ci-deſſus 78,000

gens de mer ſervants actuellement ſur la flotte Royale : 42,000 Européens (de toutes les Nations) actuellement au ſervice de la Compagnie dans l'Inde : 14,000 hommes de l'établiſſement d'Irlande & 6,000 Torys Américains. — Il fixa à 44,000 le nombre de troupes actuellement employées dans toutes les parties de l'Amérique, & à 28,000 celui des troupes reglées qui ſont dans la Grande-Bretagne. Pour démontrer la poſſibilité de lever l'augmentation demandée, il aſſura la Chambre que les recrues faites en Angleterre, du premier Octobre 1777 au premier Décembre de cette année, avoient été de 23,000 hommes, y compris les nouveaux corps. — » Cette augmentation, pourſuivit-il, ne formera point des corps ſéparés : elle eſt deſtinée à augmenter de la valeur de deux compagnies chacun des anciens régiments, par incorporation, de ſorte qu'il ne ſera point néceſſaire de créer de nouveaux Officiers. — Par ce moyen, le complet des régimens Britanniques ſera de 940 hommes. Les régimens formant le corps de Burgoyne, priſonniers en Amérique, ſeront les ſeuls exceptés de l'augmentation «.

Le Général *Burgoyne* réclama contre cette exception, qui fût bien-tôt juſtifiée par le nouveau Secrétaire de la Guerre, lorſqu'il fit voir que c'étoit ſeulement pour qu'il ne reſtât pas de fonds oiſifs entre les mains des Tréſoriers.

M. *Burgoyne* interpella Mylord Germaine pour ſavoir ſi on avoit le projet de continuer la guerre en Amérique: s'il y ſeroit envoyé de nouveaux corps: par qui l'armée ſeroit commandée; & ſi ce ſeroit toujours lui qui dirigeroit cette guerre?

Mylord *Germaine* répondit, que la guerre offenſive en Amérique ne ſeroit point abandonnée, puiſque ce ſeroit reconnoître l'indépendance: que dès qu'on voudroit prendre ce parti, il quitteroit ſa place: qu'il n'y avoit encore aucuns régimens commandés pour l'Amérique: qu'il ne répondoit pas qu'il n'y en eût: que le Général Clinton n'avoit demandé à revenir que pour communiquer ſes idées pour pouſſer la guerre avec vigueur, & nullement par humeur pour n'avoir pas reçu de renforts; que ce ſeroit lui qui auroit le commandement.

M. *Fox*, entendant le Miniſtre dire que la guerre offenſive ſeroit continuée avec vigueur, aſſura qu'il s'y oppoſeroit de toutes ſes forces, parce qu'il s'enſuivroit néceſſairement que l'Angleterre ſeroit dégarnie, & qu'on ne pourroit point attaquer la France dans les endroits où elle eſt vulnérable. — déclara qu'actuellement il n'inſiſtoit plus comme l'année derniere pour qu'on reconnût l'indépendance de l'Amérique: que les affaires avoient pris une nouvelle face; & qu'il voit contre l'indépendance, parce qu'il n'en pouvoit point réſulter que l'Amérique devînt

l'amie de l'Angleterre ou qu'elle reſtât neutre.

Il releva une expreſſion du Lord Germaine qui avoit fait entendre dans un des derniers débats, qu'on ne faiſoit qu'obéir au Roi, qui ne prenoit conſeil que de lui-même: » s'il exiſte un gouvernement auſſi anti-conſtitutionel: ſi c'eſt au Roi que l'Amirauté obéit en ordonnant, ſans délibérer, des Conſeils de Guerre: ſi c'eſt le Roi qui retient ſix mois les plans des Généraux ſans y répondre: nous perdons notre tems à diſcuter ici les affaires de la Nation «.

Le Lord *Germaine* répondit ſur cette inculpation, que ſans doute il avoit été mal-entendu: qu'il ne chercheroit point un azile aux pieds du Trône: qu'il ſe reconnoiſſoit reſponſable de ſes opérations, quoiqu'il ſe glorifiât d'avoir l'approbation de ſes Collégues.

Le Gouverneur *Johnſtone* ſoutint contre M. Fox la néceſſité de pourſuivre la guerre en Amérique, même quand on abandonneroit New-York & Rhode Iſland, ne fût-ce que pour empêcher l'Amérique indépendante de s'emparer du Canada, de la Nouvelle-Ecoſſe, de Terreneuve & des Iſles. De chacune de ces poſſeſſions, dit-il, il ſera toujours poſſible de ſoumettre l'Amérique. —

Il attribua la perte de l'Amérique à l'expédition de Philadelphie en 1777. — Il prétendit qu'un grand nombre d'Américains,

peut être

peut-être 30,000 étoient prêts en Penſylvanie à ſecouer le joug du Congrès.

Le Lord *Howe*, qui ſe crut impliqué dans le reproche de l'expédition de Philadelphie, annonça que ſi l'affaire étoit examinée comme il le ſouhaitoit, il demanderoit au Lord Germaine pour quelle raiſon on avoit dépouillé de leurs agrès ſes vaiſſeaux de guerre & ſes bâtimens de tranſport, pour équiper des vaiſſeaux marchands.

M. *Fox* pria le Gouverneur Johnſtone de lui dire ſi l'Angleterre n'avoit d'autre mal à faire aux François qu'en attaquant leurs Iſles, & ſi les côtes de France n'offroient point nombre d'endroits où elle étoit vulnérable ? Il ſoutint que ce ſeroit en France que l'Amérique ſeroit reconquiſe. [On ſent bien que le parti contraire n'oublia point de rappeller à M. Fox l'affaire de Saint Cas, & les inutiles & ruineuſes expéditions à Rochefort, à Cherbourg, &c. & même à Belle-Iſle. ]

M. *Burke* ſe permit ces judicieuſes réflexions. » On parle de notre ardeur nationale, & on ne ſonge point que toutes nos forces ſont épuiſées: l'Amérique ſouffre dans ſon commerce: mais en quel état eſt le nôtre? Ses troupes ſont conſidérablement diminuées: je voudrois ſavoir ſi les nôtres ſont bien complettes? Avant peu nous ſentirons, dans notre Agriculture & dans nos Manufactures, ſi nous avons plus de droit que les Amér.-

cains de nous applaudir des efforts que nous avons faits pour ſoutenir la guerre.

Le Lord *North* ſe montra, comme les autres Miniſtres, réſolu à la guerre, & à laiſſer les troupes en Amérique. » Nous aurions toujours, dit-il, les Américains à combatre, même dans nos Iſles, car ils nous y ſuivroient. « Il ſe déclara reſponſable comme le Lord Germaine de tout ce qui ſe faiſoit, & proteſta que le ſort de l'un feroit celui de l'autre, quelque choſe qui arrive. [Ceci a donné lieu à des mauvais plaiſans d'aſſimiler ces deux Miniſtres aux perſonnages de *Peachum* & de *Lockett*, deux grands ſcélérats de l'Opéra du Gueux, qui ſont amis, comme on dit, à pendre & à dépendre.]

Le Lord Adam *Gordon* ne diſſimula point l'appréhenſion où il étoit qu'il ne fût très-difficile de lever les 14,000 hommes demandés; & il oſa avancer qu'il doutoit que les 60,000 hommes exiſtaſſent autrement que ſur le papier.

M. *Ellis* inſiſta pour que l'armée fût laiſſée en Amérique, en faiſant voir que ſi les Américains étoient abandonnés à eux-mêmes, ils ſe livreroient uniquement au commerce, ce qui donneroit une nouvelle force à leur alliance avec la France.

Enfin la motion de M. Jenkinſon paſſa unanimement.

Mylord *North* n'avoit pas négligé de répondre à une imputation de M. *Johnſtone*,

que ce Commiſſaire reprochoit à tort aux Miniſtres de vouloir jetter quelques blâmes ſur la commiſſion, comme ſi elle avoit outrepaſſé ſes inſtructions. — » peut-être bien, dit-il, ne prétendrois-je pas affirmer & maintenir que *tous* les objets & pouvoirs donnés à la Commiſſion ont été ſtrictement remplis; mais je dirai de bonne-foi que je n'en vois pas un ſeul dont elle ſe ſoit écartée ou qu'elle ait négligé «.

Sur l'article du plan de guerre, il s'exprima ainſi: — » Retirer les troupes d'Amérique ou reconnoître ſon indépendance, c'eſt abſolument la même choſe. Que deviendroient New-York, Rhode-Iſland, le Canada, les deux Florides, la Nouvelle-Ecoſſe & Terre-neuve? Indubitablement la France & les Etats-unis les partageroient entr'eux, ou bien ces pays deviendroient la conquête des Etats-unis. Il ſeroit bien plus convenable de laiſſer dans chacun de ces pays des forces ſuffiſantes, & de mettre toutes nos facultés & toute notre vigueur tant à défendre nos propres Iſles qu'à attaquer celles des François. Mais ce plan même, quoique praticable, ne rempliroit pas encore notre objet; car ſi la France & les Colonies reſtoient alliées, il ſeroit toujours impoſſible de protéger notre commerce, ou de tirer les produits ſoit de nos propres Iſles, ſoit de celles que nous aurions conquiſes «.

Ce Miniſtre ayant repeté à la Chambre

les assurances que lui avoit déja données M. Johnstone, que l'Amérique étoit fatiguée de la guerre & mecontente de son Traité avec la France, & la plus part de ses assemblées prêtes à se révolter contre le Congrès; M. *Fox* lui fit cette objection bien naturelle sur son nouveau plan de campagne; que la guerre lui paroissoit être un très-mauvais moyen de mettre à profit de pareilles dispositions, & qu'au contraire elle ne feroit que resserrer des nœuds prêts à se dissoudre.

Une partie de la séance se passa en discussions sur les obligations & les droits de l'Amirauté, entre le Lord *Mulgrave*, lui même un des Membres de l'Amirauté, & le Chevalier William *Meredith*. — Il fut question aussi des avances que les Colonels de Milice se trouvent obligés de faire, tant à leurs Soldats qu'à leurs Bas-Officiers, & qui se montent à 800 livres sterling par bataillon, somme qu'ils seroient exposés à perdre si la Milice étoit licenciée au bout d'une ou de deux années, tandis que les avances de pareille nature faites par les Colonels des troupes reglées, leur sont rembourſées. — Il fut convenu qu'on s'occuperoit de cette affaire dans quelque autre séance.

Il ne faut point oublier un conseil bien important donné par M. *Fox*. Il consiste à réunir sur la France toutes les forces de l'Angleterre, & à faire ensorte d'avoir une Marine qui soit supérieure à la sienne; mais

à ce ſujet il marqua un doute affligeant, en obſervant que la conduite du Miniſtere à l'égard de l'Amiral Keppel, & les malheureuſes diviſions que par là il ſemoit dans la Marine, préſageoient les événemens les plus contraires au vœu qu'il venoit de former.

*Le Mardi* 15 *Décembre.* — M. *Townshend* remit ſur le tapis les diſcuſſions de la veille, & le projet de Mylord North pour la continuation de la guerre en Amérique. — » Sans doute le Miniſtre tient à cette réſolution, parce qu'on l'a aſſuré que l'Amérique étoit diviſée, qu'elle gémiſſoit ſous la plus dure des oppreſſions, que ſes armées étoient anéanties, que ſes peuples étoient affamés, & que ſa dette ſe montoit à cinquante millions. — Mais ce Lord nous a tant de fois bercés de pareils contes : tant de fois il nous a aſſuré que les Américains éprouvoient toutes les rigueurs du beſoin, juſqu'à manquer d'habits, de ſouliers, de ſel, de munitions de guerre, d'agrès de vaiſſeaux, & ſur-tout d'intelligence & d'union entr'eux! Comment s'eſt-il donc fait que nos troupes les ont toujours trouvés bien vêtus, bien montés, bien fournis, & que chaque fois que la Gazette de Londres nous a annoncé quelque avantage remporté ſur eux, elle a fini par de longues liſtes des munitions ou proviſions qui leur avoient été priſes ou détruites? Il me ſemble que de pareilles

aſſertions ne ſont pas une baſe trop ſolide pour élever un plan de guerre «.

Mylord nous dit que nous devons agir tout à la fois contre la France & contre l'Amérique. — Je demande ſi ce ſera en attaquant les Iſles Françoiſes? Non, répond Mylord, car quand nous les prendrions, nous ne pourrions pas en tirer les ſucres tant que nous n'aurions pas des ports ſur le Continent d'Amérique : c'eſt pour cela qu'il ne convient point d'en retirer nos troupes. — Vous ferez donc des débarquemens ſur les côtes de France? Non, répondent ceux du parti de Mylord (ce fut M. Rigby), nous nous ſouvenons trop bien de la journée de Saint-Cas. — Eh bien, tranſportons la guerre au ſein de l'Europe, afin de détourner la France de l'attention qu'elle applique à ſa Marine. — Point du tout, dira Mylord; car toutes les fois que nous l'avons fait nous y étions forcés : les intérêts du Continent ſont abſolument diſtincts des nôtres. — Avons-nous quelques alliances? Aucunes, aſſurément, car des alliances ne pourroient nous être utiles que pour des affaires liées avec les intérêts du Continent. Notre querelle avec la France ne regarde que nos Colonies : les Puiſſances de l'Europe n'y ont que faire. Non, non, point d'alliances, point de ſubſides, point de guerre ſur le continent d'Europe.

M. *Townshend* entra enſuite dans un cal-

cul des forces employées en Amérique. Il compta, d'après le Chevalier John Wroteſly, arrivé depuis un mois d'Amérique, qu'en déduiſant le détachement du Général Grant pour les Iſles avec cinq mille hommes, celui d'un corps de trois mille ſept cents pour la Caroline, & deux milles pour Hallifax, il ne devoit reſter à New-York que ſix mille hommes, & au plus cinq mille à Rhode-Iſland; que des ſix mille de New-York il y en avoit trois mille de commandés pour renforcer la diviſion des Iſles. — » Dans cet état des choſes, pourſuivit-il, eſt-il croyable que l'augmentation demandée de 14,000 hommes n'a pour objet que de compléter les (*a*) huit à dix mille qui reſteront en Amérique? Quand elle ſe leveroit auſſi facilement qu'au contraire elle ſera longue & pénible, elle ſeroit encore inſuffiſante pour que nous pûſſions nous maintenir en Amérique.

Le Lord *North* ſe défendit ſur l'article des alliances. Il nia l'imputation de s'y être montré contraire pour tous les cas. Mais il convint que pour une guerre en Amérique elles lui paroiſſoient inutiles, & qu'il ne croyoit point devoir, *au ſein de la paix*,

---

(*a*) Le total, en y comprenant Halifax pour 2,000 hommes & le Canada pour 6,000, fait 26,000 hommes, non compris 6,000 Torys Américains.

charger la Nation de ſubſides pour trouver des alliés au beſoin.

Dans ces débats, le Chevalier George *Oſborne* s'éleva contre Mylord North, ſur ce qu'il avoit dit que l'armée avoit été retirée de Philadelphie parce que le cordon étoit trop étendu. » Depuis ce tems-là, pourſuivit-il, le même Miniſtre nous a fait entendre qu'il y a une diviſion de nos forces dirigée de nouveau contre Charles-Town, parce qu'on eſpere réunir la Caroline à la Grande-Bretagne; mais alors notre cordon ſera bien plus étendu que lorſque nous occupions Philadelphie «.

Le Colonel *Barré* reprocha aux Miniſtres l'exceſſive dépenſe des camps dans l'Eté dernier, qui s'eſt montée à 84,000 livres ſterling, & il aſſura que la campagne du Duc de Cumberland contre les Rébelles d'Ecoſſe n'avoit pas autant coûté. — Il obſerva que la ſomme de 944,000 livres portée pour la dépenſe de l'artillerie, étoit exceſſive; qu'il ſurpaſſoit ce que cet objet avoit coûté dans les trois premieres années de la guerre derniere; & qu'il n'étoit pas au-deſſous de l'année 1761, lorſque l'Angleterre ſuivoit des entrepriſes ſur tout le globe, tandis qu'actuellement elle n'a la guerre qu'en Amérique. Il ſe récria ſur l'article de la poudre, ſachant, dit-il, de bonne part que Rhode-Iſland avoit couru riſque d'être pris faute de poudre. » Le fait, pourſuivit-

il, eſt bien vraiſemblable ; car on doit ſe rappeller qu'il a été dit dans la relation des Rebelles que nous avions rallenti notre feu. J'en ai demandé la raiſon à un Officier principal qui étoit dans la place : il m'a répondu qu'après avoir pris toute la poudre des vaiſſeaux, il en reſtoit ſi peu à la garniſon, qu'on étoit obligé de la ménager, parce qu'il n'y en avoit pas pour huit jours. Quant aux quatorze mille hommes demandés, le Chevalier Wroteſly aſſura que pluſieurs mois ſe paſſeroient avant qu'ils pûſſent être levés, & qu'ils n'arriveroient pas en Amérique avant le mois d'Août. Il prédit que le Lieutenant-Colonel Campbell, s'il prenoit Charles-Town, l'évacueroit comme le Chevalier Clinton a évacué Philadelphie. Il ajouta que de quelque côté que l'armée voulût ſe porter, il lui falloit douze jours de proviſions à ſa ſuite ; & que ſi la Penſylvanie n'eût pas été pleine de Royaliſtes, jamais les équipages du Chevalier Clinton, qui formoient une ligne de douze milles, n'auroient pu la traverſer.

*Le Mercredi 16 Décembre.*

Le Chevalier Philipp Jennings *Clarke* pria quelques Membres de l'Amirauté de faire ſavoir à la Chambre ſi le Conſeil de guerre de l'Amiral Keppel ne retarderoit point le départ de l'Eſcadre deſtinée à eſcorter la flotte con-

ſidérable qui s'eſt amaſſée à Portſmouth pour les Indes Occidentales.

M. *Penton* répondit pour l'Amirauté que l'on devoit être ſans inquiétude à cet égard, & que l'Eſcadre n'attendoit que le vent favorable.

Le Lord *Nugent* annonça qu'après les vacations il demanderoit quelques nouvelles faveurs pour le commerce d'Irlande ; & que s'attendant à de l'oppoſition de la part de la ville de Mancheſter, il déclaroit qu'il entendoit ſe borner à l'exportation libre des toiles de coton, mêlées ou non mêlées, & de tout excepté les lainages. — Le Lord *Beauchamp* & le Lord *New-Haven* lui promirent leur appui. Ils firent voir qu'il étoit à craindre que l'Irlande ne portât ſes manufactures de toile & de laine en Amérique : ils aſſurerent que l'Irlande ſouffroit la plus extrême miſere ; & que l'embargo qui ſubſiſte ſur les exportations de bœuf ſalé, &c. avoit tellement réduit le produit des terres, que depuis deux ans ils n'avoient pas reçu un ſeul ſou de leurs revenus.

L'Amiral *Pigot* propoſa enſuite, attendu les rigueurs de la ſaiſon, le mauvais état de la ſanté de l'Amiral Keppel, & la durée du Conſeil de guerre qui pouvoit être de ſix ou ſept ſemaines, que l'Amirauté fût autoriſée à faire tenir ſes Conſeils de guerre ſur terre. — On diſputa long-tems pour convenir ſi ce ſeroit pour ce cas particulier, ou en général

pour tous les Conſeils de guerre. Le Lord *North* déclara qu'il ne donneroit ſa voix que dans le premier cas. L'Amiral *Pigot* inſiſta pour qu'avant tout on s'occupât de la conſervation d'un Citoyen auſſi précieux que l'Amiral Keppel.

Il fut fait enſuite une motion par le Chevalier W. Meredith, pour que l'Amirauté fît ſavoir à la Chambre quel jour l'accuſation contre l'Amiral Keppel avoit été reçue, & quel jour elle avoit été ſignifiée à l'Amiral. — La motion paſſa ſans qu'on allât aux voix. Suivirent des diſcuſſions ſur les dépenſes de la Marine. — M. Luttrel calcula les ſommes octroyées depuis ſept ans pour cet objet, leſquelles auroient pu donner, dit il, les 81 bons vaiſſeaux de ligne qu'avoit laiſſés l'Amiral Hawke en quittant le département. Trois millions ſterling ſuffiſent, pourſuivit-il, pour conſtruire cent vaiſſeaux de ligne à 29,000 l. piece, & cent frégates à 10,000 l. Cependant il a été volé plus de trois millions dans ces ſept ans; & nous avons une Marine en ſi mauvais ordre, qu'il ſeroit dangereux d'en parler avec trop de détail, de peur que l'Ennemi n'en fût informé. — Il allégua divers aux emplois d'argent, qui furent juſtifiés par les Commiſſaires de l'Amirauté, ſur divers prétextes.

Cette cenſure de M. Luttrel n'empêcha point que deux motions de l'Amirauté ne fuſſent admiſes l'une pour l'octroi de 389,000 l.

pour l'ordinaire de la Marine, y compris la demie paye pour les Officiers de Vaiſſeau & de troupes de Marine en 1779.

L'autre pour l'octroi de 531,000 liv. ſterl. pour l'extraordinaire de la Marine, y compris les conſtructions, réparations & autres ſervices extraordinaires auſſi en 1779.

*Le Jeudi 17 Décembre.* — Les débats de la veille ſur la généralité du Bill concernant les Conſeils de Guerre, eurent lieu de nouveau, & furent très-longs, parce que l'Oppoſition eût bien voulu profiter de cette occaſion pour reſtraindre les pouvoirs de l'Amirauté, dans les moyens qu'elle cherche à ſe ménager de perdre les Officiers qui lui déplaiſent. Il y fut fait cependant une modification ſur la demande du Juriſconſulte *Dunning* qui inſéra dans l'énoncé du bill le motif de la mauvaiſe ſanté de l'Amiral Keppel. Le Lord *Mulgrave* fit ajouter qu'on choiſiroit l'Ecole militaire de Portſmouth. L'Amiral *Pigot*, après y avoir donné ſon conſentement, s'étendit en éloges ſur les importans ſervices que depuis quarante ans l'Amiral Keppel rendoit à la Nation. Le Chevalier Richard Sutton obſerva que ces éloges étoient déplacés, en ce qu'ils déclaroient innocent un Officier qui alloit être jugé, & qu'ils ne ſervoient qu'à préoccuper les Juges contre ſon accuſateur.

Dans la même heure, le Bill fut rapporté; l'ordre de l'expédier fut donné: il en fut

fait une troiſieme lecture; il paſſa, & fut envoyé aux Pairs.

La Chambre s'ajourna au Mardi 22.

*Chambre des Lords.*

*Le Vendredi* 18 *Décembre.* — Premiere ecture du Bill des Communes pour que le Conſeil de Guerre qui doit juger l'Amiral Keppel ſoit tenu à terre. — Le Duc de Bolon ayant demandé qu'on paſsât ſur le champ la ſeconde lecture, le Chancelier (*Thurloe*) oppoſa les formes de la Chambre qui ne permettent point que cela ſe faſſe ſans intervalle; & il inſiſta pour qu'elles ne fuſſent point enfreintes dans une affaire auſſi importante où il s'agit de changer l'ancienne maniere de tenir les Conſeils de Guerre pour la Marine.

De l'aveu du Duc de Bolton qui auroit voulu que les trois lectures fûſſent faites de ſuite, & qui obſerva que ce qu'il avoit propoſé n'étoit point ſans exemple, la ſeconde ecture fut remiſe au lendemain 19. — Le même Seigneur demanda un Comité de la Chambre pour le Lundi 21.

*Le Lundi* 21. — La Chambre en Comité, le Chancelier fit voir la néceſſité d'inérer dans le preambule du Bill, des preues légales de l'exiſtence du motif ſur lequel étoit propoſé; & en conſéquence, il reuit que les Médecins de l'Amiral Keppel

fuſſent mandés, pour avoir leurs déclarations ſur ſon état.

Le Lord *Coventry*, prenant occaſion de ce Bill, mit ſur le tapis les proteſtations données par Mylord Sandwich à l'ouverture de la ſeſſion, lorſqu'il aſſura que loin de s'oppoſer à des enquêtes, on le verroit plutôt en promouvoir de *générales*, pour que la conduite de chacun, & la ſienne propre, fûſſent miſes au grand jour. — » Je ne puis diſſimuler ma ſurpriſe, dit Mylord *Coventry*, en voyant que tout cela ſe réduit à une enquête *particuliere*.

En réponſe, le Lord *Sandwich* fit entendre que cette enquête particuliere pourroit conduire à une générale; & il aſſura qu'il l'eſpéroit, le ſouhaitoit, & y étoit préparé, quoiqu'il ne convînt point d'en avoir parlé, ni qu'elle pût le regarder. Il avoua qu'on devoit gémir, pour le mal qui en réſulteroit pour le ſervice, que cette affaire fût entamée; mais il ſoutint qu'il n'avoit été ni au pouvoir de l'Amirauté, ni au ſien, n'étant qu'un Membre de ce Conſeil, de faire tourner les choſes autrement.

On agita enſuite diverſes queſtions, ſur le lieu, ſur le tems, ſur les Officiers qui compoſeroient le Conſeil de guerre. Le Duc de *Bolton*, ſoutenu du Duc de *Mancheſter*, fit voir, qu'autant qu'il ſeroit poſſible, un Général ne devoit point être jugé par de ſimples Capitaines, comme un Officier ordi-

aire pour de pures matieres de diſcipline : on cita l'avis de l'Amirauté elle même, dans e tems où le Lord Sandwich étoit déjà un le ſes Membres. — Mais ce Miniſtre y oppoſa conſtamment les formes uſitées, dont l n'étoit pas poſſible de ſe départir, & qui mpêchoient que l'Amirauté ne pût dire de uels Officiers ſeroit compoſé le Conſeil.

Le Duc de *Bolton* & le Lord *Shelburne*, uelque effort qu'ils paruſſent faire ſur eux-nêmes pour contenir leur reſſentiment contre le Miniſtere, ſe livrerent encore à des nputations directes, qui obligerent le Chanelier de les rappeller à l'ordre; mais ce ne nt qu'après qu'ils eurent dit clairement l'un l'autre, que cette affaire-ci étoit un abominable complot des Miniſtres contre l'Amil Keppel; & que jamais M. Palliſer n'eût ſé l'attaquer, s'il ne ſe fût ſenti appuyé. — e Lord Sandwich fut menacé d'un examen goureux de ſa conduite, où on lui feroit oir combien il ſe trompoit en prétendant u'il n'étoit pas ſeul reſponſable. — Mylord helburne lui demanda ſi l'enquête générale u'il affectoit de déſirer, viendroit après les nquêtes particulieres: s'il falloit que le proès qui devoit lui être fait quelque jour fût récédé de celui du Lord Howe, pour avoir uvé Rhode Iſland, & de celui de l'Amil Barrington, pour avoir ſauvé les Iſles Antigoa & de la Barbade, en déſobéiſſant x inſtructions de l'Amirauté.

Ce dernier point amena une diſcuſſion avec le Chancelier, qui ſoutint que M. Barrington avoit ſuivi le plan de défenſe des Iſles que l'Amirauté lui avoit tracé. — Le Lord Shelburne cita, à l'appui de ſon aſſertion, une lettre, où on lui mandoit que Barrington avoit contrevenu à ſes ordres, qui l'envoyoient ailleurs qu'au ſecours d'Antigoa. — Sur quoi il n'y eut point de réplique de la part du Chancelier. — Mylord Shelburne offrit de faire venir les Médecins; & en effet on vit paroître à la barre le Docteur Halliſax. Mais les prérogatives de la Chambre étant réclamées, on ſe contenta d'une atteſtation de deux de ſes Membres, qui furent le Lord Gower & le Marquis de Rockingham. — La troiſieme lecture, avec les modifications convenues, fut indiquée au lendemain.

Dans ce débat, Mylord *Shelburne* fit éclater le plus vif déplaiſir, de ce qu'on choiſiſſoit le tems actuel, pour juger un Amiral qui avoit la confiance de la Nation. » Ces ſortes d'enquêtes, dit-il, me contrarient beaucoup, parce qu'elles doivent apporter des longueurs & des délais dans les opérations de nos Eſcadres, & qu'elles laiſſent à la Marine de France le tems de prendre des accroiſſemens qui nous ſeront funeſtes. «

Il fut dit par le Marquis de *Rockingham* que la maladie de l'Amiral Keppel conſiſtoit dans des affaiſſemens ſoudains & momentanés

nés, qui ſuſpendoient toutes ſes forces juſqu'au point de ne pouvoir ni marcher ni ſe ſoutenir.

On apprit auſſi que le Conſeil de guerre s'ouvriroit le 7 Janvier.

*Le Mardi* 22. — Rapport du Bill approuvé la veille par la Chambre en Comité. — Le Marquis de *Rockingham* y fit une objection, demandant qu'on ſubſtituât un autre mot à celui *d'infirmités*, pour exprimer la ſituation de la ſanté de M. Keppel; ce mot ſemblant porter également ſur les facultés de ſon eſprit. (Cette obſervation vint de la Gallerie: ce n'eſt pas la premiere fois que la préſence des étrangers a été de quelque utilité dans les délibérations de l'une & de l'autre Chambre.) Le même Lord propoſa qu'on changeât cette expreſſion en celle de *mauvais état de ſa ſanté*. La motion paſſa ſans lever les voix. — La troiſieme lecture annoncée pour le 23.

Cette lecture faite le Mercredi 23. — Le Bill dans ſon nouvel état, fut renvoyé aux Communes, d'où il ne tarda pas à revenir, muni de l'agrément de cette Chambre. — On s'ajourna au 24.

*Le Jeudi* 24. — Des Commiſſaires du Roi, le Chancelier étant de leur nombre, ſuivant l'uſage, notifierent à la Chambre en préſence de celle des Communes qui venoit d'être mandée, le conſentement royal pour divers bills, parmi leſquels ſe trouvoit celui

qui permet que le Conſeil de Guerre de l'Amiral Keppel ſoit tenu à terre, où il ſera jugé ſur une accuſation portée contre lui par le Vice-Amiral Chevalier Hugh Palliſer. — La Chambre s'ajourna au Mercredi 20 Janvier.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi* 24. — Le rapport du conſentement Royal donné aux divers Bills ayant été fait par l'Orateur, la Chambre conſentit à la propoſition de s'ajourner au Jeudi 14 Janvier.

*Extraits des Gazettes ſur l'affaire de l'Amiral Keppel.*

Ecrits du Parti de l'Amiral.

*No. I.*

IL y a tout lieu de craindre que la conduite du Chevalier Hugh Palliſer n'occaſionne *une révolte générale dans la Marine.* C'eſt une obſervation qui n'a point échappé aux Membres de l'oppoſition dans les débats du 11 Décembre. La Marine d'Angleterre ne ſouffrira point que ſon brave Commandant ſoit ſacrifié à un Amiral de Cour, parce qu'il ſe trouve que cet Amiral eſt l'ami de cœur du Lord Sandwich; & il ne ſeroit pas étonnant que tant de bras armés pour ſa querelle

ne ſe bornaſſent pas à le défendre, mais qu'ils vouluſſent encore le venger.

L'Amiral Pigot, le Général Conway & tous les Militaires dans la Chambre des Communes ont paru indignés de la conduite de l'Amirauté: ils ont tous déclaré qu'il n'y avoit plus de ſûreté pour aucun homme d'honneur à reſter au ſervice d'une Puiſſance où il ſe trouve expoſé à être traduit à un Conſeil de guerre par quelque lâche Citoyen employé ſous ſes ordres, par un Lieutenant, un Midshipman, ou même un ſimple Matelot.

M. Dunning a réfuté dans la Chambre tous les argumens du Procureur Général avec une énergie & une logique qui couvrirent ce dernier de confuſion. Que peut-on dire d'un Avocat Général qui n'entend pas le ſens clair d'un acte clair, mais qui prétend qu'il réduit le Bureau de l'amirauté à un état de pur méchaniſme, & qu'il n'a point le pouvoir de refuſer au plus lâche Citoyen de la Marine, un Conſeil de guerre contre ſon Amiral, pourvu qu'il ait produit une charge ſpécifique contre lui ?

M. Dunning a déclaré que la conduite de l'Amirauté étoit *illégale* & *criminelle* : qu'elle étoit contraire aux pouvoirs dont elle étoit revêtue ; & qu'il demanderoit lui-même qu'elle fût ſoumiſe à une enquête, d'autant qu'il *étoit impoſſible* que l'on fermât les yeux ſur un pro-

cédé auſſi révoltant ſans compromettre l'honneur & la ſûreté du Pavillon Britannique.

## N°. II.

LE traitement que l'Amiral Keppel a éprouvé de la part des Miniſtres actuels & de leurs Aſſociés eſt plus que ſuffiſant pour empêcher tout Officier de diſtinction de prendre aucun commandement de conſéquence, tant qu'ils reſteront en place. Les deux freres Howe, les Généraux Clinton, Carleton, Burgoyne, Gages, & l'Amiral Graves, &c. &c. ont tous, chacun à leur tour, ſervi de plaſtron aux ſarcaſmes & aux inſultes des Ecrivains ſoudoyés par ces Miniſtres.

Parce que le Public ne paroît point partager, comme il le devroit, le juſte reſſentiment de ces braves Officiers, les Miniſtres prennent courage; & peu contens de ce qu'ils ont fait, ils veulent encore aller plus avant. Enfin, ſur la demande d'une de leurs créatures, ils oſent ordonner qu'on inſtruiſe le procès de l'Amiral Keppel. Mais il eſt un fait notoire, & dont tout le monde eſt inſtruit: *C'eſt que l'Amiral Keppel a combattu, & que le Chevalier* Hugh Palliſer *n'a point obéi* aux ſignaux. Il eſt également vrai que le Chevalier Hugh Palliſer eſt le favori du Lord Sandwich, & que l'Amiral Keppel n'eſt ſimplement qu'un honnête homme: que le Chevalier Hugh Palliſer eſt un des Lords de l'Ami-

rauté ; & que l'Amirauté ſaura s'arranger de maniere à nommer les Officiers qui doivent compoſer le Conſeil de guerre. C'eſt ce que les Miniſtres entendent à merveille.

Lorſque l'Imprimeur Almon fut pourſuivi en Juſtice pour la Lettre de Junius (à laquelle il n'avoit aucune part) un des Commis des Bureaux de la guerre étoit le chef du Juré.

*Ecrits du parti de Palliſer.*

N° I.

Ce qui ſe paſſe au Parlement relativement l'Amiral Keppel, peut s'appeller une *anti-ipation* dans toute la force du terme. La Chambre des Communes a voté » que la vie e cet Amiral eſt trop importante pour le ublic, & que cette Chambre ne peut lui arquer trop d'égards. « — Ce n'eſt autre oſe que la queſtion même qui doit être aminée par ſes Pairs : ſavoir ſi, conrmément aux loix de ſon pays, il a mérité n'a pas mérité la mort.

Pour mettre le comble à l'indignité de t arrêté, la Chambre fait une loi à l'avange d'un ſeul homme pour révoquer l'anenne coutume fondamentale d'aſſembler s Conſeils de guerre, qui a conſtamment é en vigueur pendant tant de ſiecles juſqu'à poque actuelle. Comme ſi l'Amiral Keppel it le ſeul homme innocent que nos loix ſent mis dans l'obligation de parler pour

défendre ſa vie : ou comme s'il y avoit plus de danger à bord d'un vaiſſeau bien amarré dans le port, que dans le Golfe de Gaſcogne au milieu de la fumée, du feu, de la poudre & des boulets.

Après une telle conduite de la part de tout le Corps de la Légiſlation, quel ſera l'Officier dans le Conſeil de guerre dont la tête ſera aſſez forte pour ne ſe laiſſer troubler ni par l'eſpérance, ni par la crainte, ni par aucun intérêt perſonnel? Une affaire menée de la ſorte ne paroîtra-t-elle pas ridicule aux yeux de tous les Etrangers, & même de tous les Nationaux qui jugent ſans partialité ?

Le Chevalier Hugh Palliſer, en demandant que l'Amiral Keppel fût jugé par un Conſeil de guerre, a véritablement demandé qu'on inſtruisît ſon procès à lui-même : s'il eſt coupable de quelque mauvaiſe manœuvre, elle paroîtra certainement dans le cours de la procédure ; & lorſque le Jugement du Conſeil de Guerre aura pleinement juſtifié l'Amiral Keppel, (comme ſes amis n'en doutent pas un inſtant,) alors toute la faute, s'il y en a, retombera ſur le Chevalier Palliſer, qui ſera comptable à ſon pays des moindres détails de ſa conduite.

N°. II. Nos prédictions ſont déjà accomplies, relativement à la déſertion & aux maladies, tant parmi les Officiers que les

Matelots employés ſur la flotte. On a le plus grand beſoin de bons Officiers; & tous les Capitaines de mérite commencent à donner leurs démiſſions. Le Lord Longford, Capitaine du *Stirling-Caſtle*, s'eſt retiré; le Lord Mulgrave, le Chevalier Richard Bickorton, & d'autres, ont ſuivi ſon exemple. Le Capitaine Rowley vouloit pareillement quitter le ſervice: le Gouvernement a été obligé, pour le retenir, de le nommer Commodore, tandis que nous avons plus de quarante Amiraux qui demandent de l'emploi.

Bien loin qu'on puiſſe condamner le Chevalier Hugh Palliſer pour la conduite qu'il a tenue dans l'infâme eſcarmouche du 27 Juillet avec la flotte Françoiſe; il mérite au contraire les plus grands éloges. Il étoit impoſſible de montrer plus de courage, de prudence, de ſang-froid & d'attention que cet Amiral n'en a fait voir pendant toute l'affaire. On ne pouvoit pas ſe mieux conduire qu'il a fait lui & toute ſa diviſion, à l'exception d'un ſeul vaiſſeau.

VOICI, Monſieur, deux écrits qui me paroiſſent ne devoir point être negligés dans l'affaire qui ocupe aujourd'hui toute la Nation. Je ne vous enverrai point les volumineux interrogats de chacun des témoins entendus, mais je tâcherai de ſaiſir les réflexions ſaines & judicieuſes qu'ils feront naître, & qui à coup ſûr ne porteront que

ſur les points les plus intéreſſans & les mieux éclaircis.

*Lettre de Palinure au Chevalier Hugh Palliſer.*

PERMETTEZ-MOI de ſoumettre à votre examen les queſtions ſuivantes, dans l'eſpoir où je ſuis qu'après les avoir lûes avec de bonnes intentions, vous y ferez une réponſe cathégorique. N'étant point connu de l'Amiral Keppel ni d'aucuns de ſes amis, on ne ſauroit me taxer d'être un Ecrivain à ſes gages: auſſi peu connu de vous, il n'y a ni pique de parti ni reſpect humain dans mes motifs. Mon amour pour la vérité & la juſtice, eſt le ſeul qui me faſſe déſirer que vous répondiez à ce petit nombre de queſtions très ſimples. Si votre réponſe mérite le ſuffrage du public, vous ne ſerez point fondé à me regarder comme un queſtioneur importun.

*Signé*, PALINURE.

I. N'avez-vous pas été envoyé par Mylord Sandwich, ainſi que votre collegue le Lord Mulgrave, ſi conſéquent (*a*) dans ſa conduite, pour ſervir d'eſpions à l'Amiral Keppel?

II. Les ſervices connus & la bravoure de M. Keppel, joints au cri de la Nation,

(*a*) Lorſqu'il s'appelloit le Capitaine Phips, il étoit du parti de l'Oppoſition.

ayant forcé le Bureau de l'Amirauté à le
nommer Amiral de la flotte, & ce choix
yant par conſéquent trompé votre ambi-
ion, n'étoit-ce pas de ce moment le vœu de
ce Bureau, & ſur-tout le vôtre, Monſieur,
qu'il s'offrît une occaſion de le *perdre*, ſi
ela étoit en votre pouvoir?

III. Dans le délire qui vous faſcine les
eux, Monſieur le Chevalier, ne vous ber-
és-vous pas du doux eſpoir d'avoir trouvé
ette occaſion, & d'être en état de prouver
'accuſation *précipitée* que vous avez formée
ontre votre Amiral?

IV. Avez-vous peſé mûrement les con-
équences qui en réſulteront, ſi vous échoués
ans votre plan?

V. Concevez-vous qu'au cas où l'Amiral
eppel prouveroit la régularité de ſa con-
uite, vous ſerez à jamais couvert de honte
d'infamie?

VI. Si M. Keppel eſt fautif en quelque
oint, vous imaginez vous, que votre répu-
tion établie ſur une baſe précaire ne va-
llera plus?

VII. Comment vous juſtifierez-vous de
avoir pas obéi au ſignal que vous fit l'Ami-
l de venir dans les eaux du *Victory*?

VIII. Pouvez-vous prétexter que vous
avez pas apperçu le ſignal qui eſt reſté de-
rs depuis trois heures juſqu'à huit?

IX. Parvenu à la dignité d'Amiral; faut-il
core vous apprendre, que lorſque votre

vaiſſeau eſt déſemparé, il eſt *expreſſément de votre devoir*, d'hiſſer votre pavillon à bord d'un autre vaiſſeau de votre Eſcadre, qui n'ait que peu ou point ſouffert, & d'agir comme ſi vous étiez à bord du vaiſſeau que vous avez monté en premier lieu.

X. Avez-vous ſuivi une regle auſſi naturelle de votre devoir, qui ne doit pas même être ignorée par le plus jeune d'entre les bas Officiers?

XI. Quoique vous alléguiez que l'état de votre gréement, vous a mis hors d'état de venir dans les eaux du *Victory*, conformément au ſignal; nierez-vous que vous avez viré vent arriere, pour vous éloigner d'un vaiſſeau de guerre françois qui ſembloit venir à votre rencontre.

XII. Si c'eſt l'opinion du Conſeil de guerre, que M. Keppel dans l'affaire du 27 Juillet, non-ſeulement a montré du courage, mais qu'il s'eſt conduit ſagement, & qu'il a fait tout ce qui étoit en ſon pouvoir, pour prendre, brûler & détruire les vaiſſeaux du Roi de France, autant que la nature des circonſtances l'admettoit: — Si telle eſt ſa déciſion, ou même s'il en rend une à-peu-près ſemblable, (comme je n'en doute aucunement,) penſez-vous qu'il ſera au pouvoir de votre ami le Lord Sandwich de vous ſouſtraire à une ſemblable enquête, & que ſous ſa protection vous pourrez braver la juſtice de votre patrie.

*Réponſe à Palinure.*

LE Chevalier Hugh Palliſer étant probablement engagé dans une affaire trop ſérieuſe pour avoir le tems de lire avec de bonnes intentions vos douze queſtions, ou d'y faire une réponſe cathégorique, vous aurez la bonté de vous contenter des réponſes ſuivantes; elles ſont ſimples, point piquantes, & dictées également par l'amour de la vérité & de la juſtice dont vous faites profeſſion. Le Public, dont l'impartialité caractériſe toujours les déciſions, jugera ſi elles méritent ſon ſuffrage, & il aſſignera le degré de ſolidité que vous devez leur reconnoître.

I. Je réponds à votre premiere queſtion, que tout bon Officier, & juſqu'aux ſimples Matelots à bord d'une flotte, ſont les eſpions naturels de la conduite de l'Officier commandant en chef. Ils ont autant de droit de cenſurer ſes ordres & ſignaux que d'obligation d'y obéir, & ceux qui remarquent de la mauvaiſe conduite dans l'Amiral, ſoit qu'elle réſulte de négligence, de mauvaiſe volonté, ou d'incapacité, manquent à leur devoir envers l'Etat, s'ils n'en parlent point hautement chacun ſelon les divers poſtes qu'il occupe.

II. Je nie que le cri de la nation ait forcé le Bureau de l'Amirauté de nommer l'Amiral Keppel au commandement de la flotte. Il y a eu un excès de folie au miniſtère de

céder à la recommandation du Colonel Barré, qui, après s'être déchaîné avec tout le fiel poſſible contre les Miniſtres, leur a dit, que dans ce moment de criſe, ils devoient placer leur confiance dans ſon ami (Keppel), qui étoit aſſis près de lui, & lui donner le commandement en chef de la flotte, lui ſeul pouvant ſauver l'Etat. Le Miniſtre conſentit à cette propoſition; & auſſi tôt la Chambre retentit de toutes parts du nom de *Keppel*, qui bientôt fut préconiſé par toute la nation. Si l'objet de l'Amirauté a été de le perdre en le nommant, elle a choiſi le vrai moyen de perdre la nation & les Membres du Bureau tout à la fois. Si telle étoit ſon intention, il ſeroit facheux qu'il n'y en eût que la derniere moitié de remplie: & je ne ſache pas de meilleur expédient pour ſéparer ces deux conſéquences, qu'un Conſeil de guerre.

III. C'eſt préciſément l'objet qui doit être éclairci par le Conſeil de guerre; & ſi le Chevalier Hugh n'imaginoit pas pouvoir prouver ſon accuſation contre l'Amiral, il y auroit eu de l'extravagance à lui de l'intenter.

IV. & V. Il eſt très-vraiſemblable que le Chevalier Hugh a bien peſé les choſes avant de les haſarder; un ſeul moment de réflexion a dû lui faire ſentir que ſon accuſation contre l'Amiral échouant, elle doit faire rejaillir ſur lui une infamie dont la meſure eſt laiſſée à la diſcrétion du Conſeil.

VI. Si la conduite de l'Amiral Keppel eſt ſoutenue en quelque point, le Chevalier Hugh ſera juſtifié en partie de l'avoir accuſé ; & il ſera lavé de l'imputation odieuſe de l'avoir pourſuivi par méchanceté, motif que vous ſemblez ſi enclin à lui attribuer.

VII. A cette ſeptieme queſtion, je fais la réponſe la plus catégorique qu'il ſoit poſſible. Si le Chevalier Hugh n'a pas obéi au ſignal de l'Amiral, c'eſt qu'il ne le pouvoit point ; & il ne le pouvoit point, parce que ſon vaiſſeau ne pouvoit pas obéir au gouvernail ; l'Amiral auroit pu s'en appercevoir auſſi bien que les Officiers de la flotte. Il paroît cependant ne l'avoir pas ignoré ; autrement que ſignifieroient ces mots qu'on lit dans ſa lettre à l'Amirauté : » En quoi ils ( les François ) réuſſirent au point d'empêcher pluſieurs vaiſſeaux de mon armée d'être en état de me ſuivre, lorſque je virai vent arriere, pour porter ſur l'armée Françoiſe ? « Y eut-il beaucoup de vaiſſeaux plus déſemparés que le *Formidable ?*

VIII. Le Chevalier Hugh Palliſer n'avance rien de ſemblable ; ſa lettre porte qu'il a vu le ſignal adreſſé aux vaiſſeaux de ſon eſcadre ( & non au *Formidable* dont le pavillon étoit ſi viſible ) : il a répété tous ces ſignaux, ce qu'il n'auroit pu faire, s'il ne les avoit pas vus.

IX. En qualité d'Amiral, peut-être auroit-il dû tranſporter ſon pavillon à bord d'un

vaiſſeau de ſon eſcadre en bon état, s'il y en avoit ; mais un tel parti exigeoit quelque examen & quelque précaution. Si les François euſſent vu un vaiſſeau Commandant de notre flotte ſi déſemparé, que l'Amiral fût obligé de tranſporter ſon pavillon, tandis que tous leurs vaiſſeaux obéiſſoient à la manœuvre, & étoient en état de former & de conſerver la ligne dans un ordre parfait, n'auroient-ils pas été fondés à s'attribuer l'honneur d'avoir remporté ſur nous une victoire déciſive? Je doute d'ailleurs qu'un Amiral ſubordonné puiſſe tranſporter ainſi ſon pavillon ſans l'ordre ou le ſignal de ſon Commandant en chef. Eſt-il bien certain auſſi que le tems & les houles euſſent permis cette manœuvre?

X. Il n'a pas ſuivi ce plan de conduite: les bas-Officiers s'imaginent ſouvent en ſavoir davantage qu'un Amiral, & même que l'Amiral en chef.

XI. Le cas allégué ici demande preuve & explication.

XII. Si l'Amiral Keppel s'en tire à ſon honneur (ainſi que vous n'en doutez pas,) le Chevalier Hugh Palliſer ſera obligé de répondre en perſonne de ſa propre conduite; & s'il a déſobéi volontairement aux ſignaux auxquels il auroit pu obéir, ou s'il mérite d'autres reproches, il a pris le moyen le plus ſûr de s'attirer une juſte punition: la conduite de l'Amiral ne pouvant pas ſubir d'exa-

men, que la ſienne ne ſoit diſcutée rigoureuſement. Il ne pouvoit pas choiſir une voie plus sûre pour arriver à ce but, qu'en accuſant l'Amiral, ou s'accuſant lui-même, ce qui auroit été abſurde.

Je n'ai aucunement envie d'entrer dans ces diſcuſſions en ce moment, me repoſant ſur le jugement qui émanera du Conſeil de Guerre ; mais puiſque les partiſans de l'Amiral Keppel, aveuglés par un zele fanatique, ne gardent aucun ménagement : que non-ſeulement ils récriminent contre l'accuſateur, mais que leur audace va même juſqu'à diffamer le Bureau de l'Amirauté ; & qu'ils ſappent les fondemens de notre Conſtitution, en ſoutenant que tout homme revêtu d'un emploi public, civil ou militaire, diſtingué ou commun, qu'il ſoit le favori du Roi, ou l'idole du Peuple, qu'il ſoit populaire, ou non : qu'un tel homme, dis-je, ne doit compte de ſes actions concernant les affaires publiques ni aux loix, ni à ceux qui les font exécuter ; j'imagine être juſtifié aux yeux de la raiſon & du ſens commun, ſi je dis mon mot en opposition à des maximes auſſi dangereuſes, & je crois ne pouvoir mieux terminer qu'en formant ce vœu :

*Fiat juſtitia, ruat cœlum.*

P. S. Si les partiſans de l'Amiral veulent se tenir tranquilles, & attendre l'iſſue du jugement, je leur promets de ne pas pouſſer

plus loin ces discussions, & de ne point faire d'anticipation.

*Divers autres Ecrits pour & contre.*

L'exposé suivant pourra servir à faire apprécier l'accusation du Chevalier Hugh Palliser, contre l'Amiral Keppel. En le lisant, chacun verra s'il est possible de justifier la conduite du Vice-Amiral ou de ses complices ministériels.

Le 2 Décembre, les deux Amiraux sont pressés par le cri général de toute la Chambre des Communes, d'expliquer pourquoi l'affaire du 27 Juillet a si mal réussi. L'Amiral Keppel en uniforme, & tenant à la main ses preuves, assure le Parlement (& la Nation qu'il représente) que la désobéissance du Vice-Amiral aux signaux, pour renouveller le combat, (quoique le *Victory* eût tenu ces signaux dehors pendant près de cinq heures,) avoit donné à l'ennemi le tems de se sauver dans le Port de Brest. Le Vice-Amiral Palliser convient formellement du fait, mais il assure la Chambre qu'il est en état de justifier sa désobéissance : il demande lui-même avec empressement une enquête. Mais qu'il eût fait ou non cette demande, il étoit du devoir du Parlement de s'adresser à la Puissance exécutrice (au Roi), pour que ces premiers doutes fussent levés par un Jugement. Cette maniere de procéder étoit autorisée par une infinité d'exemples, indépendamment des motifs

motifs de raiſon & de convenance qui devoient le faire adopter. M. Luttrel, qui traita le premier cette matiere dans la Chambre des Communes, propoſa une adreſſe au Roi, pour que l'Amiral Palliſer fût jugé par un Conſeil de guerre, ſeul moyen convenable de le juſtifier ou de le condamner. L'intervention de ceux des Officiers de l'Amirauté, qui ſont Membres du Parlement, fit remettre la délibération ſur ce projet d'adreſſe, du 2 au 11 Décembre, qui étoit le jour le plus prochain choiſi par la Chambre pour la diſcuſſion des affaires maritimes. Selon l'uſage, il fut donné avis à tous les Membres de la motion projettée. Mais le Chevalier Palliſer, l'accuſé, celui dont le procès étoit déjà virtuellement commencé, ſe rend le 10 Décembre au Bureau de l'Amirauté, & produit contre ſon ſupérieur, contre celui qui le pourſuivoit pour l'intérêt de l'Angleterre, une accuſation que le Lord Sandwich & ſa clique oſent admettre, par une partialité indigne, & qui décele la plus noire méchanceté!

*Copie exacte du Journal du* VICTORY, *& des remarques particulieres faites depuis le commencement de l'action, juſqu'au moment où ce vaiſſeau a perdu de vue l'armée françoiſe.*

Le 27 Juillet 1778.

A dix heures avant midi, ſignal & viré

de bord, un gros corps de vaiſſeaux françois paroiſſoit être fort en déſordre.

A onze heures & demi, les vaiſſeaux de la tête engagerent le combat avec les vaiſſeaux françois, qui avoient tiré les premiers ſur l'avant-garde de notre armée. A la même heure, ſignal à notre armée d'engager le combat; nous courions alors ſur un bord oppoſé à celui des François: eux tâchant de s'élever au vent autant qu'ils pouvoient, & donnant leurs bordées à meſure qu'ils paſſoient près de nos vaiſſeaux: pluſieurs d'entr'eux envoyerent leur feu au *Victory*; mais voyant que nous pouvions joindre la *Bretagne*, nous dépaſsâmes deux de leurs vaiſſeaux deſtinés à ſervir de Matelots à l'Amiral.

A onze heures trois quarts, nous prolongeâmes la *Bretagne*; & à midi, nous combattîmes la *Ville de Paris*.

A une heure, nous étions aux priſes avec les ſix vaiſſeaux qui étoient à l'arriere de l'Amiral François.

A une heure & demie, ſignal & viré vent arriere, nos vaiſſeaux ayant beaucoup ſouffert dans le gréement & dans les voiles.

A deux heures, ſignal pour former la ligne de bataille par l'avant, les vaiſſeaux ſe tenant à une encablure l'un de l'autre: nous mîmes en panne pour refaire notre gréement.

A deux heures & demi, un des vaiſſeaux

françois qui avoit perdu ſa grand-vergue, & on mât de perroquet de fougue, tomba ſous e vent, accompagné d'une frégate.

A deux heures trois quarts, les François virerent vent arriere, & formerent la ligne ayant leurs caps dirigés ſur nous.

A trois heures ſept minutes, ſignal aux vaiſſeaux au vent d'arriver dans nos eaux; & afin qu'ils puſſent l'appercevoir plus diſtinctement, nous retirâmes le ſignal pour la igne de bataille.

A trois heures cinquante minutes, voyant ue le ſignal pour arriver dans nos eaux n'éoit point apperçu, nous l'amenâmes, & mes de nouveau le ſignal pour former la gne; nous gouvernions alors Sud-Sud-Eſt in de joindre nos vaiſſeaux ſous le vent, de former la ligne de bataille.

A quatre heures & demi, nous fîmes de ouveau le ſignal aux vaiſſeaux d'arriver dans os eaux.

A cinq heures, nous ſignalâmes aux vaiſaux l'ordre de ſe ranger à leur poſte dans ligne, & nous envoyâmes la frégate le *Milford*, pour dire au Chevalier Robert arland, de marcher avec ſon Eſcadre, & former la ligne à l'avant-garde; ce qu'il écuta.

La ligne françoiſe formée de 28 vaiſſeaux deux de 50 ou 60 canons. On travailloit épiſſer le gréement qui avoit beaucoup uffert; nous avions perdu ſept haubans de

grand mât, & la majeure partie des mât de hune & des manœuvres courantes, ainſ que tous les huniers. Nos voiles baſſes, & nos voiles d'étai, ſe trouvant fort endomma gées. A ſept heures, nous fîmes le ſignal à chaque vaiſſeau particulier du Vice-Amira de l'Eſcadre bleue, excepté au *Formidable* qui n'avoit pas ferlé ſon petit hunier, de ſe ranger à leur poſte, pour former la ligne L'armée françoiſe s'avançoit, ſes vaiſſeaux qui ont le moins ſouffert, étant placés à l'a- vant-garde. L'Amiral François avoit 14 vaiſ- ſeaux de ligne à ſon avant, & 13 à ſon ar- riere, avec deux vaiſſeaux de 50 ou 54 ca- nons, quatre frégates, un ſchooner, & trois Brigantins.

A huit heures, trois vaiſſeaux françois étoient preſque par notre travers ſous le vent; nous marchions, avec deux ris, dans nos huniers & dans nos miſaines, afin de donner au Chevalier Hugh Palliſer, & à ſon Eſcadre, le tems d'arriver dans la ligne, & nous nous diſpoſions à renouveller l'attaque au point du jour.

A onze heures onze minutes, un des vaiſ- ſeaux françois de la tête, (*a*) tira deux fuſées, & fit peu de tems après un faux feu: à mi- nuit, nous perdîmes de vue leurs feux.

---

(*a*) Ce fut le mauvais tems qui fit perdre de vue les feux de l'armée Françoiſe. M. Palliſer a dit dans ſa lettre qu'il plut toute la nuit.

A quatre, nous virâmes vent arriere, faint au *Prince George* & au *Bienfaiſant* le ſignal de donner chaſſe à trois vaiſſeaux dans Sud-Eſt, qui étoient les ſeuls que nous uſſions appercevoir, & que nous jugeâmes re des vaiſſeaux françois.

A neuf heures, il fut ordonné à ces deux iſſeaux de rejoindre l'armée. Toute la flotte oit employée à épiſſer le gréement, & nos lfats occupés à jumeller notre grand mât, notre mât d'artimon qui avoient été per- de boulets.

*Suite des ſéances du Conſeil de Guerre.*

Le Conſeil ayant arrêté que les Journaux navigation ſeroient mis ſur le Bureau & mentés. Il en fut produit pluſieurs. Lorſce fut le tour du Maître d'équipage du *uſte*, il refuſa de prêter le ſerment. Comme lui demandoit le motif de ce refus, il ondit que le Journal avoit été changé & l y avoit été fait des additions préciſét aux articles des 27 & 28 Juillet. rrogé par l'ordre de qui ces changemens ent été faits, il dit que c'étoit par l'ordu Capitaine (M. (*a*) Hood) qui avoit dicté ques-uns des changemens, & avoit lui-

(*a*) Son frere, ancien Capitaine, eſt Commiſſaire antier à Portſmouth, & vient d'être créé Ba-

même écrit les autres. On lui demanda alors si le Capitaine avoit vu les minutes originales comme elles étoient d'abord, & s'il y avoit trouvé quelque chose à redire? Le Maître répliqua qu'il avoit dabord écrit ces minutes sur une feuille volante, le lendemain de l'action, pour les montrer au Capitaine: que celui-ci les ayant lues & approuvées, elles avoient été alors copiées sur le Journal. On lui demanda si les changemens avoient été faits depuis l'ordre d'assembler le Conseil de Guerre pour juger l'Amiral Keppel; il répondit qu'il y avoit quatorze ou quinze jours qu'ils avoient été faits, & que c'étoit depuis l'ordre donné pour assembler le Conseil de Guerre.

Cette découverte parut remplir de surprise & d'indignation tous les Membres du Conseil & tous les Assistans, chacun se rappellant la chaleur avec laquelle le Chevalier Hugh Palliser s'étoit opposé la veille à ce qu'on produisît les Journaux de navigation. Pendant quelques minutes on n'entendit que des sifflets qui partoient de tous les points de la Salle, sans qu'on pût les faire cesser.

Le Capitaine Marshall (c'est celui qui a attaqué la *Belle Poule*) qui avoit commandé la frégate destinée à repeter les signaux, fut sommé de rendre compte de tous les signaux qu'il avoit répétés, & le tems précis auquel ils avoient été faits le 27, depuis le point

du jour juſqu'à la nuit. Il fut enſuite interrogé ſur ce qu'il ſavoit des différentes opérations, poſitions & ſituations des deux armées, pendant & après le combat. Il répondit à toutes ces queſtions d'une maniere qui fit le plus grand honneur, tant à ſon impartialité, comme témoin, qu'à ſes talens & à ſon intelligence comme Officier.

Après cet interrogat, où l'Amiral Keppel mêla auſſi quelques queſtions, l'Amiral Montague ſe leva & dit que le Conſeil penſoit qu'il étoit à propos de faire une queſtion d'un autre genre au Témoin avant de le renvoyer; & s'adreſſant au Capitaine Marshall, lui dit: depuis le moment où vous avez apperçu la flotte Françoiſe, juſqu'à celui où vous l'avez perdue de vue, vos obſervations & vos connoiſſances vous ont-elles fait juger que l'Amiral Keppel ſe ſoit conduit en quelqu'occaſion d'une maniere peu convenable à un Officier Commandant? Le Capitaine, mettant ſa main ſur ſa poitrine, répondit, d'une voix haute & animée: *Non, comme Dieu eſt mon juge.*

Quoique cette aſſertion ne puiſſe point produire une décharge légale en faveur de M. Keppel, elle fut accueillie avec tranſport; on entendit toute la ſalle retentir d'applaudiſſemens, qui ne ceſſerent que longtems après que le Conſeil eut fait recommander le ſilence.

M. Palliſer voulut récriminer contre l'Ami-

ral Keppel, au ſujet des changemens faits au journal du *Robuſte*, en aſſurant qu'il en avoit été fait auſſi à celui du Capitaine Marshall; mais celui-ci fit voir que quoique les dates de ſon journal euſſent été comparées à celui du *Victory*, on n'avoit point ſouffert qu'il y fût fait le moindre changement.

Les altérations faites au Journal du *Robuſte*, par un Capitaine que l'on ſait être des amis de M. Palliſer, font la ſenſation la plus fâcheuſe pour les intérêts & pour l'honneur de ce Vice-Amiral. Les papiers publics ſe rempliſſent des cenſures les plus piquantes contre une infidélité auſſi révoltante & auſſi téméraire. — Comme on ſait que parmi les pieces produites, il y a une lettre de Mylord Sandwich à l'Amiral Keppel, en date du 26 Juillet, les ennemis de ce Miniſtre débitent qu'il a été en conſultation chez le Lord Mansfield, pour ſavoir ſi le procédé du ſieur Hood étoit ſuſceptible d'une tournure favorable, & que le Juge du Banc du Roi l'ayant aſſuré qu'il ſe faiſoit fort de le juſtifier, le Miniſtre a le deſſein de demander à retirer ſa lettre, pour y faire les *ratures* & *ſurcharges* qu'il croira néceſſaires, avant qu'elle ſoit produite en jugement.

Dans toutes les tavernes de l'Oppoſition on boit à la ſanté de l'honnête *Arnold*, Maître d'équipages du *Robuſte*, qui a eu le courage de faire triompher la vérité, ſans

craindre le reſſentiment des Miniſtres & de leurs créatures.

De ſon côté, le parti de Palliſer donne les plus grands éloges au Capitaine Burnaby, ſur ce que la queſtion générale faite à M. Marshall, lui ayant été pareillement adreſſée, il s'eſt excuſé d'y répondre, alléguant que ſes lumieres étoient trop bornées pour qu'il pût prononcer ſur une affaire d'une auſſi grande importance; & qu'avant de ſavoir le jugement qui ſeroit porté par le Conſeil, il ne lui appartenoit pas de dire ſi l'Amiral Keppel étoit ou non exempt de reproches. — Le même parti a obſervé que M. *Marshall* s'étoit retranché le plus ſouvent dans ſon ignorance en répondant aux Juges, & que ſur le nombre de cinquante-ſept queſtions qui lui ont été faites, il n'y en a pas eu plus de trente-ſix auxquelles il ait fait une réponſe directe & poſitive. On prétend que cette conduite équivoque ôte tout le prix à la réponſe qu'il a faite à l'Amiral Montague, & que ſa modeſtie eût dû la lui interdire, la queſtion étant vague, prématurée & impropre, & ne pouvant être décidée que par les Juges, lorſqu'ils auront vu toutes les pieces du procès.

L'état actuel des choſes ne permet point d'eſpérer que ce terme ſoit très-prochain, & il y a apparence que la ſeſſion du Parlement aura repris ſon cours avant que le Conſeil ait fait la clôture de la ſienne. On

assure que le nombre des témoins qui doivent être interrogés par le Vice-Amiral Palliſer eſt de trente-cinq, & que M. Keppel en fera entendre au moins ſoixante-dix.

Quoique l'opinion populaire paroiſſe être entierement pour celui-ci, il y a toujours des gens, même de ſes amis, qui doutent que l'affaire ſe termine à ſon avantage. Ils fondent leur opinion ſur ces quatre raiſons. — Qu'il eſt Whig, ce qui le rend un objet odieux pour un Miniſtere Tory: — Qu'il eſt honnête homme, & par conſéquent en horreur à des Miniſtres pervers: — Qu'il a pour perſécuteur le Bureau même de l'Amirauté, qui a en main tous les moyens poſſibles de le perdre: — Et enfin qu'il ne doit pas être mieux traité que tous ceux qui juſqu'ici ont été employés ſur mer, ſur terre & en politique, — Gage, les deux Howe, Burgoyne, Carleton, le Lord Percy & le Lord Stormont.

## P. S. *Du 19 Janvier.*

Il paroît que l'affaire de l'Amiral Keppel ſera plutôt terminée qu'on ne l'auroit crû d'abord. Peut-être ne durera-t-elle pas autant de jours qu'elle ſembloit devoir durer de mois. Tous les témoins que l'accuſateur fait entendre dépoſent en faveur de l'accuſé. Le Capitaine *Windſor*, que les Lords de l'Amirauté, fauteurs du premier, ont fait

venir de Paris, avec la permiſſion de la Cour de France, a prouvé clairement par ſa dépoſition que le Vice-Amiral Palliſer avoit déſobéi aux ordres que lui-même il avoit portés. Il court ſur ce Vice-Amiral les bruits les plus ſcandaleux. On diſoit il y a quelques jours qu'il avoit écrit à M. Keppel une lettre que celui-ci avoit refuſé de recevoir, & où il lui faiſoit l'offre d'abandonner la pourſuite de l'affaire : aujourd'hui on prétend qu'il a diſparu, & qu'il eſt parti pour la Hollande. Rien n'eſt ſans doute plus faux ; mais à la maniere dont ces nouvelles ſont accueillies, on juge qu'il a le gros de la Nation contre lui. — Sa cauſe a ſouffert un préjudice énorme dans l'opinion publique, des ratures & ſurcharges faites au Journal du Capitaine Hood, qui a cherché à réparer ſa faute, en contrariant autant qu'il a pu, dans ſes dépoſitions, les vues de Palliſer. — On attend avec impatience que le tour du Capitaine Lockart-Roſs ſoit venu, pour être interrogé. Mais il court un bruit qui eſt de mauvais augure pour le parti que ſoutienne les Miniſtres, C'eſt que ſon interrogat fini, il donnera ſa démiſſion. Pluſieurs autres bons Officiers ſuivront cet exemple : c'eſt encore ce qui arrivera de moins fâcheux pour le ſervice du Roi. Les animoſités auxquelles ce procès aura donné lieu, & qui ſe perpétueront dans la marine auront des ſuites funeſtes, qui

ſe feront ſentir ſur-tout dans les momens les plus intéreſſans pour la gloire & pour la ſûreté de la Nation. L'Amiral *Montagu* s'eſt fait le plus grand honneur, par les queſtions qu'il a adreſſées aux divers témoins entendus juſqu'ici. On lui ſaura un gré infini de ſon impartialité, qui ne ſera peut-être pas auſſi goûté de ſon proche parent Mylord Sandwich. — Déja on donne cette glorieuſe deviſe à M. Montagu : — *Amicus Socrates, amicus Plato; ſed magis amica veritas.* — Il y a deux des Juges de M. Keppel de malades, & qui ont demandé & obtenu permiſſion de s'abſenter. Pour lui, qui juſqu'ici avoit toujours été violemment incommodé d'une maladie de nerfs, jamais, dit-on, il ne s'eſt mieux porté de ſa vie. — On dit que l'unique choſe qui l'ait chagriné dans tout ceci, c'eſt d'avoir lû un papier public où on lui reprochoit d'avoir pris commandement ſous des Miniſtres qu'il ne pouvoit ni aimer ni eſtimer, & où on lui remettoit devant les yeux la noble fierté avec laquelle le Lord Briſtol avoit proteſté qu'il ſe refuſeroit à toutes les offres qui pourroient lui être faites.

Quelqu'un vient d'adreſſer au Préſident du Conſeil de Guerre une queſtion qui fait en bien peu de mots la critique des longs interrogats dans leſquels la Nation prétend ne voir que d'ennuyeuſes & inutiles répétitions.

1°. Laquelle des deux armées navales a la premiere retiré le ſignal de combat ? 2°. Combien de tems celle qui l'a retiré la derniere l'a-t-elle gardé de plus que l'autre ? En général, on paroît perſuadé que ce procès a été imaginé par les Miniſtres, pour accuſer la nation, & s'empêcher de donner toute ſon attention à des objets qu'il lui ſeroit bien plus eſſentiel d'approfondir, mais dans leſquels les Miniſtres auront grand ſoin d'empêcher qu'on ne porte des regards trop curieux. La reſſource des refus directs & des ſubterfuges étant uſée ; ce nouveau genre d'artifice s'eſt offert à eux, & ils ont ſaiſi avec autant d'adreſſe que d'avidité. Nous verrons l'année prochaine à quelle autre ruſe ils auront recours.

On débite ici depuis hier une nouvelle qui ſeroit très-fâcheuſe, ſi elle avoit de la réalité ; c'eſt que les Anglois établis à la côte des Moſquetes, comme dans un Établiſſement Britannique, ſur la foi d'une proclamation du Roi du 9 Décembre 1763, ont arrivés en grand nombre à la Jamaïque, & prétendant chaſſés par les Eſpagnols de cette Colonie Angloiſe, d'où ils ont aſſuré que quatre vaiſſeaux Anglois venoient d'être enlevés par les Eſpagnols qui n'ont point encore donné de ſatisfaction pour le vaiſſeau le *Moring-Stars* enlevé de la même maniere en Avril 1777.

On apprend auſſi que le vaiſſeau le *Cole-*

*brook*, de la Compagnie des Indes, qui alloit à la Chine, a péri au Cap. — Point de nouvelles d'Amérique, ni des Iſles : les Actions continuent à baiſſer.

*Faute importante dans le Numéro LXIII.*

La page xcviij de ce numéro devoit contenir un tableau de l'ordre de marche du grand convoi parti de Portſmouth le 25 Décembre. — Malheureuſement il a été tout bouleverſé à l'impreſſion, & tiré dans cet état, l'Editeur n'ayant point pu revoir l'épreuve ; mais la minute n'ayant pas été détruite, il eſt poſſible d'y apporter remede. On va le donner ici, après une liſte de l'eſcadre qui eſcorte ce convoi.

*iſte des vaiſſeaux qui ont mis à la voile de Spithead le 25 Décembre 1778, ſous le commandement du Vice-Amiral Shuldham.*

| | | *Vaiſſeaux.* | *Canons.* | *Capitaines.* |
|---|---|---|---|---|
| | 1 | Prince George | 90 | Capitaine Lindſay. |
| | 2 | Foudroyant.. | 80 | Amiral Shuldham. Capitaine Curtis. |
| | 3 | Cumberland.. | 74 | Peyton. |
| | 4 | Hector..... | 74 | Hamilton. |
| | 5 | Eliſabeth.... | 74 | Maitland. |
| | 6 | Magnificent.. | 74 | Elphinſtone. |
| | 7 | Réſolution ... | 74 | Ogle. |
| ir les Iſles. | 8 | Suffolk..... | 74 | Amiral Rowley. Capitaine Duncan |
| | 9 | Shrewſbury.. | 74 | Roſſ. |
| | 10 | Yarmouth ... | 64 | Batman. |
| | 11 | Vigilant..... | 64 | Digby Dent. |
| | 12 | Défiance .... | 64 | Goodall. |
| | 13 | Europa..... | 64 | King. |
| r les Iſles. | 14 | Lion ..... | 64 | Cornwallis. |
| | 15 | Medway .... | 60 | |
| | | Warwick.... | 50 | Colins. |

N. *B.* Le tableau que l'on va voir pré-
te l'ordre dans lequel doit marcher cette
adre & la place des trois cents bâtimens
ur différentes deſtinations, qui ſont partis
s ſon convoi. — On ſait que le *Ruſſel*,
74 canons, qu'il faut laiſſer à ſa place
s le tableau, pour ne pas déranger l'ordre,
cependant rentré dans le port, ayant eu
forte avarie.

Ressource, 28, doublé en cuivre.

Défiance, 64.

Ruſſel, 74.

Suffolk, 74.

Medway, 60.

Yarmouth, 64.

Grampus, 30.

America, 64.

Magnificent, 74.

Torbole, 26.

*Convoi pour New-York.*

Proſerpine, 28, doublé en cuivre.

Shrewſbury, 74.

Warwick, 50.

Romulus, 44.

*Autres Vaiſſeaux Marchands.*

Vaiſſeau Commandant.

Deal-Caſtle, 20.

Vigilant, 64.

*Convoi pour les Indes Occidentales.*

Janus, 44.

90.

Dromedary, 26.

Europa, 64.

Lyon. 64.

Cumberland, 74.

Réſolution, 74.

Hector, 74.

74.

..., 28, doublé en cuivre.

# LETTRE

## *'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 10 Février 1779.

QUE je m'applaudis, Monſieur, de n'avoir point voulu joûter avec tous les Gazeers poſſibles pour groſſir votre Recueil de nterminable procès de l'Amiral Keppel ! vous avez eu le courage de lire tout ce i en a paru juſqu'à ce jour, je vous trouve en à plaindre d'avoir pris inutilement tant peine, car le volume eſt déja très-conérable. Le déſir qu'ont eu à l'envi les azetiers de ſatisfaire la curioſité de leurs cteurs, les a empêchés de réfléchir qu'aune des copies qui ſe débitoient de chaque ance, ne pouvoit être autentique, & que plupart même ſeroient infideles à deſſein. s ont en conſéquence rempli leur papier de ille fauſſetés, qui auront donné lieu à une finité de faux raiſonnemens, que chacun meroit ſûrement mieux n'avoir pas faits. étoit pourtant aiſé d'imaginer qu'il ne uvoit paroître que deux copies de ce procès i méritaſſent la foi publique : l'une bliée par M. Keppel ou ſes amis, l'autre

ſous l'autorité du Conſeil de guerre ou du Gouvernement ; & que l'une & l'autre ne devoient être attendues qu'après la clôture du procès. Malheureuſement ce ſeroient des morceaux trop longs pour pouvoir entrer dans votre Recueil ; mais je laiſſerai échapper le moins qu'il me ſera poſſible les réflexions & cenſures auxquelles elles donneront lieu. Prévenu ainſi ſur le peu de croyance que méritent toutes les *minutes du Conſeil de guerre* dont les diverſes gazettes ſe ſont remplies depuis le 8 Janvier, ainſi que la traduction du *Diſcours de l'Amiral Keppel & de ſes repliques*, vous verrez ſûrement avec plaiſir l'annonce Angloiſe qui m'autoriſe à vous donner cet avis, & qui eſt d'autant plus intéreſſante, qu'elle vous met ſur la voie de la ſeule copie fidele qu'il ſera poſſible de ſe procurer quand le procès ſera parachevé, ce qui peut à préſent n'être pas (*a*) très éloigné.

*Extrait du Whitehall Evening-poſt du 19 Février.*

LE Public eſt averti de ſe tenir ſur ſes gardes contre une foule de productions informes & illégales qui ont déja été & ſeront inceſſament publiées ſous le titre de *Minutes du Conſeil de guerre, &c.* On peut être aſſûré qu'il n'y aura de copie exacte de ce procès que celle qui ſe fait *avec permiſſion* dans la ſalle même où ſe tient le Conſeil de guerre,

(*a*) On verra le jugement dans le Poſtcript. du 12.

qui ne peut point encore avoir vû le jour.
n conſéquence toutes les autres éditions ne
ourront être qu'une compilation des gazettes,
ſquelles ne contiennent qu'une relation très-
regée & très-défectueuſe de la procédure,
où les faits ont été ſouvent altérés à deſ-
in par eſprit de partialité pour égarer le
teur & dérober le *vrai coupable* à l'indi-
ation publique.

Quelques amis de l'Amiral Keppel ont
bli à leurs frais une Imprimerie à Portſ-
outh pour pouvoir donner de ce qui s'eſt
ſſé au Conſeil de guerre, une relation
ſi fidele & auſſi impartiale que l'exige une
aire d'une ſi grande importance, autant
ur le Public que pour la réputation du
*mier Marin de l'Europe.*

Cette édition méritera la plus grande con-
nce. En effet, les Editeurs voulant convain-
l'univers de leur impartialité, ont exigé
M. *Blandemore*, l'écrivain abréviateur qui
ait cette copie, d'affirmer ſous ſerment
vant le Maire de Portſmouth, auſſi-tôt que
procès ſera fini, que ſes minutes con-
nent ſtrictement & mot pour mot toutes
dépoſitions, argumens, diſcours ou diſ-
ſions qui auront eu lieu dans le cours de
procédure, & dont pluſieurs ont *été omis*
*deſſein par les Ecrivains aux gages de la Cour.*
L'admirable diſcours prononcé par l'Amiral
ppel pour ſa défenſe, n'a été tranſcrit par
un abréviateur; c'eſt ce qui fait voir qu'il

n'a été juſqu'à préſent publié qu'en ſubſtance. On le trouvera en entier dans cette édition, tranſcrit, avec permiſſion, ſur la propre copie de l'Amiral. Les Imprimeurs ſeront pareillement tenus d'atteſter avec ſerment que leur édition eſt exactement conforme aux minutes de M. Blandmore & qu'ils n'y ont pas fait le moindre changement. Il ſera aiſé de diſtinguer cette édition des autres, par ces différentes atteſtations qui ſeront inſérées au haut & au bas du frontiſpice de l'ouvrage imprimé à Portſmouth par une ſociété de perſonnes de diſtinction.

Il eſt évident que ce n'eſt ni l'eſprit de parti ni la cupidité qui préſide à cette entrepriſe, car le prix de l'ouvrage ſera ſi modique, que le produit de la vente ne ſervira préciſément qu'à rembourſer les frais de l'impreſſion. En conſéquence le Public ſera ſûr d'avoir une copie exacte de toute la procédure, qui lui coûtera moitié moins que *celle du Gouvernement*, & qui peut être encore ſera à meilleur marché qu'un grand nombre d'éditions illégales qui ont déja paru ou qui vont paroître inceſſament.

*Apperçu politique, le 30 Janvier.*

L'hiver eſt la morte ſaiſon des affaires; cependant, comme il a été fort doux, les Puiſſances belligérentes du Continent font plus de préparatifs de guerre & montrent plus

'activité qu'on n'avoit pu l'imaginer. Comme os Miniſtres ſe ſont abſolument repoſés ſur chapitre des accidents, relativement aux ffaires d'Amérique, ils ſe bercent aujourhui de l'idée flatteuſe que le Congrès eſt iviſé d'avec lui-même, & qu'il eſt en querelle vec ſes Généraux & ſes autres ſubordonnés. s font débiter que toutes les Provinces ſe voltent contre le pouvoir nouvellement abli, & ſe diſpoſent à rentrer ſous l'obéiſnce de la Métropole. D'un autre côté, les nis du Congrès aſſurent que rien n'eſt plus ux: que la plus grande harmonie règne rmi ſes Membres: que le zele, la fermeté, vigueur & la plus conſtante perſévérance ns ſes réſolutions d'indépendance, ſervent baſe à ſa conduite; & qu'il n'y a pas une le Province qui faſſe le plus léger mouvent contre ſes Chefs actuels.

De quelque côté que ſoit la vérité, nos niſtres méritent peu d'éloges; & il y a t à craindre que quand même ils trouvent l'occaſion de remédier aux maux que us a cauſés leur ignorance, leur folie & r entêtement, ils ne fuſſent pas en état la ſaiſir & d'en profiter. Aujourd'hui il a point d'homme ſenſé & impartial qui ſoit bien perſuadé que pour rompre la îne de la confédération Américaine Sa jeſté n'a pas de moyen plus ſûr & plus cace que de caſſer tous ſes Miniſtres actuels 'admettre dans ſes Conſeils des gens doués

du moins d'une certaine doſe de ſens commun, des gens qui ſachent & qui veuillent faire uſage de leur raiſon. Juſqu'à ce qu'il ait plu au Roi de frapper ce grand coup, tout ira comme par le paſſé; & nos eſpérances les plus flatteuſes s'évanouiront toujours en fumée.

*Soliloque d'un impénitent ſur l'injonction de prier & de jeûner le 10 Février.*

C'EST aujourd'hui que l'humiliation, le jeûne, les prieres doivent être la grande & l'unique occupation de toute la ville de Londres & de tout le Royaume. Les Catholiques Romains, dans les Chapelles des Ambaſſadeurs, ont annoncé qu'ils uniroient leurs cœurs & leurs voix aux invocations qui doivent compoſer les parfums dont l'Ange du Seigneur fera monter la fumée juſqu'à l'Autel d'or qui eſt devant le trône de Dieu. Reſte à ſavoir, le Peuple Anglois aujourd'hui n'étant rien moins qu'un Peuple de Saints, ſi cette fumée épaiſſe, noire & puante, ne ſera pas repouſſée par l'Ange, & ne formera pas ſur l'Angleterre des orages qui y feront pleuvoir le ſoufre & le bitume au milieu des éclats de la foudre. C'eſt l'obſervation d'un Anglois qui ſe mutine contre la proclamation du Roi & qui s'eſt eſtomaqué des menaces qui en enjoignent l'obſervation. — » A quoi bon jeûner & prier, dit-il? En ma qualité de

ſujet, eſt-ce moi qui ſuis un pécheur; & d'autres ne le ſont-ils pas beaucoup plus à mon égard? Ai-je trahi mon pays: ai-je renverſé ſa conſtitution? Quelles ſont les oix tyranniques dont je ſuis auteur: de quel nnocent ai-je verſé le ſang? M'a-t-on vu ncourager & protéger le crime, & tendre les embuches à l'honneur & à la vertu? La ation a-t-elle été volée, ou les Hopitaux épouillés par moi? L'argent du public a-t-il té détourné à mon profit? Pourquoi donc eûnerois-je, comme un hypocrite, pour les célérateſſes des autres? J'ai mes foibleſſes, omme tout homme en a: dans le ſecret de mon œur, j'en demanderai pardon à l'Etre Su-rême; mais les crimes d'autrui ne me por-eront jamais à aucun acte d'humiliation pu-lique. Dix ou douze déteſtables coquins ont uiné & pilé un Royaume; & quand ils oyent le moment arriver où la juſtice pu-lique eſt près d'éclater ſur eux, où ils oivent à genoux plier ſous la hache leurs tes coupables, ils font rendre une pro-amation qui ordonne à tout un peuple de mber à genoux devant une autorité uſur-ée, comme ſi tout ce peuple étoit aſſocié eurs crimes! Et tandis que, dociles agneaux, ous prions dans la plus humble poſture vant la Couronne & la Mitre, un Sandwich, Rigby & le reſte de cette infâme clique, ent de notre ſimplicité, & s'étudient à

trouver de nouveaux moyens de nous mettre au pillage «.

*Soulevemens en Ecoſſe pour la Religion.*

LA révocation projettée des loix pénales contre les Papiſtes d'Ecoſſe, à l'inſtar de celle qui a eu lieu l'année derniere en Angleterre, a excité la plus dangereuſe fermentation dans le peuple Ecoſſois. En vain depuis quelque tems le Miniſtere avoit fait répandre le bruit que cette réſolution, s'il étoit vrai qu'on l'eût priſe, étoit abandonnée. L'horreur qu'elle avoit cauſée aux Ecoſſois, qui, comme vous le ſavez Monſieur, ſont des Preſbytériens outrés, a éclaté parmi eux de mille manieres. Dans la plûpart des Villes d'Ecoſſe il s'eſt formé des aſſociations pour traverſer l'exécution de ce deſſein. Les écrits ſéditieux y foiſonnent, & les Communautés s'invitent mutuellement au ſouleuement, avec cette audace & cette frénéſie que le fanatiſme ne manque jamais d'engendrer. Dans une pareille effervescence, on devoit s'attendre d'un moment à l'autre aux plus téméraires actes de violence. C'eſt ce qui s'eſt effectué le 2 de ce mois dans la ville d'Edimbourg, où la veille on avoit vû circuler parmi les Journaliers pluſieurs copies du placard ſuivant.

*Hommes & Freres.*

« Celui qui ramaſſera ce billet ne man-

quera pas de ſe trouver Mercredi 5 de ce mois au ſoir à Leith-Wynd, pour renverſer & détruire, juſqu'aux fondemens l'édifice de Papiſme qu'on a oſé depuis peu y elever «.

*A Edimbourg le 29 Janvier 1779.*

*Signé* Un Proteſtant.

» *P. S.* Vous voudrez bien, après avoir u ce billet avec attention, le replier proprement, & le laiſſer tomber en quelqu'autre ndroit «.

*Pour le Roi & la Patrie.*

UNITÉ.

Le coup a ſuivi de près l'éclair. Dès le endemain une foule nombreuſe s'eſt rendue n tumulte à la Chapelle Papiſte, bâtie deuis peu au pied du clos de Chalmer, & le a mis le feu au bâtiment qui a été réuit en cendres. Le Lord-Prévôt d'Edimourg, accompagné de tout le corps du Maſtrat, & ſoutenu des Volontaires de Buccugh, s'eſt efforcé envain d'arrêter la violence e ces furieux. Quoiqu'on en eût pris quatre es plus emportés, le lendemain 3, tout peuple a entouré la Chapelle Papiſte de lack-Friars-Wynd, où logeoit un Prêtre la Communion Romaine. Tout y a été llé & détruit juſqu'aux livres, ainſi que dans uelques maiſons voiſines appartenantes à des atholiques Romains.

Les Séditieux ſe ſont rendus de-là au grand College Ecoſſois, & ils alloient attaquer le quartier du Principal Robertſon ; mais heureuſement ils ont été contenus par les troupes, ſans quoi la Bibliotheque de ce Savant ( c'eſt l'Auteur de l'Hiſtoire d'Ecoſſe, de Charles V, de l'Amérique, &c. ) eût ſubi le ſort des livres du Curé Catholique.

On ne ſait point où s'arrêtera ce déſordre, que la préſence de trois ou quatre régimens de Dragons ne paroît guères capable de réprimer. On eſpere gagner davantage par la douceur & la perſuaſion. Le Prévôt a rendu en conſéquence une Proclamation, où ſe trouve jointe aux remontrances & aux menaces l'aſſurance que le projet en faveur des Papiſtes eſt totalement abandonné.

Mais malheureuſement quantité d'écrits ont déja prévenu le peuple contre ce moyen de l'appaiſer, en l'aſſurant qu'on procéderoit à l'exécution du projet en queſtion par une marche lente, mais ſûre ; & en lui faiſant voir, par l'exemple de l'Amérique & du bill de Quebec, que l'unique vertu du Miniſtere actuel eſt ſa perſévérance dans ſes réſolutions & le courage le plus infatigable pour triompher des obſtacles.

J'ai l'honneur d'être, &c.

## P. S. *du* 11 *Février.*

LA Poſte vient de m'apporter, Monſieur, quelques lettres d'Amérique, que je m'empreſſe de vous communiquer. Elles ſont venues en France dans les paquets de M. le Marquis de la Fayette, qui, comme vous le ſavez, a échappé au danger le plus affreux. De lâches aſſaſſins, au nombre de quarante-deux, avoient, dit-on, complotté de livrer ce jeune héros aux ennemis de ſa nation & de la belle cauſe dont ſon nom a encore relevé la célébrité. On m'aſſure que l'ivreſſe d'un des conjurés a fait découvrir & avorter leur déteſtable projet à quelques momens de l'exécution. Nous devons ſon ſalut à une divinité qui, rempliſſant ſur terre les mêmes deſtinées, courut autrefois les mêmes riſques. De quel tendre intérêt n'avez-vous pas été ému pour le jeune inconnu embarqué ſur un vaiſſeau Toſcan, lorſqu'il diſoit à ſa chiourme perfide, en lui montrant Naxos, d'où elle cherchoit à l'éloigner :

*Illa mihi domus eſt, vobis erit hoſpita tellus?*

Cet étranger étoit le conquérant de l'Inde: il vient de ſauver le défenſeur de l'Amérique du péril où il s'étoit vû expoſé lui-même. Chantons une hymne à Bacchus.

*Lettre de Samuel Adams* (a) *à M.*** à P..y*

De Philadelphie le 25 Octobre 1778.

La lettre que vous m'avez écrite le 24 Mai dernier ne m'eſt parvenue que hier. M. Ar.*** qui me l'a remiſe, me dit que ſa traverſée a été de onze ſemaines. J'aurai pour lui les égards qui ſont dus au portrait que vous m'en faites; & je ferai toujours une attention particuliere aux recommandations qui viendront de votre part.

Je préſume que vous aurez été informé complettement & officiellement de nos affaires militaires depuis que l'ennemi a évacué cette Ville & a été battu à Monmouth. Comme vous recevrez probablement par le même vaiſſeau des lettres publiques, il n'eſt pas néceſſaire que je vous donne des détails de ce qui s'eſt paſſé. La ſituation critique des Puiſſances d'Europe en général eſt cauſe qu'il nous eſt difficile de déterminer auxquelles il eſt à propos que nous nous adreſſions pour le préſent. Je penſe que dans ce moment-ci tous les Cabinets ſont occupés fortement à prendre les arrangemens & faire les préparatifs néceſſaires pour l'ouverture d'une campagne, en cas que la guerre ait lieu. Dans cet état des choſes, il me ſemble

---

(*a*) Un des Membres du Congrès & l'Auteur du *Sens commun.*

ue la France doit être notre étoile polaire, &
es liaiſons les nôtres. Cependant la Hol-
ande, dont la politique eſt toujours de
eſter en paix, peut être diſpoſée à entrer
vec nous en négociation; & il me paroît
ue nous ne devons point la négliger.

Les deux armées principales à New-York
près de New-York ont été tranquilles
epuis que l'ennemi s'eſt retiré dans cette
ille. Nous avons fait, comme vous devez
ſavoir, une ſeconde expédition contre
hode-Iſland. Nos armes n'ont pas été mal-
eureuſes, quoique nous n'ayons pas réuſſi
omme nous l'aurions deſiré. Le Général
ulivan s'eſt comporté, ſelon ſa coutume,
ec beaucoup de bravoure. Plein d'ardeur,
omme il l'eſt, il doit avoir été bien fâché
s'être vû trompé dans ſon attente. C'eſt ce
ouillant courage qui lui a fait voir avec
elque humeur le départ du Comte d'Eſ-
ing, ſans vouloir faire attention aux fâ-
euſes circonſtances de l'eſcadre Françoiſe
rès la violente tempête dont elle avoit
é aſſaillie en pourſuivant le Lord Howe.
et accident imprévu & inévitable rendoit
Comte d'Eſtaing trop inférieur à l'eſcadre
ngloiſe pour qu'il eût pu, ſans manquer
prudence, s'expoſer au danger de re-
endre ſa premiere ſtation. C'eſt un mal-
ur dont nous gémiſſons tous, mais que
us ſommes obligés de ſupporter. Con-
iſſant l'eſprit altier des Habitans de ma

Ville natale, auſſi-tôt que j'eus appris cette nouvelle, j'écrivis à quelques-uns des notables pour empêcher qu'on ne blâmât le Comte d'Eſtaing d'avoir quitté Rhode-Iſland. J'appréhendois que les artificieux Torys (car il s'en trouve même dans cette Ville) ne profitaſſent de l'occaſion dans la vue de décréditer notre nouvelle & heureuſe alliance auprès de ceux des Whigs qui ne ſont pas doués du jugement le plus exquis. Mais j'apprends avec plaiſir que le Comte d'Eſtaing & ſes Officiers, & en général tous les François, out été traités par les Boſtoniens avec les plus grandes marques de reſpect & d'amitié.

Le bruit a couru ici pendant quelques ſemaines que les troupes ennemies à New-York alloient s'embarquer pour quelque grande expédition. On nous aſſure même que ſeize vaiſſeaux de ligne & environ cent cinquante tranſports avoient mis à la voile Mardi 20 de ce mois (d'Octobre). On forme diverſes conjectures ſur leur deſtination. Nous ſaurons dans peu de jours s'ils vont à Boſton, à la Caroline méridionale, ou aux Indes occidentales. Le Comte d'Eſtaing a pris toutes les précautions néceſſaires pour mettre ſes vaiſſeaux en état de réſiſter à une attaque. Si les Anglois débarquent leurs troupes dans le deſſein de les faire marcher à Boſton, je crois qu'ils auront lieu de ſe répentir de leur entrepriſe.

Mais il me paroît plus probable que ces troupes ſont deſtinées pour les Indes occidentales, & que les vaiſſeaux de guerre, après les avoir eſcortés juſqu'à une certaine latitude, reviendront pour protéger les garniſons que je préſume qu'on laiſſera à New-Port & à New-York. L'ennemi ne ſe décidera pas aiſément à quitter le peu de pays qu'il occupe dans les Etats-Unis; car quoiqu'il doive déſeſpérer de nous ſubjuguer par les armes, il jugera néceſſaire de nous obliger de continuer à entretenir de nombreuſes armées à grands frais, pour épuiſer nos finances autant qu'il lui ſera poſſible. J'eſpere pourtant que nous parviendrons à faire échouer ſes vues.

Le Marquis de la Fayette, dont le rare mérite vous eſt parfaitement connu, me fait l'honneur de ſe charger de ma lettre, & vous la remettra.

*Lettre de M. Richard Henri Lée, un des Membres du Congrès, à M.*** à P....y.*

Philadelphie le 29 Octobre 1778.

MONSIEUR,

Je ſuis enchanté d'apprendre votre heureuſe arrivée, & j'eſpere que vous vous plairez beaucoup à Paris. Je parierois que la gaité brillante d'une Cour magnifique aura un peu

effarouché d'abord l'œil d'un auſtere Républicain ; mais le tems nous accoutume à bien des choſes. Au ſurplus, vous êtes à portée de faire des excurſions en Hollande, où je crois que les mœurs ont conſervé beaucoup de cette ſimplicité qui fut un des premiers fondemens de la grandeur de cette République.

J'ai vu votre lettre à notre ami commun M. Samuel Adams ; & je ſuis entierement de votre avis. La bataille de Monmouth en Juin dernier, & enſuite l'arrivée du Comte d'Eſtaing ont tenu pendant toute cette campagne l'ennemi dans ſes quartiers à New-York. L'opinion la plus générale eſt qu'il a deſſein d'évacuer inceſſamment cette derniere Ville. Mais nous ignorons abſolument où il compte aller, Dans le vrai les Anglois ſe trouvent dans un tel embarras, quelque parti qu'ils puiſſent prendre, qu'il n'eſt pas étonnant qu'ils aient de la peine à ſe décider.

Jamais on n'a fait plus ſotte figure que les Commiſſaires Anglois en Amérique. Leur dernier effort a été de s'adreſſer à chaque Etat & à tous ſes Habitans, par un Manifeſte envoyé par des bâtimens Parlementaires. Nous regardons cette méthode comme une proſtitution de ce pavillon. En conſéquence nous avons ordonné qu'on s'en emparât, que l'équipage fût mis en priſon, & qu'on publiât le Manifeſte qui étoit à bord.

La

a mer nous a épargné cette peine pour
uelques-uns, en engloutiſſant ces ridicules
iſſives avec les miſſionnaires qui les por-
ient.

Je ſerai toujours très-flatté d'apprendre
vos nouvelles, étant avec la plus ſincere
fection votre tendre ami.

*ttre de M. Samuel Cooper* (Paſteur de la principale Egliſe de Boſton) *à M.* *** *à P...y.*

De Boſton le 4 Janvier 1779.

MONSIEUR,

J'ai reçu, il y a quelques jours, la lettre
e vous m'avez fait l'honneur de m'écrire
12 Août, & j'apprends avec grand plai-
que vous vous portez bien. Le Marquis
la Fayette, qui voudra bien ſe charger
ma lettre, emporte avec lui la recon-
iſſance & l'affection de l'armée & des
ats. Son intrépidité, ſa prudence, & la
niere dont il s'eſt comporté en campagne,
Conſeil & dans les ſociétés particulieres,
ont fait un honneur infini. Il a rendu
grands ſervices à notre pays, & il n'a
peu illuſtré le ſien, avec lequel nous
mmes heureux d'être alliés dans une con-
ture ſi épineuſe.

Avant que ma lettre vous parvienne,
us aurez ſans doute reçu des nouvelles
M. d'Eſtaing, que je regarde comme un
icier d'un mérite ſupérieur. Dans les

circonſtances où il s'eſt trouvé, il a fai
tout ce qu'on pouvoit attendre de la forc
& de la ſageſſe humaine. Les vents & la me
ont été contre lui, & quoiqu'il ait été bien
vivement affecté des contre-tems qu'il éprou
voit, il s'eſt toujours poſſédé à un ſuprême
degré dans toutes ces circonſtances embaraſſantes, & il s'eſt conduit avec autant de
prudence que de courage. Il a fait tout ce
qu'il étoit en ſon pouvoir de faire pour
remplir ſa miſſion, & quoiqu'il eût fait bien
davantage s'il fût arrivé plûtôt, ce qu'il a
fait eſt encore beaucoup. Peu de tems avant
qu'il nous quittât, j'ai eu le plaiſir de paſſer
un jour avec votre aimable épouſe & quelques Officiers du Comte chez le Colonel
Quincy à Braintrée. Nous avons tous admiré la belle & décente conduite des Officiers de la flotte, auſſi ſoumis aux ordres
de leur Général que jaloux de ſuivre
ſon exemple.

Vous verrez par nos Gazettes que M.
Deane a entamé ici une querelle publique.
Comme je n'ai point reçu de lettres de nos
amis à Philadelphie, je n'en ſais guères plus
que ce que diſent les Gazettes. M. Deane
devant être entendu au Congrès, il eſt
poſſible que cette affaire n'ait pas de ſuites
& que les papiers publics n'en parlent plus.
Il étoit impoſſible que notre révolution ſe
paſsât ſans qu'il éclatât quelques altercations
& diviſions de cette eſpece. Peut-être pro-

uiront-elles un bien général, en ce qu'elles étermineront les peuples à donner une tention plus particuliere à nos affaires bliques.

Nos ennemis tiennent toujours garniſon New-York & à Rhode-Iſland, & l'on éſume que le Comte d'Eſtaing eſt actuelment aux Iſles de l'Amérique. L'eſcadre Byron a été cruellement maltraitée par tempête & dévaſtée par la maladie. Elle a pu ſuivre le Comte que ſix ou ſept ſeaines après le départ de celui-ci. La flotte ançoiſe a appareillé avec toute l'appance d'un beau tems; les raiſons qui l'ont enu ici quelques jours de plus l'ont fait happer au coup de vent dont Byron a ſi maltraité & qui l'a forcé de quitter te côte pour aller ſe radouber à Newrt. Si la lenteur de ſa marche, qui l'a arriver en Amérique deux jours trop d, a été contraire à ſes deſſeins, en reche nous avons bien lieu de nous féliér des circonſtances qui ont fait retarder départ de deux jours. Voilà comme la ovidence fait nous faire adorer la profonr de ſes deſſeins.

## P. S. *du* 12 *Février.*

Hier au ſoir on a ſû ici la nouvelle du ement qui déclare, après un mûr & ſérieux men des diſpoſitions & défenſes que l'A-

miral Keppel a été ſans fondement & méch
ment accuſé, & que loin que par mauva
conduite ou négligence à ſon devoir, il a
manqué les 27 & 28 Juillet l'occaſion
rendre un ſervice eſſentiel à l'Etat & ter
par là l'honneur de la Marine Angloiſe,
s'eſt comporté comme il convenoit à un Of
cier éclairé brave & expérimenté, au moye
de quoi le Conſeil, d'une voix unanime
l'a pleinement & honorablement décharg
des divers articles d'accuſations portées co
tre lui.

Ce jugement n'eut pas été plutôt prononcé
que la ſalle du Conſeil retentit des cris d
joie pouſſés à pluſieurs repriſes par tous le
aſſiſtans, depuis le Duc de Cumberland ju
qu'au dernier mouſſe, auxquels répondiren
ceux d'un peuple nombreux qui rempliſſo
les remparts & la parade.

Ces cris recommencerent lorſque l'épé
de l'Amiral lui eut été rendue par le Pre
ſident en lui adreſſant ce diſcours.

*Amiral Keppel.*

» C'eſt avec le plus ſenſible plaiſir qu
je reçois l'ordre du Conſeil, auquel j'ai l'hon
neur de préſider, de vous remettre votr
épée. Je vous félicite de la reſtitution qu
vous en eſt faite d'une maniere ſi hono
rable, eſpérant qu'avant peu vous ſerez re
quis par votre Souverain de la tirer encor
une fois pour la défenſe de votre pays «.

L'Amiral Keppel fut enſuite reconduit à ſon Hôtel avec tous les honneurs imaginables, l'air retentiſſant du bruit du canon & du ſon des cloches. A ſa droite marchoit le Duc de Cumberland, & à ſa gauche ſon Contre-Amiral le Chevalier Robert Harland. — Le Général ſon frere le ſuivoit, ainſi que pluſieurs perſonnes de la plus haute diſtinction, parmi leſquels on remarquoit le Duc de Portland, le Marquis de Rockingham & le Comte d'Effingham, environ ſoixante Capitaines, & en tête le Chevalier Edouard Hue & l'Amiral Campbell; une foule d'Officiers inférieurs, & trois Volontaires Danois qui fermoient la marche.

Tous portoient à la main leurs chapeaux, qui étoient ornés de cocardes ſur leſquelles étoit écrit en lettres d'or le nom de *Keppel*.

Le ſoir toute la ville fut illuminée, & on préparoit pour aujourd'hui un grand feſtin, que les Capitaines de la flotte occidentale doivent donner à l'Amiral Keppel & à ſes Juges. Il ſera ſuivi d'un grand bal.

On ſe diſpoſe ici à des fêtes non moins brillantes, dans le nombre deſquelles le Corps de Ville compte bien ſe diſtinguer. En attendant, le peuple a commencé à ſe réjouir à ſa maniere. Dès qu'il a ſu la nouvelle, une foule tumultueuſe a couru à l'Hôtel du Chevalier Palliſer, où elle n'auroit pas laiſſé pierre ſur pierre, ſi la Garde

bourgeoiſe ne s'y fût pas oppoſée à tems. Mais il n'a pas été poſſible de l'empêcher de caſſer toutes les vitres des Hôtels du Lord North & du Lord George Germaine, ainſi que de l'Hôtel de l'Amirauté, dont même les portes ont été enfoncées. — On rencontre actuellement dans toutes les rues des patrouilles militaires, tant à pied qu'à cheval, ce qui fait craindre quelque nouveau maſſacre comme celui qui ſe commit il y a quelques années devant la priſon où étoit renfermé le fameux Wilkes.

Les amis de Palliſer ſe tiendront cachés juſqu'à ce que ce premier emportement de la populace ſoit appaiſé; mais il ſe prépare des ſcènes plus ſérieuſes pour le Parlement, où on aſſure que le parti de Keppel va porter les coups les plus terribles à Mylord Sandwich.

FIN.

# LETTRE

## *'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 16 Février 1779.

E commence cette lettre, Monſieur, dans
e telle diſette de nouvelles, que je ne ſais
aiment point ſi j'aurai à vous entretenir
ucune autre affaire que de celles du Par-
nent, par leſquelles je vais toujours dé-
ter.

ITE des ſéances du Parlement depuis ſa
rentrée juſqu'au 8 Février.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi 14 Janvier.* — Le *Warrant* pour
détention de l'Amiral Keppel fut porté
les Regiſtres de la Chambre, après lui
oir été notifié par M. Buller, de l'Ami-
uté. — La Chambre s'ajourne au Mardi
.

*Le Mardi 19.* — Le Lord Nugent (Comte
Royaume d'Irlande) fit cette motion : —
u'il ſeroit fourni à la Chambre un état des

exportations de la Grande-Bretagne pou
l'Irlande, & des importations de l'Irlande dan
la Grande-Bretagne, depuis le premier Jan
vier 1778 juſqu'au premier Janvier 1779
— L'exceſſive miſere de l'Irlande & la ruin
totale de ſon commerce furent les deu
points ſur leſquelles roula le diſcours de c
Lord, qui conclut à ce qu'il fût donné en
core plus d'étendue aux bienfaits que l
Parlement avoit cherché, dans ſa dernier
ſeſſion, à répandre ſur l'Irlande. — Il fi
voir qu'il ne s'agiſſoit point, comme pa-
roiſſoient le craindre les Habitans du Comt
de Lancaſtre, de rendre au commerce d'Ir
lande une liberté entiere & illimitée, mai
ſeulement de faire paſſer en loi un Bil
pour les toiles de coton qui avoit été re-
jetté, au moyen d'un ajournement dans la
derniere ſeſſion. — Il ſoutint que l'Angle-
terre ne pourroit accorder à l'Irlande au-
cune faveur dont elle ne retirât elle même
les plus grands avantages. — Dans ſon état
actuel, l'Irlande, peut à peine ſur ſes reve-
nus, payer ſon établiſſement militaire (que
cependant il eſt queſtion d'augmenter de
3,000 hommes), ni l'intérêt de la dette:
la valeur des biens-fonds y eſt tombée à
ſeize & quatorze années du produit; & en-
core à ce prix ne ſe trouve-t'il point d'acqué-
reurs. -- Son emprunt volontaire (300,000
livres ſterling) de l'année 1777 n'a pu ſe
remplir qu'en offrant l'intérêt énorme de

t & demi pour cent. — L'écorce pour
Taneurs, qui ſe vendoit en Irlande
tre deniers la tonne, y trouve difficile-
nt des acheteurs à deux guinées. — Il
t ſe décider à perdre ce Royaume, ou
la famine, ou par l'émigration. — Il
a de reſſources que dans les Manufac-
es, qui y donneroient du pain aux Ou-
ers affamés. Celle de coton ſuppléeroit à
les de toiles de lin, ſi celles-ci venoient
nanquer. On eſtime à 2,000,000 ſterling
manufactures que l'Irlande tire chaque
née d'Angleterre. — Sur tous ces détails
Lord Nugent invoqua le témoignage de
Héron (Secrétaire du Viceroi) qui a
exprès un voyage à Londres pour ex-
ſer aux yeux des Miniſtres cet effrayant
leau. --- Il démontra que l'intérêt de
ngleterre pour le débit de ſes propres
nufactures exigeoit d'elle de remédier
s délai aux maux de l'Irlande. Il finit
prédire, que la Chambre ſeroit obligée
paſſer un vote pour ſubvenir à l'inſuffi-
ce des revenus de l'Irlande, comme cela
déja arrivé une fois depuis un ſiecle.
M. *Stanley* (frere du Comte de Derby)
eva contre la motion, ſous le prétexte
e la ville de *Mancheſter* perdroit ſon
mmerce, ſi on accordoit aux Irlandois le
oit des Fabriques de coton, tel que le de-
ndoit le Comte Nugent. Il deſira qu'au
oins la Chambre lui donnât le tems né-

ceſſaire pour recevoir de nouvelles inſtru
tions de ſes Conſtituans du Comté de La
caſtre, qui auroient droit de ſe plaind
que le Parlement manquoit à ſa parole
leur égard, puiſqu'ils avoient cru la cho
arrangée par les actes paſſés dans la de
niere ſeſſion, & par la libre importatio
accordée pour les toiles rayées & le fer.

Il fut appuyé dans ſon oppoſition pa
le Chevalier George *Younge*, qui prérend
que dans les circonſtances actuelles, l'An
gleterre devoit moins s'occuper de la dé
treſſe de l'Irlande que de la ſienne propre
d'autant que les maux de l'Irlande pou
voient s'imputer à des cauſes intérieure
qu'il étoit au pouvoir des Irlandois de fair
ceſſer, tels que ſa fauſſe politique enver
les Catholiques Romains, qui les rend tou
inutiles à l'accroiſſement & à la proſpérit
du pays, ſa corruption privée, ſon pécula
public, ſes établiſſemens, ſes places inu
tiles, &c.

M. Thomas *Townshend* (couſin du Vicomte)
repréſenta à la Chambre le danger d'une ri
gueur exceſſive envers l'Irlande. — On a
irrité l'Amérique par des prohibitions impru
dentes. Ses Manufactures de fer ne pouvoient
entrer en Angleterre qu'en payant un droit
exceſſif; cependant on en manquoit ici: nos
Manufactures n'en fourniſſoient pas la dixieme
partie de ce qui étoit néceſſaire: il a fallu

en tirer de Ruſſie, de Dannemarck & de Suede.

Treize grandes provinces de l'Amérique ont été perdues par une pareille conduite. Il vaut mieux faire quelques ſacrifices que d'éprouver de nouveau une ſi affligeante diſgrace. — Dans la derniere ſeſſion, on n'a point ſtatué définitivement ſur les prétentions de l'Irlande. La Chambre s'eſt ſeulement ajournée à deux mois pour les diſcuter. Ainſi en y revenant aujourd'hui, la foi publique ne ſe trouve point lézée.

Sur l'article des cauſes du mal, le Chevalier *Clerke* prétendit que c'étoit l'énorme liſte des penſions, payées ſur les fonds de l'Irlande, & le nombre des gens en place & penſionnaires, vivant ailleurs, qui précipitoit l'Irlande dans tous ces embarras. (Un Ecrivain politique fit voir, il y a dix ans, qu'il ſortoit un million ſterling par an de l'Irlande pour les gens en place & penſionnaires. Cette ſomme doit être bien augmentée depuis. Le Roi prend encore ſur ſes fonds annuels, pour donner des penſions, une ſomme de 90,000 livres ſterling, dont, ſans cela, ſa liſte civile ſeroit chargée)

La motion du Lord Nugent fut admiſe, la Chambre s'en occupera le 2 Février. L'objet de ce Lord paroît être l'établiſſement d'une Manufacture de toiles & étoffe de coton en Irlande, avec permiſſion de l'importer dans la Grande-Bretagne, & liberté

d'exportation ainſi que de l'importation du coton de l'Amérique, des Indes Occidentales, & des établiſſemens Anglois ſur la côte d'Afrique.

*Le Mercredi* 20. — Motion de M. *Jenkinſon* Secrétaire de la guerre, pour faire des changemens à l'acte paſſé dans la derniere ſeſſion, qui ordonne d'enrôler par force pour le ſervice de terre, & en rendre l'exécution plus facile. Cette loi a été portée dans toutes les guerres de ce ſiecle, depuis celle pour la ſucceſſion d'Eſpagne : l'année derniere elle n'eut qu'un effet médiocre, parce que juſqu'au mois d'Octobre (1778) elle ne devoit avoir lieu que dans les Villes, & qu'on en a point preſſé l'exécution dans les campagnes. — Dans le nombre des Sheriffs des Comtés d'Angleterre, cinq ſeulement, en réponſe à la lettre circulaire par laquelle ils ont été conſultés, ont marqué une oppoſition formelle à cette loi. — Il eſt intéreſſant qu'elle ait ſon effet dans les campagnes, avant le mois de Mai, pour que les hommes levés par cette voie puiſſent partir à tems pour l'Amérique.

Cette loi porte plus de profit par les volontaires qu'elle procure par la rigueur de l'exécution. — Il y a eu dans les précédentes guerres des momens où on a été obligé de la ſuſpendre, tous les régimens ſe trouvant completés par les volontaires. — Dans la vue d'attirer ceux-ci, le terme de

eur ſervice ne ſera que de trois ans, tandis que celui des gens pris de force ſera de cinq, ou pour l'un & pour l'autre la durée de a guerre. — Il ſera réſervé aux volontaires livers privileges & exemptions de la milice & de corvée, (ſtatute-labour) dans l'état u'ils embraſſeront, après leur tems fini. La ratification ſera de trois guinées. — La taille equiſe de cinq pieds trois pouces (meſure rançoiſe 58 pouces) l'age de ſeize ans. — Quatre cents Officiers de terre employés à e ſervice ſeront aſſiſtés d'une centaine d'Officiers de marine, à qui on remettra les hommes op bas pour les régimens de terre. Telle t la ſubſtance du diſcours dont le Secréire de la guerre appuya ſa motion. Elle rouva une vive oppoſition de la part de . Charles *Turner*, qui fit voir que l'uſage la force dans les enrôlemens, pouvoit traîner les plus grands maux: qu'il renrſoit de fond en comble la conſtitution, qu'il ne ſeroit tolérable que dans le cas les côtes ſeroient envahies par un enne-. — Le Colonel *Barré* demanda que par même occaſion le ſervice des troupes en néral fut limité à un certain tems.

Le Chevalier George *Younge* inſiſta pour e exempter les gens mariés & chargés d'en-s; mais ce point fut renvoyé à la diſion définitive.

*Le Jeudi* 21. — Premiere lecture du Bill ur les enrôlemens.

Le Lord *Beauchamp* expoſa que le fil de lin importé d'Irlande en Angleterre, produiſoit ci-devant, par l'impôt payé à l'exportation de l'Irlande, une ſomme annuelle de ſept mille livres ſterling: que ce revenu étoit réduit à preſque rien, au grand préjudice des finances de l'Irlande: qu'il convenoit d'avoir de la Douane la quantité de ce fil importé depuis l'année 1772, pour juger, en comparant les regiſtres d'importation en Angleterre avec ceux d'exportation d'Irlande, du tort que la contrebande fait au commerce & aux revenus de l'Irlande. — La motion fut admiſe ſans difficulté.

*Le Vendredi* 22. — Seconde lecture du Bill pour les enrôlemens forcés, ſur une copie imprimée, & la troiſieme indiquée au 25.

M. Thomas Townshend informa la Chambre du projet qu'il avoit de demander qu'il fût fait enquête ſur l'empriſonnement & la mort du Lord Pigot près de Madras.

L'Amiral *Pigot*, frere du feu Lord, fit voir combien il importoit à la mémoire de ſon frere & à l'honneur du Parlement, que les vaiſſeaux prêts à partir pour l'Inde y portâſſent la nouvelle que le Parlement s'occuperoit de cet acte de juſtice envers un Commandant qui avoit rendu plus de ſervice à la Compagnie des Indes qu'aucune autre perſonne qui eut jamais été employée dans cette partie du monde. Cette aſſertion fut

combattue

nbattue par le Chevalier George *Wombwell*, juſtifia auſſi la Compagnie de l'impu- on d'avoir négligé cette importante af- e.

Le *Lundi* 25. — La Chambre en grand mité ſur le Bill pour les enrôlemens forcés : Ord dans le fauteuil.

La troiſieme lecture étant faite par le Se- taire de la guerre. — » Non, s'écria tout- oup M. Charles *Turner*, non je ne don- ai jamais mon conſentement à un Bill ſi traire à la conſtitution, & qui n'auroit nction d'aucune légiſlature ſur terre. Tout me qui, en réſiſtant à l'exécution au- ée par ce Bill, tuera ſon ſemblable, je aintiens innocent de meurtre : pourquoi end-t-on le ſoumettre à une loi injuſte ? réambule n'eſt pas moins vicieux que un des articles, par la fauſſeté avec la- e on y diſſimule le vrai objet du Bill, ffectant de n'y point parler d'*enrollemens*, mais ſeulement de *recrutemens* «.

y eut enſuite quelques diſcuſſions par ort à une diſtinction relative aux Com- res du pays de Galles, en faveur deſ- la loi ſe relâchoit ſur divers points ualifications requiſes : indulgence qui offenſante aux Députés de ce pays.

ge fut fixé à 15 ans juſqu'à 51 ans, & l'autre accomplis (ce que doit ſigni- lepuis 16 juſqu'à 50, l'un & l'autre ivement).

L'exemption demandée par le Chevalier George *Younge* pour les hommes mariés ayant trois enfans, ne paſſa point.

M. *Sawbridge* ſoutint que ſeize ans étoit un âge trop jeune. — Qu'un volontaire engagé par l'effet de cet acte recouvreroit ſa liberté à dix-neuf ans, & un homme forcé à vingt-un : que c'étoit le tems où ils commenceroient à être de quelque prix pour le ſervice ; & qu'ils ſeroient rendus trop tôt à la ſociété avec tous les vices qu'ils auroient contractés parmi les troupes, dont le germe n'auroit eu que le tems de ſe développer. — Il fit voir de plus que des enfans de cinq pieds trois pouces (quatre pieds dix pouces de France) n'étoient pas en état de porter les armes. — Ce fut auſſi l'avis du Général *Howe*, qui n'héſita point à dire que de pareils ſoldats feroient nombre ſur le papier, mais qu'ils ne rendroient jamais aucun ſervice effectif : qu'on ne pouvoit faire nul fonds ſur des enfans, non plus que ſur des hommes de quarante à cinquante ans qui ne ſont point diſciplinés.

Le Secrétaire de la Guerre avoit réſervé au Roi le pouvoir de ſuſpendre l'acte dans telles provinces qu'il lui plairoit ; le Chevalier Jennings *Clerks* fit voir que cette ſuſpenſion partielle pouvoit entraîner les plus grands inconvéniens ; & il demanda la ſuppreſſion de cette clauſe : la diſcuſſion ſur ce point fut remiſe au 26.

*Le Mardi* 26. — Le Chevalier Charles
*nbury* s'oppoſa au Bill, d'après la décla-
ion faite dernierement par le Secrétaire
la guerre, que l'Angleterre avoit des
ces immenſes; d'où il conclud que l'ar-
ée pouvoit ſe paſſer d'être recrutée : il
étendit que l'Adminiſtration étoit trop
cupée des forces de terre : que la marine
oit négligée; & que de ce faux & dange-
ux ſyſtême il étoit réſulté que la marine
France étoit devenue ſupérieure à celle
la Grande-Bretagne. — Il conclud en di-
t que c'étoit plutôt d'une recrue de bons
niſtres que l'Angleterre avoit beſoin, que
ne recrue de Soldats.

Le Colonel *Barré* parla d'une *clauſe* qu'il
oit abſtenu de propoſer pour ne pas re-
der le Bill; ſavoir, d'aſſurer à tous les
dats de l'armée leur congé au bout d'un
tain nombre d'années : » Je crois, ajou-
-il, une pareille loi indiſpenſable pour
nneur du pays le plus libre de la terre,
cependant le ſeul où les Soldats ſoient
ôlés pour toute la durée de leur vie «. —
Secrétaire de la Guerre remercia le Co-
el de ce qu'il n'avoit point propoſé cette
ſe, qui auroit amené des *diſcuſſions* nui-
es à la diligence avec laquelle on deſi-
que le Bill paſſât. — Il promit d'appor-
à cette clauſe la plus grande attention,
qu'on feroit la ſeconde lecture du Bill
r la diſcipline militaire. — Il conſentit,

pour ſatisfaire le Chevalier *Makworth*, qu'il n'y eût point de diſtinction pour les Commiſſaires Gallois. — Pour entrer dans les vues du Chevalier Philippe *Clerke*, il exprima le deſir d'être autoriſé à ſuſpendre l'acte, lorſqu'il ſeroit néceſſaire, pour tous les pays au ſud du Trent, pour tous ceux au nord du Trent & pour l'Ecoſſe. — Il convint que la meſure ſeroit fixée pour les garçons de dix-ſept ans à cinq pieds trois pouces (cinquante-huit pouces françois), pour ceux au-deſſus de cet âge à cinq pieds quatre pouces. Mais ſur la demande du Général Conway la meſure de cinq pieds trois pouces fut fixée pour les garçons de dix-huit ans.

Une motion de M. Charles *Fox*, pour demander communication de tous les papiers relatifs à l'empriſonnement du Lord Pigot & aux troubles qui ont ſuivi, & de tous les papiers reçus de l'Inde depuis le 24 Août 1776, paſſa ſans oppoſition. — Il y eut cependant une petite obſervation du Chevalier *Wombwell* ſur ce que M. Fox avoit dit qu'il convenoit de voir ce que les Directeurs de la Compagnie avoient fait ou *n'avoient pas fait* dans cet affaire. Ce défenſeur des Directeurs accuſa M. Fox d'avoir fait, par cette derniere expreſſion, une imputation injuſte aux Directeurs, d'autant qu'il leur ſeroit facile de prouver qu'ils avoient fait beaucoup & n'avoient à ſe reprocher aucune négligence.

*Le Jeudi* 28. —— Motion du Lord *Beau-champ* pour demander un état des troupes la ſolde de l'Irlande, qui ſont employées u dehors pour le ſervice de la Grande-retagne, ainſi que des ſommes que ces oupes coûtent à l'Irlande. — La motion t admiſe. Quant au commerce de l'Irlande, fut répondu au même Député que les états emandés ne pourroient être prêts que dans mois.

On annonca un Député du Comité d'A-que. — La Chambre ſe préparoit à l'in-ſroger; mais M. Temple Luttrel obſerva 'elle étoit trop peu nombreuſe, & déſira 'on ſe contentât ſeulement de recevoir les ts apportés par ce Député. » La ſituation, -il, de nos affaires en Afrique eſt des s allarmantes. Qui-eſt ce qui oſeroit aſſurer e nous avons encore quelques établiſſe-ns dans cette partie du monde: que nos upes n'y ſont pas péries par la famine, qu'elles n'ont pas été enlevées par l'en-ni? Peut-être même n'y avons nous point troupes du tout; car je ne me ſouviens nt que le Secrétaire de la guerre en ait npté aucunes pour cette partie du monde, s le tableau général qu'il nous a préſen-e nos forces. Cependant l'entretien d'une niſon au Sénégal coûte à la nation 30,000 es ſterling par an; & le total eſt de 000 livres: les autres poſtes faiſant un t de 20,000 livres. — Je m'oppoſe à

tout examen de cette partie, juſqu'à ce que je puiſſe eſpérer de la voir diſcuter devant une aſſemblée plus nombreuſe «.

*Le Vendredi* 29. — Le Chevalier Charles *Banbury* demanda que la Chambre s'aſſemblât en Comité le 5 Février pour entendre une propoſition relative aux gens détenus dans les priſons de Londres & de Weſtminſter.

La Chambre arrêta de ſe former en Comité le 22 Février ſur les affaires de l'Afrique.

*Le Lundi premier Février.* — Le Secrétaire de la guerre apporta un état du nombre d'hommes à la ſolde de l'Irlande. Il fut ordonné que cet état reſteroit ſur le Bureau.

*Le Mercredi* 3 *Février.* — Le Lord *Newhaven* demanda qu'il fût donné à la Chambre une liſte des Commiſſaires des Guerres employés en Amérique par les Généraux, & de la dépenſe qu'ils coûtoient. — Le Secrétaire de la Tréſorerie répondit qu'il ſeroit difficile de produire une pareille liſte, vû que les Généraux, qui créoient ces Commiſſaires ſelon le beſoin, n'avoient point encore envoyé cette partie de leurs comptes. — Le Colonel *Barré* inſiſta pour avoir cette liſte, & l'avoir très-complette, attendu que celle qui fut produite l'année derniere ne l'étoit point, & ne faiſoit monter qu'à 27 l. par jour la paye des Commiſſaires qu'on ſavoit être aujourd'hui de 265 livres ſterl. par jour. — Il fit voir qu'on avoit droit de

ippoſer de l'abus dans cette partie, d'après
e rapport du Chevalier John Wroteſley,
écemment arrivé d'Amérique, & de qui
n a ſu que M. Wier, le Commiſſaire Gé-
éral, étoit embarraſſé pour donner de
emploi à dix-neuf de ces Commiſſaires, qui
ecevoient chacun 30 shillings (1 l. 10 ſ. ſt.)
ar jour.

Il fut obſervé par le même Député que
ans la derniere guerre en Amérique, ce
ême M. Wier n'avoit jamais eu une paye
us forte de dix shillings par jour, tandis
ue ſa paye actuelle eſt de 5 liv. ſterl. par
ur, & que tout le Commiſſariat ne coû-
it ci-devant par jour que 40 shillings.

Malgré l'oppoſition du Chevalier Grey
ooper, la motion paſſa unanimement avec
n amendement du Colonel Barré, pour
outer ces mots, » nommés en conſéquence
la guerre «.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mercredi 3 Février.* La Chambre en
mité ſur le Bill pour les enrôlemens for-
s, le Duc de Bolton fit remarquer plu-
urs inconvéniens de ce Bill, quant à la
erté des ſujets & à l'abus que les Juges
paix pourroient faire de leur autorité. En
dernier cas, un Juge de paix pourſuivi en
mmages & intérêts ne ſeroit condamné
'à une amende de deux deniers ſterling.

(quatre ſols de France) envers le plaignant, qu'il auroit fait mal à-propos arrêter & empriſonner. Quelques explications données par le Chancelier, & quelques changemens faits au Bill déterminerent la Chambre à en ordonner le rapport pour le lendemain 4.

*Le Jeudi* 4. — La Chambre de nouveau en Comité, ſous la Préſidence du Lord Scarsdale, comme la veille, les diſcuſſions furent repriſes & le Duc de Mancheſter inſiſta pour que le pouvoir des Juges de paix fût plus circonſcrit, ce qui ne ſe pouvoit, dit-il, qu'en retranchant de la clauſe qui déſigne les perſonnes ſujettes aux effets de l'acte, les mots *oiſifs* & *déreglés*, ce qui peut s'étendre à un trop grand nombre de gens ſans emploi, comme cela s'étoit déja vû. — Le Lord Chancelier fit voir que cette appréhenſion étoit frivole, d'autant plus que ſi un juge pouvoit errer, en faiſant arrêter & empriſonner, l'enrollement ne dépendant pas d'un ſeul, mais de l'aſſemblée des Juges du Diſtrict, il falloit croire qu'il ne ſe commettroit jamais d'abus d'une grande conſéquence. On fit donc la troiſieme lecture du Bill, qui paſſa & fut renvoyé aux Communes.

*Le Vendredi* 5. — La Chambre donna ſon agrément au Bill pour les enrollemens forcés. Renvoyé par les Communes, qui avoient approuvé les changemens.

*Chambre des Communes.*

*Le Vendredi 5 Février.* — Malgré les réclamations de M. Charles *Turner*, qui avoit promis de s'oppoſer au Bill juſqu'au dernier moment, parce qu'il lui paroiſſoit augmenter le pouvoir arbitraire des Miniſtres, le parti de ceux-ci réuſſit pleinement à le faire paſſer; & il fut renvoyé aux Lords après qu'il eut été fait un changement dans le ſerment d'abjuration, pour ſubſtituer le nom du Prétendant actuel à celui de ſon pere, mort depuis quelques années.

Un autre débat s'éleva ſur la motion d'un Bill pour autoriſer le Chancelier & le Conſeil du Duché de Lancaſtre à diſpoſer des rentes de la Couronne, inférieures à cinq livres ſterling. — Ce projet fut approuvé de quelques Députés, à cauſe de la difficulté du recouvrement des petits objets. — M. *Mackworth* exprima le vœu que la même opération pût ſe faire dans le pays de Galles; mais le Chevalier George *Younge* s'éleva contre l'idée d'en employer le prix à acquérir des effets de la place.

M. *Turner* accuſa les Miniſtres de prodigalité, ſur ce qu'ils ſongeoient à aliéner le domaine de la Couronne, dans un tems où le prix des terres étoit baiſſé, & uniquement pour faire de l'argent. Il déclara que quoiqu'il fût riche en fonds de terres, il ne croit pas poſſible de trouver à emprunte

trois mille livres ſterling pour ſe liquider avec ſes créanciers : tant l'argent étoit devenu rare. — Le projet du Bill fut pourtant admis : le Lord Hyde & M. Ord furent nommés pour le rédiger.

Le Chevalier Charles *Banbury* parla à la Chambre de l'état des priſons. Il fit ſentir combien il devenoit important, dans une guerre auſſi deſtructive que celle-ci, de ménager les hommes. Il donna de grands éloges à l'acte pour les enrollemens forcés, comme ayant purgé le pays de beaucoup de mauvais ſujets. Il s'étendit auſſi ſur les avantages du nouvel établiſſement des forçats de la Tamiſe. Il produiſit des états qui faiſoient voir que depuis cet établiſſement le nombre des gens repris de juſtice à l'old Bailey, avoit diminué des deux tiers. Il étoit communément de 900 à mille, & l'année derniere il n'a été que de 340. (Il auroit pû attribuer une grande partie de cette diminution à la guerre d'Amérique).

Malgré cela, les dépôts des Forçats ſur la Tamiſe ne pouvant pas contenir le nombre de ceux qui méritent cette punition & qui y ſont amenés de toutes les parties de l'Angleterre, il propoſa de revenir à l'ancien uſage de la tranſportation. Suivant ſon plan, on diſtribueroit ainſi les mauvais ſujets. Les uns ſeroient envoyés aux Indes pour y ſervir cinq ans dans les troupes de la Compagnie. Les plus coupables ſeroient

tranſportés en Afrique pour travailler ſur des hauteurs, enfoncées de 400 milles dans le pays de Sénégambie, où la plus excellente terre eſt à un prix modique. — On pourroit en envoyer quelques-uns aux Iſles à ſucre : & ſi les Planteurs ſe ſoucioient peu d'avoir les hommes, on ne leur donneroit que les femmes.

M, Temple *Luttrel* déclara que l'idée de faire paſſer ces criminels en Afrique lui paroiſſoit heureuſe ; mais qu'avant d'y donner ſon conſentement, il voudroit ſavoir s'il reſtoit encore à l'Angleterre quelqu'établiſſement en Afrique.

Le projet du Bill fut cependant admis & un Comité admis pour le rédiger.

*Chambre des Pairs.*

*Le Lundi 8 Février.* — Le Bill pour les enrollemens forcés a reçu le conſentement du Roi, par une commiſſion.

En attendant ; Monſieur, que je puiſſe vous faire lire les plus curieux des divers écrits polémiques auxquels le procès & le jugement de l'Amiral Keppel ne manquera pas de donner lieu, je vais mettre ſous vos yeux un état des forces navales les plus réelles de l'Angleterre au moment actuel, calculées d'après les comptes de M. Luttrell pour le mois de Septembre dernier. — Vous vous

ſouvenez que le vote des gens de mer pour le ſervice de 1779, y compris les troupes a été de 70,000 hommes, & que M. *Buller* de l'Amirauté a prétendu faire croire au Parlement que dès le mois de Septembre il y en avoit d'employés 78,850. — Vous n'oubliez pas non plus que le nombre qui eſt cenſé excéder le vote, ſe paye par extraordinaire & entre dans l'état qui ſe regle chaque année à la fin de Décembre, de ce qu'on appelle *la dette de la Marine*. — Vous verrez ſûrement avec ſatisfaction la plus grande conformité entre nos calculs & ceux de M. Luttrel, Capitaine de vaiſſeau de la Marine Angloiſe, éclairé par ſes propres recherches & par celles de tous les gens de ſon état dans le parti de l'Oppoſition.

*Compte des gens de mer ſur la flotte Royale; en Septembre 1778, par le Capitaine Luttrel.*

M. *Buller*, un des Lords de l'Amirauté, a déclaré dans un des derniers débats de la Chambre des Communes, que le nombre des matelots & troupes de marine employés à bord des vaiſſeaux & bâtimens de guerre de Sa Majeſté, en Septembre dernier, ſe montoit à ſoixante-dix-huit mille huit cents cinquante. M. Temple Luttrell, dans le cours du méme débat, a établi que le nombre des matelots & ſoldats de Marine ſervant en Septembre etoit de près de treize mille au moins

au-deſſous; & pour prouver la vérité de ſon aſſertion, il a ſommé le Parlement de ſe faire remettre les derniers états de ſemaine de la Marine, comme les ſeules preuves authentiques. En conſéquence, le Parlement a conſenti d'une voix unanime à demander que ces preuves fûſſent produites; mais elles ont été indignement refuſées peu de jours après à l'inſtigation des Bureaux de la Tréſorerie & de l'Amirauté. La différence pour la nation, ſur l'objet de la dépenſe, entre le compte de M. Buller & celui de M. Luttrel ne ſe monte pas à une ſomme moindre de 580,000 livres ſterling pour l'année.

Voici le compte que M. Luttrell a fait devant la Chambre.

*Au mois de Septembre 1778.*

| | Hommes. |
|---|---|
| En Amérique, eſcadre du Lord Howe (y compris les corvettes, &c.) près de 70 voiles..... | 13,500 |
| A Quebec..... | 1,000 |
| A Terreneuve..... | 1,100 |
| Eſcadre de l'Amiral Byron, (y compris le *Ruſſel*, de 70.)..... | 7,600 |
| Aux Iſles du Vent..... | 2,500 |
| A la Jamaïque..... | 2,800 |
| Sur la côte de Guinée..... | 400 |
| Dans l'Inde, (y compris le *Warwick*., de 50 & le *Belleiſle*, de 70 en route pour l'Angleterre)..... | 2,000 |

| | |
|---|---|
| L'eſcadre de l'Amiral Keppel, pour la Manche..... | 21,000 |
| Dans la Méditerranée..... | 1,250 |
| A Portſmouth ſur la *Réſolution*, de 74, le *Lion*, de 64, le *Superbe*, le *Lenox*, de 74, &c. &c. dont on preſſe l'équipement..... | 2,500 |
| Sur les vaiſſeaux de garde, à Spithead, à Lenore & aux Dunes.. | 1,300 |
| Sur environ dix frégates employées à différens ſervices intérieurs, & ſur les côtes d'Irlande & d'Ecoſſe..... | 2,000 |
| Sur les vaiſſeaux armés, ſloops, ſenauts, cutters & autres petits bâtimens employés au ſervice intérieur..... | 1,200 |
| A bord des vaiſſeaux en équipement à Plymouth, ou dans ce port, au-deſſous de..... | 1,500 |
| Dans les rivieres de la Tamiſe & Medway, au-deſſous de..... | 2,000 |
| Sur les vaiſſeaux employés à la découverte, environ..... | 350 |
| *Total*..... | 64,500 |

Moins de 64,508 en Septembre 1778, y compris les ſoldats de Marine.

*Compte des gens de mer sur la flotte Royale en Janvier 1779. — D'après M. Luttrel.*

*En Amérique, à Quebec & à Halifax.*

Un vaisseau de 90 canons, ayant 750 hommes: — 8 de 74, ayant 600 hommes: 4 de 64, ayant 500 hommes: — 3 de 50 & 40, ayant 300 hommes: — 14 frégates de 32 & 28 canons, ayant 200 hommes: — 10 de 26 & 20, ayant 160 hommes: — 2 de 16 canons, ayant 120 hommes: — 10 de 14 & 10, ayant 90 hommes: — 20 corvettes &c. ayant 60 hommes.

*Total des hommes* 15,630.

*A Terreneuve.*

Deux frégates de 160 hommes: — 2 de 90: — 5 de 60.

*Total des hommes.* 800

*Aux Isles du Vent.*

Deux de 600 hommes: — 2 de 500: — 3 de 350: — 4 de 200: — 2 de 160: — 2 de 120: — 4 de 90: — 3 de 60.

*Total des hommes.* 5,250

*En Afrique.*

Un de 120, — 1 de 90.

*Total des hommes.* 210

*A LA JAMAÏQUE.*

Un de 500 : — 1 de 350 : — 1 de 240 : 2 de 200 : — 1 de 160 : — 3 de 90 : — 4 de 60.

*Total des hommes.* 2,160

*DANS L'INDE.*

Deux de 500 : — 1 de 200 : — 1 de 90.

*Total des hommes* 1,290

*ESCADRE partie le 26 Décembre (a) avec le grand Convoi.*

Un de 750 : — 8 de 600 : — 7 de 500 : 1 de 350 : — 2 de 280 : — 5 de 200 : — 1 de 160 : — 1 de 90.

*Total des hommes* 11,210

*MEDITERRANÉE.*

Un de 500 : — 1 de 240 : — 2 de 200 : 1 de 90.

*Total des hommes.* 1,230

*LISBONNE.*

Deux de 350 : — 3 de 200 : — 1 de 160.

*Total des hommes.* 1,460

---

(*a*) La plus grande partie de cette eſcadre n'a été que juſqu'à une certaine hauteur, & eſt rentrée dans les ports.

EN

*En croisiere dans la Manche.*

Un de 120 : — 4 de 60.

*Total des hommes.* 360

*Mer d'Irlande.*

Un de 350 : — 2 de 200 : — 5 de 160 : 1 de 90.

*Total des hommes.* 1,640

*Ecosse et Mer du Nord.*

Deux de 350 : — 1 de 200 : — 1 de 160 : 1 de 120 : — 1 de 90 : — 1 de 60.

*Total des hommes.* 1,330

*Côtes de l'Ouest.*

Un de 600 ( le *Culloden* ) : — (*a*) 1 de 350 : de 120 : — 1 de 90.

*Destinations ignorées.*

2 de 90 ( ce ſont ceux qui font le tour du obe ) 1 de 60.

*Total des hommes.* 240

(*a*) Celui-ci ſeroit *l'Expériment*. On doute qu'il t vrai qu'il eſt revenu d'Amérique. ( 20 Janvier. )

*VAISSEAUX actuellement en commission pour composer l'armée navale de la Manche, ce qui comprend les vaisseaux de garde & ceux qui sont commandés pour des destinations éloignées.*

Un de 850 : — 6 de 750 : — 16 de 600 : 4 de 500 : — 1 de 280 : — 11 de 200 : — 2 de 160 : — 1 de 120 : — 4 de 90 : — 10 de 60.

| | |
|---|---|
| *Total des hommes.* | 20,830 |
| Total des équipages employés au dehors..... | 43,520 |
| Total des équipages censés être sur les vaisseaux en commission.. | 20,830 |
| *TOTAL général, y compris les Soldats de Marine*..... | 64,350 |

N. B. Les vingt mille huit cents trente hommes porté ici comme formant les équipages des vaisseaux en commission, ne sont certainement point sur ces vaisseaux, ni peut être même en Angleterre. Il est vraisemblable que la grande flotte marchande partie le 26 Décembre, en aura emmené avec elle la plus grande partie. On compte sur leur retour & sur l'arrivée de diverses autres flottes avant le mois de Mai ou de Juin, pour

uiper complettement la grande armée na-
e de la Manche avant ſon entrée en cam-
gne.

V. *B.* Le tableau que l'on vient de voir,
é fait vers le 20 Janvier. Depuis ce tems-là
e partie de l'eſcadre, qui avoit appareillé
25 Décembre, eſt rentrée. Il y a en con-
uence plus de vaiſſeaux & plus d'hommes
Angleterre; mais cela ne change rien au
l général, ni au fond des ſpéculations.

*ervations ſur la violence que l'Angleterre pré-
nd faire au commerce des Etats Généraux
des autres Puiſſances.*

ÉTAT de perplexité où les injuſtes pré-
ions des Anglois paroiſſent retenir encore
Provinces-unies, relativement à leur neu-
té & au commerce dans lequel cette neutra-
es autoriſe, a fourni à un politique Anglois
atiere de quelques obſervations très in-
ſantes, que je ne veux pas différer plus
-tems de mettre ſous vos yeux.

*Au Lord North.*

MILORD.

epuis quelques tems les Miniſtres n'ont
es lieu de ſe plaindre des papiers publics.
malignité peut trouver quelque plaiſir à
bler le bonheur de ceux qui ſont l'objet
on envie; mais qui eſt-ce qui peut en-

vier le ſort de nos gens en place? U
ſorte d'inſenſibilité ſtupide, fruit du déco
ragement & de la miſere a ſuccédé à ce c
ractere iraſcible & inflammable qui diſti
guoit la nation dans les jours de ſa pro
périté. Cet état de torpeur a produit u
eſpece de treve entre l'adminiſtration &
public; mais un pareil répit ne doit p
être bien flatteur pour votre vanité, puiſq
vous ne le devez, de votre aveu même, qu
la certitude où nous ſommes qu'un chang
ment de Miniſtres ne pourroit point chang
le ſort de la Grande-Bretagne.

Les liaiſons, dont nous avons tout à crai
dre, ſont déja formées. Deux Peuples f
meux par leur ancienne antipathie, font
préſent cauſe commune ſous la famille q
réunit les Trônes de France & d'Eſpagne.
Notre puiſſance maritime n'eſt plus aliment
par le commerce d'Amérique; & les Col
nies, ci-devant Angloiſes, harcelent & épu
ſent ces mêmes flottes que jadis elles recr
toient de matelots. La Maiſon d'Autriche
oublié ſes anciens intérêts; & nous ne d
vons plus attendre de ſa part une diverſio
qui partage les forces de nos ennemis natu
rels.—Nous pouvions regarder autrefois
Portugal comme une eſpece de Province Br
tannique; mais il a recouvré ſon indépendan
au moment où il a perdu les reſſources qu
attendoit de notre protection. On ne pe
plus même compter ſur le foible appui

annemark ; & les matiages, qui dans le midi
t produit des alliances ſi avantageuſes à
s ennemis, n'ont été pour nous dans le
ord que des arrangemens purement in-
ieurs.

Dans cet état, que pouvons-nous attendre
n changement de Miniſtres ? Au nom de
eu, Milord, gouvernez-nous, ſi vous en
z envie ; mais tirez-nous d'embarras ſi vous
ouvez. Il y a dans *toutes les mauvaiſes choſes*
degré ſi *éminemment mauvais*, que vous
us laiſſez encore quelque choſe à *redouter*.
us avons une autre requête à vous pré-
ter, c'eſt de ne nous point engager dans une
rre avec la Hollande, & dans une guerre
nous ſerions les agreſſeurs. Les Provinces-
es ſont un pays où la voix du peuple
écoutée ; & ſi elles nous font la guerre,
t que la guerre y ſera agréable aux Peu-
. Une nation entiere : une nation flegma-
ique, paiſible : une nation unie à nous
uis un ſiecle par les nœuds de la Reli-
n, de l'intérêt, des alliances : une nation
déſire naturellement un contre poids à
uiſſance de la Maiſon de Bourbon : une
on qui a tant de millions dans nos fonds,
prendra pas de gaité de cœur le parti de
ennemis ; & ſi elle ſe déclare contre nous,
qu'elle y aura été provoquée.

Maintenant, Milord, examinons de ſang
d le manifeſte du Lord Suffolk. La lettre
écrite dans un ſtyle châtié : on y trouve

même des tournures paſſables, quoiqu'il pêch
per le fond des choſes. A travers les vaine
formules d'aſſurances de diſpoſitions amicales
on y parle de la fermeté royale (cette fer
meté dont on nous a tant de fois bercés
dans des termes qui, s'ils ne ſont pas un
inſulte directe, ont au moins l'air de la me
nace. Mais il me ſemble que dans les cir
conſtances actuelles, une loyauté franche &
une explication vraiment cordiale vaudroien
mieux que toute cette fineſſe. Je dis plus
cette piece préſente un ſens louche. Par exem
ple, lorſqu'on dit dans ce manifeſte que l
Grande-Bretagne perſiſtera dans ſes engage
mens, *autant que cela ſera praticable*, la tour
nure de cette phraſe lui donne un ſens al
larmant, quoique ſelon toutes les apparences
ce ne fût pas l'intention de l'Auteur. U
Miniſtre loyal auroit dit: » Nous reſteron
fermement attachés à nos engagemens; &
ſi dans quelques occaſions ils étoient enfreint
à notre inſcû, on vous donnera ſur le cham
la ſatisfaction convenable. « Voila une décla
ration qui auroit produit plus d'effet qu
toutes les belles phraſes d'un Rhéteur étudié

Il n'eſt pas non plus trop ſage, Milord
de s'exprimer d'une maniere obſcure, ſpé
cieuſe & à moitié menaçante, relativemen
à d'anciens Traités qui n'ont jamais eu un
exécution bien rigoureuſe dans les tems même
de notre plus grande proſpérité. Les Miniſtre
doivent être contents de l'arrogance qu

règnoit dans nos négociations lorſque le Comte de Chatham étoit à la tête des affaires. A coup ſûr, le moment n'eſt pas favorable pour exiger que les Traités ſoient obſervés plus ſtrictement que par le paſſé ; & pour écarter de nous le ſeul allié maritime ſur lequel nous puiſſions compter, en diſant d'un ton de menace » que nous ne nous contenterons point de ce dont nous nous étions contentés juſqu'à préſent «. Il eſt de l'intérêt de la Hollande de nous ſoutenir : il n'y a pas d'homme raiſonnable qui ne convienne de cette vérité. Mais n'avez-vous vu jamais les hommes ſacrifier leurs intérêts à leurs paſſions ? C'eſt un événement dont vous connoiſſez vous même trop d'exemples pour qu'il ſoit néceſſaire de les chercher dans l'hiſtoire de vos prédéceſſeurs. Les eſprits des Hollandois ſont exaltés. Ce ſont des Négociants qui ne ſont pas accoutumés à conſidérer les objets en grand. Ils pourroient bien regarder la ruine d'un rival, en commerce, comme la premiere choſe dont ils doivent s'occuper.

D'ailleurs, il n'eſt de l'intérêt d'aucune nation de ſe laiſſer inſulter quand elle peut ſe prévenir. De bonnes gens ne ſe piquent pas d'en ſavoir plus long. Nos poſſeſſions dans les grandes Indes ont de quoi tenter la cupidité.

Aurons-nous ou n'aurons-nous pas une guerre avec la Hollande ? Cela dépend du

parti que vous prendrez ſur le champ. Peut-être jamais alternative plus importante n'a-t-elle dépeudu d'un Miniſtre. C'eſt une folie de penſer que les Hollandois ne prendront point de meſures pour aſſurer la liberté de leur pays : c'eſt une autre folie de vouloir les y forcer.

Jugez actuellement, Milord, ſi ce n'eſt pas nous qui ſommes les agreſſeurs. En vertu de quel droit des gens ſommes-nous autoriſés à nous emparer des propriétés d'une nation libre & neutre ? » Mais, direz-vous, les Hollandois vendoient des munitions de guerre aux François «. Soit ; mais je ſuis très-convaincu qu'ils étoient également diſpoſés à en vendre aux François & à nous. J'ajouterai encore que ſi les François les ont trouvés faiſant ce commerce, ils ſont trop ſages pour confiſquer leurs cargaiſons.

Mais, Milord, ayez la complaiſance d'écouter cette raiſon ſeulement. Vous avez offert d'acheter les bâtimens chargés de munitions militaires. Comment les Hollandois peuvent-ils conſentir à cet arrangement ſans rompre la neutralité ? Vous prétendez que c'eſt un acte d'hoſtilité contre nous de vendre ces munitions aux François. Ne ſeroit-ce pas également un acte d'hoſtilité contre les François, de nous les vendre à un prix convenu ? Ces contradictions pourtant ne vous arrêtent point ; & vous allez juſqu'à leur demander de faire revêtir de la ſanction des

tats, comme un acte national, cette même onduite que vous regardez comme hoſtile uand elle eſt tenue par leurs Marchands votre préjudice. Si les Etats Généraux con-entoient à vous vendre ces munitions par valuation, ils donneroient à la France au-ant de droit de ſaiſir toutes les propriétés ollandoiſes, que nous en avons pour ſai-r les propriétés de ces Marchands.

Vous voyez, Milord, que nous n'agiſſons s comme ſi nous nous contentions de la eutralité. Nous ne ſommes plus dans les ms où on pouvoit imiter l'arrogance Ro-aine & forcer les Etats libres d'être nos iés.

Une de vos raiſons pour juſtifier l'offre acheter ces vaiſſeaux chargés de munitions, eſt que lors de leur priſe, nos hoſtilités ntre la France n'étoient pas ſuffiſamment tifiées. Mais eſt-ce qu'aujourd'hui, Milord, guerre eſt déclarée? Vous ne différez la claration que dans la vue de procurer quel-es avantages à votre pays. Il n'eſt donc s vrai que vous regardiez cette formalité mme un jeu d'enfans. Vous eſperez appa-mment que l'Eſpagne agira comme s'il n'y oit point de guerre *Françoiſe*, & la Hol-de, comme s'il y en avoit une. Pour i, je dirai que tout cela reſſemble plus à l'extravagance qu'à de la fineſſe. Mais, on le droit des gens, la déclaration de rre eſt un acte eſſentiel, c'eſt l'acte public

dont tous les Etats étrangers doivent prendre connoiſſance, & ſur lequel ſeul vous pouvez fonder les demandes dérivées des Traités d'alliance. Si donc, Milord, le *payement* d'effers détenus, ne compromet point l'honneur national, leur *reſtitution* ne le compromettra pas davantage. Il peut y avoir un droit des gens pour ſaiſir & confiſquer: il peut y avoir un droit des gens pour rendre aux Propriétaires ce qu'on leur a pris injuſtement; mais il ne peut y avoir de droit des gens pour forcer un Etat (*a*) libre de nous vendre ſur évaluation. Je ne connois point d'*acte de navigation* où la Hollande ſoit compriſe; & je ne crois pas que ce ſoit le bon moment pour en faire un. Quoique cette nouvelle maniere d'acheter des munitions

(*a*) Les Négocians & Armateurs Suédois ſont extrêmement mécontens des vexations que les Anglois ne ceſſent de faire eſſuyer au pavillon Suédois, comme à ceux des autres Natious: la derniere déclaration de la Cour de Londres, par laquelle elle prétend avoir le droit d'acheter à ſon gré certaines cargaiſons, les a indiſpoſés encore plus que ces violences mêmes: la clameur eſt générale: on ſent vivement la néceſſité de mettre un terme au pouvoir que la nation Britannique exerce au milieu de ſa détreſſe, de limiter le commerce des autres peuples par des reſtrictions arbitraires: il a été fait à Sa Majeſté des repréſentations, tant de bouche que par écrit, pour qu'il lui plaiſe de prendre les meſures les plus efficaces, afin d'obtenir ſatisfaction de l'Angleterre même (s'il le faut) par la voie des repréſailles. (*Gazette de Leyde*).

ilitaires puiſſe paroître très-ingénieuſe, je rois cependant qu'il vaudroit beaucoup ieux laiſſer les Hollandois vendre à nos nnemis quelques-uns de ces articles, que e mettre les Etats Généraux dans le cas e les leur envoyer gratis à bord d'une eſ-dre de vaiſſeaux de ligne.

Je vous conſeille de prévenir des diſgraces elles, en vous relâchant à propos de cette ſolence nationale qui n'eſt plus de ſaiſon. nfin, dans nos négociations avec le peu amis qui nous reſtent, évitons avec ſoin ute politique tortueuſe & arrogante. Imi-ns plûtôt la loyauté, la franchiſe & la mo-ration du Chevalier Temple.

Il eſt impoſſible que vous ayez jamais eu ieuſement le projet de vous engager dans e guerre injuſte avec les Hollandois. Ce jamais été non plus l'intention du Lord ffolk; mais il y a des hommes qui, après oir lâché quelques inſinuations par une ectation de fineſſe, les ſoutiennent enſuite vanité. C'eſt ainſi que pour l'honneur quelques périodes brillantées nous cou-s les riſques d'être engagés dans une nou-le guerre qui peut conſommer la ruine l'empire Britannique.

GROTIUS.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. *Du* 20 *Février.*

Le bruit court ici depuis hier, Monſieur; qu'on a des nouvelles certaines de quelques ſuccès des armes Britanniques aux Iſles du Vent. On ne ſait pas bien en quoi ces ſuccès conſiſtent : mais on eſt diſpoſé à tout croire d'après ce qui s'eſt débité, que l'eſcadre de M. le Comte d'Eſtaing eſt arrivée à la Martinique, ſans avoir rencontré le Commodore Hotham qui ſe ſeroit joint très-heureuſement à l'eſcadre de Barrington avec ſix ou ſept vaiſſeaux de force, & avec un corps de ſix mille hommes choiſis dans l'armée de New-York, pour une expédition dans les mêmes parages. Vous imaginez peut-être que le parti Américain en cette Ville ſera dans la conſternation, ſi ces bruits ſe réaliſent. Détrompez-vous : il en ſera affligé, ſans doute, relativement à quelque petit mal que les Alliés de l'Amérique auront pu ſouffrir; mais pour le grand intérêt de la cauſe Américaine, il verra ſans dépit & ſans amertume le parti Anglois s'en réjouir.

Un ſeul événement heureux, même de la plus légere importance pour les ſuites, ſuffira pour rendre aux *Mansfield*, aux *North*, aux *Germaine* & aux *Sandwich* la conſiſtence que le triomphe de Keppel leur a fait perdre. Leur crédit ſe relevera : ils reſteront en place & rien ne contribuera plus ſûre-

ment à conſommer le grand ouvrage de l'Indépendance Américaine, qui a ſi bien proſpéré depuis que ces Meſſieurs ſont à la tête des affaires.

Une autre ſpéculation aidera peut-être encore, s'il y a lieu, à adoucir le chagrin des Américains. C'eſt qu'ils augureront, du caractere bouillant de la Nation Françoiſe, quel ſera l'effet qu'opérera ſur elle un premier revers vivement ſenti; c'eſt-à-dire, qu'ils en attendront la réſolution ſoudaine d'une deſcente en Angleterre, qui, de l'aveu unanime de tous ceux qui y ont bien réfléchi, & qui connoiſſent l'Hiſtoire, eſt l'*unum porrò néceſſarium* d'une guerre de la France avec cette Nation : c'eſt au moins ce qu'elle redoute infiniment plus que toutes les atteintes qu'on peut lui porter au-dehors, étant bien convaincue d'après de nombreux exemples, & la déclaration aſſez récente de ſes Amiraux, que de toutes les tentatives qu'on peut faire contr'elle, c'eſt celle dont elle eſt le moins aſſurée de ſe garantir & l'unique qui ſoit décive. Si ces appréhenſions & ces conjectures ſe réaliſent dans l'ordre conſéquent où je viens de vous les offrir, une perte, qui ne peut être que fort légere, ſera du plus grand prix, non-ſeulement pour la cauſe Américaine, mais pour l'humanité entiere, en ramenant la paix beaucoup plus promptement & moins diſpendieuſement que par toutes les autres voies qu'on pourroit tenter.

FIN.

# LETTRE

## *'un Banquier de Londres, à M. *** à Anvers.*

De Londres le 8 Mars 1779.

E tiendrai aujourd'hui, Monſieur, l'en-
gement que j'ai pris il y a quelque tems
vous initier dans les querelles de Reli-
n qui ſe ſont élevées depuis le commen-
nent de l'année derniere dans la Penſyl-
ie & quelques Etats voiſins. Comme elles
leur principe dans la politique, ainſi
l'ont preſque toujours eu les affaires de
genre, la connoiſſance en eſt indiſpenſa-
pour tous ceux qui veulent s'inſtruire à
d des divers reſſorts qui auront été mis
œuvre de part & d'autre, ſoit pour ef-
uer, ſoit pour empêcher la grande révo-
on Américaine.

*Adreſſe des Quakers de la Penſylvanie.*

Dans l'Aſſemblée générale de Penſylvanie le Vendredi 7 Août 1778, avant midi, l'adreſſe ſuivante des Quakers fut lue à la Chambre.

*L'Aſſemblée pour les ſouffrances dans la Penſylvanie & le Jerſey au nom de la ſociété de ceux qu'on appelle Quakers.*

Expoſent très-humblement.

» Le gouvernement des conſciences eſt la prérogative de Dieu Toutpuiſſant qui n'abandonne ſa gloire à perſonne. Tout empietement ſur cette prérogative eſt une offenſe à ſes yeux: il ne laiſſera pas échapper à la punition ceux qui l'envahiſſent; & il manifeſtera tôt ou tard ſon mécontentement à ceux qui perſiſtent dans ces téméraires entrepriſes «.

» Ce ſont là des vérités que tout homme qui penſe ne ſauroit révoquer en doute «.

» La raiſon pour laquelle nous nous adreſſons à vous en ce moment, c'eſt que nous avons reçu avis de différens endroits que quantité de nos amis ont été mis en priſon & y ſont détenus, les uns, parce qu'ils refuſent de payer les ſommes impoſées pour tenir lieu de ſervice perſonnel dansla préſente guerre, d'autres, parce qu'ils ſe défendent

de préter le ſerment qui a été preſcrit par certaines loix récentes.

» Notre refus eſt fondé ſur un ſcrupule religieux qui s'eleve dans notre conſcience contre un tel conſentement. Ce n'eſt point obſtination: c'eſt uniquement le déſir de conſerver nos conſciences exemptes d'offenſe envers Dieu, ce que nous ne pouvons faire ſans un attachement conſtant à nos principes pacifiques & ſans rendre témoignage contre les guerres & les combats, d'après les préceptes & l'exemple de notre Seigneur Jéſus-Chriſt le Prince de la paix. Ces principes nous obligent de mener une vie paiſible & tranquille & de nous abſtenir de faire aucune déclaration & de prendre aucun engagement de parti dans le préſent état incertain des affaires publiques «.

» Nous déſirons ardemment que vous veuillez bien prendre en conſidération la généreuſe & libérale fondation de la Chartre & des loix convenues en Angleterre entre notre premier propriétaire le digne William Pen & nos ancêtres, en vertu deſquelles ceux-ci penſoient que la liberté civile & religieuſe demeureroit aſſurées inviolablement à eux & à leur poſtérité. La Penſylvanie a été regardée depuis comme un azile pour des hommes d'une conſcience timorée, & quantité de perſonnes utiles s'y ſont retirées dans l'eſpérance de jouir de la liberté &

d'y être à l'abri des perſécutions qu'elles avoient éprouvées dans leur pays natal «.

» Nous penſons que toute entrepriſe pour nous dépouiller de cette liberté, eſt un écart du véritable eſprit de gouvernement qui doit diriger toute légiſlature bien ordonnée, & tend par conſéquent à détruire l'intérêt réel & le bien d'une communauté. C'eſt pourquoi nous déſirons que les loix qui tendent à opprimer des conſciences timorées ſoient révoquées, afin que ceux qui vivent paiſiblement ne ſoient plus troublés ou moleſtés; mais qu'il leur ſoit permis de jouir des droits & immunités que leurs peres ont achetés par beaucoup de peines & de ſouffrances & de continuer à obſerver exactement le devoir eſſentiel des inſtructions religieuſes & de l'éducation qu'ils ont reçue dans leur jeuneſſe, dont ils ſe détourneroient néceſſairement en ſe conformant à une partie deſdites loix «.

» Nous eſperons qu'après avoir mûrement réfléchi ſur les repréſentations que nous venons de vous faire, vous pourvoirez à l'élargiſſement de ceux qui ſont préſentement dans les priſons pour le témoignage de leur bonne conſcience, & que vous empêcherez que d'autres n'éprouvent les mêmes ſouffrances à l'avenir «.

Signé par le déſir de notredite Aſſemblée & icelle tenant à Philadelphie le 5 du huitieme mois 1778.

Nicolas WALN.

Lecture faite (par l'assemblée de Pensylvanie) ordonné que ladite piece restera sur ce Bureau.

*Extrait des Registres.*

JOHN MORRIS le jeune, Secrétaire de l'Assemblée générale.

N°. I. *Observations d'un Américain sur cette adresse.*

L'adresse des Quakers, insérée dans les derniers papiers publics, a excité parmi toutes les autres classes du peuple le ressentiment le plus animé qui ait jamais été occasionné par aucun écrit semblable. Quoi ! les Quakers ne sont pas contents qu'on ait eû indulgence de passer sous silence leur défection de l'intérêt de la vertu & de l'Amérique, leur encouragement donné ouvertement à nos ennemis, leurs insultes au moment de notre détresse? Croyent-ils que notre clémence est un effet de la timidité ou que nous avons déja oublié leurs *témoignages* & récits insolents de souffrances supposées, qu'ils ont rédigés dans un style qui ne respirent qu'une simplicité hypocrite & insultante pour nous? Si cela est, ils se trompent fort. Il existe des preuves capables de les couvrir de confusion & d'oprobre, sur l'indignité de leur conduite que leur société, à l'exception de quelques individus, a tenue par tout où

les armes Britanniques avoient quelques ſuccès même ſeulement momentanés. On peut produire des journaux d'Officiers Anglois qui font l'éloge de l'empreſſement avec lequel les Membres de cette ſociété leur ont ſervi (*a*) d'eſpions, de guides & de correſpondans. On a des preuves autentiques de nos propres Officiers & Soldats à qui ils ont donné de faux renſeignemens, qu'ils ont fait tomber entre les mains de l'ennemi lorſqu'il eſt parti de la ſource d'Elk; & qu'ils ont même trompés pendant que l'ennemi étoit en poſſeſſion de cette Ville. Tout cela démontre ſuffiſamment leur averſion invétérée pour tout autre gouvernement que celui des Anglois; & que ſous le prétexte d'attendre l'iſſue de la querelle, tout ce qu'ils font tend moins encore au ſuccès de leurs propres vues qu'à celui de l'objet des tyrans Anglois. S'ils veulent juſtifier leurs procédés aux yeux de l'humanité, & s'ils ſont réellement ce qu'ils prétendent être, qu'ils produiſent le récit des ſouffrances que leur a fait éprouver l'armée Britannique. Nous ſavons que leurs fermes ont été pillées, que leurs maiſons & même leurs perſonnes ont été dépouillées, & qu'on leur a enlevé leurs couvertures aux approches de l'hyver.

---

[*a*] Il y en a eu deux de pendus à Philadelphie en Septembte dernier, en vertu de l'acte paſſé contre les fauteurs du gouvernement Anglois, & pour trahiſon bien prouvée.

Qu'ils nous montrent la page des regiſtres
les ſouffrances où ſont conſignés ces outrages.
'il n'ont point d'animoſité particuliere & qu'ils
oient réellement de bonne-foi, ils doivent
voir tenu également une note exacte des
outrages qu'ils ont eſſuyés tant d'un parti
que de l'autre. Nous n'ignorons point les
nvectives qu'ils ont lachées contre les pa-
riotes qui leur ont demandé quelques cou-
ertures pour l'uſage de nos pauvres Soldats
endant la rigueur d'une campagne d'hyver.
e déſire voir dans quels termes ils ont parlé
es Généraux Anglois, qui leur ont pris
eurs couvertures au milieu de l'hyver pour
ouvrir des chevaux. —Les prétendus ſouf-
rans ont déſavoué pluſieurs braves gens entre
ux qui avoient montré du zele pour la cauſe
e leur pays. Ont-ils déſavoué pareille-
ent ceux qui favoriſoient nos ennemis?
Non, il n'y en a pas un ſeul exemple. Au
oins n'en eſt-il parvenu aucun à ma con-
oiſſance. Bien loin de cela, chacun peut
e rappeller la perfidie de l'un d'entr'eux,
vec qui ils étoient dans la plus étroite liai-
on. Ce Quaker a cherché à faire tomber
rès de German-Town deux de nos Offi-
iers de rang, avec tout leur monde, entre
es mains des Anglois; & il a entretenu
our cet effet une correſpondance ſuivie
vec les Députés de cette Aſſemblée dans le
amp de l'ennemi, à qui il a mandé qu'on
ourroit agir avec ſûreté d'après ſes infor-

mations. On ſe rappelle cette infame conduite, & l'on ſait qu'ils ſont encore à la déſavouer publiquement, de ſorte qu'il eſt viſible qu'ils favoriſoient la trahiſon la plus lâche & un carnage prémédité. Comme les étrangers qui viennent chez nous d'Europe auſſi bien que des différentes parties de l'Amérique, pourroient ſe laiſſer tromper par les principes hypocrites de ces prétendus ſouffrants & ignorer le plan de conduite qu'ils ont ſuivi invariablement depuis le commencement des conteſtations actuelles, je me propoſe, à meſure que le tems & mes occupations me le permettront, de faire réimprimer en différentes langues leurs témoignages & récits de ſouffrances, avec des notes critiques & explicatives, & je ſerai bien trompé, s'il ne faudra pas une tête mieux organiſée que celle de leur Greffier & de toute leur ſéquelle, pour prouver qu'ils n'ont pas fait de la Religion un manteau pour couvrir le Toriſme le plus outré, & de leur conſcience un moyen pour ſe ſouſtraire aux devoirs dont l'accompliſſement fait le plus grand honneur au genre humain.

## N.° II. *Lettre ſignée* BELISARIUS.

A l'Aſſemblée pour les ſouffrances dans la Penſylvanie & dans le Nouveau Jerſey.

Votre adreſſe à l'Aſſemblée de Penſylva-

nie contient des charges ſi fortes contre la légiſlature de l'Etat, des principes ſi étranges, des précautions ſi révoltantes, que je ne puis m'empêcher de vous faire à ce ſujet quelques obſervations.

Vous affectez dans toutes les occaſions de vous ſervir d'un ſtyle qui donne à entendre tout ce qu'on veut, ſans jamais rien exprimer clairement. Mais cela ne m'empêchera point de conſidérer votre adreſſe dans le ſens que vous paroiſſez avoir eu intention de lui donner, ſans m'attacher ſtrictement à l'expreſſion.

Pour répondre à votre préambule, ſuivant l'eſprit dans lequel il eſt conçu, je vous demanderai la permiſſion de remarquer que l'hypocriſie eſt un crime que Jeſus-Chriſt lui-même a maudi avec une emphaſe particuliere : que Dieu s'eſt réſervé la punition de ce vice, parce qu'il eſt le ſeul qui puiſſe juger de ſes dégrés : & il y a lieu de croire qu'aucun châtiment, en uſage parmi les hommes, ne peut être proportioné à un péché ſi abominable à ſes yeux ; & enfin que ce n'eſt pas une légere offenſe aux yeux de Dieu, de prétendre être plus Saint que les autres hommes. C'eſt ce que le Chriſt a pareillement déclaré en communiquant avec le Publicain, qui s'avouoit lui-même pécheur de préférence au Phariſien, qui n'étoit pourtant coupable d'aucun autre crime que de s'arroger une perfection audeſſus de celle de

ſon prochain. Je vous rappellerai qu'une conſcience qui ne permet point à un homme de remplir les obligations que ſon devoir lui impoſe, eſt nommée injuſtement une conſcience timorée: c'eſt une conſcience malade & dépravée; & il viendra un jour où ces vérités, dont ſont aujourd'hui fermement perſuadés tous les bons eſprits, deviendront certaines & effrayantes pour quelques-uns d'entre vous. En parlant de la ſorte, j'ai en vue non ſeulement votre adreſſe actuelle, mais encore pluſieurs témoignages publiés par vous & par votre ſociété, ſous différentes ſignatures.

Vous accuſez l'Aſſemblée d'empiéter ſur la prérogative du Dieu Tout-Puiſſant dans le gouvernement des conſciences, & vous appellez la loi du Teſt en témoignage de votre accuſation, comme ſi demander & faire rendre l'obéiſſance à l'Etat, étoit un crime de cette nature. Mais vous paroiſſez avoir entierement oublié l'acte du Teſt, paſſé par l'Aſſemblée de Penſylvanie en 1723, lorſqu'une pluralité conſidérable de la Chambre étoit compoſée des principaux Membres de votre ſociété. Or dans cet acte vous preſcrivez la forme du *Teſt* du Quaker, & l'abjuration d'une famille (les Stuarts) qui prétendoit avoir un droit à la Couronne: & dans le fait, vous y augmentez l'étendue d'actes du Parlement, qui feroient, je crois,

émir d'horreur pluſieurs d'entre vous s'ils s liſoient aujourd'hui (*a*).

Sur ce point, deviez-vous, comme peuple, mpiéter ſur la prérogative de Dieu Tout-uiſſant? Si vous ne le deviez pas, ſur quel ndement porte l'accuſation intentée par ous contre l'Aſſemblée actuelle, pour avoir nu la même conduite dans un cas ſem-able? Mais vous ajoutez comme une preuve ggravante, les ſouffrances de vos freres qui nt empriſonnés pour avoir refuſé de payer s taxes impoſées au lieu du ſervice perſonnel ns la milice. Le droit de la défenſe per-nnelle eſt auſſi clair & auſſi évident que clarté du Soleil dans un jour ſans nuages. ous les hommes conviennent que la force t le ſeul moyen de ſoutenir & de défen-re un Gouvernement. Si vos principes re-gieux ſont réellement de nature à ne pou-oir ſe concilier avec les principes ſur leſ-uels un Gouvernement civil peut être main-nu, c'eſt à l'abſurdité de vos principes que ous devez attribuer vos ſuffrances & non à juſte adminiſtration d'une loi néceſſaire & galement obligatoire pour tout le monde. es conſéquences réſultantes de principes bſurdes & déraiſonnables, ſont les plus puiſ-ns argumens contr'eux & les motifs les

(*a*) Dès l'année 1682 un *Teſt* fut exigé des étran-ers, comme une condition indiſpenſable pour être opriétaire de terres en Penſylvanie.

plus déteminans pour empêcher les hommes de perſiſter dans de pareils principes. Profeſſer des opinions abſurdes, n'eſt point un titre pour être exempt des conſéquences naturelles de ces opinions. Comment, au jour du jugement, vous juſtifierez-vous auprès de Dieu, d'avoir chargé Jéſus-Chriſt d'être l'auteur de vos erreurs à ce ſujet? C'eſt un point qui mérite votre attention la plus ſérieuſe.

Vous demandez la liberté de jouir des droits & immunités acquis par vos peres au prix de ſouffrances & de difficultés. Quels ſont ces droits? Aviez-vous acheté un droit aux privileges de citoyens libres, & pouvez-vous en jouir ſans être obligés de donner à vos concitoyens la même protection qu'ils ſe ſont engagés à vous donner? Prétendez-vous jouir d'un droit à la protection du Gouvernement, ſans partager les dépenſes & les dangers pour la défenſe de ce Gouvernement? Si vous avez en effet acquis un pareil droit, de qui le tenez-vous? Il n'y a que Dieu qui ait le pouvoir de vous le donner. Juſqu'à ce que vous ayez quelque preuve claire qu'il vous a fait cette conceſſion, vous ne ſerez jamais ſoufferts dans aucune ſociété civile ſur une prétention auſſi déraiſonnable. Le Ciel eſt trop juſte pour vou accorder, ſans dépenſe, ſans dangers, ſans fatigues, ce qu'il ne donne aux autres qu'au prix de tous ces ſacrifices. Tant que je me rappellerai la perte d'un frere & d'un

s chéri dont le ſang a été répandu dans
guerre actuelle pour la liberté civile &
ligieuſe : juſqu'à ce que j'aie oublié l'ap-
ui que vous avez donné aux moyens de
olence & de ſang employés par le Roi de
Grande-Bretagne pour nous dépouiller de
s biens ineſtimables : enfin tant que je
nſerai aux difficultés & aux découragemens
e vous avez ſuſcités à ceux qui les ont dé-
ndus, vous aurez beau vous prétendre au-
riſés à jouir des mêmes libertés que nous,
regarderai toujours une telle prétention
mme illuſoire & abſolument deſtituée de
ndement : & pour me ſervir de ces ex-
eſſions naïves dont vos ancêtres tiroient
nt de vanité, je l'appellerai une prétention
le, inſolente & impudente. Il y a une
férence énorme entre un droit & l'indul-
nce dont la politique peut uſer à votre
ard.

C'eſt encore un point qui mérite votre
nſidération la plus ſérieuſe, de décider ſi
us êtes Membres d'aucune Société *civile*.
rmettez-moi d'établir la queſtion. Au com-
encement de la diſpute actuelle, vous étiez
ets de la Grande-Bretagne, & vous aviez
s droits communs avec les autres ſujets de
Royaume. La Grande-Bretagne a eſſayé
priver les peuples d'Amérique des droits
i leur étoient donnés par la Conſtitution.
Amérique s'eſt oppoſée à ſes efforts, elle
bjuré ſes liaiſons avec ce Royaume, & elle

a formé un nouveau Gouvernement. Actuellement ſi vous reſtez ſujets de la Grande-Bretagne, vous devez allégeance à ſon Roi: vous êtes par conſéquent les ennemis de ces Etats; & en cette qualité vos biens doivent être ſaiſis au profit de l'Etat de Penſilvanie. Vos réclamations doivent s'adreſſer à Georges III, & non à l'aſſemblée de Penſilvanie.

Si vous êtes ſéparés de la Grande-Bretagne & que vous n'ayez formé aucune autre liaiſon, vous n'appartenez ni à cette Puiſſance, ni à l'Amérique. Vous êtes dans l'état de nature & vous n'avez aucuns droits civils. Il vous reſte à vous les procurer aux conditions les plus avantageuſes qu'il vous ſera poſſible. Le peuple de cet Etat vous a propoſé un pacte égal de ſûreté & de défenſe. Votre réponſe eſt « que vous ne pouvez contracter aucun engagement comme parties, dans l'état d'incertitude où ſont actuellement les affaires publiques ». Vos principes ne vous le permettent point. C'eſt qu'apparemment ils vous obligent de commencer par vous tenir à l'écart & de finir par vous joindre au plus fort. Dieu & les hommes jugeront de ces principes & de leurs conſéquences; & ils les auront également en horreur. Pour votre propre intérêt, pour celui de vos enfans, conſidérez le danger de perſiſter dans une pareille conduite.

Les principes que vous profeſſez doivent

non ſeulement anéantir pour vous toute prétention au droit de Citoyen & de l'Etat; mais encore ils impoſent à la légiſlature l'obligation d'empêcher, autant qu'il ſera poſſible, que vous n'empoiſonniez l'eſprit de la Jeuneſſe de principes ſi deſtructifs de la ſociété humaine. En conſéquence cette précaution eſt non-ſeulement juſte, mais néceſſaire, relativement aux Maîtres d'Ecole; & la loi ci-deſſus mentionnée démontre que telle eſt l'opinion de votre propre Secte, relativement aux Catholiques Romains.

D'après les expreſſions dont vous vous ſervez pour recommander à la Chambre de prendre en conſidération la charte du dernier Gouvernement de Penſilvanie, je ſuppoſe que votre deſſein eſt d'inſinuer que cette charte contient des priviléges que l'on ne trouve point dans la Conſtitution. Je ſais fort bien que vous n'oſez pas avancer ouvertement cette aſſertion. Car il ne faut que jetter les yeux ſur cette charte, pour voir que tous les priviléges qu'elle contient ſont continués ou augmentés dans la préſente forme de Gouvernement; à moins toutefois que vous ne jugiez à propos de regarder les points ſuivans, comme des priviléges que vous êtes dans l'intention de ſoutenir, ſavoir:

La négative du Propriétaire (de la Penſilvanie) & celle enſuite de la Grande-Bretagne, par rapport à quoi chacun d'eux (le Propriétaire & la Grande-Bretagne) eſt le

maître de nous vendre la loi le prix qu'il veut y mettre.

Le droit expreſſément réſervé au Parlement, de taxer les peuples de Penſilvanie ſans leur conſentement.

Le droit du Propriétaire de nommer des Juges tenant leurs commiſſions à volonté, & de prononcer ſur les objets en diſcuſſion entr'eux & vous.

Le droit dans la Grande-Bretagne, de limiter vos Manufactures pour l'accroiſſement de ſa navigation & de ſon commerce.

Si ces choſes & autres ſemblables ſont des priviléges, on eſt forcé de convenir qu'ils ont été rejettés avec dédain; mais s'ils ne ſont pas des priviléges, l'inſinuation eſt auſſi déplacée qu'injuſte. En examinant cette partie de votre adreſſe, une difficulté m'embarraſſe, c'eſt de ſavoir ſi je dois la regarder comme un effet de votre ignorance, où comme une preuve que vous refuſez abſolument le ſens commun au Sénat auguſte qu'il vous plaît d'appeller « l'aſſemblée de Penſilvanie » en ſupprimant le caractere eſſentiel & le titre ordinaire de cette honorable Chambre, ſavoir « les Repréſentans des hommes libres de l'Etat ».

Mais il eſt probable que vous avez eu en vue certains avantages à tirer de l'effet de ces inſinuations ſur les eſprits de ceux de votre Société qui ſont mal informés, qui peuvent conſerver une partialité réelle quoi-

qu'injuſte

u'injuſte pour l'ancien Gouvernement, &
ui ſemblent croire qu'en votre qualité de
uakers, vous avez droit à des priviléges
e la charte qui ne ſont point communs à
utes les eſpeces de Chrétiens. Si elle eût
ellement contenu quelque clauſe de cette
pece, tout le monde s'en ſeroit mocqué.
Vous affectez trop de parler de vos ancê-
es les Quakers, comme des ſeuls Emigrans
i ayent formé cet établiſſement & qui
yent fait proſpérer; c'eſt à tort que vous
roiſſez fonder quelques prétentions ſur
tte circonſtance. Mes Auteurs ſe ſont éta-
s ici d'auſſi bonne heure qu'aucun des
tres; & cependant ils n'étoient point Qua-
rs. Il y a mille autres perſonnes dans la
me circonſtance que moi à cet égard.
Quelles ſont les perſonnes que vous re-
éſentez? on ſait très bien que vous ne re-
ſentez pas la Société entiere des Quakers.
y a parmi eux pluſieurs milliers d'hommes
nplis des ſentimens les plus généreux &
plus patriotiques, qui réclament contre
itre de leurs Repréſentants que vous vous
ogez, & qui déſapprouvent hautement la
nduite que vous avez tenue pendant tout le
urs des troubles actuels. Le Public ſeroit fort
de vous voir publier une Liſte de ceux
vous vous dites repréſenter. Cela four-
oit à ceux qui déſapprouvent votre con-
te & qui ont aſſez d'honnêteté & de cou-
e pour la déſavouer, une belle occaſion

de perſévérer dans leurs ſentimens; d'un autr
côté, ceux qui penſent comme vous, au
roient alors tout le mérite dû à leurs opi
nions. Il faut les faire connoître, & je ſui
perſuadé qu'ils vous ſauront aſſez peu de gr
du rôle que vous avez joué en leur nom.

Si l'aſſemblée générale paſſoit une loi pou
diſpenſer les Membres de votre Société d
prêter le ſerment du *Teſt*, ou de payer un
taxe pour s'exempter du ſervice de la Milice
tandis que tous les autres habitans ſont aſſu
jettis à l'une ou l'autre de ces obligations
elle s'écarteroit d'autant plus du véritabl
eſprit du Gouvernement, qu'elle violeroit l
Conſtitution & les droits du Peuple, qu'ell
manqueroit à la confiance qu'on a miſe e
elle, & qu'elle commettroit un acte impar
donnable d'extravagance & d'iniquité: c
qui eſt certainement bien loin de ſes inten
tions.

J'ai réellement pitié de celui que vou
avez engagé à ſigner votre adreſſe au nom
de votre aſſemblée. Il a toujours été l'obje
de ma vénération; & je ne voudrois pas, ſan
néceſſité, me permettre un mot qui pût lu
cauſer un moment de chagrin. Mais vous
n'ignorez pas que ſon jugement autrefois ſ
net, a éprouvé quelque altération phyſique
La complaiſance qu'il a eue de ſe prêter à vo
deſirs dans cette circonſtance, prouve que
ſa tête n'eſt pas encore bien rétablie. C'eſ
une cruauté de votre part de lui avoir forcé

main pour ſigner cette adreſſe. Mais la
te en retombera ſur vous, & non ſur lui,
il eſt innocent.

Il eſt d'uſage de mettre ſon nom au bas
s écrits conſacrés à l'utilité publique. D'ail-
rs comme l'adreſſe eſt ſignée & avouée,
uteur des obſervations que l'on vient de
e, ne veut point reſter caché, tandis que
Antagoniſte ſe montre à découvert. En
nſéquence il a laiſſé ſon nom à M. Dunlap
Imprimeur de cette Feuille), pour être
mmuniqué à tout Membre de votre aſſem-
e qui le demandera de votre part, & qui
ſera le ſien à M. Dunlap.

III. *Autre Lettre ſignée* PHILADEL-PHIENSIS.

aſſemblée pour les *ſouffrances* dans la Pen-
ilvanie & le Nouveau Jerſey, en faveur
e la Société du peuple appellé Quaker.

Votre derniere adreſſe à l'aſſemblée de la
ſilvanie, dans laquelle vous demandez des
mptions & des priviléges particuliers pour
re Société, eſt d'une nature trop ſérieuſe
r ne pas fixer l'attention générale, &
r ne pas fournir matiere à la plus rigide
ſure. Ne ſoyez donc pas ſurpris ſi on
que cette adreſſe de tous côtés. Il eſt
'intérêt & même du devoir de tout Mem-
honnête de la communauté, de démon-
la fauſſeté de vos raiſonnemens, & de

faire voir à l'Univers que quels que ſoien
les principes dont vous faites profeſſion, loi
que votre conduite réſulte de ces principes
elle ſe regle entiérement ſur le tems & le
circonſtances. Il ſeroit très-facile de prouve
la légitimité d'une Guerre défenſive, mêm
d'après l'Ecriture-Sainte, pour laquelle vou
affectez d'avoir tant de vénération: nous y
voyons en effet qu'elle eſt ſouvent encou-
ragée & ordonnée par Dieu lui-même, qui
en toute occaſion, a été l'allié de ſon peupl
tant qu'il a continué de marcher dans les ſen-
tiers de la vertu; & que Dieu a daigné mêm
donner le ſignal de l'attaque & des inſtruc
tions particulieres pour la conduire. Mais i
n'eſt pas beſoin de ces preuves, parce qu
la légitimité d'une Guerre défenſive eſt re-
connue par tout ce qu'il y a d'hommes ci-
viliſés ſur la terre, à l'exception de vous &
de deux ou trois autres Sociétés peu con-
ſidérables, qui ne jugent que d'après de
fauſſes connoiſſances, ou qui ne ſont gou-
vernées que par des principes de politique
charnelle ou de poltronerie. Vous établiſſez
modeſtement une opinion contraire à celle
de preſque tout le reſte du monde; & vous
demandez à être exempts de toutes les dé-
penſes & fatigues auxquelles on eſt néceſſai-
rement expoſé dans une guerre, tandis qu'en
même tems vous prétendez à la jouiſſance de
tous les priviléges, de toutes les libertés,
& de toute la ſûreté pour les perſonnes &

propriétés qui coûtent ſi cher aux autres.
uel eſt le motif dont vous appuyez de ſi
anges prétentions? c'eſt toujours cette pau-
*conſcience* dont vous ne pouvez pas, dites
us, étouffer la voix!
Hé bien, laiſſez-moi examiner de près
re conſcience. N'ayez point peur. Je ne
x point lui faire de violence; mais de
me qu'on peut connoître l'arbre par ſon
t, il eſt poſſible de connoître la conſcience
les actions qu'elle ſuggere ou qu'elle per-
. Vous dites donc que cette conſcience
vous permet point de porter les armes,
rouver ou de payer un ſubſtitut pour cet
et, de payer les taxes pour faire la guerre,
n de rien faire ou rien dire qui tende à
ter une guerre ou à la continuer ſi elle
ommencée. C'eſt ce que vous avez tou-
s prétendu; & toujours vous avez pris
d ſoin de mettre en avant vos diſpoſi-
s pacifiques. On a entendu même tout ré-
ment, lorſque votre adreſſe fut préſentée
Chambre, un des *Amis* qui faiſoit partie
ortege, dire que ſi ſoulever une paille
oit faire tort à l'Amérique, les *Amis* ne
roient point; cette proteſtation rappella
mémoire de l'un d'eux un événement
il a été témoin, & qu'il rapporta à peu-
dans les termes ſuivans.
Tandis que l'armée Angloiſe étoit en
Ville, un Soldat de cette armée paſ-
derriere ma maiſon, vit du bois que je

venois d'acheter & en prit une buche. Je lui demandai ce qu'il vouloit faire de cette buche. Alors il la jetta par terre, & me demanda s'il pouvoit la prendre; j'y consentis mais à condition qu'il me diroit à quel usage il la destinoit. Il répliqua qu'elle paroissoit propre à se bien fendre, & qu'il en feroit de bons cerceaux de cantine; sur quoi je lui dit : quand j'ai consenti à te donner cette buche, j'ai supposé que tu en avois besoin pour ton chauffage ou pour quelqu'autre nécessité de la vie. Mais comme j'apprens que ton dessein est d'en faire des *ustensiles de guerre* tu ne l'auras pas de mon consentement. Et en effet, le Soldat ne l'emporta point ».

Je n'avois jamais entendu dire qu'une *cantine* fût un ustensile de guerre; je suppose qu'elle ne l'a été que depuis la *bataille de Caques*; cela soit dit en passant.

Après avoir établi clairement vos principes d'après votre conscience, examinons actuellement votre conduite; je veux dire, celle de la Société à laquelle vous appartenez. Il fut un tems où une assemblée de *Quakers* de cette Province passa une *Loi de Milice*. Dans ce tems là les *principes* des *Amis* étoient aussi purs qu'ils le sont aujourd'hui : leurs *protestations* étoient les mêmes; & cependant, malgré ces principes & ces protestations, cette assemblée passa cette loi dans l'intention expresse de faire la guerre. Beaucoup de gens encore vivans, & de cette Ville, ont été té-

oins de la conduite de votre Société dans ffaire de *Paxton*. La maiſon où vous vous emblez, rue du Marché, fut le lieu du ndez-vous; on y garda les proviſions & munitions pour les Soldats. Les *Quakers* rs, par forme de protection & d'encou- gement, leur fournirent du vin & des li- eurs fortes. Pluſieurs de la Société prirent armes en cette occaſion : un de vos Mem- es porta ſi loin le zele, qu'au lieu d'un fuſil, en portoit deux. Voilà pour les anciens ns.

Quelle a été votre conduite depuis que guerre actuelle eſt commencée : lorſque us avons eu beſoin de votre aſſiſtance, us nous avez dit les mêmes choſes que s nous répétez aujourd'hui : vous nous z parlé de vos *principes pacifiques*, de votre *oignage donné contre les guerres & les com-*, *des liens qui vous attachoient à une vie ible & tranquille*, &c. &c. Mais au lieu uivre ces principes & ce (*a*) *témoignage* vous auroient fait tenir la *neutralité la ſtricte*; vous avez publié des *témoignages* ieux, & tournés aſſez artificieuſement r en impoſer aux gens ſimples ſur votre tralité, mais par leſquels les Chefs de votre iété étoient induits à ſe déclarer contre s & en faveur de nos ennemis. La con-

(a) Ce terme pour les Quakers tient lieu de celui erment.

duite de plusieurs de vos Chefs fut si révoltante, que pour la sûreté de la République, on crut ne devoir plus les laisser vivre au milieu de nous, & qu'en conséquence ils furent bannis à Winchester dans la Virginie.

Lorsque l'*armée Angloise* a eu besoin de votre assistance, vous la lui avez donnée. Nous savons par des personnes qui étoient alors dans cette Ville, que ses Soldats étoient sur le point de se mutiner faute de paye. S'ils en fussent venus à cette extrémité, la guerre auroit été bientôt terminée; mais pour prévenir un tel événement, beaucoup de Membres de votre Société fournirent à l'armée Angloise une somme d'argent considérable, ce qui la sauva de l'embarras où elle se trouvoit. Dans cette circonstance, qu'étoient devenues vos *consciences timorées?* Certes, on ne pouvoit pas ignorer que l'*armée* avoit besoin d'argent pour des *projets de guerre*, & cependant votre conduite alors ne nous fit rien voir « de cette adhérence constante aux principes pacifiques & de ces promesses de ne point se mêler de guerre ni de combats, fondés sur les préceptes & les exemples du Prince de paix ».

Etoit il, dans vos principes de paix, de servir *de Pilotes aux vaisseaux ennemis*, dans l'intention expresse de leur montrer où étoient les Américains pour qu'on pût les tuer? Non certainement. C'est pourant ce qu'ont fait plusieurs gens de votre société, & je ne dis

oint ceux de la plus baſſe claſſe ; mais quel-ques-uns des plus notables. Un d'eux, de la province de Cheſter, eſt aujourd'hui en priſon dans cette Ville pour cet horrible crime, & la preuve eſt donnée ſous ſerment par une des perſonnes même à qui il a ſervi de Pilote.

Lorſque pour la premiere fois on donna cours au papier monnoie continental, pluſieurs de vos Membres s'excuſerent d'en recevoir parce que ce papier circuloit pour *des projets de guerre* : en cette occaſion ils alléguerent encore leur conſcience ; mais vous vous dans ce moment-ci, n'en recevez-vous pas journellement, ſans alléguer de pareils motifs & ſans avoir le moindre ſcrupule ſur la choſe? A préſent, comparez ces traits inconteſtables de votre conduite & beaucoup d'autres dont vous pouvez aiſément vous reſſouvenir, avec les principes que vous avez uniformement affichés comme étant ceux par leſquels vous devez vous gouverner ; & dites nous s'il eſt bien étonnant que certaines gens regardent votre témoignage comme un maſque dont vous couvrez vos deſſeins indieux, & votre Religion comme n'étant autre choſe qu'un ſyſtême de politique & de commerce.

Mais en ſuppoſant que vous ſoyez auſſi honnes gens que vous le prétendez, pouvez vous nier que vos principes ne tendent directement à la deſtruction totale de tout gouvernement, & que ce ne ſoit envain que

vous voulez acquérir des propriétés, puiſque ne pouvant pas les défendre, elles ſont ſujettes à être enlevées par le premier uſurpateur? Peut être eſperez-vous que vos propriétés ſeront défendues par d'autres dont les principes ne répugnent point à faire la guerre; mais vous êtes donc bien injuſtes & bien peu généreux de ſouffrir que d'autres protegent votre propriété à leurs dépens & au riſque de leurs vies. D'ailleurs d'après vos principes, il ne vous eſt pas permis de poſſéder aucune propriété qui ait été laiſſée en vos mains par le moyen d'une guerre; cependant je ſuis très-porté à croire que vous auriez beaucoup de répugnance à la rendre, & que ſi l'Etat vous en retenoit une partie, comme droit de *Salvage* vous en feriez note dans le livre des *ſouffrances*.

A préſent, dites-moi, ſur quel principe vous avez préſenté une adreſſe à l'Aſſenblée? La regardez-vous comme *repréſentant légalement le peuple*? Si vous la croyez telle, vous devez vous ſoumettre patiemment & en ſilence à toutes les loix qu'il lui plaît de faire, vous ſouvenant qu'elle tient ſes pouvoirs de Dieu, & qu'en qualité de Chrétiens vous êtes obligés de vous ſoumettre à toutes les loix de l'homme pour l'amour de Dieu. Si vous ne conſiderez point cette Aſſemblée comme repréſentant le peuple, vous avez tort de vous adreſſer à elle, parce que par-là vous paroiſſez du moins la reconnoître pour

nos Repréſentans légaux & légitimer ſon uſurpation & ſa tyrannie, ce qui eſt un péché de votre part. Enfin vous tombez dans tant d'inconſéquences & d'abſurdités, qu'il faut abſolument que je croye ou que vous n'avez point du tout de principes, ou que vous en changez à toute heure. Si vous tenez à quelques principes, ſoyez y fidelement attachés & ceſſez de vous rendre mépriſables par une conduite qui y répugne & par une duplicité qui ſent trop la ſervitude.

*Le* 15 *Août* 1778.

Un Habitant de Philadelphie.

LES pieces que vous venez de voir, Monſieur, peuvent ſuffire pour vous faire connoître la grande querelle qui agite aujourd'hui la Penſylvanie & quelques portions des Etats de Jerſey & de Maryland. Vous jugerez ſûrement, comme moi que ces Quakers ſont une eſpece bien dangereuſe pour un Etat menacé ou agité de quelques convulſions. Quelques bonnes gens qu'ils puiſſent être en tems de paix, je ne ſais ſi un Gouvernement quelconque pourroit, en bonne politique, s'expoſer à tout le mal que leurs principes peuvent lui faire dans un moment de danger, pour profiter de l'utilité qu'il y a à tirer d'eux quand tout eſt parfaitement calme & tranquille. Si les gens d'Egliſe, ſi les Juifs ne prennent point parti dans les

troupes du Souverain chez lequel ils vivent, au moins ils contribuent de leur argent au ſuccès de ſes armes, & ils y joignent le concours de leurs prieres & de leurs vœux. Mais les Quakers ne veulent pas plus qu'on ſatisfaſſe pour eux à ce devoir, qu'ils ne veulent y ſatisfaire eux-mêmes. Combien de Monarchies ou de Républiques, qui ſe ſont heureuſement ſoutenues juſqu'à ce jour, auroient ſubi le ſort le plus déplorable de la part de l'injuſtice ou de l'ambition, ſi elles n'eûſſent eû que des Quakers pour défenſeurs! Je ne vois qu'une Puiſſance ſur terre à qui il puiſſe convenir d'avoir ſous ſes loix un peuple ainſi conſtitué: c'eſt la Ruſſie; parce qu'elle pourroit en fonder une Colonie à pluſieurs milliers de lieues du bruit des armes, & hors de la portée même de s'appercevoir des ſecouſſes qui ébranlent quelquefois cet Empire. A des gens qui ne veulent rien rendre au Gouvernement dont la protection les fait jouir du bonheur d'exiſter, il importe fort peu de ſavoir par qui ni comment ils ſont gouvernés. La Sibérie eſt la vraie patrie des Quakers.

J'ai vû depuis peu une lettre écrite de Lancaſtre en Penſylvanie, par laquelle on mande que malgré la rigueur dont le Congrès eſt obligé d'uſer envers ces ſectaires, ils refuſent opiniâtrément de prêter le ſerment du *teſt* ou d'allégeance au Congrès, & d'abjuration du Gouvernement Britannique. Leur

Convention générale aſſemblée à Philadelphie a publié une déclaration, portant qu'ils ne peuvent point ſe ſoumettre aux réquiſitions du Congrès, ni ſe mêler en aucune maniere d'élever ou d'abattre un Gouvernement : qu'ils ne s'uniront point à l'eſprit de contention & de querelle qui règne actuellement en Amérique ; & qu'ils eſperent qu'une paiſible uniformité animera tous leurs freres au milieu des déſordres qui agitent les différentes parties de ce continent.

Ils ne peuvent pas ſe déclarer en termes plus exprès les ennemis des Etats-unis. Certes l'Angleterre auroit lieu de ſe repentir de n'avoir point encouragé l'accroiſſement de cette ſecte, au point d'en faire la Religion dominante en Amérique, ſi elle n'avoit pas éprouvé dans les autres guerres ſoit contre la France ſoit contre les Sauvages, les fâcheux effets de ſa ſuſpecte neutralité.

Dans le tumulte dont le triomphe de Keppel vient de remplir la ville de Londres, les Américains ont été un peu vengés de leurs griefs contre les *Quakers* & leurs dangereux principes, dont la populace Angloiſe s'eſt fait juſtice elle-même. Suivant leur uſage, aucun d'eux n'avoit voulu illuminer ſes fenêtres, par la raiſon qu'il n'y avoit point d'ordre ſupérieur pour le faire, & que c'étoit obéir au caprice d'une multitude inſenſée. Cette multitude a caſſé toutes leurs vitres, parce qu'il ne lui convient point de s'ex-

pliquer autrement, & que peut-être elle ignore juſqu'aux raiſons dont elle pourroit juſtifier ſes procédés arbitraires. Car elle eût pû répondre que dans de pareils cas, aucune loi n'ordonne de réſiſter à la violence, lorſqu'on peut la ſatisfaire par une action indifférente: que ſon motif étoit louable, & qu'en ſe mutinant contre elle on riſquoit imprudemment de l'irriter: qu'il eſt des occaſions où les citoyens ſe doivent entr'eux l'expreſſion ſpontanée de leurs ſentimens: que le refus de mettre une chandelle à ſa fenêtre, indique une mauvaiſe volonté, pareille à celui de s'unir par des cris de joie à ceux du peuple, dans les momens qui ne permettent point à la joie de chacun de ſe concentrer. Toutes ces raiſons & quelques autres, ayant été ſignifiées aux Quakers par des grêles de pierres, il leur en a coûté beaucoup plus que des chandelles pour ſe garantir des injures de l'air. Quoiqu'ils ſe faſſent un cas de conſcience de payer la dixme, car les Curés ne peuvent la lever ſur eux que par exécution, ils ſe ſont vûs obligés d'en payer une très-forte aux Vitriers pour rétablir leurs fenêtres, dont le montant, il eſt vrai, leur ſera rembourſé, ſous le titre de ſouffrances, par les collectes annuelles de leur Société. Les plus conſidérables d'entr'eux ont porté leurs plaintes au corps du Magiſtrat de Londres; mais il leur a été répondu qu'on ne pouvoit point prendre connoiſſance de leurs griefs; & qu'ils

'avoient que ce qu'ils avoient mérité par eur ridicule opiniâtreté.

Je dois pourtant avouer, Monſieur, que es griefs des Quakers ne ſont pas tout-à-fait énués de raiſon. Comme il les ont expoſés lans les papiers publics, j'en ai relevé quel- ues traits auxquels je n'ai point pû refuſer non ſuffrage. Je vais vous rapporter les plus rappans : c'eſt un Quaker qui parle : » Nos ncêtres n'ont jamais ceſſé de guéroyer pour a vérité & le bon ſens, contre les innova- ions, l'inconſéquence & la fauſſeté : pluſieurs e leurs ſucceſſeurs ſont enrollés de bonne- oi dans la même cauſe ; & aſſurément il faut n courage plus qu'ordinaire, pour y reſter ermement attaché, & ſur-tout quand on a n tête de pareils adverſaires «.

» On devroit plutôt nous louer & nous écompenſer de la réſiſtance que nous op- oſons aux volontés d'une populace tumul- ueuſe, qui met le déſordre à la place de ordre par-tout où elle ſe porte. Nous mé- tons des indemnités & non pas des inſultes & es reproches. Ce n'eſt point ainſi que des amis e la paix, de la vertu, de la regle & de tous s heureux fruits de la civiliſation auroient été aités à Sparte & à Rome où qu'ils le ſeroient ans d'autres Etats modernes, qui ſavent ap- écier les vraies qualités ſociales «.

» Nous devions, dira-t-on, nous joindre ux démonſtrations publiques de joie, excitées ar la glorieuſe juſtification de l'Amiral Kep-

pel. Mais eſt-on certain que cette joie ait été plus réellement ſentie par tous ceux qui ont éclairé leurs fenêtres, que par nous, qui avons refuſé de le faire ? Perſonne n'a vû cet heureux événement avec plus de plaiſir que nous. L'innocence reconnue, la juſtice rendue à un grand homme, eſt-il rien de plus capable de remplir de contentement & d'admiration des cœurs ſur qui la vertu a les plus grands droits ? «

» Mais j'oſerai demander ce qu'il y a de commun entre des illuminations accompagnées d'exploſions de poudre, plus ou moins bruyantes, & la joie parfaite du cœur. Eſt-ce que dans une Ville bien policée, il devroit dépendre d'une populace aveugle & ivre, de regler à ſon gré la manifeſtation de cette joie ? Faut-il qu'elle éclate en mettant dans les plus grands riſques les malades, les infirmes, les vieillards, ſuivant le caprice d'une troupe de ſéditieux ou de gens mal-intentionnés ? «

» Si je conſidere la choſe ſous le côté politique, eſt-il rien de plus abſurde qu'une pareille conduite ? Nos ennemis ne manqueront pas d'obſerver que nous ſommes bien avides des occaſions de nous réjouir. C'eſt que les Anglois, diront-ils, ne connoiſſent gueres encore les douceurs de la victoire. S'ils avoient eû des triomphes plus fréquens ou plus importans, on ne les verroit pas ſaiſis d'une ſi extravagante frénéſie, parce que

eppel l'emporte ſur Palliſer. Nous avons
it plus de folies pour cet événement
urement intérieur, que pour la prétendue
ctoire du 27 Juillet qui y a donné lieu.
étoit ſi peu clair alors que nous eûſſions
attu les François ; & au contraire il pa-
oiſſoit ſi évidemment que c'étoit notre ar-
ée qui avoit été battue, que la nouvelle
n fut accueillie de la ville de Londres preſ-
ue avec indifférence, en comparaiſon au
oins des tranſports où nous a jettés l'iſſue
un immenſe procès, qui aux yeux de tous
s gens raiſonnables ne fait que rendre la
noſe encore plus problêmatique, ſi même
le ne fait point le plus grand tort à la ré-
utation de l'Amiral Keppel. En effet, puiſ-
u'il eſt démontré qu'au premier choc il avoit
attu l'armée navale de France, il s'enſui-
roit qu'il mérite la mort pour n'avoir pas
cepté le combat qu'elle lui a préſenté dans
près midi, après lui avoir laiſſé l'avan-
ge du vent, & pour avoir remis la partie
lendemain. On ne peut le juſtifier qu'en
ſant qu'une partie de ſon eſcadre étoit trop
altraitée ; mais je répondrai que pour une
ctoire ſemblable, il ne faut point une bril-
r une Ville comme un Soleil, & qu'on
roit pû faire de l'argent qui y a été em-
oyé, un uſage tout à la fois plus raiſon-
ble & plus digne de l'Amiral Keppel.
ondres compte environ cent trente mille
aiſons. Si on a brulé aux fenêtres de cha-

cune pour un shelling de chandelles, la dépenſe des illuminations aura été de ſix mille livres ſterling, dans leſquelles je ne comprends point celle des vitres caſſées. Il y avoit certainement bien des manieres plus ſenſées d'employer cette ſomme, quand ce n'eût été qu'en gratifications pour les pauvres matelots que le feu des François nous a eſtropiés, & à qui une telle douceur perſuaderoit qu'ils ſont ſortis vainqueurs du combat, bien plus efficacement que les petards & les fuſées dont leurs oreilles ont été fatiguées & peut-être bleſſées. Il me reſte une queſtion à faire pour mon inſtruction. Nous n'avons pas eu toujours des vitres à nos fenêtres : ce fut, je crois, ſous le règne d'Eliſabeth, qu'en commença l'uſage. Elles ne furent connues que quand le Duc de Buckingham, à ſon retour de Veniſe ſous Charles II, eut introduit chez nous la premiere manufacture de verrerie. Je voudrois ſavoir comment, avant ce tems-là, le peuple d'Angleterre faiſoit éclater ſon contentement, puiſqu'il n'y avoit point de vitres à caſſer ? «

» Que nous ſommes petits, ridicules & abſurdes dans nos tranſports de joie, ſi nous les comparons avec les ovations & les triomphes des Romains ! «

*Signé* W. PENN.

*Remarques hiſtoriques ſur les derniers Conſeils de guerre dans la Marine*

» Au commencement de l'avant derniere guerre, les Amiraux Mathews & Leſtock eurent du deſſous dans une affaire qui ſe paſſa dans la Méditerranée. Ils s'accuſerent mutuellement : Leſtock, comme Officier inférieur, fut interdit & envoyé à Londres par l'Amiral Mathews ſon ſupérieur. Un Conſeil de guerre tenu pour les juger, déchargea honorablement Leſtock qui ne s'étoit point battu. Matthews qui s'étoit battu fut condamné. Le Roi George II eſt mort ſans avoir jamais pu comprendre ce paradoxe naval «.

» L'Amiral Byng eſſuya pareillement un échec dans la Méditerranée au commencement de la guerre derniere : du moins il ne réuſſit point dans l'expédition pour laquelle il étoit envoyé. Il eut l'imprudence de donner les plus grands éloges à la bravoure de l'Amiral (Weſt) qui commandoit ſous ſes ordres, de ſorte que tout le poids de l'accuſation tomba ſur Byng, qui fut condamné par un Conſeil de guerre à être fuſillé. L'arrêt de mort fut exécuté ; quoique juſqu'à préſent aucun homme ſenſé & impartial n'ait jamais pu trouver la cauſe d'un pareil jugement, ſoit dans les pieces de ſon procès, ſoit dans les mémoires du tems «.

» Le Capitaine Brereton (*a*) eſt le ſeul homme vivant qui ait été jugé deux fois par un Conſeil de guerre. Le premier fut tenu il y a plus de vingt ans dans l'Inde par cinq capitaines : & l'autre l'année derniere devant Falmouth, par trois Amiraux & dix Capitaines. Dans tous les deux il a eu la mortification de voir ſa conduite blâmée. Il eſt pourtant difficile de trouver les motifs de ſa condamnation dans les écrits qu'il a publiés pour ſa juſtification «.

Il convient de garder le ſilence ſur le procès de l'Amiral Keppel juſqu'à ce qu'il ſoit imprimé avec permiſſion. C'eſt alors que le public pourra en parler avec connoiſſance de cauſe «.

On en imprime deux éditions qui ſeront les ſeules dignes de foi. L'une par la permiſſion de l'Amiral Keppel, chez le Libraire *Almond*: c'eſt celle de *Blanchard* & non de Blandemore: l'autre par ordre de l'Amirauté, chez le Libraire Cadell. C'eſt celle-ci, dont la copie doit être produite devant le Parlement. La minute eſt de 1800 pages *in-folio*. On voit par cette maniere de penſer des Anglois, & par le parti qu'ils prennent d'attendre les éditions annoncées de ce fa-

(*a*) C'eſt le Commandant du vaiſſeau le *Duc*, de 90 canons, qui ne donna point dans l'affaire du 27 Juillet dernier. Il a été condamné pour négligence de ſes devoirs occaſionnée par ſon ivrognerie.

neux procès, que tout ce qui en a paru juſ-
qu'ici ne mérite aucune confiance.

## *Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre* 1778.

De Boſton le 11 Janvier 1779.

Jeudi dernier, quatre de ce mois, eſt arrivé
ci de New-York, & en dernier lieu de New-
London, le Capitaine Burke, qui avoit été
lépêché à New-York par notre Bureau de
a Marine ſur un vaiſſeau Parlementaire, ainſi
que le Capitaine Greely de cet Etat. Le pre-
nier étoit à bord d'un ſchooner & a amené
oixante-ſept Américains priſonniers. Le ſe-
ond étoit ſur un ſenau, & en a conduit plus
e deux cents à New-London. Nos malheu-
eux Compatriotes ſont revenus dans un état
e maladie & de langueur, bien propre à
onfirmer tout ce qui a été dit de l'inhu-
anité avec laquelle les Anglois ont traité
eurs priſonniers. Pouſſés pour la plupart par
es motifs de vengeance, & entraînés par
ne cruelle politique, ils faiſoient mourir ces
riſonniers faute d'air & de nourriture, pour
es forcer d'entrer à leur ſervice. Cette bar-
arie a été exercée par les Officiers Anglois
ès le commencement de cette guerre, qui
mprimera une tache éternelle ſur le carac-
ere de la Nation Angloiſe. On s'étoit per-
uadé que la conduite toute différente des
Etats-unis envers les Anglois nos priſonniers,

& la douceur ſans exemple avec laquelle nous les avons tous traités, auroient à la longue touché le cœur de nos ennemis & les auroient fait changer de conduite à l'égard des malheureux Américains, bien malheureux en effet d'être livrés à la merci d'un ennemi ſi féroce. Mais rien n'a pu amollir ſon ame farouche. Le Lord Howe a été tout auſſi cruel envers eux, qu'aucun autre Commandant Anglois; & malgré toutes ſes prétentions à une généroſité & une humanité peu communes, il a ſouvent fait voir qu'il avoit un cœur dur & dénué de tout ſentiment de compaſſion.

Le Public aura bientôt une Relation détaillée de toutes ces choſes : alors il jugera de la différence qu'il y a entre les procédés de la Grande-Bretagne & ceux de l'Amérique; & il ſera en état de rendre juſtice aux caracteres particuliers des Officiers généraux, employés reſpectivement par ces deux Puiſſances.

Pluſieurs de nos Compatriotes qui ſont venus à bord du vaiſſeau Parlementaire dont il vient d'être queſtion, confirment les nouvelles que nous avions déja reçues, ſavoir, que le gros canon avoit été retiré de New-York & envoyé en Europe ſur deux grands vaiſſeaux chargés d'artillerie. Ils nous apprennent auſſi qu'une grande partie des troupes que la Grande-Bretagne y avoit à ſon ſervice, ont été embarquées pour les iſles d'Amérique ſous les ordres du Général Grant :

u'un autre corps ſous le commandement du Colonel Campbell (celui qui a été priſonier pendant pluſieurs mois dans cet Etat), aroiſſoit deſtiné pour la Floride.

Ils ajoutent que l'armée & la flotte Angloiſe toient réduites depuis quelque tems à demie ation, à cauſe de la rareté des proviſions: que eaucoup des vaiſſeaux de proviſions envoyés 'Europe avoient manqué : qu'on préſumoit ue quelques-uns d'eux avoient été pris en uittant les côtes d'Irlande ou d'Angleterre, ar des vaiſſeaux François ou Américains : ue le bruit couroit à New-York & qu'on croyoit que le Comte d'Eſtaing en avoit ris ſept ou huit : qu'un gros vaiſſeau muitionnaire avec un aſſortiment de dix-ſept oiles neuves & d'agrès en proportion avoit choué à huit lieues au ſud de Sandy-Hook: ue nos gens en avoient recueilli une grande artie : que les ennemis regardoient cette perte omme la plus conſidérable de cette eſpece u'ils euſſent faite pendant la guerre : qu'il avoit à New-York ſept vaiſſeaux de guerre nglois, de différentes forces, ſans mâts, dont eux vaiſſeaux de ligne: que parmi les autres aiſſeaux de force inférieure ſe trouvoient le *artar* & le *Perſeus* : qu'on manquoit d'agrès & e mâts pour réparer ces vaiſſeaux : que les cales, même ceux de qualité & de force inféieures, étoient très-rares & fort chers : que uoiqu'on eût pris pour le ſervice public tout aiſſeau qui pouvoit porter cent hommes,

on ne pouvoit pas trouver la moitié de ce qu'il en falloit pour embarquer les troupes, le bagage, les marchandiſes, les Torys, &c. qu'il y auroit à retirer de New-York en cas d'une évacuation: que probablement c'eſt ce qui a empêché que juſqu'ici cette évacuation n'ait eu lieu : que le beurre coûtoit trois ſous ſterling la livre : les coqs d'inde le même prix, & le beuf trois ſchellings argent du pays : que les étoffes, &c. étoient également à un haut prix, parce qu'il y en avoit peu & d'une qualité inférieure : que le reſte étoit en dépôt dans les Magaſins, en attendant la premiere occaſion de le tranſporter dans quelqu'autre lieu, les Torys déſeſpérant de garder long-tems cette place : que cependant ils parloient avec plaiſir de pluſieurs moyens dont ils avoient profité pour vendre quelques-unes de leurs marchandiſes ſur le continent, & particulierement dans le Connecticut, en les faiſant paſſer par Long-Iſland : que les ennemis faiſoient quelquefois ſonner leurs bourſes en préſence des priſonniers Américains, & leur diſoient « ceci commande à votre pays & nous procure ce qui nous manque » : que néanmoins ils ne paroiſſoient pas jouir à préſent de tout ce dont ils avoient beſoin, n'ayant pas la plus légere eſpérance de réduire l'Amérique: que les Torys commencent à regretter leur patrie qu'ils ont non-ſeulement abandonnée, mais contre laquelle ils ſe ſont déclarés ouverte-

ent; & que déſeſpérant aujourd'hui d'y reſ-
: avec les Anglois comme vainqueurs, ils
roiſſoient ſouhaiter d'y être rétablis avec
réputation de bons ſujets : que ces mêmes
orys ſe flattent modeſtement que leurs Com-
triotes qui ſe ſont expoſés à tant de dan-
rs, & qui ont épuiſé leur ſang & leurs tré-
rs pour maintenir les priviléges de ces Etats,
udront bien oublier tout le paſſé & récom-
nſer les entrepriſes parricides des Torys,
partageant avec eux tous les priviléges
e ceux-ci ont deſiré ſi ardemment de dé-
uire.

Enfin la ſéparation des armées Angloiſes
r le continent de l'Amérique, lorſqu'elles
ront fait la conquête d'un cimetiere pour
urs troupes, ſous le perfide climat de la
eorgie, les diminuera ſi prodigieuſement,
e par-tout où elles ſeront attaquées, elles
urront riſque d'éprouver le ſort de Bur-
yne. Mais peut-être le Congrès prendra-t-il
réſolution plus ſage de les laiſſer s'épuiſer
r les fatigues d'un ſervice toujours actif, &
r les dégoûts d'une vie captive & miſé-
ole, au ſein de la liberté & de l'abondance.

*pperçu politique ſur les affaires de l'Angle-*
*terre, du 20 au 24 Février.*

Les conditions de l'emprunt de ſept mil-
ns ſterling pour le ſervice de l'année cou-
nte, ſont tellement déſavantageuſes & ſi

allarmantes relativement à nos opérations futures, puiſqu'enfin nous ne ſommes encore qu'à la premiere année d'une guerre dangereuſe, qu'on ne peut s'empêcher de fixer l'attention du public ſur un objet auſſi intéreſſant. L'annuité de 29 ans ſeroit certainement à bon marché à 14 années du produit (l'intérêt de l'argent étant eſtimé à cinq pour cent). Néanmoins, pour éviter toute chicane, nous la mettrons à 12 ans, qui étoit ſon prix le 20 de Février, jour auquel le marché pour l'emprunt a été conclu. Ce prix étoit ſans proportion avec les autres fonds, leur intérêt n'étant que de cinq pour cent : diſproportion qui eſt venue de ce qu'on en avoit mis indiſcretement ſur la place une trop grande quantité.

| | |
|---|---|
| Une action de 100 liv. rapportant trois pour cent, au prix actuel des fonds à trois pour cent..... | 61 |
| Annuité de 3 liv, 15 ſols pour 29 ans, ſur le pied de 12 années de ſon produit..... | 45 |
| Un bénéfice de deux cinquiemes d'une année de l'intérêt & de l'annuité, provenant de ce que l'intérêt & l'annuité ci-deſſus commencent à courir du 5 Janvier dernier, tandis que l'argent de l'emprunt ſe payera par échéances, la premiere commençant en Mars, & la derniere finiſſant en Decembre. | 2 14 |

Pour le profit à faire ſur ſept
ets de lotterie attachés à chaque
ıme de 1000 liv. prêtée au Gou-
nement, ledit profit de 3 liv.
billet, faiſant 21 liv. pour les
t, & pour l'action de 100 liv. 2 2

En conſéquence, pour 100 liv.
tées au Gouvernement, le Prê-
r reçoit..... 110 16

Ce qui fait une prime de 10 liv. 16 ſ. par
t, en mettant les articles au prix qu'ils
ient le jour de la concluſion du marché.
ntérêt & l'annuité montant à 472,500 liv.
ır l'année, y compris la perception, la
ie & les frais de Banque, exigent une
e qui produiſe un demi-million par an.
*demi-million par an d'intérêt & d'annuité*
*r ſept millions de capital. Que le public liſe*
*tremble!*

l faut convenir que le Roi tient dans ce
ment-ci une conduite bien ſinguliere.
ne peut ignorer que les Généraux Howe
Burgoyne ne ſerviront point ſous le Lord
rmaine, & que le Général Clinton a de-
ndé ſon rappel: que l'Amiral (*a*) Keppel,

*a*) C'eſt ce que l'Amiral vient de déclarer dans
Parlement: ainſi que le Lord Howe.
oici une note lâchée dans les gazettes ſur cette
aration de M. Keppel, par les amis des Miniſtres.
Nous pouvons aſſurer le public que ce n'eſt point

le Lord Howe, &c. ne peuvent ſervir ſous le Lord Sandwich. Cependant, le Roi continue de garder ſes Miniſtres ſans s'occuper des ſuites funeſtes qui en réſulteront. Il y a quatre ans que ſes Miniſtres ou *quelqu'autre perſonne* lui ont conſeillé de n'avoir aucun egard aux remontrances de l'Amérique. Ce mauvais conſeil l'a réduit à l'alternative de ſe ſéparer de ſes Miniſtes ou de ſes Colonies. Il a préféré de garder ſes Miniſtres & il a perdu l'Amérique. Actuellement il ſe préſente un autre embarras. Si nous avons une guerre avec la France ou l'Eſpagne, où

---

Sa Majeſté qui a invité l'Amiral Keppel a avoir une conférence avec elle; mais que c'eſt l'Amiral Keppel qui l'a fait demander au Roi. Cette grace lui ayant été accordée, l'Amiral déclara au Roi qu'il étoit prêt à offrir ſes ſervices à ſon pays; mais qu'en même tems il inſiſtoit pour que certaines perſonnes ſe retiraſſent de l'Amirauté. Le Roi répondit qu'il ne pouvoit ſe déterminer à renvoyer d'anciens ſerviteurs ſans quelque preuve de leur mauvaiſe conduite, ſur-tout lorſque ces ſerviteurs paroiſſoient très-propres à remplir les places qui leur avoient été confiées; & qu'ainſi il étoit bien fâché de ne pas pouvoir à cette condition accepter les ſervices de l'Amiral. Sur cela l'Amiral remit, dit-on, un papier au Roi; mais, quels que ſoient les bruits qui courent, nous ne ſavons pas préciſément combien de tems l'Amiral a fixé à Sa Majeſté pour ſe rendre «. —— Voila ce que font débiter les Miniſtres. Suivant le parti contraire, le papier laiſſé au Roi par l'Amiral, eſt une liſte de trente deux Officiers de diſtinction, qui tous ſont réſolus à remettre leurs commiſſions, ſi la Préſidence de l'Amirauté n'eſt pas retirée au Lord Sandwich.

c ces deux Puiſſances réunies, qui eſt-ce
commandera nos flottes & nos armées?
ſujet eſt trop ſérieux & trop important
r ne pas occuper toute notre attention.
n'eſt pas une queſtion de *prérogative*.
'y a pas dans toute la nation un ſeul
nme que la ſolution de ce problême
*téreſſe*, parce qu'il y va de la fortune &
l'exiſtence de toute la nation, comme
chacun de nous en particulier.
'ouverture du Budget s'eſt faite peu après
l'emprunt a été terminé. Mais de com-
de fanfaronades l'un & l'autre n'ont-il
été accompagnés? Avec quelle affectation
ule on vouloit ne faire l'emprunt qu'à des
litions avantageuſes au public, quoique
es ces grimaces ne ſoient peut-être qu'un
joué entre les parties intéreſſées!
uel eſt l'homme qui voudra placer ſon
nt dans le commerce à cinq pour cent
n acheter des terres, tandis qu'il peut le
er au Gouvernement à un intérêt de
pour cent, ſans riſque d'être pourſuivi
crime d'uſure? Sous quelque face qu'on
ente cette affaire, quelque tournure fa-
ble qu'on veuille lui donner dans le Par-
nt, les choſes ſont exactement comme
venons de les expoſer, excepté que
nnuités valent très-certainement qua-
e ou au moins douze années du produit,
que peut-être le Lord North prétende
les n'en valent que onze. C'eſt à ces

conditions exorbitantes qu'on emprunte ſept millions à des Entrepreneurs & autres gens qui ont gagné un argent immenſe à paſſer des marchés pour la guerre d'Amérique. Mais cette ſomme, toute énorme qu'elle ſoit, eſt bien loin de pouvoir faire face aux beſoins actuels. On tâchera, s'il eſt poſſible, d'emprunter de la Compagnie des Indes un million & demi; & il y aura un vote de crédit pour un autre million. Tout cela ne ſera pas encore ſuffiſant: il faudra lever beaucoup plus d'argent; ſans quoi les penſionnaires & les gens en place tourneront caſaque.

La principale reſſource du Budget eſt une augmentation de cinq pour cent ou d'un ſou pour livre, ſur tous les droits d'acciſe & de douane. Les droits d'acciſe furent introduits par les Stuarts & furent leur code favori, comme ils le ſont ſous le regne actuel Ainſi, les roues de carroſſes, par exemple, qui payent aujourd'hui cinq livres ſterling pour quatre roues, payeront par la ſuite cinq guinées. Une ſomme de dix livres ſterling qu'on payoit ſur la chandelle, ou ſur tout autre article d'acciſe, comme la dreche, &c. ſera dorénavant de dix guinées. En un mot, tous les droits d'acciſe doivent être augmentés de cinq pour cent. On a imaginé d'augmenter les Douanes de la même maniere & de la même ſomme, ſi le montant de ce qui ſe paye pour les remiſes de droits peut être fixé. Ces jours-ci on projet-

d'eſtimer en bloc le produit net des deux
oſitions (la Douane & l'Acciſe) à ſept
ons, dont le ſol pour livre fait trois cents
uante mille livres. Il étoit tout ſimple que
e maniere de compter en bloc fût adop-
car le Lord North aime la beſogne aiſée.
i qu'il en ſoit, la ſomme ne ſuffira pas;
érêt de l'emprunt ſeulement montera à
re cents ſoixante-douze mille cinq cents
s. On reconnoîtra l'année prochaine que
ciſe & les Douanes ne produiſent pas
mme de ſept millions à laquelle on les
cette année, ou par artifice, ou par
rance; par conſéquent, cette augmen-
n de cinq pour cent de tous les droits
ciſe & de Douane, ne donnera point
nme qu'on en attend; & on ſera trompé,
ne on l'a été par le produit des impôts
nnée derniere. Il ſera donc dit que le
er Miniſtre, ou le grand Financier, car
ppelle ainſi quelquefois, ne tirera au-
arti de ſon expérience. Les erreurs de
e derniere ſont pitié. La taxe des mai-
ût évaluée à deux cents ſoixante-quatre
livres: elle n'a pas produit au-deſſus
xante-ſeize mille livres. La taxe ſur les
ſtiques fut eſtimée cent mille livres; elle
s rendu plus de quatre-vingt mille li-
La taxe ſur les encheres avoit été por-
quarante mille livres; elle n'a pas pro-
us de vingt-ſix mille livres. Un homme
e de faire de pareilles bévues, & qui

ſe montre ſi ignorant en taxations & en finances, eſt-il fait pour être Chancelier de l'Echiquier? Mais Sa Majeſté juge à propos de le garder, probablement pour les mêmes raiſons qu'Elle garde le Lord Sandwich & le Lord Germaine, c'eſt-à-dire, parce qu'ils ſont parfaitement ſoumis à un pouvoir inviſible. Ils ſont à la Jenkinſon (les créatures du Lord Bute).

La nature du Budget donne lieu encore aux réflexions ſuivantes.

La dette de la Marine a été miſe le 31 Décembre ſous les yeux de la Chambre des Communes; en conſéquence voici le montant de la dette nationale non fondée, c'eſt-à-dire, aux intérêts de laquelle il n'y a point d'impôts aſſignés.

| | |
|---|---|
| Dette de la Marine au 25 Décembre dernier..... | 5,170,000 l. |
| Billets d'Echiquier..... | 2,000,000 |
| Nouveau papier négociable qui ſera mis en circulation.. | 1,300,000 |
| Déficit du fonds d'amortiſſement en 1778..... | 700,000 |
| TOTAL..... | 9,172,000 |

Cela fait bien neuf millions cent ſoixante-douze mille livres ſterling de dette non fondée, auxquelles le Lord North pourvoira quand il en aura le tems. S'il y pourvoit, l'intérêt & les bénéfices attachés à l'emprunt

pour

r l'année 1779 ſeulement, doivent ſe
ıter à plus d'un million chaque année.
n'y pourvoit pas, il ne doit attendre que
peu de choſe de ſon fonds d'amortiſſe-
t; & il ne peut point eſpérer que les
chés pour la Marine ſoient remplis, à
ns que ce ne ſoit à des conditions qui
eront abſolument le public. Il faut, à
lque prix que ce ſoit, que ces décom-
s ſoient nettoyées pour établir les fonda-
s de ſa nouvelle Jéruſalem, où nul Juif ne
entrer, c'eſt à-dire, pour fonder la baſe du
n très-aiſé qu'il a formé de trouver les
ides dans les revenus de l'année & non
anticipation. Malheureuſement c'eſt ce
l ne peut faire qu'en ceſſant de payer
ntérêts de la dette. Il ne pouvoit pas an-
cer plus clairement que le projet de la
queroute eſt arrêté.

n général, & après l'examen le plus
t de ſes opérations & de ſes reſſources
finances: après la conſidération la plus
euſe ſur l'objet & les conſéquences des
ures actuelles, meſures adoptées témé-
ement & ſuivies pitoyablement par une
ue de gens violens & incapables, meſures
ont rendu la marine de France preſque
le à celle d'Angleterre, & qui ont mis
crédit de nos ſuperbes voiſins de niveau
c celui de la Grande-Bretagne: enfin après
oir mûrement réfléchi ſur la ſituation pré-
te de nos affaires, nous ſommes bien fâ-

chés de dire que la ſeule eſpérance qui nous reſte, eſt que la durée, ou, ſi l'on veut, la vie du crédit public de l'Angleterre ſera courte & bonne; que nous ne devons pas craindre d'être trompés dans cette attente, puiſque nous en pouvons être convaincus par l'empreſſement avec lequel chacun court boire du (*a*) Chaudeau à Saint-James, ſans penſer au lendemain.

*P. S. du 9 Mars.*

On aſſure que le 5 de ce mois les Miniſtres Anglois ont reçu de New-York des nouvelles peu agréables, quoiqu'elles ne contiennent rien de déciſif ou de bien important. En voici la ſubſtance. Les bateaux & barques ſervants au tranſport des troupes ſur les rivieres, ſoit pour remonter ou deſcendre, ont beaucoup ſouffert des glaces, l'hyver ayant été très-rigoureux dans cette partie. Ce qui rend ce malheur plus ſenſible, c'eſt qu'on y manque abſolument de matériaux pour en conſtruire & équiper d'autres. La même diſette de matériaux empêche de rétablir les fourgons & autres équipages de camp. Depuis le départ des détachemens envoyés à la Géorgie & aux Iſles, l'armée eſt beaucoup trop foible pour tenter quelque

(*a*) Breuvage qui ſe diſtribue chez la Reine, pendant le tems de ſes couches, à tous ceux qui ſe préſentent.

epriſe de conſéqence, ou même pour ſe
urer du fourage & des proviſions, qui
nnent plus rares de jour en jour. Cette
on eſt d'autant plus fâcheuſe que Was-
on raſſemble ſes forces avec la plus vive
ır, ce qui fait craindre qu'il n'ait quel-
grand projet en vue.

s nouvelles de la Géorgie ne ſont gueres
favorables. Le Général Campbell eſt en
pour revenir en Angleterre. Il a laiſſé
nmandement au Général Prevôt que le
ral Clinton paroit avoir grand déſir
nforcer en perſonne, en menant avec
Géorgie un gros détachement. Mais il
nende que pendant ſon abſence, ne
t que peu de troupes à New-York, cette
& ſes environs ne ſoient trop expoſés,
me quand il n'y auroit point lieu à ce
, qu'il n'arrivât pas aſſez-tôt dans la
e pour y ſoutenir les amis du Roi.
certitudes étoient cauſe qu'au départ
tres il n'avoit pris encore aucun parti.
e qu'on ſavoit, c'eſt que des corps con-
les d'Américains s'étoient mis en mar-
ur repouſſer le Général Prevôt, &
milieu de ces difficultés le Chevalier
Clinton avoit écrit des lettres préſ-
ux Miniſtres pour obtenir des ren-
ſans leſquels il lui ſeroit impoſſible
intenir ſur le continent, ou au moins
aucune tentative importante contre
éricains.

On débite, mais je n'oſerois point l'aſſu-
rer, que le Lord Sandwich remit ſa place
de l'Amirauté pour paſſer à celle de Secré-
taire d'Etat pour le Nord, vacante par l
mort de Milord Suffolk. Si ce changemen
eſt conſtant, le Roi aura été forcé, tant pa
les atteintes portées au Lord Sandwich dan
les deux Chambres, que par le refus qu
divers Amiraux ont fait de prendre du com
mandement, ſi ce Miniſtre conſervoit le dé
partement de la marine. Les Amiraux Keppe
& Lord Howe s'en ſont expliqués dans le Pa
lement, & les Amiraux Mann & Pocock on
réſiſté aux offres les plus ſéduiſantes qui leu
ont été faites par le Roi lui-même. — Reſte
ſavoir ſi ces Amiraux n'inſiſteront point
comme le Lord Howe, pour que le Lor
Sandwich ſoit renvoyé tout-à fait du Mini
tere, & que le département de l'Amériqu
ſoit retiré au Lord Germaine. Suivant d'au
tres bruits, c'eſt le Lord Stormont qui pren
la place vacante de Secrétaire d'Etat; ma
ce Seigneur s'étant plaint ſi hautement de l
conduite du Conſeil à ſon égard, je croiro
plutôt ceux qui nomment le Comte de Ca
liſle pour remplacer le Lord Suffolk. Cel
me paroît d'autant mieux vû, qu'il faut un
récompenſe ou une indemnité à ce Lord
pour la ridicule miſſion qu'on lui a fait fai
comme Ambaſſadeur auprès du Congrès, d
qu'ayant inſulté la Nation Françoiſe dan
ſes écrits publics, il eſt pleinement animé d

l'eſprit, & doué de la judiciaire du Lord Suffolk, & parfaitement digne de lui ſuccéder.

Le ſept de ce mois l'eſcadre de l'Amiral Hughes eſt partie pour l'Inde, avec treize vaiſſeaux de la Compagnie. La Vengeance de ſoixante-quatorze canons, quelques frégates & deux brulots ont appareillé en même tems pour la côte d'Afrique. On attend, non ſans inquiétude, une flotte conſidérable de la Jamaïque, qui en ſera partie le vingt-quatre ou le vingt-huit Février, ſous le convoi du vaiſſeau de ligne le Ruby.

*Etat général des vaiſſeaux de force Anglois, armés le 2 Mars 1779.*

*Dans la Tamiſe.*

| *Vaiſſeaux.* | *Canons.* | *Equipages.* | *Capitaines.* |
|---|---|---|---|
| London..... | 90 | 750 | Samuel Cornish. |
| Alfred..... | 74 | 600 | Baine. |

*Aux Dunes.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Alexandre..... | 74 | 600 | Kempenfelt. |
| Bienfaiſant..... | 64 | 500 | Macbride. |

*Spithead.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Victory..... | 100 | 850 | Falkner. |
| Formidable..... | 90 | 750 | Baſely. |
| Sandwich..... | 90 | 750 | Richard Edward. |
| Namur..... | 90 | 750 | Milbank. |
| Princeſſe Amélie..... | 88 | 750 | Dent. |

| *Vaiſſeaux.* | *Canons.* | *Equipages* | *Capitaines.* |
|---|---|---|---|
| Terrible..... | 74 | 600 | Curtis. |
| Vengeance..... | 74 | 600 | Clement. |
| Shrewſbury..... | 74 | 600 | Lockhart Roſs. |
| Réſolution..... | 74 | 600 | Ogle. |
| Ramillies..... | 74 | 600 | Digby. |
| Centaure..... | 74 | 600 | Coſby. |
| Robuſt..... | 74 | 600 | Alexandre Hood. |
| * Burford..... | 74 | 600 | Penny. |
| * Superbe..... | 74 | 600 | Simonton. |
| Lenox..... | 74 | 600 | Bennet. |
| * Exeter..... | 64 | 500 | Nott. |
| * Worceſter..... | 64 | 500 | Mark Robinſon. |
| * Eagle..... | 64 | 500 | Duncan. |
| * Warwick..... | 50 | 350 | Collins. |

*Portſmouth.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Prince George..... | 90 | 750 | John Lindſay. |
| Duke..... | 90 | 750 | Charles Douglas. |
| Eliſabeth..... | 74 | 600 | Maitland. |
| Ajax..... | 74 | 600 | Boteler. |
| Hector..... | 74 | 600 | Hamilton. |
| Monarque..... | 74 | 600 | Bowley. |
| Thunderer..... | 74 | 600 | Walſingham. |
| América..... | 64 | 500 | Longfort. |
| Défiance..... | 64 | 500 | Goodall. |

*Plimouth.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Royal George..... | 100 | 850 | Amiral Harland. Halion. |
| Queen..... | 90 | 750 | Iſaac Preſcott. |
| Foudroyant..... | 80 | 600 | Curtis. |
| Bedford..... | 74 | 600 | Affleek. |
| Belleiſle..... | 7 | 600 | Brooks. |

(*) Ceux qui ſont marqués d'un aſtériſque ſont deſtinés pour l'Inde, ainſi que le *Belliſle* qui eſt à Plimouth. Ils ſeront commandés par l'Amiral Hughes.

## *Golfe de Biſcaye.*

| *Vaiſſeaux.* | *Canons.* | *Equipages.* | *Capitaines.* |
|---|---|---|---|
| Courageux..... | 74 | 600 | Mulgrave. |
| Vaillant..... | 74 | 600 | Leveſon Gower. |

## *Méditerranée.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Panther..... | 60 | 500 | Harwey. |

## *Amérique* (a) *Septentrionale, aux ordres de l'Amiral Byron.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Princeſſe Royale..... | 90 | 750 | Amiral Byron. Milbank. |
| Royal Oak..... | 74 | 600 | Middleton. |
| Conqueror..... | 74 | 600 | Graves. |
| Dame..... | 74 | 600 | Colby. |
| Cornwall..... | 74 | 600 | Edouard. |
| Sultan..... | 74 | 600 | Wheelock. |
| Grafton..... | 74 | 600 | Wilkinſon. |
| Monſuch..... | 64 | 500 | Collingwood. |
| Trident..... | 64 | 500 | Molloy. |
| Ardent..... | 64 | 500 | Keppel. |
| Renown..... | 50 | 350 | Dawſon. |

## *Jamaïque.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Arbion..... | 74 | 600 | Allen. |
| Saint Albans..... | 64 | 500 | Onſlow. |
| Raiſonable..... | 64 | 500 | Fitzherbert. |
| Derby..... | 64 | 500 | Deane. |
| Briſtol..... | 50 | 350 | Parker. |

---

(a) C'eſt une partie de cette eſcadre qui étoit attendue aux Iſles ſous le Vent par Barrington.

(b) Ces trois étoient en Amérique avant l'arrivée de Byron.

*Iſles du Vent. Eſcadres de Barington, Rowley* (a) *& Hotham.*

| *Vaiſſeaux.* | *Canons.* | *Equipages.* | *Capitaines.* |
|---|---|---|---|
| ** Prince de Galles.. | 74 | 600 | Barrington. |
| ** Suffolk..... | 74 | 600 | Duncan. |
| * Magnificent..... | 74 | 600 | Rowley. |
| ** Boyne..... | 70 | 600 | Sawyer. |
| *** Monmouth..... | 64 | 500 | Griffith. |
| * Yarmouth..... | 64 | 500 | Batman. |
| * Vigilant..... | 64 | 500 | Digby Dent. |
| * Lion..... | 64 | 500 | Cornwallis. |
| * Medway..... | 60 | 500 | |
| Preſton..... | 60 | 350 | Hotham. Appleby, |
| Centurion..... | 50 | 350 | Braithwaite. |
| Iſis..... | 50 | 350 | Raynor. |

*Inde.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| Ripppon..... | 64 | 500 | Waldgrave. |
| Aſia..... | 64 | 500 | Vandiput. |

IL s'eſt fait quelques changemens dans ces diſtributions.

L'*Alexandre* & le *Bienfaiſant* ſont actuellement, non aux Dunes, mais à Portſmouth.

Le *Raiſonable*, de l'eſcadre de Byron, & le *Saint Albans*, de celle d'Hotham, ſont à la Jamaïque,

---

(*a*) Rowley eſt parti de Portſmouth le 25 Décembte avec les cinq vaiſſeaux marqués d'un aſtériſque. Il eſt poſſible qu'il ait pour deſtination la Jamaïque : ou qu'il ſe partage entre ces deux ſtations.

** Diviſion de Barrington.
*** Diviſion d'Hotham.

FIN.

# LETTRE

## *D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 12 Mars 1779.

VOUS ſavez, Monſieur, que l'affaire de l'Amiral Keppel fut regardée, dans ſes commencements, comme un prélude de celles qui ſeroient ſuſcitées à quelques autres Généraux de terre & de mer employés ci devant par la Grande-Bretagne. On déſignoit autement le Lord Howe, comme celui ſur qui s'exerceroit la vindicte du Miniſtere Anlois, auſſitôt que l'Amiral Keppel, en ſuccombant à ſes coups, auroit donné un premier exemple du ſort que l'on mérite quand n conſulte plus ſon zele que la raiſon, & u'on s'engage à la défenſe d'un parti dont n n'approuve point les principes & la conuite. Un ami de ce Lord, le croyant menacé d'un orage, que le triomphe de Keppel détourné & ſans doute diſſipé, crut ne devoir point attendre que les Miniſtres eûſſent tems de faire jouer tous leurs reſſorts pour erdre un Amiral qu'il jugeoit avoir rendu ſa nation les plus importans ſervices, &

il publia vers la fin de l'année derniere un précis de la campagne du Lord Howe en Amérique, en 1778, depuis l'arrivée de la flotte de Toulon, juſqu'au tems où le Lord Howe remit ſon commandement pour revenir en Europe. Il m'a paru que ce morceau d'Hiſtoire méritoit d'occuper une place dans votre Recueil, en ce qu'il décrit pluſieurs événemens de cette campagne qui ne ſont encore connus que confuſément, & qu'il pourra ſervir à completer les relations que ſans doute on aura quelque jour des opérations de M. le Comte d'Eſtaing. Deux armées navales ont ſi peu de communication entr'elles, que ſouvent il ſe paſſe de part ou d'autre bien des choſes dont on eſt long-tems ſans deviner l'objet, & qui reçoivent des interprétations très-éloignées de la vérité. Il eſt, je crois, inutile de vous faire obſerver, que dans ce récit c'eſt un Anglois qui parle, & qu'on ne doit point s'attendre qu'il faſſe l'éloge de notre flotte, ou que même il ne faſſe pas tourner tous les événemens au plus grand honneur de ſes Commandans & de ſa Nation.

# RELATION
## NAÏVE ET IMPARTIALE

*Des opérations de la flotte aux ordres du Lord Howe en Amérique, depuis l'arrivée de l'eſcadre de Toulon, juſqu'au depart du Lord Howe pour l'Angleterre.*

AVEC DES OBSERVATIONS.

*Par un Officier qui a ſervi ſur la flotte.*

A LONDRES.

M. DCC. LXXIX.

# AVERTISSEMENT

E but de cette Relation eſt de rendre
tice à un grand & honnête Homme,
r le meilleur moyen qu'on puiſſe em-
oyer pour le juſtifier ; c'eſt-à-dire,
r un ſimple expoſé des faits & par
compte impartial de ſes actions.
Auteur confeſſe qu'il n'a point eu
onneur d'être dans le ſecret du Lord
owe, ni d'avoir avec lui aucune liai-
, même éloignée ; cependant les
s qu'il va mettre ſous les yeux du
olic, pourroient ſoutenir le plus
ét examen ; & ſes obſervations ſe-
t celles qu'il a faites ſur les lieux,
es que ſa façon de voir a pu les
offrir, ou qu'elles lui ont été ſug-
ées par des Officiers du premier
g, tant de Marine que de Terre.
aſſigne les raiſons & les motifs de
lques opérations du Lord Howe,

ou s'il ſe permet des remarques ſur les inſtructions & les nouvelles envoyées d'Angleterre à ce Lord, c'eſt d'après les informations qu'on a eues depuis & ſur-tout d'après les lettres publiques du Lord Howe lui-même.

L'Auteur déſirant d'être entendu de tout le monde, fera tout ſon poſſible pour éviter les termes techniques; mais il prie ſes lecteurs de ne point faire attention à la rudeſſe du ſtyle d'un Marin peu verſé dans l'art d'écrire, & qui s'embarraſſe fort peu de faire de belles phraſes ou d'arrondir ſes périodes. Il aura lieu ſouvent de parler de notre détreſſe actuelle, & quelquefois de pronoſtiquer les malheurs qui doivent infailliblement réſulter de notre perſévérance à adopter les plans deſtructifs d'une Adminiſtration auſſi foible qu'ignorante; mais lorſqu'il montrera à ſes compatriotes opprimés le glaive exterminateur ſuſpendu ſur leurs têtes

ne tenant qu'à un fil, il ne les croit
aſſez frivoles, aſſez ſuperficiels pour
dre leur tems à en examiner le tran-
nt & la pointe, & à juger ſi l'un
'autre jettent un feu aſſez brillant.
L'Auteur devroit d'abord ſe juſtifier
à-vis du Lord Howe de ce qu'il
epiend de parler de ſa conduite.
raint que ce ne ſoit pas lui rendre un
bon ſervice que de l'expoſer ainſi
yeux du public. En effet, pourquoi
qu'un qui lui eſt étranger ſe char-
-il d'une tâche qui peut paroître
ile, à en juger par le ſilence des
s de ce Lord? Mais il avoue qu'il
as aſſez de philoſophie pour étouf-
on indignation, lorſqu'il voit ſon
e Commandant prêt à devenir la
me d'une cabale mépriſable & ſans
cipes, malgré les rares qualités qui
iſtinguent & comme homme &
me Officier. Il croit que le public
droit de connoître les ſervices im-

portans que le Lord Howe a rendus à l'Angleterre, & l'ingratitude dont ce Lord a été payé, non par sa nation, mais par plusieurs des Ministres.

La relation se borne au tems ou l'Auteur a eu l'honneur de servir sous le Lord Howe. Si l'on vouloit éplucher strictement la conduite de ce Lord en Amérique avant cette époque, on pourroit faire voir qu'il n'a jamais cessé de bien servir sa patrie; & un tel examen tourneroit à son honneur ainsi qu'à la honte & à la confusion de ses ennemis.

# RELATION

## NAÏVE ET IMPARTIALE, &c.

EN CONSÉQUENCE des nouvelles apportées d'Angleterre ſur le *Procupine*, arrivé dans le fleuve Delaware dans les premiers jours du mois de Mai (*a*) le Lord Howe commença auſſitôt à raſſembler ſes forces diſperſées. Au grand étonnement de ceux qui ignoroient ſes raiſons, il rappella ſes Croiſeurs de la riviere Cheſapeak & des autres parties de la côte; & il ordonna aux gros vaiſſeaux de quitter Rhode-Iſland & New-York pour venir s'aſſembler à l'embouchure du Delaware. Les bâtimens de tranſport & les vivriers ſortirent de Philadelphie avec autant de célérité que le départ de l'armée pouvoit le permettre; & le 18 Juin le Chevalier Henri Clinton ayant completé l'évacuation de Philadelphie & étant entré dans les Jerſeys pour gagner New York, toute la flotte s'aſſembla ſous Rhode-Iſland. Les gros

(*a*) M. le Comte d'Eſtaing étoit parti de Toulon le 14 Avril.

vaiſſeaux, tant ceux qui avoient été rappellés de New-Port (Rhode-Iſland) que ceux qui étoient ſtationnés dans le port de New-York, furent très-imprudemment retenus par le contre-Amiral Gambier, qui s'étoit perſuadé que le Vice-Amiral (Lord Howe) étoit ſur le point de venir dans le port de New-York.

En quittant le Delaware, ce que les calmes & les vents contraires avoient rendu impraticable juſqu'au 28 Juin, le Lord Howe diviſa la flotte en pluſieurs eſcadres, chacune ſous l'inſpection de Capitaines particuliers. Il ordonna au Capitaine Hammond de reſter aux environs des caps avec quelques Croiſeurs légers; & s'étant embarqué ſur l'*Aigle*, partit pour New-York, accompagné du *Trident*, qui portoit les Commiſſaires, & de la frégate le *Maidſtone*.

La flotte eut une très-heureuſe traverſée. L'*Aigle* mouilla au Hook le 29 Juin, quoiqu'il n'eût quitté le cap Henlopen que la veille; & nous le joignîmes tous le jour ſuivant dans l'après-dinée. Par un même coup de fortune, le Chevalier Henri Clinton gagna les hauteurs de Neverſink le lendemain matin, après une marche longue & pénible. Depuis pluſieurs jours Washington inquiétoit ſon arriere-garde, & il l'avoit harcelé avec de petits détachemnns juſqu'au 28 (*a*), jour

(*a*) C'eſt l'affaire de Monmouth qui couta douze

auquel voulant couper le bagage de l'armée Angloiſe, il engagea une rude action à Freehold. Notre arriere-garde y repouſſa deux forts détachemens commandés par la Fayette & Lée, qui furent obligés de ſe replier ſur le corps principal de l'armée Rebelle, pendant l'eſpace de quatre milles. Les Américains nous tuerent le Colonel Monkton, un des Officiers les plus braves & les plus aimés de l'armée. Ce fut la principale perte de l'armée Angloiſe.

*Le 29 Juin.* Dans la matinée du jour où le Lord Howe arriva au *Hook*, il fut rencontré à la mer par le paquebot le *Grantham* qui lui étoit envoyé d'Angleterre. Il apportoit la nouvelle que l'eſcadre de Toulon avoit mis à la voile pour l'Amérique le 15 Avril. Il apprit auſſi au Lord Howe qu'il avoit été chaſſé par cette eſcadre dans une latitude méridionale à peu de diſtance de la côte. Ses dépêches, datées du 3 Mai, annonçoient qu'un renfort conſidérable alloit être envoyé auſſitôt à *Halliſax* ſous le Vice-Amiral Byron.

Alors on apporta la plus grande célérité à retirer les troupes pour les mettre en ſûreté ainſi que les bâtimens de tranſport & les vivriers. La flotte ſe diſpoſa pour agir ſelon ce que les circonſtances exigeroient & re-

---

ents hommes à l'armée Angloiſe, & qui fit le plus rand honneur à M. Washington & aux troupes Amécaines.

lativement à la deſtination de l'eſcadre de Byron. L'armée de Washington n'oſa point paſſer les hauteurs de Midleton. En conſéquence les malades & les bleſſés furent embarqués ſans être inquiétés. On fit venir auſſi l'artillerie & le bagage par un pont de bateaux jettés ſur le canal qui ſépare Sandy-Hook du continent. Cette conſtruction fut confiée au Capitaine Duncan & exécutée avec le zele & la promptitude qu'on devoit attendre de cet Officier actif & intelligent. Le 5 Juillet toute l'armée paſſa dans l'Iſle; & de-là nous fûmes tranſportés ſur des bateaux plats à bord de la flotte ſans perdre un ſeul homme. Le Lord Howe ſe trouva à tout, ſuivant ſon uſage; & ſa préſence ne contribua pas peu à ranimer le courage & l'induſtrie, tant des Officiers que des ſoldats.

Cette opération étoit à peine achevée: à peine le Commodore Hotham étoit arrivé au Hook (7 Juillet) avec les vaiſſeaux de guerre qui juſques-là avoient été mouillés devant la ville de New-York, qu'on vit revenir le Lieutenant du Capitaine Gardiner, que le Vice-Amiral avoit envoyé le premier Juillet vers le Sud. Il étoit ſur une lettre de marque: le Lord Howe apprit de lui que l'eſcadre de Toulon avoit été vue par le *Maidſtone* ſur la côte de Virginie le 5 du mois: que d'après ſa marche elle paroiſſoit d'abord deſtinée pour Cheſapeack; mais que le Capitaine Gardiner, qui avoit obſervé ſes mouve-

mens juſqu'au 8 au matin, l'avoit laiſſée à l'ancre dans le Delaware. Ce récit fut confirmé le ſoir même par l'arrivée du *Rœbuck* & de quelques uns de nos petits Croiſeurs. Tandis que le Vice-Amiral étoit occupé à raſſembler le peu de forces qu'il avoit & à ſe preparer à tous les événemens : le Capitaine du *Zebra* arriva (11 Juillet) avec la nouvelle qu'une flotte de douze vaiſſeaux à deux ponts & de trois frégates, avoit paru la veille au ſoir ſous pavillon François, dirigeant ſa courſe vers New-York. Le même jour il fut ſignalé par une de nos frégates hors de la barre, que l'eſcadre ennemie avoit été apperçue jettant la ſonde ; & dans l'après dinée on la vit mouiller vis-à-vis l'entrée de Shrewſbury à environ quatre milles de Sandy-Hook.

Il eſt impoſſible d'imaginer l'ardeur qui s'empara auſſitôt de l'eſcadre & de l'armée. Six vaiſſeaux de 64 canons, trois de 50, deux de 40, & quelques frégates & ſloops, miſérablement équipés pour la plupart, étoient toutes les forces que le Lord Howe pût oppoſer à douze vaiſſeaux de ligne à deux ponts & à trois frégates. Les forces ennemies étoient compoſées d'un vaiſſeau de 90 canons, d'un de 80, de ſix de 74, de trois de 64, d'un de 50. Ses frégates étoient de 36. Ses équipages formoient plus de 12,000 hommes. Cependant le courage des Anglois, exalté par le génie ſupé-

rieur d'un ſeul homme & porté à le ſeconder avec une émulation dont l'Hiſtoire fournit peu d'exemples, ſembloit défier des forces ſi ſupérieures.

Mille Volontaires des bâtimens de tranſports s'offrirent d'eux-mêmes pour équiper la flotte. Les Patrons de ces vaiſſeaux pouvoient à peine retenir les hommes néceſſaires pour les garder. Pluſieurs, dont les noms avoient été omis ſur les liſtes données à l'Adjudant, furent trouvés cachés dans les chaloupes qui portoient leurs camarades plus heureux à bord des vaiſſeaux de guerre.

L'armée, jalouſe à l'excès de la réputation de l'Amiral, brûloit également d'impatience de ſignaler ſon zele dans un genre de ſervice nouveau pour elle, &, malgré le courage qui l'animoit, déſagréable & rebutant pour des hommes qui ne ſont point accoutumés à la mer. Cependant les grenadiers & l'Infanterie légere étoient à peine remis des fatigues d'une marche pénible & dangereuſe : pluſieurs des Officiers, dont les bleſſures étoient encore fraiches, vouloient qu'on tirât au ſort pour fixer les Compagnies qui, avec l'agrément du Général, ſeroient acceptées pour ſervir comme troupes de Marine. Les Maîtres & les Contre-Maîtres des vaiſſeaux Marchands qui ſe trouvoient dans le port, ſolliciterent de l'emploi avec le même empreſſement & le même courage. Pluſieurs prirent leur poſte aux canons avec les ſim-

les Matelots : d'autres obtinrent la permiſ-
ion de mettre à la mer dans leurs petites
haloupes pour faire arriver plus prompte-
nent les vaiſſeaux qui ſeroient deſtinés pour
e port, & pour chercher l'eſcadre de Byron
i le bonheur vouloit qu'elle ſe fût appro-
chée de la côte.

Un d'entr'eux nommé Duncan, plein de
a plus généreuſe bravoure & ſe ſervant d'un
angage digne de l'ancienne Rome, écrivit
pour demander la permiſſion de convertir
en brûlot ſon vaiſſeau, l'unique eſpoir de
ſa fortune, offrant de ſe charger du com-
mandement & ſans vouloir ſeulement qu'il
fût parlé de récompenſe.

Dans ce concours de magnanimité, on
obſerva avec raviſſement que ce courage qui,
pendant tant de ſiecles a élevé la nation An-
gloiſe au-deſſus du reſte de l'Europe ne s'é-
toit pas éteint : qu'il n'avoit beſoin que d'être
ranimé & dirigé convenablement pour bril-
ler d'un éclat auſſi vif que celui qui a éclairé
nos jours les plus fortunés.

On avoit droit de s'attendre à ces ſail-
lies d'héroïſme de la part des Comman-
dans & des Officiers. Il étoit naturel de
croire que leur éducation, que les ſemences
jettées dans leurs cœurs dès leur plus tendre
enfance, que l'amour de leur état, prépare-
roient leurs âmes à ces événemens inopinés
ſi propres à les éprouver. Mais dans les Sol-
dats & les Matelots c'eſt la ſimple nature

qui a produit cet héroïſme ; & tant qu'il vivra en nous, nous n'aurons point lieu de déſeſpérer de la proſpérité & de la force de notre pays.

Tels furent les ſentimens & les réſolutions de l'eſcadre & de l'armée. L'une & l'autre avoient d'autant plus de droit de s'en glorifier, qu'ils faiſoient honneur à leur nom d'Anglois. Mais quelles ſenſations doit avoir éprouvé un Commandant qui partageoit cette gloire avec ſon pays, & qui, malgré la modeſtie naturelle de ſon caractere n'a pu ſe diſſimuler que tout ce zele & cette émulation qui ſe manifeſtoient dans les deux corps, étoient autant l'effet de l'attachement qu'ils avoient pour ſa perſonne que de celui qu'ils portoient à la nation & auquel il ſe faiſoit gloire de les attribuer ?

Encouragé par des ſignes ſi certains de bravoure dans les Soldats, & aſſuré du mérite & de l'habileté de ſes ſeconds & des Officiers, il ne perdit pas un moment pour faire ſes diſpoſitions. L'*Eagle* & le *Trident* de 64, l'*Iſis* de 50, le *Rœbuck* & le *Phœnix* de 44, & la *Perle* de 32, qui étoient montés à Staten-Iſland pour y faire de l'eau avec l'*Ardent* de 64, de deſſus lequel Gambier avoit reçu ordre de retirer ſon pavillon, en partirent au premier avis de l'approche des François. Un vent contraire les empêchant de joindre le détachement de l'eſcadre laiſſée au Hook avec toute la promptitude que

e danger paroiſſoit exiger, l'Amiral Howe uitta l'*Eagle* & ſe jettant dans ſa chaloupe, ſe porta promptement vers les vaiſſeanx ui étoient plus bas. D'Eſtaing au lieu de aſſer ſur le champ la barre pour ſurprendre otre eſcadre, ce qu'il étoit (*a*) naturel de ppoſer qu'il entreprendroit, jetta l'ancre, mme il a été dit plus haut, à quatre milles Hook.

Il reſta dans cette poſition pendant plurs jours, s'occupant de tems en tems à nder la barre, & paroiſſant déterminé à trer dans le port & à l'attaquer. Le Lord owe profita de cet intervalle pour placer vaiſſeaux dans la poſition la plus favole que le canal en dedans du Hook pût rmettre. Il ſonda ſes différentes profonars en perſonne : il s'aſſura des directions courans, & d'après ſes obſervations, il ſſa pluſieurs plans relativement aux rhumbs vent avec leſquelles d'Eſtaing pourroit ter de paſſer la barre. Il communiquoit plans, avec les fondemens ſur leſquels étoient appuyés, aux Commodores & Caaines, en leur demandant leur avis & dént de profiter de leurs objections. Il for- la ligne en y ajoutant le *Leviathan*, an- vaiſſeau de ligne converti en vaiſſeau

---

*a*) Rien n'étoit moins naturel: les Pilotes Amérins lui en firent connoître l'impoſſibilité ; ſes vaiſx tiroient trop d'eau.

munitionaire : il compoſa ſon équipage de Volontaires & le monta du canon de l'artillerie. Il fit dreſſer une batterie de deux obuſiers & une de trois pieces de dix-huit ſur la pointe, autour de laquelle l'ennemi devoit paſſer s'il tentoit l'entrée du canal. Le Général Clinton avoit fait paſſer au Hook quatre régimens commandés par le Colonel Ghara, de peur que l'ennemi n'entreprit de s'en rendre maître & ne nous incommodât beaucoup d'un poſte ſi avantageux.

Cependant nous eûmes journellement le chagrin de voir pluſieurs de nos bâtimens marchands tomber entre les mains de l'ennemi. Le *Stanley*, brigantin armé, que commandoit un brave jeune homme, fils du Chevalier Charles Whitworth, avec cinq priſes, jetta l'ancre au milieu de la flotte ennemie pendant la nuit, penſant que c'étoit la flotte Angloiſe. Il fut abordé avant qu'il eût pû connoître ſon erreur. Pluſieurs alleges & barques d'avis échapperent ſur les baſſes & empêcherent que le *Hope*, avec un convoi d'Halifax, n'ajoutât à nos pertes & à notre déſeſpoir.

Depuis le tems où l'eſcadre Françoiſe avoit jetté l'ancre devant Shrewſbury, on avoit vu ſans ceſſe des chaloupes & des petits bâtimens aller à la côte & en revenir pour prendre de l'eau & des proviſions. Le 21 Juillet on remarqua que cette correſpondance ceſſoit. Cela fit penſer que l'eſcadre Françoiſe ſe

poſoit de faire quelque mouvement. Le
lemain nous vîmes que nos conjectures
ent bien fondées. Le vent ſouffloit frais
d-Eſt, & à huit heures d'Eſtaing appa-
a avec toute ſon eſcadre. Il ſerroit le
: comme ſi ſon intention eût été de pren-
une poſition favorable pour paſſer la
e avec la marée. Le vent ne pouvoit pas
ux favoriſer un ſemblable deſſein ; il
loit directement du point d'où il pou-
nous attaquer avec le plus grand avan-
. Les marées étoient au plus haut & elles
verent dans l'après midi à (*a*) trente
s au-deſſus de la barre. Nous nous atten-
es en conſéquence à l'action la plus chaude
y eût jamais eu entre les deux nations.
notre côté nous jouions le tout pour le
Si les vaiſſeaux de guerre eûſſent été
us, les flottes de tranſports & de vivriers
ient été détruites & l'armée conſéquem-
auroit ſuccombé avec nous. Mais, graces
iel, nous n'avons pas douté un inſtant
otre bonheur. D'Eſtaing fut effrayé du
er, il n'oſa pas en faire (*b*) la tenta-

---

) Il arriva dans ce moment ce qui n'arrive ja-
Si M. le Comte d'Eſtaing eût profité de cette
extraordinaire de l'eau ſur la barre ; il auroit
le riſque d'être laiſſé à ſec quand il l'auroit
Iée.

) Ce fut un acte de prudence dont on doit lui
le meilleur gré. Il auroit riſqué de perdre toute
adre, & tout le fruit qu'il avoit droit d'attendre
campagne.

tive. A Trois heures nous le vîmes por-
ter au Sud, & il fut hors de vue peu d'heure
après.

En liſant ce détail, le public Anglois doi
avoir partagé en quelque ſorte la rage & l'indi
gnation qui ſe mêloit avec l'eſprit d'héroïſm
dont nos braves compagnons étoient animé
lorſqu'ils réfléchiſſoient à leur ſituation. Il
ne pouvoient ſe regarder que comme des gen
oubliés, abandonnés & deſtinés à être le
victimes des conſeils puſillanimes ou des deſ
ſeins perfides du premier Lord de l'Amirauté
Si le départ de la Mothe Piquet n'avoit pa
été une indication ſuffiſante des deſſeins hoſ
tiles des François & de leurs vues ſur l'A
mérique, au moins étoit-on certain qu
l'eſcadre de Toulon avoit appareillé pou
cette partie du monde au milieu du moi
d'Avril. Les nouvelles en avoient été donnée
à l'adminiſtration vers la fin de ce mois; néan
moins au 29 Juillet il n'étoit pas encore a
rivé un ſeul vaiſſeau pour renforcer notr
eſcadre ou pour nous mettre en état de fair
face à l'ennemi. Si l'eſcadre Françoiſe fû
arrivée (*a*) quelques jours plutôt, ou ſi l'é
vacuation de Philadelphie eût été différé
de quelques jours (ce que la malheureuſ

(*a*) Elle arriva parfaitement enſemble: & un
marche ſi longue dans un ſi bel ordre, ne peut pa
ſe faire avec autant de diligence que celle d'un ſeu
vaiſſeau ou d'une petite diviſion.

vée des Commiſſaires a manqué de pro-
e) toutes les forces de la Grande-Bre-
ne dans cette partie de l'Atlantique, étoient
anties. D'Eſtaing auroit ſurpris le Lord
we dans le Delaware, tandis qu'il n'avoit
deux vaiſſeaux de 64 canons, un de 50,
x de 40 & quelques frégates, & qu'il étoit
barraſſé d'une flotte de bâtimens de tranſ-
s, de vivriers & de marchands, chargés
r la plupart de réfugiés de Philadelphie,
eurs familles & des débris de leurs for-
es. Tout ce que cet habile Commandant
pu faire dans cette criſe n'auroit pro-
aucun effet : tout ce que ſon courage &
ravoure de ſes Officiers eûſſent pu effec-
, auroit été de vendre leur vie le plus
poſſible, pour ajouter à tant d'autres
mités la perte de pluſieurs des plus braves
que l'Angleterre ait jamais produits. Le
éral Clinton ſe ſeroit retiré du côté de
ner, dans le vain eſpoir d'y trouver ſes
mens de tranſport : ſon armée étoit épui-
de fatigue : toutes les forces des Re-
es étoient à ſa pourſuite : il étoit ſans pro-
ons & ſans eſpérance de s'en procurer :
'avoit aucun moyen d'effectuer une re-
e : enfin il eût vû une eſcadre ennemie
ancer en triomphe vers l'endroit où il
ptoit trouver un fidele aſſocié dans le
déſintéreſſé duquel il avoit appris à pla-
la confiance la plus entiere & les eſpé-
es les plus ſûres, après avoir fait de ſon
tout ce qui auroit été en ſon pouvoir,

Telle eût été la ſituation inévitable de ce Sauveur de la gloire Angloiſe : il auroit, comme les Rebelles lui avoient pronoſtiqué, ſubi le ſort de Burgoyne, ſans mériter ſa diſgrace.

Dans le même tems nous apprîmes qu'on ſe vantoit en Angleterre que la nation avoit quarante vaiſſeaux de ligne prêts à mettre à la mer pour le cas le plus inopiné. D'après les ſommes immenſes qui avoient été accordées pour le ſervice de la Marine & la longueur du tems que l'Adminiſtration avoit eu pour ſe mettre en garde contre les deſſeins de notre ennemi naturel & en tout tems perfide, cette jactance fit une ſorte de fortune; mais ce ne fut que pour accroître davantage notre étonnement & notre indignation. Le premier Lord de l'Amirauté pouvoit-il chercher à faire croire à la nation que toutes ces forces étoient néceſſaires pour notre défenſe intérieure, tandis que dans le même tems il prétendoit que la marine de France étoit de beaucoup inférieure à celle d'Angletérre? Pouvoit-il lui perſuader que l'Angleterre ayant quarante vaiſſeaux de ligne parfaitement équipés, on ne pouvoit pas en détacher le plus petit renfort, dans le ſeul tems où une pareille opération étoit de l'importance la plus grande pour ſecourir trente mille ſujets Anglois & une partie reſpectable de la Marine, expoſée à une ruine preſque certaine? On avoit promis, à la vérité des ſecours; mais près de trois mois

toient écoulés, & nous les attendions tou-
urs en vain. Brulant d'indignation & de
ſoif de nous venger, envain nous portions
s regards du côté de la mer, dans l'eſpé-
nce de voir approcher les pavillons An-
ois pour nous ſecourir, Nous étions bien
oignés d'imaginer qu'on les retenoit dans
rtſmouth pour l'amuſement des petits Maî-
s & des belles Dames. La Providence ſeule
vailla à notre délivrance. Ces faits ſont
preuve la plus encourageante que nous
ſſions avoir que le Ciel n'a pas encore
ierement abandouné notre nation.

L'eſcadre Françoiſe avoit eu une longue
verſée. Arrivée ſur la côte, elle étoit reſ-
quarante-huit heures à l'ancre dans le
laware. Le Lord Howe, graces à ſa vi-
nce & à ſon activité, reçut de très-bonne
re la nouvelle de l'approche de cette eſ-
re; il fut informé à tems de tous ſes mouve-
ns. Il eut le tems de mettre en ſûreté la
te des bâtimens de tranſports, d'y voir
eillement l'armée, de reſſerrer ſes forces
le faire des diſpoſitions qui, à la fin, ont
mpé efficacement les eſpérances des Re-
les & de leurs perfides Alliés, & détruit
ojet principal de cette expédition tant
tée & ſi admirablement concertée. Nous
ouvâmes, il eſt vrai, la plus humiliante
inſultes & des mortifications. Une eſ-
re Angloiſe ſe vit bloquée par une eſ-
re de vaiſſeaux François, & dans notre
pre port! Des vaiſſeaux portant pavillon

Anglois étoient pris journellement ſous nos yeux. C'eût été le comble de la folie d'aller à leur ſecours, même quand nous eûſſions pu le faire, puiſque de l'aveu des Officiers les plus expérimentés de l'eſcadre, c'étoit tout ce que la valeur humaine eût pu effectuer, que de nous défendre dans la poſition où nous étions. Cependant un (*a*) particulier qui, dans le tems, s'introduiſit dans la ſociété de ces Officiers, qui, dans leur Compagnie, gémiſſoit hautement ſur notre déplorable ſituation & ſur le parti déſeſpéré que le Lord Howe étoit forcé de prendre, qui ſe répandoit en invectives les plus dures & les plus piquantes contre le premier Lord de l'Amirauté, prétendant qu'il avoit évidemment en vue la perte ou la diſgrace du Vice-Amiral, en différant de lui faire paſſer des ſecours: ce Particulier, dis-je, n'héſite pas aujourd'hui de ſoutenir que le Lord Howe avoit la ſupériorité ſur le Commandant François & qu'il devroit être comptable au public de n'avoir pas tiré parti de cette ſupériorité. Je n'écris point ſous la dictée de l'impudent Editeur du *Morning-Poſt*. Je ſais, à n'en pouvoir douter, que l'homme en queſtion a hazardé cette aſſertion à des perſonnes revêtues de l'autorité. Néanmoins cet homme étoit autrefois Officier de vaiſſeau. Les liſtes

(*a*) C'eſt le Gouverneur Johnſtone, qui étoit un des trois Commiſſaires pacificateurs.

des

es deux eſcadres ſont ſous les yeux du pu-
lic; qu'elles répondent à l'aſſertion de ce
articulier, Commiſſaire auſſi integre que
apitaine expérimenté.

Le Gouverneur Johnſtone ne peut pas ſe
ouver offenſé, ſi ſes aſſertions à ce ſujet
ont fait paſſer dans l'eſprit de l'Auteur du
réſent écrit, pour un homme ſi inconſideré
ſi ignorant, qu'il ne mérite point d'autre
éfutation que celle qui doit ſe préſenter aux
erſonnes les moins inſtruites & les moins
erſées dans la connoiſſance des affaires de
arine. Les mêmes liſtes l'emporteront en-
ore ſur une autorité bien plus relevée, celle
noble Lord qui préſide ſi dignement au
épartement de la marine. Car lui-même,
rſqu'il fut ſommé dans le Parlement de cal-
er les appréhenſions du Peuple, il ne rou-
t point d'avoir recours au menſonge. Il oſa
impoſer à la nation ſur un point où ſes
térêts les plus eſſentiels & les plus chers
oient compromis: & il déclara ſolemnelle-
ent que le Vice-Amiral (le Lord Howe)
Amérique étoit à la tête d'une eſcadre en
at de ſe défendre contre toutes eſpeces d'en-
epriſe de la part de celle de Toulon, ſans
voir beſoin d'aucuns ſecours d'Angleterre.
ſavoit pourtant bien le contraire de ce
'il avançoit. Il ſavoit que ſi le Vice Ami-
l Anglois en Amérique eût été en état,
*conſéquence de l'avis qu'il avoit reçu au mois*
*Mai*, de raſſembler ſon eſcadre répandue

depuis Hallifax juſqu'au golfe de Floride ; pour gêner le commerce des Rebelles, il n'auroit eu néanmoins que le *Raiſonnable* de 64 canons, le *Centurion* de 50, & le *Rainbow* de 44, à ajouter à ſes forces à New-York, lorſque d'Eſtaing, *qui avoit appareillé en Avril*, ſeroit arrivé ſur la côte. Mais peut-être fais-je tort au noble Lord : peut-être n'y entend-il pas fineſſe. Comme officier de terre, il avoit peut-être imaginé que l'égalité ou la diſproportion de force des armées navales étoit fondée uniquement ſur le nombre des vaiſſeaux, indépendament de celui des canons, de leur calibre & du complément de leurs équipages reſpectifs. Comme officier de terre, ſa Seigneurie avoit pu ignorer qu'en Eté, les vents ſouflant principalement de la partie du Sud-Oueſt, le voyage d'Halifax à New-York eſt ſujet à preſqu'autant de hazards qu'il peut l'être pour ceux qui viennent de Portſmouth : ou bien qu'Halifax étant le ſeul port qui pût donner un abri aux gros vaiſſeaux de guerre pour ſe réparer des dommages qu'ils auroient eſſuyés dans leurs croiſieres d'Hiver & de Printems, il étoit plus que probable que quelques-uns d'entr'eux ſeroient alors retenus dans ce port. Le public impartial ſe payera ſans doute de cette excuſe palpable & ſatisfaiſante. La réputation intacte dont jouit ſa Seigneurie dans ſa vie privée, doit éloigner tout ſoupçon de trahiſon à l'égard de ſa conduite miniſtérielle. Un homme ſi

nête, un citoyen ſi ferme contre l'appât
la vénalité, n'auroit jamais pu ſacrifier
gloire & la ſûreté de ſa patrie & le ſang
ſes concitoyens à une pique perſonnelle,
cela pour le foible avantage de perdre
homme dont la réputation excitoit ſa ja-
ſie, & dont le caractere & les principes
uvoient lui en impoſer. L'ignorance des
ctions de ſon département eſt un malheur
ur ſa Seigneurie ; mais on ne ſauroit lui
faire un crime ; & il y auroit une mé-
nceté noire à dériver d'une autre ſource
motif ſur lequel il a retenu notre flotte
ns le port, afin de procurer à Sa Majeſté
plaiſir de paſſer en revue ſes forces mari-
es à une époque où, d'après toutes les
ormations qui avoient été reçues par le
niſtere, le ſort de l'Angleterre auroit pu
décider en Amérique, & des milliers de
ets Anglois être maſſacrés ou réduits en
vitude.

L'eſcadre Françoiſe ayant continué de
ter vers le large dans l'après-midi du 22
llet, il fut envoyé ordre aux corvettes
tionnées ſur les battures en dehors de la
rre, de ſuivre & obſerver ſes mouvemens.
Sur le rapport unanime des gens de la
mpagne qui s'échaperent de la côte du
ſey & ſe réfugierent à bord de notre flotte,
ſi que d'après les mouvemens que le Comte
Eſtaing avoit fait antérieurement, on ſe
ſuada que le deſſein de l'ennemi étoit de

forcer le port de New-York. On étoit donc fondé à imaginer qu'il s'étoit déterminé à gouverner au Sud, dans l'appréhenſion d'un vent frais de l'Eſt, qui ſoufflant directement vers la côte auroit rendu ſa premiere ſituation extrêmement dangereuſe : & on devoit s'attendre à le voir promptement revenir. On reçut avis cependant qu'on l'avoit vu dans la matinée du 23 à environ trente lieues des terres, par la latitude du Delaware, allant au plus près, le vent étant alors à l'Eſt, & l'amure à bas-bord. La frégate le *Delaware* eut ordre de vigier, & nous reçûmes en même tems un renfort inattendu par l'arrivee du *Renown*, de 50 canons, venant des Indes Occidentales (26 Juillet). Un ſimple vaiſſeau de 50 canons étoit alors d'une ſi grande conſéquence pour nous, que nous apprîmes avec la plus grande joie qu'il avoit paſſé la veille au ſoir, ſans être vû, à travers l'arriere-garde des François.

Le même jour le *Diſpatch*, de 14 canons, revint d'Hallifax. Comme l'Amirauté avoit donné à entendre au Lord Howe que l'eſcadre de Byron étoit deſtinée pour ce port (deſtination qui ne ſe conçoit pas) Milord avoit expédié ce ſloop pour Halifax, ſur la premiere connoiſſance certaine qu'il eut que la flotte Françoiſe s'avançoit vers le Delaware. Les dépeches qu'il rapportoit ne faiſoient aucune mention de Byron ; mais d'un autre côté elles étoient intéreſſantes, en

qu'elles informoient l'Amiral que le *Rai-*
*nable*, de 64 canons, & le *Centurion*, de
, étoient en route pour New-York. En
et, au bout de deux ou trois jours ils nous
gnirent ſans avoir été inquiétés. Le *Rai-*
*able* avoit couru les plus grands riſques,
nt vu la flotte Françoiſe dans la ſoirée
27, gouvernant vers Rhode-Iſland. Si
vaiſſeaux eûſſent paru quelques jours plu-
, il ſeroit arrivé, ou qu'on les auroit em-
hés de former une jonction avec notre
dre & qu'ils auroient été obligés de re-
ner le large, ou que nous aurions eu la
tification de les voir augmenter le triom-
de nos ennemis.

e *Cornwall*, vaiſſeau de 74 canons, de
adre de Byron, qui paſſa la barre le 30,
it eſſuyé un ſort ſemblable. Ce ne fut
ſans indignation que nous apprîmes par
aiſſeau que le renfort n'avoit mis à la
e de Plimouth que le 9 Juin : que même
s les vaiſſeaux avoient été obligés de
oyer pendant trois jours dans la Manche
une brume épaiſſe avant de recevoir leurs
iers ordres, de ſorte que s'ils eûſſent
ſéparés, pas un Capitaine de l'eſcadre
roit ſu ſa deſtination : que le *Cornwall*
voit quittés le 3 Juillet dans un gros
; & que l'état pitoyable dans lequel ils
ent mis en mer, ainſi que le mauvais
du gréément & les maladies qui règnoient
i les équipages, donnoient plutôt lieu

de trembler pour leur ſûreté, que de compter ſur leur arrivée.

La jonction heureuſe d'un ſi grand nombre de vaiſſeaux ſéparés, & leur arrivée dans un moment ſi intéreſſant, contrebalancerent en quelque ſorte cette nouvelle allarmante. On ſavoit avec certitude que la flotte Françoiſe avoit fait voile pour Rhode-Iſland; & quelque peu d'eſpoir que nous laiſſâſſent nos forces, même depuis l'arrivée du dernier renfort, le poſte de Rhode-Iſland étoit cependant d'une telle importance, & le ſalut d'une partie ſi conſidérable de l'armée Angloiſe qui en formoit la garniſon, intéreſſoit à tel point la cauſe générale, qu'on jugea bien que l'Amiral ne perdroit pas un moment à faire quelque tentative pour le ſauver du danger. Les avis qui lui étoient venus à la ſuite des informations qu'il avoit reçues par le *Raiſonable*, favoriſoient une ſemblable tentative. Ces avis portoient que dans la matinée du 29 Juillet la flotte Françoiſe avoit paru par le travers de New-Port, que deux de ſes frégates étoient entrées le même jour dans le paſſage de Seconnet: que le lendemain matin deux vaiſſeaux de ligne s'étoient avancés dans la paſſe de Naraganſet: qu'ils avoient mouillé par le travers de l'extrémité Septentrionale de Conanicut; & que le reſte de l'eſcadre étoit à l'ancre en dehors de Brenton'sledge à environ cinq milles de la Ville. Cette ſéparation des forces Françoiſes

ouvoit offrir quelque facilité pour porter
u ſecours à la garniſon : on fit donc en
iligence les préparatifs néceſſaires pour ap-
areiller. Le vingt-troiſieme régiment aux
rdres du Lieutenant-Colonel Balfour, vint
our ſervir en qualité de volontaire à bord
e la flotte, & pour prendre la place des
renadiers & de l'Infanterie légere que le
hevalier Henri Clinton avoit retirés pour
re incorporés. Deux brulots d'augmenta-
on conſtruits par les ordres du Vice-Amiral
joignirent dans le même tems, & tout étoit
rêt pour mettre en mer le 28 Juillet ; mais
ſignal pour appareiller eut à peine été
it que le vent ſauta au Sud. Comme il ne
rangea de maniere à correſpondre avec
tems de la haute marée ſur la barre, que
ans la matinée du 6 Août nous ne pûmes
oint découvrir Rhode-Iſland avant la ſoirée
9, & alors nous mouillâmes entre la
ointe Judith & le fanal. D'après le rap-
ort des frégates envoyées de l'avant, la
otte Françoiſe étoit à l'ancre endedans du
ort. Par ce moyen la communication avec
renton-Neck reſtoit ouverte & le Vice-
miral eut la facilité de recevoir des avis
r le champ, tant du Chevalier Robert Pi-
ot que du Capitaine Brisbane. Ils l'infor-
erent que le Comte d'Eſtaing, après avoir
ſté à l'ancre par le travers de Brenton's-
dge depuis le 29 Juillet, étoit entré dans
port le ſoir du jour qui précéda notre

arrivée ſous une petite voilure, ſes vaiſſeaux canonant la Ville & les batteries à meſure qu'ils paſſoient & recevant leur feu ſans qu'il y eut eû aucune perte conſidérable ni d'un côté ni de l'autre: qu'ils avoient mouillés au-deſſus de la Ville entre Goat-Iſland & Conanicut: que les deux vaiſſeaux de ligne avoient conſervé leurs croiſieres dans la paſſe de Naraganſet & les frégates dans celle de Seconnet: que le Mercredi (9 Août) avant que nous euſſions paru, il avoit été jugé néceſſaire de détruire les frégates ſuivantes, l'*Orpheus*, le *Lark*, le *Juno* & le *Cerbere*: que pluſieurs bâtimens de commerce avoient été coulés à fond dans le canal à l'effet d'empêcher l'ennemi d'approcher aſſez pour attaquer les batteries avec ſuccès: que le *Flora* & le *Falcon* avoient été auſſi coulés à fond lorſque le Comte d'Eſtaing étoit entré dans le port: que les équipages des différens vaiſſeaux étoient tous à terre pour ſervir ſuivant les ordres du Général.

L'Amiral apprit du Chevalier R. Pigot, que l'armée des rebelles avec laquelle l'eſcadre de Toulon devoit agir de concert, s'étoit aſſemblée ſur la côte de Connecticut tout autour de l'Iſle. De petits partis de cette armée s'étoient emparés de Conanicut, d'où le Chevalier Pigot avoit eu la précaution de retirer ſes troupes, ainſi que de tous les poſtes avancés ſur l'extrémité ſeptentrionale de Rhode Iſland. Des alleges de toutes eſpe-

ces étoient prêtes à transporter l'ennemi dans
'endroit quelconque, qui seroit désigné pour
a descente. Le Chevalier R. Pigot avoit fait
élever plusieurs nouveaux ouvrages sur les
hauteurs adjacentes à New-Port. Il devoit
s'en tenir à ces seuls moyens de défense, &
l étoit lui même posté avec ses principales
orces sur la hauteur de Tommerey, émi-
nence assez considérable qui domine les prin-
cipales approches de la Ville.

On formoit diverses conjectures dans la
lotte à l'égard des mesures que le Vice-
Amiral pourroit prendre en conséquence de
ces avis. Les François, outre la supériorité
le forces qu'ils conservoient encore, se trou-
voient maintenant dans une position infini-
nent plus forte que celle qui faisoit notre
ûreté à Sandy Hook. Les Rebelles étoient
n possession de la rive gauche dans toute
a longueur du port. Ils étoient à même, par
onséquent, non-seulement de nous inquié-
er à notre entrée & à notre approche des
auteurs escarpées de Conanicut, tout près
lesquelles nous devions passer; mais dans le
ouis d'une attaque contre d'Estaing, ses
aisseaux étant disposés comme ils l'étoient,
es Rebelles pouvoient placer autant de ca-
ons qu'ils eussent voulu sur l'extrémité sep-
entrionale de cette Isle, & les pointer contre
ous. L'opinion des Officiers les plus expé-
imentés étoit donc, que le Vice-Amiral ne
ouvoit hasarder une attaque; & la lettre

écrite aux Miniſtres par Milord, donne lieu de croire qu'il étoit auſſi de cet avis. Voici comme il s'exprime « dans des circonſtances ſemblables, il étoit impoſſible de procurer au Général aucun ſecours eſſentiel ».

Le lendemain matin (10) tout changea de face. Le vent étoit paſſé au nord-eſt & il ſouffloit directement du port. Vers les huit heures, on entendit une furieuſe canonade du côté de la Ville; & peu de tems après, on vit l'eſcadre Françoiſe mettre en mer avec toutes ſes voiles dehors. Dix vaiſſeaux formoient une ligne de bataille à l'avant, & s'avançoient à travers le mi-canal: ils furent joints en dehors du Phare par deux vaiſſeaux, venant de la paſſe de Naraganſet. Le Lord-Howe fit auſſi-tôt le ſignal d'appareiller, & la flotte Angloiſe porta au large. Par ce mouvement, il étoit clair que Milord avoit deux objets en vue : de gagner du tems & de la place pour former ſes diſpoſitions ainſi qu'il déſiroit, & de profiter de la briſe du large ſi elle ſe déclaroit, ainſi qu'il y avoit tout lieu de le préſumer, ou en manœuvrant de gagner l'avantage du vent ſur l'ennemi. Cet objet étoit de la plus grande importance. Si Milord eût attendu l'Amiral François & qu'il l'eût attaqué ſous le vent, les brulots ſur leſquels étoit fondé le plus grand eſpoir de ſuccès contre une force ſi ſupérieure, non-ſeulement n'auroient pas pu prendre part au combat; mais les groſſes frégates qui étoient

chargées de les ſoutenir, ſeroient néceſſairement reſtées dans l'inaction. Tout le jour fût donc employé, à tâcher, par pluſieurs ſavantes manœuvres, de jetter l'ennemi ſous le vent. Mais il ſe montra également attentif au même objet, & il fit paroître autant d'empreſſement à conſerver ſes avantages, que l'Amiral Anglois à les lui faire perdre.

Le ſoir étant venu, l'*Appollo* de trente-deux canons eut ordre de ſe placer entre les deux flottes, à une diſtance d'où il pût appercevoir nos fanaux, & de nous donner à connoître par des ſignaux particuliers la ſituation de l'ennemi, juſqu'à ce qu'il l'eût perdu de vue. Par ce moyen nous nous trouvâmes le lendemain, au point du jour, dans la même poſition, quoiqu'un peu plus éloignés de l'ennemi que le ſoir précédent. Le vent étoit reſté à l'eſt, bon frais: le tems étoit fort chargé; & il n'y avoit point d'apparence qu'il changeât. Le Vice-Amiral fit donc ſavoir aux frégates auxquelles étoit confié le ſoin de protéger les brulots, que ſi l'ennemi conſervoit l'avantage du vent, il attendroit ſon approche avec l'eſcadre formée en ligne de bataille de l'avant ſtribord au vent. En même-tems la flotte le vit avec la plus grande ſatisfaction prendre un parti déciſif, avec cette fermeté héroïque qui peint à grands traits ſon caractere, & fait voir qu'il eſt au-deſſus des craintes & des appréhenſions puériles de ceux qui, pour éloigner d'eux la cenſure des igno-

rans, agiſſent contre leur propre jugement. C'eſt une vérité reconnue, qu'un poſte quelconque dans la ligne eſt le moins convenable que puiſſe choiſir un Commandant en chef pendant l'action. Du moment que le vaiſſeau qu'il monte eſt engagé, ſes talents ne ſauroient effectuer plus d'avantages que ceux de tout autre Capitaine de ſa flotte; mais de s'élever courageuſement au-deſſus des uſages établis, & d'oſer le premier tenter un moyen ſans s'embarraſſer de la méchanceté & de ſes ſarcaſmes, c'eſt un ſtoïciſme qui annonce des qualités tout autres que celles qui entrent dans la compoſition ordinaire d'un bon Marin. Le Lord Howe étoit convaincu de l'utilité d'une telle conduite; c'en fut aſſez pour qu'il l'adoptât. Dans la ſituation où il ſe trouvoit, la convenance d'une telle réſolution ſautoit aux yeux. Engagé avec des forces ſi inégales, le principal eſpoir de ſuccès étoit fondé ſur l'expérience & les talens du Commandant en chef, & ſur ſon adreſſe à ſaiſir tous les avantages que le haſard lui offroit. Il dépendoit du plus ſage emploi de ſes petites forces, dont il s'agiſſoit de ne pas perdre un ſeul grain. Il arbora donc ſon pavillon à bord de la frégate l'*Apollo*, laiſſant l'*Aigle* au centre, & il ſe porta à une diſtance convenable pour embraſſer d'un coup d'œil la diſpoſition de toute la ligne. Il fut par ce moyen plus à portée d'obſerver la flotte Françoiſe; & s'étant apperçu, comme nous l'ima-

ginâmes, que d'Eſtaing avoit placé ſes plus
gros vaiſſeaux à l'avant-garde, il jugea à pro-
pos de fortifier l'arriere garde des Anglois
pour recevoir ſon attaque; & il fit ſignal au
*Cornwall* de ſoixante-quatorze canons, de
quitter le centre & de changer de poſte avec
e *Centurion* de cinquante. Vers les quatre
heures l'Amiral François gouverna ſur une
utre route, & forma de nouveau ſa ligne
pour engager ſous le vent. Le Lord Howe
raverſa les interſtices de notre ligne avec
es frégates & les brulots, & quelques mi-
utes après il fit ſignal aux vaiſſeaux, de
iminuer de voiles & de ſe rapprocher du
entre. Cette manœuvre ſe fit avec une pré-
iſion qui charma nos plus anciens Officiers.
Tous ſes ordres avoient été exécutés de mê-
ne, ſoit pour gagner le vent, ſoit pour ſe
réparer à l'attaque projettée. Nous étions
ns ceſſe dans l'attente de voir notre arriere-
arde engagée avec l'avant-garde des Fran-
ois; mais peu de tems après, ils changerent
e nouveau de route, & ayant porté au ſud,
brume nous les eût bientôt fait perdre de
ue.

Il ventoit alors ſi frais que nos vaiſſeaux
voient pris les ris dans les huniers qui étoient
ſeule voilure qu'ils portâſſent; & la mer
oit ſi agitée, que le Lord Howe ne voulût
as riſquer d'aller à bord de ſon propre vaiſ-
au. Il fit donc, de l'Appollo, qu'il mon-
it, le ſignal que ſon intention étoit d'al-

ler à la cape pendant la nuit, ſur l'amure de ſtribord, afin de prévenir une ſéparation; mais le tems étoit ſi obſcur & ſi brumeux, que le matin la diviſion bleue étoit abſolument ſéparée de la flotte. Le centre & l'avant-garde, ainſi que la plupart des frégates & des brulots, alloient encore de conſerve. A midi, l'eſcadre fut alarmée par le ſignal d'incommodité que fit l'*Apollo*, & quelques minutes après, on vit ſon grand mât de hune tomber à la mer. Le vaiſſeau à bord duquel ſervoit l'Auteur de cette Relation, eût vue du pavillon juſqu'à onze heures du ſoir. Depuis ce tems juſqu'au dix-ſept Août au ſoir, la plus grande partie de la flotte ignoroit l'état où ſe trouvoit l'Amiral; & l'on étoit dans les plus vives inquiétudes ſur ſon ſort. Nous apprîmes enſuite que l'Apollo ayant perdu ſon mât de miſaine dans la nuit du douze, il avoit été le jouet des vagues juſqu'au lendemain treize: que le vent frais s'étant alors appaiſé, le Capitaine Hammond avoit mené l'Amiral à bord du *Phœnix*, qui marchoit de conſerve avec le *Centurion*, l'*Ardent*, *le Richmont*, le *Vigilant* & le *Roebuck*. Le quinze, il découvrit l'armée Françoiſe, mouillée en partie à environ vingt-cinq lieues à l'eſt du cap May, & après avoir examiné ſa poſition & avoir laiſſé le *Centurion* pour guider les vaiſſeaux diſperſés de ſa propre eſcadre, ou ceux du Vice-Amiral Byron qui pourroient joindre, il fit voile vers le

ndez-vous à Hook. Il y trouva le reſte
e ſa flotte qui avoit été auſſi fort maltrai-
e. Le *Roebuk* avoit perdu ſon mât de per-
oquet de fougue. Le Beaupré du *Raiſon-*
*able* & le grand mât du *Cornwall* avoient
é écliés. Les brulots étoient ſi endomma-
és par l'humidité, qu'ils furent pendant
uelque tems hors d'état de ſervir. Outre
es accidents qui étoient les ſuites de la tem-
ête, l'*Iſis* revint fort déſemparée. Elle avoit
utenu un combat très-vif pendant une
eure & demie, avec un vaiſſeau François
e ſoixante-quatorze canons.

La flotte avoit été beaucoup plus mal-
aitée. Dans la ſoirée du treize Août, le
apitaine Dawſon, montant le *Renown* de
nquante canons, rencontra le Languedoc,
bord duquel étoit M. d'Eſtaing; ce vaiſ-
au étoit abſolument démâté. Il le rangea
près ſous le vent, & ayant été helé, au
u d'obéir à l'ordre de montrer ſon pa-
llon, il lui donna tous les canons de ſa
rniere batterie. Il s'éleva alors au vent,
ayant ouvert les ſabords de ſa premiere
tterie, il vira & vint ſe placer à l'arriere
*Languedoc*. Lorſqu'il fut à la diſtance d'une
mie encablure, il lui lâcha trois bordées.
rmi les dommages qu'il lui occaſionna, il
emporta ſon gouvernail. Il faiſoit alors
obſcur & il ventoit ſi frais, que Dawſon
it le parti d'aller à la cape pendant la nuit,
ec le deſſein de renouveller l'attaque le

lendemain matin. Mais dès le point du jour il apperçut ſix vaiſſeaux François, dont trois lui donnerent chaſſe & trois reſterent avec le Languedoc.

Le même ſoir (du 13) & vers la même heure, le Commodore Hotham, montant le *Preſton* de cinquante canons, traverſa auſſi le *Tonnant*, leur vaiſſeau de quatre-vingt canons qui n'avoit que ſon grand mât. (*a*). Il lui livra le combat avec le plus grand avantage, juſqu'à ce que la nuit l'eût forcé de s'éloigner avec le même deſſein que Dawſon & autant d'eſpoir de ſuccès; mais la fortune lui joua le même tour; il ſe trouva avoir affaire à une partie de l'eſcadre Françoiſe.

Un troiſieme combat auſſi brillant qu'aucun dont il ſoit fait mention dans les Annales de la Marine Angloiſe, eût lieu le même jour (13) entre l'*Iſis* de cinquante canons, commandée par le Capitaine John Raynor, & le *Cæſar* de ſoixante-quatorze canons, ayant un pavillon à ſon mât d'artimon & dans le meilleur ordre. Raynor, en allant au rendez-vous, avoit reconnu ſa force à environ trois heures après-midi & avoit tâché d'éviter ſa rencontre; mais le *Cæſar* s'étoit trouvé être le plus fin voilier. Peu de tems après ils furent bord à bord, & ils ſe battirent pendant une heure & demie à la portée

(*a*) Il étoit impoſſible que des vaiſſeaux démâtés pûſſent ſe garantir de ces inſultes.

du

lu piſtolet. L'expérience & l'adreſſe du Capi-
aine Anglois, ſon intrépidité & ſa réſolu-
ion pendant un combat ſi inégal, étant ſe-
ondées par le zele & la bravoure de ſon
quipage & de ſes Officiers, qui tous avoient
a plus grande confiance en ſes talens, for-
erent à la fin le François de prendre vent
rriere & de (*a*) fuir avec toutes ſes voiles.
*'Iſis*, qui avoit ſouffert beaucoup dans ſes
nâts & dans ſon gréement, vers leſquels l'en-
emi avoit pointé tous ſes canons, ne put
ui donner chaſſe. Raynor avoit tiré meil-
eur parti des ſiens. Le Capitaine François
erdit un (*b*) bras, le premier Lieutenant
ne jambe, & de l'aveu même des François,
s eurent ſoixante dix hommes de tués & de
leſſés (*c*). La modeſtie de la Relation que
Capitaine Anglois a donnée de ce com-
at glorieux, ajoute un nouvel éclat à ſa
ravoure, & lui mérite d'autant plus de droits
l'eſtime du Public. De ſemblables traits ca-
ctériſent le vrai héros. Le Duc d'Ancaſtre

(*a*) Il y a bien plus d'apparence que l'approche
la nuit fit craindre au *Céſar* de s'écarter de l'eſ-
dre Françoiſe, & que ce fut pour cette raiſon qu'il
andonna ſa chaſſe.

(*b*) Il fut dit que c'étoit M. de Bougainville ; mais
la ne s'eſt point vérifié.

(*c*) A bord de l'*Iſis* il y eut quatorze hommes
eſſés & un ſeul homme du vingt-troiſieme régiment
é dans les hunes.

qui n'étoit arrivé d'Angleterre que la veille du jour où nous fîmes voile, eut la permiſſion de ſervir à bord de l'*Iſis*, & il ſe diſtingua beaucoup dans cette action.

Les vaiſſeaux étant réunis, le premier ſoin du Vice-Amiral fut de radouber promptement les vaiſſeaux déſemparés. L'*Iſis*, ainſi que l'*Apollo* & les brulots, furent envoyés à New-York; & l'on fit venir les proviſions néceſſaires pour rafraîchir les vaiſſeaux qui pouvoient être radoubés au Hook. L'*Expériment* fut expédié le dix-huit Août, pour prendre connoiſſance de l'état des affaires à New-Port & de celui de la garniſon. L'*Ariel* & la *Galatea* furent envoyés en croiſiere, l'une au ſud, l'autre au nord. Le même jour le *Monmouth* de ſoixante-quatre canons, un des vaiſſeaux de la malheureuſe eſcadre de Byron joignit la flotte. Il avoit ſon grand mât éclié; & les maladies avoient faits de grands dégâts parmi ſon équipage.

Le radoub indiſpenſable de tant de vaiſſeaux, prit néceſſairement pluſieurs jours, pendant leſquels le Vice-Amiral reçut avis que l'eſcadre Françoiſe étoit retournée à Rhode-Iſland. L'*Expériment* de cinquante canons avoit été chaſſé le vingt-trois Août par trois gros vaiſſeaux François, & étoit entré dans le Sound de Long-Iſland; il étoit revenu à New-York par *Hell-Gate*. C'eſt le premier vaiſſeau à deux ponts qui ſe ſoit haſardé dans cette paſſe dangereuſe. La *Vénus*

& la *Galatea* confirmerent les nouvelles. Le dernier avoit vu onze vaiſſeaux de ligne, y compris les deux vaiſſeaux démâtés, mouillés par le travers du Havre de New-Port dans la ſoirée du vingt-un Août; & il les avoit laiſſés dans la même ſituation le jour ſuivant.

Lorſque le Lord Howe eût reçu cet avis, & tandis qu'il attendoit la Marée pour traverſer la Barre; les vaiſſeaux déſemparés, à l'exception de l'*Iſis* & de l'*Apollo*, étant alors preſque refaits, le Lieutenant Stanley arriva de Rhode-Iſland, d'où il s'étoit échappé dans une chaloupe le Vendredi (21) précédent, expoſant ſa vie au plus grand danger. Il nous apprit qu'il avoit trouvé la flotte Françoiſe mouillée par le travers du Port: que le vent ayant continué depuis à ſouffler de l'eſt, il n'étoit pas à préſumer qu'elle eût pu y entrer: que les Rebelles, au nombre de plus de vingt mille hommes, s'étoient avancés à quinze cents verges de nos ouvrages, que le Chevalier Robert Pigot ne redoutoit aucunement leurs attaques de front; mais que, lorſque la flotte Françoiſe parvenoit à les ſeconder, il avoit ordre de lui dire que cela donnoit une tournure alarmante aux affaires. Que l'Eſtaing pouvoit débarquer des troupes à Warrentons-Neck, conformément au plan arrêté entre les Rebelles & les François; & que lorſqu'elles s'avançoient contre ſon arriere garde, il ne pouvoit pas répondre des ſuites.

Sur cet avis le Lord-Howe traverſa auſſi-

tôt la Barre, & ayant été joint pendant la nuit par l'*Expériment* & les brulots de New-York, & par pluſieurs Volontaires venus pour ſervir à bord du *Monmouth*, il fit voile le lendemain matin pour New-Port. Un renfort tiré de l'armée de Clinton, devoit être envoyé en même-tems par le Sound pour porter du ſecours à la Garniſon. Le Lord Howe devoit favoriſer l'approche de ce renfort, attirant à lui la flotte Françoiſe & tâchant de l'engager au combat; mais ayant été rencontré en Mer par la *Galatea*, avec des dépêches du Général Pigot, par leſquelles il apprit que d'Eſtaing avoit appareillé de ſon mouillage, dans la nuit du Vendredi (21) au Samedi, par le travers de la pointe Judith, & qu'il avoit dirigé ſa route vers Boſton: il détacha le *Nautilus*, le *Sphynx* & le *Vigilant* pour Rhode-Iſland, & il ſe mit avec ſon eſcadre à la pourſuite de l'ennemi. Comme il n'y avoit pas d'apparence qu'il tentât, ayant ſes gros vaiſſeaux déſemparés, de naviguer à travers le Canal du ſud, en-dedans du Banc de George, le Vice-Amiral eſpéroit qu'en ſuivant cette route, il pourroit les intercepter à leur approche de la Baye de Boſton. Il fut fortifié dans ces eſpérances par le Capitaine de l'Armateur la *Réſiſtance*, pris par notre flotte le vingt-huit Août. Il avoit été envoyé de Boſton le Lundi (24) précédent, pour vigier l'eſcadre Françoiſe & pour la piloter dans Boſton. Mais

ayant deſcendu le Canal ſans l'appercevoir, il imagina qu'elle avoit gouverné autour du Banc.

Dans la matinée du trente Août, nous arrivâmes dans la Baye de Boſton. La flotte reſta ſous voiles, tandis que le *Phœnix* & l'*Expériment* furent envoyés en avant pour examiner ce qui ſe paſſoit dans le Port, & pour informer l'Amiral par des ſignaux particuliers, ſi l'eſcadre Françoiſe étoit arrivée ou non, & au cas qu'elle fût arrivée, dans quel endroit elle étoit mouillée. Entre les quatre & cinq heures, nous eûmes la mortification d'apprendre, par un ſignal de l'*Expériment*, qu'elle étoit mouillée dans la Rade de Nantasket.

Le lendemain, le Vice-Amiral ayant intention de profiter d'un vent favorable pour examiner la poſition de l'eſcadre Françoiſe, il fut contrarié dans ſon projet par un accident. Le *Saint-Albans* alla échouer près de la pointe du Cap Cod. Il effectua cependant ce projet le premier Septembre, mais il trouva l'armée du Comte d'Eſtaing dans une ſituation impoſante. Elle étoit protégée par les fortifications conſtruites ſur les iſles qui dominent la Rade & le Canal de Nantasket, de ſorte que, quelques tentatives qu'il eût faites, il n'eût point pû s'en promettre le moindre ſuccès. Il crut donc ne devoir pas perdre un moment & revint au ſecours de New-Port. Mais, graces aux meſures qu'il

avoit priſes, cette Place importante étoit déja délivrée de tout danger. Sullivan ayant vu la retraite de ſes Alliés, & apprenant que la flotte Angloiſe étoit à leur pourſuite, jugea convenable de lever le ſiége de la Place, ſous le prétexte que le Comte d'Eſtaing lui avoit manqué de parole.

Ainſi par un heureux mêlange de prudence & de hardieſſe, par un enchaînement de manœuvres ſupérieures aux lumieres que fournit la Tactique navale, par un zele infatigable, par une vigilance active à ſaiſir tous les avantages qui ſe préſentoient, par le courage indomptable que ſon exemple inſpiroit à chaque Officier & à chaque Matelot ſous ſes ordres, le Lord Howe, après avoir, avec des forces ſi inégales, déconcerté les vaſtes projets de l'ennemi, après avoir protégé l'armée & la flotte des tranſports à New-York, après avoir délivré Rhode-Iſland & forcé l'eſcadre Françoiſe d'entrer dans le Port de Boſton, où ſa ſituation délabrée devoit la retenir long-tems, retourna à New-York; &, au regret infini, tant de la flotte que de l'armée, il remit le commandement au Contre-Amiral Gambier (*a*).

---

[*a*] L'envoi d'un tel ſucceſſeur au Lord Howe, dans des circonſtances ſi critiques, étoit l'inſulte la plus piquante que le premier Lord de l'Amirauté pût faire aux Officiers de Marine ſervants en Amérique. Le choix d'un Gambier pour ſuccéder à un comman-

D'après ce réſumé impartial des faits, le Public jugera s'il doit accueillir les ſoupçons infâmes qui ont pris naiſſance dans la clique d'un Sandwich, ou s'il ne doit pas plutôt admirer la conduite du Lord Howe. Il apprendra combien la Nation doit de reconnoiſſance à cet honnête homme, à ce brave Officier, dont la réputation a été attaquée ſourdement par ces indignes ſuppots de l'iniquité. Il rougira du traitement cruel & inuſte dont ſes ſervices ont été payés; & il journera ſon indignation contre les inſtrumens d'un Miniſtre corrompu, qui, par ſon ignorance & ſa trahiſon, a été ſur le point de

---

ement qui exigeoit les talens d'un Howe, & pour re placé à la tête des braves gens qui avoient été rmés ſous cet illuſtre Amiral, étoit auſſi aviliſſant our eux qu'il auroit pu être fatal à la nation. Qu'on e prétende point juſtifier ce choix en diſant que ilord Sandwich avoit allégué qu'on n'avoit jamais le deſſein qu'il ſervit en qualité de Commandant chef & que Byron étoit ſur la côte. Il eſt queſtion d'un plan adopté antérieurement au départ fortuit M. Byron pour l'Amérique; & notre homme étoit natouillé trop vivement par ſon amour propre pour rder un ſilence modeſte ſur l'honneur inattendu qui i étoit deſtiné dès ſon arrivée.

*Cette note eſt de l'Auteur*: quant au motif de verſion des Marins Anglois pour M. Gambier, tout que l'Editeur en ſait c'eſt que cet Officier eut l'auce, n'étant que jeune Capitaine, de deshonorer couche d'un Amiral; qui pourtant tira de lui, r une condamnation, une groſſe ſomme.

ſacrifier, je ne dis pas l'Empire Anglois en Amérique.... (Ce phantôme eſt diſparu) mais la vie de trente mille braves guerriers qui avoient ſi long-tems combattu & verſé leur ſang pour leur patrie.

Ces braves guerriers ont prodigué eux-mêmes les témoignages les plus glorieux au Lord Howe. Quelqu'injuſtes que le choc d'intérêt & les vues d'ambition aient pu rendre certains Officiers de l'armée de terre ſur le compte du frere de leur Général (William Howe), il n'y eut qu'une ſeule voix, & depuis le Général Clinton juſqu'aux ſimples Soldats, tous exprimerent, par leur contenance abattue, la douleur de voir s'éloigner des côtes le Conſervateur du nom Anglois en Amérique. Aucun Ecrivain gagé n'auroit oſé défigurer des faits dont ils avoient été eux-mêmes les témoins, ni maſquer par des détails faux & déluſoires la négligence & la trahiſon, s'embarraſſant peu ſi cette trahiſon ou cette négligence doit être imputée aux meſures timides & lentes ſuivies dans l'adminiſtration de la Marine, dont le Lord Howe a ſu détourner les ſuites fatales. Ils ſe ſont avoués ſes redevables pour leur ſûreté & leur conſervation, & tout auſſitôt ils ont articulé les éloges qui lui ſont dus pour le triomphe ſignalé qu'ils lui ont vu remporter ſur les ennemis de leur patrie: oui triomphe ſignalé; c'eſt une expreſſion que j'ai bien peſée, & je la répete. — Si l'expoſé naïf que je viens de faire aux lecteurs

juſtifie pas à leurs yeux l'uſage de ſem-
bles expreſſions : j'eſpere que quelques ré-
xions feront adopter au Public le même
gage.

D'abord il eſt à propos d'obſerver que le
ngrès étoit beaucoup mieux informé du
ai état de notre marine en Amérique au
mmencement de cette année, que ne l'étoit,
lgré ſes prétentions, le Lord Sandwich lui-
ême. Ils firent connoître le nombre de nos
iſſeaux & leur ſituation à leurs nouveaux Al-
s avec une exactitude que le Lord Sandwich
ſe ſoucie pas de mettre dans ſes comptes
ec la Nation Angloiſe. Ils ſavoient que
principal objet de nos armemens dans les
ers d'Amérique, étoit l'interruption de leur
mmerce & la deſtruction des petits bâ-
nens qu'ils avoient équipés : qu'on n'em-
oyoit pour ce ſervice que cinq vaiſ-
aux de 64 canons, cinq de 50 avec un
rtain nombre de frégates & de ſloops :
e nous regardions ces forces comme plus
e ſuffiſantes : que même ce petit nombre
vaiſſeaux étoit conſtament diſperſé ſur
ute l'étendue de la côte & devoit être diſ-
bué de la ſorte pour remplir ſon objet :
e par conſéquent un armement conſidé-
ble, dont le projet ſeroit ſecret & l'exé-
tion rapide & vigoureuſe, devoit pro-
ettre les ſuccès les plus brillans & les plus
ciſifs. Ces forces pouvoient attaquer les
iſſeaux Britanniques en détail & les dé-
uire l'un après l'autre. Les vaiſſeaux de

guerre une fois pris ou coulés à fond, les tranſports & les vivriers tomboient néceſſairement entre les mains du vainqueur, & l'armée Angloiſe affamée & n'ayant plus aucun moyen de retraite, devoit avoir le meme ſort. La querelle étoit ainſi terminée tout d'un coup avant que l'on pût avoir en Angleterre la moindre notion du projet ou du moins avant qu'il fût poſſible d'en faire partir aucun ſecours pour prévenir l'exécution d'un deſſein ſi bien concerté.

Telles étoient les raiſons que les Députés d'Amérique faiſoient valoir auprès du Miniſtere de France: & on ne peut diſconvenir que ces raiſons ne fûſſent juſtes & très-bien fondées. Auſſi ont'elles déterminé l'expédition du Comte d'Eſtaing. On a proportionné les forces à la grandeur de l'entrepriſe. Le ſecret fut ſi bien gardé relativement à la deſtination de la flotte, qu'elle étoit déja par la longitude des Açores avant que l'Amiral François, par une déclaration de guerre formelle à bord des différens vaiſſeaux de ſon eſcadre, eût appris à ſes Officiers l'objet de cette expédition & qu'il eût animé ſes équipages par la perſpective d'une victoire auſſi certaine que facile.

Tandis que nos ennemis travailloient à pourſuivre vigoureuſement l'exécution des projets qu'ils avoient ſi ſagement combinés pour notre deſtruction, le premier Lord de l'Amirauté crut ſon objet rempli, s'il avoit réuſſi à tromper la nation. Les amis de la

nſtitution & toutes les perſonnes qui ient à cœur la gloire de leur pays étoient ſeuls ennemis qu'il ſembloit redouter. térêt & la ſûreté de la Nation le tou- ient fort peu, pourvu qu'il réuſſit à re- ſſer les attaques qu'eſſuyoit ſa funeſte ad- iſtration. Rompu à toutes les menées de uce & de la fauſſeté, & encouragé par évouement ſervile d'une majorité nom- ſe des gardiens conſtitutionels de nos rtés, il mit tout en œuvre pour ſurpren- la crédulité des peuples dont il redoutoit ore l'indignation. Dans cette vue on ber- journellement le public de récits pom- x de l'état brillant de nos forces navales, grand nombre de vaiſſeaux déja armés quipés qui pouvoient mettre à la voile que la circonſtance le requerroit. On oit des préparatifs des François comme e démonſtration pitoyable & ſans con- ence, en aſſûrant qu'on avoit pris le plus d ſoin pour augmenter nos forces en portion & leur conſerver toujours leur riorité ordinaire. Le Roi lui même s'eſt é engager à favoriſer l'artifice, après r commencé par en être la dupe le pre- r : & le Gouvernement, comme une vile rtiſane, a couvert ſa pauvreté réelle du que de la pompe & de l'apparat. Entre mains de ces Charlatans politiques la ion a pris un certain éclat ; mais c'étoient ouleurs fauſſes & paſſageres d'un malade anguit intérieurement & dont toute la

machine eſt menacée d'une prochaine diſſo
lution. C'eſt vainement que les amis du ma
lade lui repréſentent ſa ſituation réelle, qu'i
emploient les prieres, les menaces & tou
les moyens poſſibles pour l'arracher au
ignorans qui, après avoir ruiné ſa conſtitu
tion, le bercent de fauſſes eſpérances juſ
qu'au moment de ſa mort. C'eſt envain qu
le Comte de Chatham, ſe livrant à ſon en
thouſiaſme, fait retentir dans la Chambr
des Pairs cette voix qui a ſi ſouvent annonç
la gloire & la proſpérité de la Nation, &
qu'il requiert hautement les Miniſtres du Ro
de prendre de bonne heure ces meſures vigou
reuſes qui, ſous ſon adminiſtration, nou
ont valu tant de trophées & de conquêtes
Les corps les plus durs rendent des étincelle
lorſqu'on les frappe, mais nos Miniſtres ſon
de lâches automates; & ce grand homm
n'a pu tirer de leurs cœurs glacés la moindr
étincelle de ce feu céleſte dont il étoit dé
voré. Leur inſenſibilité a fait ſur l'ame ar
dente du Comte de Chatham une ſenſatio
dont le ſouvenir eſt trop profondément grav
dans le cœur de tout véritable Anglois pou
qu'il ſoit néceſſaire de la rappeller. Indign
d'avoir ſurvécu au courage Britannique,
a rappellé toutes ſes facultés pour le ra
nimer, & ſi cet effort lui a couté la vie
il eſt mort du moins comme il avoit véc
Un trépas heureux pour lui mais funeſte pou
nous, lui a dérobé le ſpectacle des calamité
& de l'opprobre, qu'il avoit prédit en mou

par ſes dernieres paroles qui furent pro-
tiques comme celles de quelques vertueux
ſonnages de l'Antiquité.

ais laiſſons ſes cendres en paix. Son nom
voit écarté de mon ſujet. Mon objet eſt
prouver que les détails les plus exacts &
plus autentiques reçus journellement des
paratifs, par leſquels on nous dévançoit
les ports de France: le départ de la
e, convoyée par la Motte Piquet, &
jet de ſon armement, qui n'étoit un ſe-
pour perſonne; & juſqu'à la déclara-
de guerre, car, dès ce tems là, tout
me de bon ſens n'a pas donné d'autre
au reſcrit remis avec tant d'inſolence
l'Ambaſſadeur de France au nom de ſon
tre: l'air de triomphe des Députés de
nérique qui, malgré leur ſagacité & leur
mulation naturelle, ne pouvoient cacher
oie que leur cauſoit le ſuccès complet
eurs négociations à la Cour de Verſailles:
ivée de l'un de ces Députés à Toulon,
es préparatifs faits pour ſa réception &
e de M. Gérard à bord du *Languedoc*,
étoient le ſujet uſé de toutes les con-
ſations: la grande quantité de marchan-
s pour les marchés d'Amérique dont nos
iſtres ſavoient bien que la flotte de Tou-
étoit chargée: mon ſeul objet, dis-je,
de prouver que le concours de toutes
circonſtances réunies qui annonçoient ſi
rement les deſſeins de la France, n'a feu-

lement pas attiré l'attention de nos Miniſtre
En effet, a-t-on pris d'autres précaution
pour ſauver l'Angleterre, que d'aller pronon
cer de beaux diſcours dans les deux Cham
bres du Parlement ou de faire d'inutiles &
ridicules viſites aux différens chantiers d
Royaume? L'important paſſage de la Me
diterranée n'eſt il pas toujours reſté ouver
& ſans défenſe? Un ſeul vaiſſeau y a-t-
été envoyé pour renforcer notre Comman
dant ou pour le mettre en état d'obſerve
l'ennemi & d'informer le Miniſtere de ſe
mouvemens? Les premiers avis du départ d
l'eſcadre de Toulon & de la route qu'ell
avoit priſe, n'ont-ils pas été commnniqué
à l'un de nos Réſidens par une Puiſſance étran
gere; & ne les a-t-il pas envoyés en An
gleterre par la route de terre?

A la fin d'Avril, lorſque cette importante
nouvelle fut entierement publique, quel part
ont pris nos grands & fiers Miniſtres? Ils
ont continué leur petite guerre avec l'Op-
poſition, en laiſſant l'ennemi s'avancer en
triomphe. Leur principal objet étoit de ter-
raſſer leurs adverſaires dans le Parlement.
Pour le remplir, ils n'ont point rougi d'exa-
gerer au Souverain & aux Peuples ces mêmes
préparatifs que la veille ils affectoient de mé-
priſer. Alors la flotte Françoiſe à Breſt fut
déclarée être d'une telle force, qu'il n'étoit
pas poſſible de retrancher un ſeul vaiſſeau
de ceux qui étoient deſtinés pour la défenſe

la Grande-Bretagne (*a*). On ne ſavoit bien préciſément la deſtination de l'eſ- re de Toulon. — Le chemin qu'elle avoit prendre pouvoit être une feinte. — Si eût détaché une eſcadre de notre flotte r aller à la pourſuite des François, ils oient pu revenir ſur leurs pas pour ſe join- à d'Orvilliers & lui donner une ſupério- decidée ſur l'Amiral Keppel. — Quoique otte de M. d'Eſtaing eût été vue à une petite diſtance des Iſles Açores, il étoit ible qu'elle n'eût avancé ſi loin que pour ux couvrir ſon deſſein. Elle auroit pu reſ- cachée (*b*), ſuſpendue dans les nues, juſ-

) Voyez le diſcours du Lord North.

) Il ſeroit ſingulier que de part & d'autre on t défié de la réalité de l'envoi d'une eſcadre en rique: que le Miniſtere Anglois eût imaginé que tte de Toulon viendroit à Breſt pour ajouter tout coup des forces conſidérables à ce département rpaſſer celles de la Manche, & que le Miniſtere rance eût ſoupçonné que la deſtination de Byron une feinte, & qu'au lieu de percer juſqu'en rique, elle reviendroit inopinément pour ſe join- Keppel & le rendre au moins égal (alors) ſi non ieur à l'eſcadre de Breſt. Nous n'avons aucun pour établir cette conjecture. Mais tout le monde ſe ſouvenir que dans le tems de la ſortie de Byron, iſoit hautement en France que ſurement il n'al- oint en Amérique, vû qu'il reſtoit trop peu de aux en Angleterre; & chacun ſait que dans le ment Britannique les Miniſtres ont déclaré qu'ils nt craint que le Comte d'Eſtaing ne fût deſtiné t à tenter une attaque ſur l'Angleterre.

qu'à ce qu'elle reçût la nouvelle de ce dé
tachement de notre grande flotte. Alors el
auroit rebrouſſé chemin ; & de concert ave
la flotte de Breſt, elle ſeroit venue attaque
nos côtes avec des forces ſi conſidérable
qu'il auroit été impoſſible de leur réſiſter.

A quel état d'objection la Nation eſt ell
donc réduite? Combien il faut que ſon an
cien courage ſoit amorti, lorſqu'une cliqu
de Miniſtres oſe mettre en avant un pare
tiſſu d'abſurdités, pour juſtifier la baſſeſſe &
l'ignominie de leur conduite, lorſqu'on le
voit mépriſer aſſez ſouverainement nos Re
préſentans pour ne pas douter un inſtant
pour oſer même déclarer que quelque puéri
les, quelque pitoyables que ſoient leurs rai
ſons, quelque dangereuſes que ſoient leur
meſures, ils ſeront toujours ſûrs de les fair
ſoutenir par la majorité des deux Chambres
lorſqu'ils n'ont pas même la décence de re
pecter les calamités qu'ils ont accumulées ſu
nous, mais qu'ils oſent tirer vanité du triom
phe qu'ils ont remporté ſur la ſageſſe & ſu
le bon ſens de la Nation ! Ils ne craignen
pas de faire valoir, comme un moyen in
faillible d'augmenter leur crédit auprès du
Peuple, les raiſons mêmes qui devroient le
priver pour jamais de toute eſpece de con
fiance & d'autorité. « Nous ignorions en
tiérement la ſituation de l'ennemi, ſes vue
& ſes deſſeins ; & nous craignions en con
ſéquence de nous épuiſer, en voulant alle

er d'un côté, un coup qui nous ſeroit
té de l'autre ».

Outre l'imprudence & l'effronterie d'un
eil aveu, les Miniſtres ne ſentoient-ils pas
ils laiſſoient ſans réponſe une infinité d'ob-
ions, telles entr'autres que celle-ci? Pour-
oi n'avez-vous pas mis la Marine de la
ande-Bretagne en état de défier tous les
orts de nos ennemis dans toutes les par-
s du globe, comme elle l'a toujours été
nt votre malheureuſe adminiſtration?
urquoi le deſtin de cet Empire, autrefois
glorieux, eſt-il devenu le jouet des évé-
nens, & a-t-il été abandonné à des pro-
oilités & à des conjectures extravagantes?
avez-vous pas eu aſſez de tems pour vous
parer à l'épreuve; ou avez-vous craint
e la Nation vous refuſât les ſubſides né-
ſaires pour faire échouer les deſſeins de
ennemis, dont vous avez été prévenus
ſi longue main & d'une maniere ſi poſi-
e? L'extravagance & l'énormité de tou-
vos demandes, les ont-elles jamais em-
chés de réuſſir? N'eſt-ce pas vous qui dé-
minez la meſure de l'affluence avec laquelle
tréſors publics devoient couler dans des
naux qui ſont eux-mêmes ſous votre direc-
n? N'étiez-vous pas convaincus que la
urſe de tous les Citoyens vous ſeroit ou-
rte, du moment où les richeſſes de la Na-
n ſeroient appliquées à leur véritable em-
oi, & où vous tourneriez enfin votre at-

tention ſur la Marine de la Grande Bretagne, ſon ſeul boulevard & ſa défenſe naturelle ?

Le fait eſt que notre miniſtere avoit reçu les avis les plus prompts & les plus poſitifs du tems où l'eſcadre de Toulon a appareillé, de ſa deſtination & du danger inévitable dont nos forces en Amérique étoient menacées, ſi l'expédition du Comte d'Eſtaing eût réuſſi. Mais il n'eſt pas moins conſtant que malgré les ſommes immenſes qui avoient été votées pour la Marine depuis trois ans, la flotte étoit alors dans un tel état de foibleſſe & de délabrement qu'il étoit impoſſible d'en tirer un détachement proportionné au beſoin & à la nature des circonſtances. Il fallut près de deux mois pour ramaſſer toutes les vieilleries qui pourriſſoient depuis nombre d'années dans les différens chantiers du Royaume, pour dépouiller les vaiſſeaux de Portſmouth de leurs agrès, pour épiſſer & nouer les cordages qui étoient depuis ſi long-tems au rebut comme hors d'état de ſervir, pour rappetaſſer des mâts & des vergues avec les débris d'une flotte autrefois la terreur de l'univers, pour aller ramaſſer dans la fange des priſons des hommes iufectés de maladies contagieuſes & qui n'étoient point accoutumés à la mer.

Lorſqu'au moyen de toutes ces miſérables reſſources on fut enfin parvenu, je ne dis pas à armer, mais à mettre à la mer une eſcadre de onze vaiſſeaux, qu'en eſt-il

ulté? Ils n'ont pas été en état de réſiſter
un grain d'Eté. Diſperſés & balottés à la
rci des flots pendant près de trois mois,
malheureux débris de la flotte de Byron
nt arrivés à New-York, la plupart dé-
tés & délagréés. Les maladies des pri-
ns qui y avoient été apportées par les gens
leurs équipages, avoient fait de ſi grands
ogrès, que ſur un vaiſſeau de 74 canons
n'y avoit que quatre-vingt hommes en état
faire le ſervice. L'Amiral lui-même, en-
rement déſemparé, manqua d'être pris par
flotte Françoiſe, à laquelle il n'échappa
avec les plus grandes peines. Il ſe crut
p heureux de pouvoir gagner le port d'Ha-
x où il trouva une partie de ſon éſcadre
s le même état que ſon vaiſſeau.

Quoique le plus ignorant & le plus vil
tiſan du Miniſtere fût bien convaincu qu'il
it impoſſible de fonder aucune eſpérance
une eſcadre ainſi équipée; quoique les
niſtres ayent entendu dire maintes fois qu'il
a pas ſur l'eſcadre un ſeul Officier qui
ſoit prêt à déclarer ſur ſon honneur, que
es vaiſſeaux eûſſent été dans un état paſ-
le relativement à leurs équipages ou à
s agrès, ils n'auroient pas même ſenti
orce du coup de vent qui les a ſi hor-
ement maltraités; cependant les ſuppots de
unte ont encore profité, avec leur effron-
e ordinaire, de cette heureuſe circonſ-
ce. Ils n'ont pas rougi d'élever à ce ſujet

leur voix arrogante. & de prendre cette aſſurance & ce ton impoſant que permettroient à peine une conſcience irréprochable & la certitude d'avoir fait ſon devoir. » Nous ne pouvons, ont-ils dit, lutter contte les élémens. — Les accidens peuvent faire échouer les projets les mieux concertés. — Sans ce coup de vent qui a ſéparé la flotte, ſelon le cours ordinaire de la navigation, elle auroit gagné la côte d'Amérique aſſez à tems pour faire avorter l'expédition du Comte d'Eſtaing «. Les faits que j'ai déja rapportés réfutent completement cette aſſertion, mais en voici un encore plus concluant. Le *Cornwall* n'avoit point été arrêté par ce coup de vent. Il a fait ſeul la moitié du chemin, par conſéquent ſans être retardé par la marche inégale d'une eſcadre. Cependant ce vaiſſeau n'eſt arrivé à Sandy-Hook que le 30 Juillet, & d'Eſtaing avoit paru le 5 ſur la côte.

Les partiſans du Miniſtere pourroient m'objecter que je fatigue le public d'obſervations trop miſérables & trop puériles pour mériter ſon attention. Le deſtin de notre marine & de notre armée en Amérique, qui paroiſſoit d'une ſi grande conſéquence pour ceux qui y défendoient notre cauſe aux dépens de leur propre vie, étoit bien loin d'être le principal objet de nos ſages & prudens Adminiſtrateurs. Tous leurs ſoins ſe bornoient à garder le ſiege de l'Empire ; & les opé-

rations dans la Manche occupoient toutes leurs penſées & épuiſoient toutes leurs reſſources. De là nous devons ſuppoſer que tout eſt victoire & triomphe. Voilà pourquoi nous n'avons pas d'humiliations à déplorer. Il eſt évident d'après cela qu'il n'y a ni mécontentement, ni murmures ni plaintes, ni même ſujets de plaintes.

Il ſembleroit qu'en Angleterre l'adminiſtration n'eſt point obligée d'avoir recours à la vile reſſource de dénaturer les faits, de chercher des prétextes injuſtes pour ternir la réputation des Officiers de la Marine qui ont le plus d'expérience & d'habileté, ou pour rejetter l'indignation publique due à un des Membres de leur infâme ttipot ſur un brave homme qui a ſauvé la nation d'une calamité encore plus ignominieuſe. Il ſemble que le juſte & indulgent Sandwich ne doit point montrer de jalouſie contre le courageux Amiral Keppel, qui a joint la prudence de l'homme d'Etat à l'habileté du Commandant en chef: qui a oſé déſabuſer le pubiic par la prudence de ſa conduite, & au riſque de voir ſa réputation expoſée au moins pendant un tems à des imputations déſagréables, plutôt que de ſacrifier les intérêts de ſa patrie: qui découvrant la fauſſeté & l'imprudence des aſſertions de cet infâme Miniſtre, & certain de la grande ſupériorité de la flotte de Breſt, a mieux aimé retourner en Angleterre, pour s'y procurer, s'il

étoit poſſible, un renfort, que d'expoſer l'exiſtence même de la Nation Britannique au ſort du combat le plus inégal & le plus téméraire qui ait jamais été donné.

Certainement il y a un point de lâcheté & d'aviliſſement au-deſſous duquel il eſt impoſſible qu'une Nation puiſſe deſcendre. Ou ce ſont nos Miniſtres qui nous ont réduits à ce point d'aviliſſement, ou le Génie de la Grande-Bretagne nous a abandonnés pour jamais, & ſon ancienne ardeur s'eſt tellement amortie & éteinte, qu'elle ne peut plus ſe ranimer. Menacés par toutes les Nations qui nous environnent, nous ſommes en hoſtilités ouvertes avec la France. L'Eſpagne eſt ſur le point de nous déclarer la guerre : le Portugal, l'enfant de notre charité, a paſſé du côté de nos ennemis : la Hollande, ajoutant l'inſolence à l'ingratitude, nous chicanne exprès pour ſe procurer des prétextes de partager les dépouilles de ſes anciens défenſeurs & de ſes fideles alliés : l'Empire Britannique lui-même eſt démembré : des Provinces, dont nous tirions nos richeſſes, notre force, notre crédit, ſe ſont ſéparées de nous pour jamais ; & leurs habitans ſont devenus nos ennemis les plus terribles & les plus irréconciliables : peut être à cet inſtant même les grandes ſources de notre opulence ſont-elles détruites & des milliers d'Anglois ſe voyent-ils réduits à la mendicité, par la perte de nos Iſles de l'Amérique.

Telle eſt notre perſpective au-dehors. Au-
edans la diviſion regne dans nos Conſeils;
s ennemis de la Patrie, qui, dans le cours
e quelques années ont fait tomber la Na-
on de ce haut point de gloire, de puiſſance
de proſpérité où elle s'étoit élevée ſous
dernier regne, & l'ont réduite au der-
er degré d'humiliation & de miſere, con-
nuent de voir triompher leur iniquité. Les
nplois, les graces, la protection la plus
latante, tout les invite à perſiſter dans ces
êmes meſures, dont l'expérience a fait voir
ue nous ne devions attendre que ruine &
ſtruction. Cependant les Amis de la conſ-
ution qui n'ont pas ceſſé de s'oppoſer à
s meſures funeſtes, ſont mis à l'écart, mé-
iſés & conſtamment en bute aux imputa-
ons injurieuſes d'avoir un eſprit factieux
une mauvaiſe volonté impuiſſante. On op-
ſe les Généraux les uns aux autres dans
s querelles particulieres. Les Miniſtres font
ut ce qui dépend d'eux pour exciter & en-
etenir ces diviſions, & pour attiſer le feu
leurs animoſités. Quelques-uns d'entr'eux
i avoient acquis l'eſtime & la confiance de
ur corps, des talens deſquels on avoit la
us haute idée & que leurs principes ren-
ient reſpectables aux yeux de tous les hon-
tes gens, n'ont pas rougi de proſtituer leurs
ms à ces viles manœuvres, & de ſe vouer
mépris & à l'indignation publique, pour
tenir les bonnes graces d'un ſcélérat en

place. Les plus braves de nos Commandans de terre & de mer qui jouiſſoient de la plus haute conſidération auprès de leur Roi & de leur pays, ſont en bute aux inſultes & aux outrages. Leur réputation eſt flétrie; & ils ſe voyent chargés de l'humiliation & de l'infamie que la Toute-Puiſſance divine n'auroit pas pû écarter des plans d'ignorance, de foibleſſe & d'indéciſion qui leur étoient impoſés par le Cabinet, & dont ils n'ont pu ſe diſpenſer de tenter au moins l'exécution, ſans manquer à l'obéiſſance qu'ils devoient à leur Souverain.

Dans le tems où la Nation ſaigne encore des coups qui lui ont été portés par ce fatal mélange d'extravagance & d'injuſtice: tandis que les Miniſtres ſe défient de ces hommes braves & ardens qu'ils ſavent bien avoir baſſement injuriés: que ceux-ci de leur côté ſont révoltés de la perfidie de l'adminiſtration, & qu'ils frémiſſent de ſervir ſous une clique de gens dont les conſeils ne peuvent produire qu'humiliation & diſgraces, nos flottes reſtent ſans Commandans. Une forte eſcadre de l'ennemi (*a*) croiſe dans la Manche où elle eſt déja depuis long-tems; & il n'y a pas un ſeul Officier à pavillon, ſi peu connu qu'il ſoit, que le Lord Sandwich puiſſe

(*a*) L'Auteur écrivoit peu de tems après la rentrée du Lord Howe en Angleterre, l'eſcadre de Keppel étant déſarmée dans les ports.

ier d'accepter, ou qui, s'il en étoit prié, oulût accepter le commandement d'un ar- ement deſtiné à combattre l eſcadre Fran- oiſe.

La Nation s'étoit flattée en vain que l'ou- rture du Parlement auroit produit quelque angement avantageux, & que cette Aſſem- ée auroit porté quelque ſoulagement à l'é- ignominieux & vraiment déſeſpéré où la ande Bretagne eſt réduite. Nous tournions s regards ſupplians vers les Conſeillers hé- ditaires du trône & les Gardiens de nos ertés, vers les poſſeſſeurs de terres dont intérêts courent de ſi grands riſques, & nt nous eſpérions que l'indépendance ré- eroit à la vénalité & à la corruption : nous élevions vers un Souverain, l'objet de s affections : nous eſpérions qu'il ouvri- t enfin les yeux, que les pertes & les mal- urs que nous avons eſſuyés coup ſur coup, qui doivent avoir déchiré ſon cœur pa- nel, lui auroient appris à ſe défier des eurs de ces calamités, & l'auroient en- gé à donner quelqu'attention à la nom- euſe & reſpectable partie des deux Cham- es du Parlement, qui a proteſté unanime- nt contre leurs meſures & donné de meil- rs conſeils. Les Citoyens ſages, modérés, utant plus cruellement trompés dans leur ente, que leur fidélité, leur confiance, r affection ſembloient leur en promettre e iſſue plus heureuſe, ne penſent qu'en

frémiſſant aux conſéquences qui peuvent réſulter d'une pareille obſtination. Ils craignent que la patience des Peuples, pouſſée à bout, ne les force enfin de parler un langage *fait pour être entendu*. Nos Annales ne fourniſſent que trop d'exemples des extrémités déplorables où une ſuite auſſi révoltante d'iniquités peuvent porter le reſſentiment de la Nation.

Puiſſe notre génération accablée de calamités, n'avoir pas à gémir d'un événement ſi funeſte ! Puiſſe notre gracieux Souverain continuer de recevoir les tributs de reſpect, de dévouement & d'affection qu'il mérite par ſes vertus ! Puiſſe l'indignation publique n'être dirigée que contre les auteurs réels de nos malheurs, & ſe contenter des ſeules expiations que peut prétendre, ſans injuſtice, un Peuple las de voir ſes ſouffrances l'objet du mépris & de la dériſion miniſtérielle.

*Fin de la Relation.*

# LETTRE

*'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 12 Avril 1779.

N attendant, Monſieur, quelque nou-
le production hiſtorique ſur les grands
énemens de la guerre actuelle, je vais
ttre ſous vos yeux un mémoire où j'eſ-
erai de vous expliquer l'opération de fi-
ces du Lord North pour l'année pré-
te, ayant cru remarquer qu'elle n'étoit
ſuffiſament éclaircie dans les papiers pu-
s qui ont pû parvenir à votre connoiſſance.
ajouterai quelques écrits Anglois, dont
Auteurs conſiderent cette affaire exacte-
nt ſous le même point de vue que moi.

*ration de finances du Lord North pour l'année 1779.*

Quoique le Parlement n'ait point (*a*) en-
e connoiſſance de tous les articles qui

(*a*) Ce Mémoire a été compoſé dans les premiers
s du mois de Mars.

doivent entrer dans la dépenſe de l'année courante, & qu'entr'autres il ignore le montant de l'extraordinaire des guerres dans l'année derniere, le Lord North s'appuyant ſur l'uſage des tems de guerre & ſur ce qui s'eſt pratiqué dans la derniere ſeſſion, n'a point héſité à propoſer l'emprunt au moyen duquel il compte ſatisfaire à cette dépenſe & les impôts dont le produit ſera deſtiné à payer les intérêts de cet emprunt. C'eſt ce qui, dans la langue des finances Angloiſes, s'appelle le *Budget* ou le porte-feuille, dont le Lord North a fait l'ouverture le 24 Février.

Ce procédé éprouva une vive oppoſition de la part de M. Edmond Burke, qui obſerva que par cette réticence de l'étendue des beſoins dans les articles tant de l'extraordinaire des guerres que de l'accroiſſement de la marine pendant l'année derniere, on induiſoit les prêteurs, dont les deniers vont former l'emprunt, à croire qu'il ne ſera mis ſur la place que ce nouveau papier, tandis qu'il y en aura néceſſairement d'autre qui ſera lâché pareillement pour payer les intérêts des capitaux dont la déclaration reſte encore à faire, & qui ne ſont pas même connus, quoiqu'ils l'eûſſent été l'année derniere lors de l'ouverture du Budget. En effet, quoique non encore notifiés à la Chambre, ils avoient été apportés ſur le Bureau où chacun avoit pû en prendre connoiſſance.

a juſte appréhenſion de M. Burke étoit
ue les nouvelles émiſſions de billets de l'E-
hiquier ou de billets de marine, qu'on ſe
éſerve de faire, pour éviter d'effrayer la
ation en joignant actuellement les capitaux
iſſimulés à la liquidation de l'année, ne
ortent préjudice au crédit du papier livré
ujourd'hui aux actionnaires de l'emprunt.

M. Hartley fit ſentir avec un peu plus de
étail combien il étoit dangereux pour le
rédit de ſe faire illuſion de la ſorte. Si l'ac-
roiſſement de la dette de la Marine, dit-il,
eſt monté dans l'année derniere à deux mil-
ons trois cents mille livres, & que les ex-
aordinaires de la guerre ayent été de deux
illions vingt-ſix mille livres, (c'eſt à peu
rès le montant de l'un & de l'autre) ces
eux articles formeront une portion de dette
on fondée dont il faudra que les intérêts
ient payés par quelque moyen extraordi-
aire. Il n'en eſt point d'autre que des bil-
ts de marine ou des billets de l'Echiquier.
a place ſera donc chargée d'une quantité
dditionelle de ces billets, outre & par-deſ-
s le nombre de ceux au moyen deſquels va ſe
ire l'emprunt; & le papier qui ſera lâché
our cet emprunt perdant beaucoup de ſa va-
ur par cette concurrence, non ſeulement
ous ne trouverons plus de confiance pour
n nouvel emprunt, mais nous faciliterons
ux Agioteurs des profits immenſes qui con-
mmeront la ruine de l'Etat.

Ces objections forcerent Milord North d'avouer qu'il avoit promis à la Compagnie qui lui fait les fonds de ſon emprunt, de ne point lâcher de nouveau papier avant le mois d'Octobre prochain.

Il convint que les prêteurs lui avoient fait des conditions dures. Mais il eſſaya de faire entendre à la Chambre que ce n'étoit pas ſans une ſorte de juſtice. » Ce ſont les mêmes hommes, dit-il, qui ont formé l'année derniere l'emprunt de cinq millions. Entre la concluſion de leur marché & l'ouverture du Budget, les fonds ſubirent une baiſſe conſidérable, & l'enſemble (l'*omnium*) des divers articles de l'emprunt, au lieu de leur porter le profit dont on les avoit flattés, perdoit près de deux pour cent. Il avoit propoſé à la Chambre d'indemniſer ces Prêteurs par un accroiſſement d'intérêts; mais on s'y étoit refuſé par la raiſonnable appréhenſion qu'il n'en réſultât un uſage dont les agioteurs ſauroient tirer le parti le plus avantageux. Aujourd'hui, ces mêmes prêteurs de l'année derniere voulant regagner leur perte, exigent un marché un peu plus onéreux pour l'Etat: il faut recevoir d'eux la loi à cet égard, d'autant plus qu'ils ont la juſtice de leur côté.« — Milord North fit voir auſſi qu'il avoit été obligé de traiter avec une Compagnie qui lui faiſoit la totalité de ſes fonds, n'oſant pas, dans une criſe auſſi importante, mettre tout le ſervice

de

e l'année au hazard dc la bonne volonté
u Public dans une ſouſcription générale.

Voici les conditions de l'emprunt dont le
ontant eſt de ſept millions ſterling & les
ntérêts de 472,000 livres.

Une annuité à trois pour cent
ces annuités, dont le capital
ſt de 2,020,000, ſeront réu-
ies à celles qui forment le fond
onſolidé ) paſſée à 60 $\frac{1}{2}$ ou 60 ;
e qui en porte la valeur à.. 60 5

Une annuité additionelle de
l. 15 ſ. qui s'éteindra au bout
e vingt-neuf années : capital
uatre millions. Sa valeur eſti-
née ſur la place le 23 Février
ntre douze années & neuf
ois de ſon produit annuel, &
1 années $\frac{1}{2}$, quoique le 24
évrier elle fût à 11 $\frac{7}{8}$ années.
Milord North déclara qu'il la
ortoit ſur ce pied à..... 42 17 9 $\frac{3}{4}$

Quarante-neuf mille billets
le loterie, valeur 10 l. cha-
cun, formant 490,000 liv. Il
en ſera donné ſept pour chaque
ſomme de mille livres qu'on aura
ſouſcrite. Le profit à faire en
vendant ces billets, rendra pour
chaque ſomme de cent livres. 2 2

Somme que retirera le prêteur

de cent livres, ſuivant le calcul de Milord North..... 105 4 9 5/4

Le parti de l'Oppoſition, cenſurant ce plan, ſoutint que la vraie valeur des annuités à terme étoit de quinze années du produit, & qu'ainſi le Miniſtre faiſoit donner par le public aux prêteurs un profit beaucoup plus fort qu'il ne paroiſſoit par ſa maniere de compter: encore eſt-ce ſans y comprendre le gain de ſix mois d'intérêt, puiſque l'intérêt court du premier de l'an, quoique les payemens ne commencent qu'en Mars pour n'être complettés qu'à la fin de Décembre. Les Membres de ce parti démontrerent par divers calculs que de cette maniere chaque ſomme de cent livres produiroit au prêteur la premiere année plus de 20 pour cent, & dans les années ſubſéquentes 17 à 18 pour cent, ce qui eſt un intérêt exceſſif dont on ne peut attendre que la ruine du crédit Anglois par la deſtruction de la confiance.

Milord North ſe contenta de faire valoir ſes annuités à termes, en obſervant que cette partie de l'emprunt s'éteindroit peu à peu chaque année ſans qu'il fût néceſſaire de puiſer dans le fond d'amortiſſement. Il récapitula enſuite les articles du ſubſide connus par les votes précédents.

*Etat du ſubſide voté juſqu'au 24 Février.*

| | | |
|---|---|---|
| Soixante & dix mille gens de mer. | 3,640,000 | |
| Ordinaire & extraordinaire de la Marine, &c..... | 860,000 | 4,500,000 |
| Artillerie..... | | 900,000 |
| Armée, &c..... | | 3,300,000 |
| Divers articles & déficit.... | | 700,000 |
| Billets de l'Echiquier de l'année derniere..... | | 1,500,000 |
| Vote de crédit de l'année derniere..... | | 1,000,000 |
| *Total juſqu'au 24 Février...* | | 11,905,000 |

*Etat des moyens.*

| | |
|---|---|
| La taxe des terres & de la dréche..... | 2,750,000 |
| L'emprunt..... | 7,000,000 |
| *Total des moyens au 24 Février.* | 9,750,000 |

La différence de la ſomme du ſubſide à celle des moyens eſt de 2,155,000 liv.

Dans un apperçu des objets qui reſtoient à déterminer, Milord North fit voir quel ſeroit à peu près le montant total du ſubſide.

| | |
|---|---|
| En acquittement de la dette de la Marine..... | 1,000,000 |

| | |
|---|---|
| Extraordinaires de l'armée en 1778..... | 2,040,000 |
| Une anticipation ſur les premiers moyens de 1779..... | 500,000 |
| Le déficit de la taxe des terres & de la dreche : les non-valeurs des moyens de l'année derniere : les indemnités à accorder aux Américains fideles : l'entretien des forts d'Afrique, & divers autres objets annuels..... | 442,000 |
| *Total où pourra monter le ſubſide.* | 15,887,000 |

Suivant un pareil apperçu du total des moyens, & en ajoutant aux 9,750,000 liv. de l'emprunt & des taxes annuelles, les articles ſuivans, ſavoir,

| | |
|---|---|
| Un nouveau vote de crédit de. | 1,000,000 |
| De nouveaux billets d'Echiquier..... | 1,500,000 |
| Une ſomme de 500,000 liv. à prendre comme l'année derniere ſur les premiers moyens de 1780..... | 500,000 |
| *Total*..... | 3,000,000 |

Cette ſomme de 3,000,000 jointe à celle dont on eſt déja aſſuré, fera celle de 12,750,000 liv. qui laiſſera encore vis-à-

vis du ſubſide, une différence de 3,137,000 l.

Or, c'eſt ici la ſomme qu'il eſt d'uſage de tirer du fonds (mal nommé) d'amortiſſement. On ne ſeroit pas bien embarraſſé ſi on pouvoit eſpérer que ſon produit, dans l'année 1779, ſera de trois à quatre millions; mais il a rendu l'année derniere moins que la ſomme à laquelle on l'avoit eſtimé.

Et, par un ſecond malheur, les dépenſes imprévues de l'année 1778 ont été ſi fortes, qu'il a fallu prendre ſur ce même fonds ſept cents mille livres de plus que l'eſtimation; laquelle ſomme devoit ſe rendre par les produits de l'année préſente.

En conſéquence, Milord North déclara qu'il ne comptoit pouvoir tirer des produits dudit fonds dans l'année 1779 que *deux millions*, quoique l'année moyenne de ces produits fût eſtimée 2,750,000 livres.

Il conclud de-là que la ſomme qui manqueroit au ſubſide ſeroit d'environ douze cents mille livres, dont il avoit deſiré inutilement que la Compagnie fît les fonds, en lui prêtant huit millions au lieu de ſept; il marqua beaucoup de regret de n'avoir point pû obtenir d'elle cet effort, qui l'auroit diſpenſé de mettre ſur la place, à peu-près pour cette ſomme de nouveaux billets ou d'échiquier, ou de Marine: & à cette occaſion il fit encore l'aveu à la Chambre d'un autre engagement, qu'il avoit été forcé de prendre avec la Compagnie; c'étoit d'attendre juſ-

qu'au mois d'Octobre pour lâcher ce papier additionnel, ſans quoi elle ne lui auroit pas fait les fonds de ſon emprunt. Quant à la baiſſe du produit du fonds d'amortiſſement dans l'année derniere, il aſſura la Chambre qu'il ne falloit point imaginer que les revenus de la douane ou de l'acciſe euſſent ſouffert une diminution conſidérable. Il fit voir au contraire que le produit de ces deux branches qui conſtituent les $\frac{7}{8}$ du revenu des impôts, n'étoit que très-peu diminué relativement aux ſept années précédentes, par l'interruption du Commerce d'Amérique. Mais il allégua de fortes non-valeurs, ou retardemens de paiemens dans les impôts affectés l'année derniere aux intérêts de l'emprunt de la même année.

Juſqu'ici, ce n'eſt que la ſéance du Mercredi 24 Février, dans laquelle le Lord North a donné, avec un apperçu de la dépenſe de l'année, le montant de ſon emprunt fixé à ſept millions de capital, & 472,0000 liv. d'intérêts annuels. Il remit à un autre jour à s'expliquer ſur les moyens de lever cette ſomme d'intérêts; & ce fut le premier Mars qu'il développa ſon projet à la Chambre.

D'abord, il fit voir qu'il n'y avoit que deux manieres d'obtenir cette ſomme annuelle: l'une, en ſurchargeant d'anciens impôts, l'autre, en en créant de nouveaux. Il entra dans le détail des inconvéniens de l'une & de l'autre, & après les avoir balancés, il

déclara que la ſurcharge lui paroiſſant d'un effet plus aſſuré que la création, ce ſeroit dans cette premiere maniere qu'il chercheroit ſa principale reſſource, quoiqu'il fût réſolu à les employer toutes deux.

Après avoir déſigné l'acciſe & la douane, comme les deux articles d'anciens impôts qu'il avoit réſolu d'augmenter, il déclara que cette augmentation ſeroit d'un ſol pour livre, ou de cinq pour cent de l'impôt déja ſubſiſtant, c'eſt-à-dire, de cinq livres pour le payement des 472,000 livres de nouveaux intérêts annuels. En même tems il mit ſous les yeux de la Chambre le tableau ſuivant des gros produits, tant de la douane que de l'acciſe dans les trois années dernieres.

*Acciſe.*

| | Livres. | | Livres. |
|---|---|---|---|
| 1776 | 5,600,000 | | |
| 1777 | 5,800,000 | Année moyenne : | 5,700,000 |
| 1778 | 5,700,000 | Si on déduit les remiſes de droits évaluées à 127000 livres, ce n'eſt plus que . . | 5,573,000 |

*Douane.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1776 | 3,500,000 | | |
| 1777 | 3,200,040 | Année moyenne : | 3,000,000 |
| 1778 | 2.700,000 | Si on déduit les gratifications pour réexportation, ce n'eſt plus que. . . . . | 2,500,000 |

*N. B.* Il eſt eſſentiel d'obſerver, relativement aux produits annuels de la douane, que les comptes de chaque année de cette branche de revenu ne pouvant être clos qu'au bout de trois ou quatre ans, ce qui eſt donné ici pour être le produit de l'année 1776, renferme les reliquats des années 1773, 1774 & 1775, recueillis définitivement dans l'année 1776. Il en eſt de même des années ſuivantes. Elles contiennent chacune les rentrées retardées des années précédentes. Il réſulte de cette obſervation que Milord North porte beaucoup trop haut l'année moyenne. Quant à l'acciſe, quoique ſes rentrées ſoient plus immédiates, il y a toujours des parties conſidérables d'arriérées, qui juſtifient les mêmes doutes relativement à ſon produit moyen. En général on voit que la douane a ſubi une diminution conſidérable, par l'interruption du Commerce d'Amérique. L'acciſe s'eſt mieux ſoutenue à cauſe du redoublement des conſommations en tout genre pour les armées, tant en Angleterre qu'en Amérique. Enfin ce ſont ici les gros produits dont il faut rabattre 12 pour cent de frais de perception pour avoir les produits nets.

Milord North porta à la ſomme ronde de huit millions le produit net annuel, tant de la douane que de l'acciſe; & il déclara que ce qu'il ne tireroit point par cette ſurcharge, il comptoit ſe le procurer par un nouvel impôt. D'abord, dit-il, on voit que le ſou pour livre de huit millions pourroit me rendre

400,000 livres, & que par conſéquent il ne m'en reſteroit à trouver que 72,000. Mais, pour cela, il faudroit que la ſurcharge portât ſur des parties de l'acciſe qui affecteroient le pauvre, tandis que mon intention eſt de l'en excepter. Ce ſont les articles de braſſerie, dont le ſol pour livre entreroit dans les 400,000 l. pour la ſomme de 86,000 l. (*a*). — Par cette exception, la reſſource des 400,000 liv. eſt réduite à 314,000 liv.

Il fit voir que c'étoit par ménagement pour le pauvre conſommateur qu'il faiſoit cette exception, quoiqu'il fût perſuadé que la ſurcharge ne porteroit ſur lui que très-foiblement, & encore par une injuſte cupidité du Débitant & du Braſſeur.

Quant aux articles des Eaux ſpiritueuſes, des vins importés, du ſucre & du rum, il ne pouvoit, dit-il, ſe réſoudre à étendre juſqu'à eux l'exception, qui ne comprendroit pas non plus le thé, l'épicerie, la quincaillerie, la clouterie, la ſoierie, &c.

Un planteur de la Jamaïque repréſenta inutilement à Milord North que le ſol pour livre ſur les droits payés par le ſucre étoit exceſſif dans les circonſtances actuelles, où l'aſſurance & le fret étoient déja ſi chers. Ce Miniſtre maintint toujours que cet objet devoit le ſupporter. Il parla autrement du ſavon, des ſuifs & des cuirs, objets d'une néceſſité plus

(*a*) C'eſt le ſou pour livre du produit annuel de la bierre qui eſt de 1,749,415 livres.

preſſante pour le peuple. Ceux-ci lui paroiſſant ſuſceptibles de l'exception, comme la braſſerie, il déclara que le ſou pour livre de leur portion ſe montoit à 32,000 livres, & que par conſéquent la ſomme à lever par ſurcharge ſe trouvoit réduite à 282,000 livres. Ainſi arrivé aux objets nouveaux dont il lui falloit completter les 472,000 livres d'intérêts de l'emprunt, il indiqua.

Premierement. — Un impôt nouveau ſur les toiles batiſtes de l'Etranger, en ſupprimant la prohibition ; & comme avant qu'elles fuſſent défendues, le produit de cette branche étoit de 35,000 livres, il eſtima à cette ſomme le produit qu'on en devoit attendre. — Elle portoit déja celle à lever pour les intérêts à 317,000 livres.

*N. B.* Pluſieurs grandes villes d'Ecoſſe qui s'étoient emparées de cette manufacture, ont parlé de faire des repréſentations au Parlement contre cette innovation.

2°. Un impôt de neuf deniers par cheval de chaiſe de poſte. Les chevaux employés à cet uſage en Angleterre ſeulement, pouvant ſe monter à ſeize mille, pour quatre mille chaiſes, le produit doit être de 600 liv. ſter. par jour, & par année 219,000 liv. qu'il entendoit ne porter que pour 164,000 livres. Il laiſſa voir quelques doutes ſur la maniere d'établir cette taxe, donnant à entendre qu'elle réuſſiroit peut-être mieux à tant par mille de chemin ; mais il parut perſuadé qu'elle rendroit toujours le même revenu.

tte ſomme ajoutée aux 317,000 liv. déja uvées, forme celle de 481,000 liv. qui cede de 9,000 liv. celle demandée pour intérêts de l'emprunt. — Ces huit ou neuf lle livres d'excédant, dit-il, d'un ton con- nt & ſatisfait, on les verſera dans le fonds mortiſſement.

*Tableau du Budget pour l'année* 17, 9.

| | | |
|---|---|---|
| Intérêts de ſept millions d'em- unt ..... | | 472,000 |
| *Moyens de les payer.* | | |
| Surcharge d'un ſou ur livre ſur l'acciſe la douane ..... | 282,000 | 481,000 |
| Impôts ſur les ba- tes..... | 35,000 | |
| Impôt ſur ceux qui urent la poſte.... | 164,000 | |
| Excédant à porter au fonds amortiſſement, ſi Milord orth ne s'eſt pas trompé dans s eſtimations, comme cela lui t arrivé l'année derniere.... | | 9,000 |

Par cet expoſé des beſoins & des moyens e l'Angleterre, on doit voir, avec tout e qu'il y a de gens éclairés dans ce Royaume, ue ſa ſituation eſt des plus critiques. Peut-on re que ſes reſſources ne ſoient pas épui-

ſées, quand il eſt conſtant que deux années de ſuite qui ſont les quatrieme & cinquieme de ſa guerre avec l'Amérique, ſes fonds n'ont pû ſe faire qu'avec les plus grandes peines & au milieu des plus allarmantes incertitudes ? Pour s'être vue expoſée l'année derniere au riſque de manquer ſon emprunt, elle ne parvient à l'effectuer dans celle-ci qu'au prix des plus grands ſacrifices. Elle ne trouve de l'argent que parce que les prêteurs ſont aſſurés d'en tirer quinze & vingt pour cent : encore ont-ils rompu pluſieurs fois leur marché & ont-ils refuſé de lui donner toute la ſomme dont elle avoit beſoin ; encore lui font-ils la loi la plus dure relativement aux nouveaux ſecours qu'ils ſavent devoir lui être néceſſaire. De quelle ſource proviennent tous ces embarras, ſi ce n'eſt de ce qu'il eſt généralement reconnu que depuis long-tems elle a forcé ſon crédit : de ce qu'on craint que les impôts de l'année préſente n'avortent comme ceux de l'année derniere ; & de ce qu'il n'exiſte plus d'objets ſoit de néceſſité, ſoit de ſuperflu ſur lequel il lui ſoit poſſible d'aſſeoir un impôt — Sa plus réelle reſſource, après les différentes guerres de ce ſiecle, qui ont porté ſa dette au taux énorme de cent quatre-vingt millions ſterling, étoit dans ſon grand commerce, qui augmentant ſes conſommations, auroit fait accroître ſes revenus d'acciſe & de douane, & par eux ce fond d'amortiſſement ſi heureuſement imaginé pour opérer inſenſiblement ſa liquida-

n. Mais cette nouvelle guerre, plus fatale
aucune autre par ſa nature, ayant détruit
commerce par la baſe, chaque nouvel
ort qu'elle fait, la précipite vers ſa ruine,
ce qu'elle étoit au point où il n'étoit plus
ible qu'elle fît des efforts. Dans les cir-
ſtances actuelles, il ne pouvoit lui arriver
de plus malheureux que de ſe procu-
ſept millions à gros intérêt. Elle perdra
ce ſuccès même le peu de confiance qu'on
voit avoir encore en elle. Les agioteurs
fiteront pour faire leur main de ſes ſuc-
comme de ſes revers, des premiers, pour
rer (*a*) promptement leur miſe avec profit;
autres, pour décrier encore plus ſon
dit & eſſayer de faire quelque lucre par
efforts qu'elle fera pour le relever. C'eſt
inion générale que les impôts de l'an-
préſente ſeront au moins auſſi inſuffiſants
ceux de l'année derniere, le fond d'a-
rtiſſement encore plus foible & les dépen-
plus fortes. Il faudra donc que l'emprunt
l'année prochaine ſoit auſſi plus fort. Mais
raiſon de l'accroiſſement du beſoin, les
teurs ſe rendront plus difficiles & plus
rs. Ils ont rompu leur marché cette an-
juſqu'à trois fois: ils le rompront juſ-
quatre & cinq fois dans la premiere
aſion. Ils éxigeront un intérêt encore

(*a*) Il paſſe pour certain qu'il ne reſte déja plus (12 il) un ſeul des nouveaux effets entre les mains des eurs originaires, & que leur profit a été d'un million ing.

plus uſuraire; & pour un million qu'ils ont refuſé cette année-ci, ils en refuſeront trois. Le Miniſtre étant viſiblement dans leur dépendance, ils le laiſſeront dans l'embarras pour trois millions, dont la Compagnie des Indes ne voudra pas lui fournir même la moitié. Voilà l'extrémité où une année de guerre de plus réduira l'Angleterre, parce qu'il eſt conſtant que c'étoit uniquement par ſon fond d'amortiſſement qu'elle pouvoit ſortir de la criſe où l'avoit laiſſée la derniere guerre. Milord North en eſt ſi pleinement convaincu, qu'il a déja dit deux mots d'un projet de trouver dans les revenus de l'année même les moyens de la dépenſe. On ne pouvoit pas annoncer plus clairement une banqueroute ou ce qui eſt la même choſe la réduction des intérêts. Il a biaiſé quand on l'a preſſé de s'expliquer : ſes amis débitent qu'il y parviendroit en refondant le cadaſtre de la taxe des terres pour la rendre plus égale, & en convertiſſant en articles d'acciſe pluſieurs articles de douanes. Mais comme la premiere de ces opérations eſt reconnue (*a*) impraticable & que l'autre eſt deſtructive du commerce, on en a conclu qu'il avoit en vue la réduction de l'intérêt comme l'unique moyen capable de parer au déficit du fond d'amortiſſement. — Le capital de la dette, tant

(*a*) Chaque ſou, dont on augmente la taxe des terres, fait diminuer le produit des autres. Comment eſpere-t-on de retirer plus de deux millions des terres déja chargées de tant de manieres?

ndée que non fondée, doit être aujour-
ui d'environ cent quatre-vingt millions
rling & les intérêts de ſix à ſept millions.
l obtient l'année prochaine du Parlement
réduire les intérêts, c'eſt-à-dire, de faire
nqueroute d'un tiers, il aura tout de ſuite
main deux millions ſterling par an, n'en
ant plus que quatre à donner. Avec cette
ſource, quelque fatale qu'elle ſoit par ſes
nſéquences & quelque précaire même qu'elle
paroiſſe, tant que la paix n'aura point
ndu au commerce ſon ancienne activité, il
urra manœuvrer plus facilement ſes em-
nts & ſecouer un peu le joug peſant ſous
uel les prêteurs le font plier aujourd'hui.
ut-être quelques Anglois, comme les En-
preneurs des armées, les Agioteurs & ceux
ſe ſont enrichis par des priſes, s'arran-
ront-ils de cette réduction; mais quel
et penſe t-on qu'elle produira ſur les étran-
s qui ſupporteront un tiers de cette perte,
qui loin d'avoir tiré les mêmes avantages
la guerre qui fait de cette banqueroute
mal inévitable, ont ſouffert des préju-
es conſidérables par les injuſtes dépréda-
ns que les Anglois ont exercées ſur leur
nmerce?

VOUS allez voir, Monſieur, mes obſer-
ions confirmées par divers Spéculateurs
glois, & leurs ſpéculations appuyées d'un
leau curieux de l'état actuel du commerce
l'Angleterre.

## N.° I. *Compte National.*

LE Miniſtre, comme Agent de la Nation, a emprunté de ſes Amis particuliers (ou peut-être, de lui-même, car il peut bien être de la Compagnie, ſous quelqu'autre nom) *ſept* millions d'argent. Pourquoi ſeulement ſept? c'eſt par la bonne raiſon qu'il n'a pas pu en avoir *huit*. Sans doute, s'il eût pu trouver facilement huit millions, il en auroit demandé dix. Pour ces ſept millions, il a engagé la Nation dans l'obligation ſuivante envers les Prêteurs.

| | |
|---|---|
| Pour chaque cent livres le prêteur eſt mis en poſſeſſion d'un effet de cent livres portant un intérêt de trois pour cent dans le fonds conſolidé. Ceci ſubſiſtera juſqu'à ce que ce fonds ſoit racheté par le Parlement. | 100 liv. |
| Pour chaque cent livres le Lord North s'engage auſſi à payer annuellement 3 liv. 15 ſ. pendant vingt-neuf années : cette annuité à terme eſt non rachetable..... | 108 15 |
| Pour chaque cent, livres une douceur par billets de loterie. | 2 2 |
| Pour chaque cent livres (l'intérêt de la premiere demi-année & l'annuité commençant avant que l'argent ſoit compté, | moyennant |

| | | | |
|---|---|---|---|
| venant quoi les prêteurs re- | | | |
| oivent intérêt du Gouverne- | | | |
| ment des deux mains, c'eſt-à- | | | |
| ire, dans l'ancien fonds & dans | | | |
| e nouvel emprunt pour la même | | | |
| omme principale)..... | 3 | 7 | 6 |
| *Total*.... | 214 | 4 | 6 |

Voilà donc préciſément l'argent que la Nation doit payer pour ce fameux emprunt. Deux cents quatorze livres quatre ſols ſix deniers ſterling pour chaque ſomme de cent ivres, & trois pour cent par an à perpétuité, ou juſqu'à ce que les trois pour cent oient rachetés au pair ou à leur pleine valeur! Et c'eſt-là la *très-agréable maniere de ever de l'argent*, que le Miniſtre a l'impulence de vanter en préſence de nos Repréentans aſſemblés en plein Parlement. Elle ſt ſi agréable, en effet, que ſous le nom e *ſept millions* le Miniſtre dépenſe effectiement de l'argent de la Nation dans une nnée, pour *quatorze millions neuf cents quatreingt-quinze mille cinq cents cinquante livres* de lettes nouvellement créées, outre & par-deſſus le revenu annuel. C'eſt ce dont tout homme eut pleinement ſe convaincre, par une ſimple regle de proportion. Si 100 liv. coûtent 214 liv. 4 ſ. 6 d., 7,000,000, doivent coûer 14,995,550 liv. *Quod erat demonſtrandum.*

Quant à la valeur actuelle de l'annuité ſur

la place, la Nation n'étant point dans le cas d'amortir, ne peut point tirer de profit de la hauſſe de cette valeur. Nous conſidérons l'état actuel de l'emprunt, indépendamment de ſpéculations. Tout ce qu'on pourroit dire pour repréſenter cet état des choſes comme moins fâcheux, c'eſt que l'annuité de 3 l. 15 ſ. eſt de la nature des acquittemens de capitaux par échéances, & que cette maniere eſt plus douce pour la Nation. Mais c'eſt toujours de l'argent à donner, ſans moyens d'éluder, & ſans eſpoir qu'aucun événement puiſſe en ſoulager la Nation. Si quelqu'un trouve de l'erreur dans ce calcul, il eſt prié de la faire connoître; l'Auteur ſe fera un devoir de ſe rétracter. — *N. B.* Le 30 Mars perſonne n'avoit fait d'obſervations.

## N.° II. *Lettre au Lord North.*

Je ne ſuis point du tout étonné de voir que vous demandiez une ſomme de quinze (*a*) millions ſt. pour le ſervice de la préſente année, ſurtout lorſque je conſidere les dépenſes immenſes dans leſquelles la Nation eſt engagée par l'ignorance, la folie & l'entêtement d'une adminiſtration qui, ſi elle n'eſt bientôt arrêtée, perſévérera dans ſes foibles & extravagantes meſures juſqu'à ce que notre ruine ſoit entiérement conſommée. C'eſt à

(*a*) Environ trois cents trente millions tournois.

cette adminiſtration que nous ſommes redevables de notre guerre injuſte & contre nature avec le vaſte continent d'Amérique, guerre que l'adminiſtration a eu tort de commencer, & qu'elle continue avec plus de tort encore, parce qu'elle nous occaſionne des pertes irréparables d'hommes & d'argent, & qu'elle appauvrit la Nation ſans avoir aucun but déterminé. Tous les efforts auxquels le courage pouvoit ſuffire, tous les plans que la méchanceté, la vengeance & la cruauté pouvoient ſuggérer, n'ont point eu d'objet réel, & à la fin nous nous trouvons engagés, à nos dépens & à notre honte, dans de vives hoſtilités avec les François nos ennemis invétérés: cependant je ſuis étonné de vous entendre dire à la face de la Nation, qu'il ne faut point abandonner *la guerre avec l'Amérique, quoiqu'elle ne doive point être ſuivie auſſi vigoureuſement & auſſi généralement qu'elle l'a été.* En effet je ne le crois pas; l'armée eſt à préſent détachée pour ne faire que de petites & miſérables incurſions. Mais, qui eſt-ce qui répondra de la ſureté de l'armée & des flottes lorſque leurs opérations ne ſeront pas combinées. Au reſte nous devons nous ſoumettre à l'illuſion encore pour une année, parce qu'il y tout lieu d'eſperer, comme vous dites, que cela ira mieux une autre année; cependant ſi la préſente ne finit pas mieux que la dernière, ſera-t-il poſſible que nous allions toujours du même train l'année

prochaine ? La conquête de Ste. Lucie n'eſt qu'une bagatelle ; & lorſque je conſidere avec quelle vivacité les François l'ont attaquée depuis, quoiqu'inutilement, ſa poſſeſſion me paroît très-précaire, ſurtout ſi les François reçoivent du renfort. Nous n'ignorons pas que pluſieurs de leurs vaiſſeaux de ligne ayant des troupes à bord ſont ſortis tout récemment du port ſans être moleſtés.

C'eſt donc dans l'eſpoir que les choſes iront mieux une autre année qu'on nous demande quinze millions pour le ſervice de l'année préſente ; eſt-ce l'extrême difficulté que vous avez eue à négocier un emprunt de ſept millions ſur ces quinze qui nous donne lieu d'attendre que nous ferons mieux une autre année ? Après vous être adreſſé ailleurs pour obtenir un marché plus avantageux, vous avez été forcé de retourner aux gens avec leſquels vous aviez d'abord négocié & de conclure avec eux aux conditions qu'ils vous ont preſcrites, parce que vous ne pouviez pas mieux faire.

Je n'entrerai point dans le détail du Budget, je me borne à ne parler que du nouvel emprunt de ſept millions. Comme les conditions auxquelles vous avez ſouſcrit ſont extrêmement dures : comme elles affectent cruellement dès aujourd'hui & qu'elles affecteront de même par la ſuite toutes les claſſes de la Nation en général, il n'y a perſonne qui n'ait intérêt de les connoître par-

itement. Pour chaque mille livres ſouſcrites
ous donnez trois pour cent ſur une action
e 600 liv. avec une annuité de trois livres
uinze ſchellings pour vinq-neuf années.
Quoique l'emprunt ſoit fait par annuité, in-
épendamment de la douceur des billets de
terie, chaque actionaire réaliſera, outre
pardeſſus le dividende de trois pour cent,
ſomme de mille quatre-vingt-ſept li-
es dix ſchellings pour chaque mille livres
uſcrites. Il aura réaliſé cette ſomme à l'ex-
ration des vingt-neuf années, & il lui reſ-
ra 600 liv. dans les trois pour cent du fonds
nſolidé.

Si ce ne ſont pas là des demandes exorbi-
ntes il n'y a jamais eu de marché de rom-
par la juſtice comme uſuraire. Le blâme
doit point en tomber ſur les préteurs; mais
en ſur ceux qui nous ont réduits à la ſitua-
n vile & déplorable où nous nous trou-
ns. En faiſant un tel emprunt vous avez
héré à des conditions qu'un diſſipateur
eſſé par ſes créanciers auroit rejettées avec
dain.

Mais en ſuppoſant qu'on puiſſe ſe flater
e nous ferons mieux une autre année, les
nditions du nouvel emprunt ſont ſi préju-
ciables au public en général, ſi déraiſon-
bles que la baiſſe du prix des biens-fonds
déjà ſenſible, & qu'elle le ſera encore da-
ntage inceſſamment. Les biens de campa-
e ſont tombés de plus d'un tiers de leur

valeur intrinſéque, le commerce eſt dans le plus déplorable état de détreſſe ; & les propriétés de toute eſpece ſont ſi affectées qu'un particulier qui veut faire ſes affaires ne peut emprunter de l'argent à intérêt légal ſur les meilleures ſûretés foncieres, & que l'artiſan eſt dans le plus grand embarras par le défaut de cette circulation rapide d'eſpeces qui eſt l'ame du commerce.

C'eſt ainſi que toutes les claſſes de citoyens ſouffrent également des conditions exorbitantes & dangereuſes du nouvel emprunt. Je ſais que vous tirez grande vanité de l'expédient que vous avez imaginé pour en payer l'intérêt. Vos amis élevent à ce ſujet comme à leur ordinaire vos rares talens pour la finance. Mais je n'ai jamais ſouſcrit à ces éloges & je n'y ſouſcrirai jamais. Vous avez ſué ſang & eau pour trouver ces moyens, malgré ces grandes & magnifiques reſſources dont vous parlez ; & je nie formellement que vous puiſſiez lever de nouvelles taxes ſans accabler les ſujets d'un fardeau inſupportable. Il eſt abſurde de ſuppoſer que de nouvelles taxes ajoutées au fardeau péſant des anciennes ne deviendront pas oppreſſives pour le peuple. Je crains bien au contraire que ſans un changement total de Miniſtres & de meſures, le peuple ne ſoit ſous très-peu de tems dans l'impoſſibilité de payer les anciennes ; car le changement de ſyſtême ne peut s'effectuer avec décence & utilité ſans un changement

le Miniſtres. Il eſt donc moralement impoſ-
ible que nous continuions plus long-tems
l'aider les Miniſtres à ſoutenir les meſures les
lus extravagantes qui aient jamais été ima-
inées, & encore moins de nous prêter aux
lemandes exorbitantes qu'ils ne rougiſſent pas
le nous faire. Il eſt très-aiſé de voir que, mal-
gré leur étendue, les reſſources de la Grande-
Bretagne ne ſont pourtant point inépui-
ables. Les richeſſes territoriales de ce
ays ont des bornes connues. C'eſt au com-
nerce qu'il eſt redevable de ſa proſpérité.
Une des principales ſources de ce commerce
été détournée par l'obſtination & la mé-
hanceté des Miniſtres, qui expieront un jour
au moins je l'eſpere ) les outrages ſanglants
u'ils ont faits à un peuple dont le ſeul tor t
ſt peut-être de n'en avoir pas aſſez tôt fa-
clater ſon reſſentiment.

Quatre cent ſoixante & douze mille cinq
ens livres ſt. formeront le dividende net an-
uel pour les ſept millions qui doivent être
ondés, & pour le payement deſquels le pro-
uit de toutes les douanes & acciſes, à l'ex-
eption de quelques articles, doit être taxé
ur le pied du ſou pour livre ou de cinq livres
ar cent. Voilà une véritable taxe additio-
elle en ce qu'elle ne peut manquer de tom-
er ſur le public conſommateur réel des dif-
érens articles ſujets à l'acciſe & aux
ouanes.

Vous avez toujours grand ſoin de préve-

nir tout ce qui pourroit occaſionner un ſurcroit de dépenſes pour le Gouvernement, lorſque vous propoſez de nouvelles taxes, témoins les taxes ſur les maiſons & ſur les domeſtiques. Elles ſont perçues ſous la direction des Commiſſaires des taxes des terres, tous honnêtes gens qui ne retirent d'autres frais de ce ſurcroît de travail que le plaiſir d'être utiles au Gouvernement. Mais parce que ces taxes n'ont pas rendu ce qu'elles devoient rendre, ou plutôt parce que le Miniſtre a fait un faux calcul, on dit que le public a été trompé par les manœuvres honteuſes que différentes perſonnes ont employées pour éluder les actes ; quoique ce fait ait été démenti dans preſque toutes les circonſtances où il y a eu inſtance en juſtice réglée, & qu'on n'ait pas eu le tems de voir l'effet que peuvent produire ces actes tels qu'ils ſont actuellement. La révocation de l'acte pour prohiber les Batiſtes, produira une ſomme ſi modique que cela ne vaut pas la peine d'en parler ; mais comme on fabrique en Angleterre des Batiſtes dans le plus grand dégré de perfection, l'effet le plus ſûr de cette opération ſera de réduire à la plus grande détreſſe les ouvriers employés aux manufactures de Batiſtes. Votre impoſition d'un denier par mille ſur tous ceux qui voyagent en poſte eſt une taxe pitoyable, ridicule & qui deshonore un *grand* financier comme vous, quoiqu'elle puiſſe produire

quelqu'argent dans le commencement & juſqu'à ce qu'on prenne des moyens moins diſpendieux pour voyager. Je termine mes obſervations par celle-ci ; c'eſt que ſi vos partiſans & vos Adminiſtrateurs parviennent à prouver que dans votre adminiſtration il y a eu plus de liquidation que de dettes, & que vos taxes ne ſont point onéreuſes & oppreſſives pour les ſujets, je conviendrai avec eux qu'en politique & en finances vous êtes un auſſi grand homme que les *Walpole*, les *Pelham* & les *Legg*.

## N.° III. *Autres obſervations ſur le même ſujet.*

PLUS d'une fois nous nous ſommes vus dans la douloureuſe néceſſité de mettre ſous les yeux du Public le tableau de nos finances, dont la ſituation eſt réellement déplorable, ſi même elles ne ſont pas entiérement déſeſpérées. Mais quoique nous ayons eu le plus grand ſoin de ne rien avancer, qui ne fût conforme à la plus exacte vérité, ou qui parût dicté par l'eſprit de parti, ces Ecrits n'ont produit aucuns des heureux effets qu'il étoit raiſonnable d'en attendre. Cependant comme il s'agit de l'exiſtence même de l'Etat, le découragement ne nous conduira point au déſeſpoir. Nous redoublerons au contraire de zele, en implorant, en conjurant de nouveau les perſonnes qui ſont à la tête de nos affaires, de profiter

de cette lueur de proſpérité que l'on peut à plus d'un titre comparer à ces rayons de ſoleil qui égayent quelquefois pour un moment les jours nébuleux de l'hiver, pour ſaiſir la premiere occaſion qui pourra ſe préſenter de conclure la paix à des conditions qui ne ſoient pas abſolument trop défavorables, & de nous ſauver ainſi de l'abyme où la détreſſe actuelle de nos finances ne peut manquer de nous précipiter. Quand la perſpective des affaires ſeroit auſſi favorable qu'elle eſt effrayante, il eſt évident que la dépenſe eſt inſoutenable & qu'elle n'a plus d'autres bornes que l'extravagante profeſſion de ceux qui donnent, & l'inſatiable avidité de ceux qui reçoivent. Les extraordinaires de terre & de mer, y compris ceux de l'artillerie, ont monté pour l'année 1778 à la ſomme incroyable de cinq millions ſept cents vingts mille ſix cents ſoixante-dix-neuf livres *ſterling*, ſomme qui dans d'autres tems, ſous d'autres adminiſtrations, auroit à peu-près ſuffi à tous les frais d'une guerre entiere. Une circonſtance qui n'eſt pas moins remarquable, c'eſt qu'à meſure que nos dépenſes augmentent, nos revenus diminuent avec la même rapidité, par la décadence de notre commerce, par les déficit conſidérables des nouvelles taxes, par la négligence que l'on met à la perception du peu même qu'elles produiſent & par les anticipations de toutes ſortes. Le fond d'amortiſſement

ſt tombé de ſept cents ſix mille deux cents
inquante-ſix livres, au-deſſous de la ſomme
laquelle il avoit été porté par eſtimation,
our les neuf mois échus le 5 Janvier der-
ier. Il eſt clair à préſent que l'on doit à
eine porter à quatre millions par an notre
evenu non engagé. (Les taxes des terres
de la dréche, & le réſidu du fonds d'a-
ortiſſement), tandis que nos dépenſes ſe
ontent à quinze millions par an. Onze mil-
ons par an, empruntés à un intérêt de plus
e ſix pour cent, ſont un ſurcroît de charge,
uquel l'œil le moins exercé peut voir qu'il
ſt impoſſible que la Nation réſiſte long-tems,
ccablée comme elle l'eſt déja, ſous le far-
eau d'une dette de près de cent quatre-vingt
illions ſterling, fondée ou non fondée,
onnue ou non connue.

Eſt-il poſſible que des hommes raiſonna-
les perſiſtent dans une conduite auſſi ex-
ravagante, auſſi déſeſpérée, auſſi propre à
pérer infailliblement notre ruine? Il n'y a
ans tout ceci ni ſurpriſe ni exagération.
Quand bien même nous voudrions uſer de
es moyens, nous n'en ſerions pas les maî-
es; les preuves de ce que nous avançons
xiſtent ſur le Bureau de la Chambre des
ommunes.

Ici finit notre tâche. C'eſt au Public à
rononcer. L'affaire le regarde de près, car
s'agit de ſa propre exiſtence; mais ceux
u'elle intéreſſe encore plus particuliérement,

ce ſont les perſonnes qui jouiſſent de tous les avantages de la fortune & de la proſpérité. Les particuliers comme nous, ſans état ou ſans richeſſes, attendent les événemens avec inſouciance. Ils n'ont preſque rien à perdre.

N°. IV. *Tableau du commerce de la Grande-Bretagne à deux différentes époques.*

*Exportations.*

| | En 1764. | En 1777. |
|---|---|---|
| | *Livres.* | *Livres.* |
| Pour l'Afrique..... | 464,878 | 97,842 |
| Pour les Canaries..... | 31,867 | 37,400 |
| Pour la Baltique..... | 528,168 | 542,000 |
| Pour la Flandre, l'Allemagne & la Hollande..... | 4,851,559 | 3,970,060 |
| Pour la France..... | 208,765 | 196,500 |
| Pour l'Irlande..... | 1,634,382 | 1,600,600 |
| Pour l'Italie..... | 764,398 | 713,400 |
| Pour le Portugal..... | 1,239,998 | 697,300 |
| Pour l'Eſpagne..... | 1,318,345 | 1,216,000 |
| Pour la Méditerranée..... | 120,574 | 96,850 |
| Pour le Levant..... | 70,008 | 62,000 |
| Pour l'Amérique Septentrion.. | 2,617,987 | 575,642 |
| Pour les Iſles..... | 920,283 | 876,500 |

La perſonne la mieux inſtruite de l'Angleterre, a déclaré il y a deux ans, dans la Chambre des Pairs, que les douanes étoient diminuées de 800,000 liv. par an. Cette aſſertion ſe rapporte exactement avec ce

ableau de notre commerce. La guerre elle-
nême, avec tous les maux qu'elle entraîne,
eſt en quelque ſorte un marché; elle de-
nande des bras qui reſteroient oiſifs; elle
mploye des bâtimens pour les tranſports
& pluſieurs Manufactures, tous objets qui
empêchent qu'on ne ſoit frappé de toute ſon
orreur; mais elle n'en eſt pas moins le plus
léteſtable des fléaux.

Un commerce de pirateries, quelque lu-
cratif qu'il ſoit pour le moment, ne peut
oint compenſer l'anéantiſſement du com-
nerce permanent d'une Nation. Celui de la
rance eſt détruit; mais ſes richeſſes fon-
ieres lui reſtent, au lieu que les nôtres nous
ont enlevées par la ſéparation de l'Amé-
ique.

*Parallele entre l'Angleterre & la France.*

UN heureux hazard, Monſieur, a fait ar-
iver juſqu'entre mes mains une diſſertation
ue je crois abſolument neuve ſur les vraies
auſes des convulſions qui ne ceſſent preſ-
ue jamais d'agiter l'Angleterre, & qui ont
ujourd'hui tout le caractere d'une vraie ago-
ie. L'Auteur les trouve dans cette même
onſtitution dont on eſt ſi accoutumé à en-
endre les Anglois ſe prévaloir, comme du
lus grand effort qu'ait pû produire la raiſon
umaine. Monteſquieu & d'autres politiques,
ue ce preſtige n'avoit pas entierement ſé-

duits, avoient déja découvert ſes grands & nombreux défauts. Je ne ſache point cependant que juſqu'ici il en ait été fait une appréciation auſſi juſte & auſſi lumineuſe que dans l'écrit que vous allez lire. Je ne vous en nommerai point l'Auteur, parce que je ne fais que le ſoupçonner, & que je voudrois m'en aſſurer. Il conviendroit auſſi d'avoir ſa permiſſion; mais tout cela pourroit retarder inutilement le plaiſir que vous fera goûter cette lecture, puiſqu'il ſeroit poſſible qu'il ſe défendît d'y conſentir: je le préſume d'autant plus, que ce morceau, où vous verrez de ſi profondes méditations ſur les grands intérêts des Etats, n'eſt, à ce qu'on m'aſſure, qu'un délaſſement de quelques heures. J'oſerai dire ſeulement que je crois y reconnoître un Ecrivain cher à ſa patrie, à ſes maîtres & au barreau, autantpar ſes lumieres, par ſes ſentimens, par ſon zele plus d'une fois heureuſement & toujours fortement exercé en faveur des malheureux, que par ſes grands talens oratoires & par le noble uſage qu'il en a ſu faire. Je lui demande pardon, ſi je l'ai deviné, de l'avoir déſigné; mais je le crois trop judicieux & trop généreux pour s'en offenſer, puiſque je ne fais que porter un jugement qui ſera celui de tout le public éclairé.

*LETTRE de M. le Marquis de .... Gentilhomme de Berry, à M. B.... Membre de la Chambre des Communes. Datée de Bourges le 19 Mars 1779.*

VOUS voulez donc, Monſieur, à l'oc-aſion de l'éclatante juſtice rendue depuis eu à l'Amiral Keppel, reprendre avec moi otre vieille querelle ſur la queſtion de ſa-oir laquelle de votre nation ou de la mienne éunit plus d'avantages déſirables pour un omme ſenſé qui veut paſſer des jours heu-eux, également à couvert & de la licence du deſpotiſme. Je pourrois vous dire que choix du moment (pardonnez-moi ma anchiſe ordinaire) n'eſt pas de votre part finiment généreux: n'étois-je pas le maître vous écrire au moment où votre ver-eux Amiral fut mis en jugement & où on craignoit pour ſa tête? Vous con-endrez qu'alors vous n'aviez pas beau jeu. uoiqu'il en ſoit, puiſque par la maniere anchante & triomphante avec laquelle vous écrivez, vous me faites une eſpece d'ap-l politique, j'y veux répondre & j'eſpere ous montrer que nous autres François nous craignons aucune eſpece de combat.

Vous dites donc, ce ſont vos propres rmes, » que ſi la Providence, vous pre-nt dans un pays quelconque, à l'âge ou

l'homme commence à jouir de toute la force de ſa raiſon, fortifiée par la réflexion & les connoiſſances acquiſes ſur tout ce qui importe au bonheur de l'homme, elle vous donnoit le choix de vivre en France ou en Angleterre, vous préfereriez inconteſtablement de vivre en Angleterre «. Là deſſus vous vous répandez en éloges pour vous autres Anglois, ſans laiſſer à mon honnêteté rien à vous dire & en cenſures ou mêmes en ſatyres ſur nous autres pauvres François, qui impoſent à mon impartialité quelque obligation de vous réfuter.

Moi je dis que dans la même poſition par vous donnée, je préfererois inconteſtablement de vivre en France. Vous voyez, Monſieur, qu'on ne peut être plus éloignés que nous le ſommes! Eh bien, j'eſpere que quand vous aurez lu ma lettre, vous aurez fait plus de pas vers moi qu'aſſurément je n'en ferai vers vous.

C'eſt grand dommage que nous n'ayons plus ni Monteſquieu ni Locke pour nous juger. J'eſpere pourtant qu'au défaut de ces deux grands amis de la nature humaine, un eſprit droit & une raiſon ſaine pourront nous aider l'un l'autre à nous entendre.

Toute votre lettre, mon cher Colonel, roule, du commencement à la fin, ſur la confuſion perpétuelle entre *Conſtitution* & *Gouvernement*, & voilà pourquoi nous ne nous entendons gueres. Commençons donc par définir

définir. Je me ſuis toujours très-bien trouvé de cette méthode.

*Conſtitution* eſt le régime qu'une nation a ou prétend avoir droit d'avoir.

*Gouvernement* eſt le régime effectif qu'une nation a dans un tems quelconque.

Si vous l'aimez mieux, nous conſidererons la Conſtitution en tant qu'elle a pour objet la ſûreté ménagée à une nation vis-à-vis du Souverain, & le Gouvernement, en tant qu'il a pour objet l'exercice du pouvoir de la part du Souverain ſur les individus qui compoſent la nation, & je dirai:

*Conſtitution* eſt un régime reſtrictif envers le Souverain.

*Gouvernement* eſt un régime coërcitif envers les Sujets.

Il ſe peut que vous ayez une très-belle, très-magnifique, très-excellente Conſtitution: j'ai lu ce que Monteſquieu, Home & tant d'autres publiciſtes ont écrit à ce ſujet: j'aurois bien quelque choſe à relever ſur tout cela, mais paſſons: je ſuis de bon accord & je vais droit à mon objet.

Aſſurons nous d'abord ſi vous jouiſſez de cette Conſtitution? Votre Gouvernement actuel en eſt-il l'exécution habituelle, préciſe & littérale? Il me ſemble que c'eſt là vraiment l'état de la queſtion, ſur tout pour des gens qui ayant déjà dépenſé une partie de leur vie, ne peuvent pas employer vingt-

cinq ou trente ans qui leur reſtent en déſirs infructueux ou en perpétuels combats.

Que penſeriez-vous d'un de vos *Propriétaires fonciers* qui vous diroit gravement: » je ſuis fort riche: il eſt vrai que ma maiſon & deux ou trois champs qui me reſtent, ne me valent gueres que 35 à 40 liv. ſterling de rente; mais je rentrerai quelque jour dans une fort belle terre en Yorkshire, dont on a mal à-propos dépouillé mon ayeul: je recouvrerai une fort belle maiſon à Londres auprès de Saint James, dont je ſoupçonne mon Procureur de m'avoir laiſſé dépoſſéder par colluſion, ayant reçu de l'argent ſous main: je me ferai reſtituer contre une vente à vil prix qu'on a faite de preſque tous les biens de mon pere pendant ma minorité, quoiqu'avec toutes les formalités requiſes «. Il me ſemble que vous lui diriez, » mon cher Monſieur, votre grand pere & votre pere purent être fort opulens: vous pouvez avoir le droit de le devenir par de longs combats & par des dépenſes qui paſſent vos moyens; mais en ce moment vous me paroiſſez fort mal à votre aiſe, & avec peu d'eſpoir d'être mieux: les titres de vos propriétés ravies ne ſervent qu'à redoubler l'amertume de vos regrets; croyez-moi: faites comme Candide; cultivez votre jardin.

Eh bien! mon cher Colonel, *mutato nomine de te*, &c.

Voulez-vous que nous remontions plus haut & que je vous montre comment avec votre très-excellente Conſtitution vous avez un fort mauvais Gouvernement : comment nous avons, nous, un Gouvernement bien meilleur que notre Conſtitution ; cela ne ſera pas fort difficile à vous expliquer. Enſuite nous examinerons de bonne amitié vous & moi ce qui vaut mieux pour un homme qui ne peut pas prétendre à la vie des Patriarches, de *Conſtitution* ou de *Gouvernement*.

Il eſt dans la nature de l'homme de s'irriter des obſtacles, de vouloir étendre ſes jouiſſances & de regarder les privations à peu-près comme des injuſtices : les Rois, à cet égard, ſont encore plus hommes que les autres. Lors donc qu'une nation propoſe à un Souverain étranger peu conſidérable de devenir ſon premier Magiſtrat que, par honnêteté, on appelle *Roi*, ce Prince commence par accepter, parce qu'il eſt agréable, à ce que diſent quelques gens, d'être Roi : en acceptant, il promet tout ce qu'on lui demande.

Il n'eſt pas plutôt poſſeſſeur paiſible, qu'il réfléchit avec chagrin ſur les conditions qu'on lui a impoſées. Or, comme toute jouiſſance, même celle d'une couronne, s'émouſſe à la longue par la poſſeſſion, il eſt bien moins flatté de la couronne qu'il poſſede qu'affligé, ſoulevé, indigné même des entraves qu'on lui a données. Il voit d'un œil jaloux des

Rois ſes voiſins qu'il eſtime plus heureux que lui parce qu'ils ſont plus puiſſans que lui. Cette grande puiſſance lui paroiſſant le ſuprême bonheur préciſément parce qu'il en eſt privé, il fait tous ſes efforts pour y parvenir. Remarquez, je vous prie, qu'en ceci je n'inculpe aucun individu, je ne conſidere que la nature humaine en général placée ſur un trône limité. Vous, moi, qui nous croyons de très-honnêtes gens, nous aurions, dans les mêmes circonſtances, les mêmes deſirs, parce qu'il ne ſeroit pas en notre pouvoir de n'être pas des hommes.

Mais en même tems l'exemple de ſes devanciers, le progrès des lumieres, la rapidité des communications actuelles, & bien d'autres cauſes encore, avertiſſent un Souverain limité quelconque que ce n'eſt pas à force ouverte qu'il doit ſe dégager de ſes liens & étendre les limites de ſon pouvoir. De là, il eſt néceſſaire d'uſer d'influence ſecrettes, de captations, de reſſorts ſouterrains, de gagner pied à pied, *DE NE RIEN CHANGER DANS LES EXPRESSIONS ET LES FORMULES*, & de miner inſenſiblement la nation en paroiſſant toujours reſpecter ſes droits; enfin pour trancher le mot, d'uſer de corruption.

Comme un tel Souverain ne peut corrompre tout ſeul, il faut bien qu'il ait des artiſans de corruption, des complices de corruption. Ceux-ci, ſervant d'avant-mur au

trône, reçoivent néceſſairement toute la bordée de la réſiſtance nationale. Le très-petit nombre des repréſentans incorruptibles, & le nombre beaucoup plus grand de ceux qui ne valent pas d'être corrompus, font paſſer des momens très-durs à ces Miniſtres dans l'aſſemblée nationale: ils interpretent toutes leurs actions dans le ſens le plus fâcheux: ils propoſent à chaque inſtant de rechercher leur conduite. Comme le Souverain lui-même peut avoir la main forcée & être obligé de les renvoyer, ces malheureux Êtres ſe trouvent dans la poſition la plus précaire & la plus cruelle. Il faut bien (cela eſt dans la nature humaine) que quelque choſe les en dédommage. Ainſi, places, penſions, dignités, profits, profits quelconques, tout cela ſe réunit ou doit ſe réunir dans leurs mains. L'intérêt perſonnel, néceſſairement enflamé par la durée trop incertaine de leur exiſtence miniſtérielle, doit les tourner bien plus vers leur fortune privée que vers la meilleure adminiſtration de la choſe publique. Dès qu'ils acceptent le Miniſtere, par cela ſeul ils ſe vouent, ils ſe conſacrent aux vues de celui qui les appelle. Comme ces vues ſont néceſſairement anti-nationales, il faut bien qu'ils faſſent leur principal métier de lui procurer beaucoup de voix dans l'aſſemblée nationale pour qu'il ait beaucoup d'argent, rien n'étant plus néceſſaire au ſuccès de ſes vues, & réciproquement de lui procurer

beaucoup d'argent, pour qu'il ait beaucoup de voix. Ainſi je mets en thèſe que les Miniſtres d'un Souverain limité dans l'exercice de ſon pouvoir, doivent être, par le ſeul fait qu'ils ont accepté d'être ſes Miniſtres (ſauf quelques exceptions (*a*) rares, paſſageres & qui ne ſont pas contagieuſes) les ennemis des droits nationaux, des intérêts nationaux, les promoteurs habituels de l'extenſion illégale du pouvoir de leur maître, c'eſt-à-dire de très-mauvais citoyens.

J'ajoute que plus la *Conſtitution* eſt excellente, & pour parler dans votre langage, coërcitive & reſtrictive du pouvoir d'un ſeul; plus le *Gouvernement* doit être mauvais & déteſtable, parce qu'il a plus de chemin à faire, plus de réſiſtance à combattre ou à éluder, plus d'obſtacles à vaincre pour s'éloigner du point de gêne que j'appelle *Conſtitution*, & pour parvenir au point d'aiſance & de pouvoir tranchant qu'on ambitionne avec ardeur, & que j'appelle *Gouvernement*.

Comme tout cela ne ſe fait pas ſans argent, je dis encore que plus la Conſtitution d'une Nation eſt excellente, & plus on l'endette, en lui faiſant ſupporter à elle même les frais de la corruption qui la ſubjugue, juſqu'à ce qu'enfin les choſes en ſoient venues au point ou qu'elle faſſe banqueroute,

(*a*) On conçoit que nous voulons parler ici du Lord Chatham, du Duc de Richmond, &c.

ſi le pouvoir du Souverain & des ſiens eſt le plus fort ; (& alors c'en eſt fait de la *Conſtitution*) ou qu'elle régénere elle-même ſa *Conſtitution* par quelque grand événement. Si c'eſt la Nation qui eſt la plus forte, c'en eſt fait du *Gouvernement alors exiſtant* : le nouveau qui lui ſuccede eſt forcé d'abord de ſe calquer ſcrupuleuſement ſur la Conſtitution, juſqu'à ce que par les mêmes motifs & avec les mêmes moyens, il s'en éloigne peu-à-peu & par degrés, & qu'au bout d'un certain période d'années, il arrive une nouvelle ſecouſſe. Telle eſt, Monſieur, la marche invincible des choſes humaines, fondée ſur la nature humaine : par où vous voyez d'abord que ce n'eſt pas une choſe ſi heureuſe d'avoir ce que vous appellez une excellente *Conſtitution*, mais qu'au contraire elle coûte fort cher à une Nation par les frais de ſa deſtruction graduelle, & la défend bien peu.

Portez maintenant vos regards ſur nous, & ſuppoſez que dans une Conſtitution indéterminée, le pouvoir ait atteint le plus haut degré ; c'eſt préciſément cette poſition là même qui donne un très-bon *Gouvernement*. L'exercice du pouvoir ne ſe trouvant conteſté en rien, l'ame du Souverain ne ſe trouve point aiguillonnée par le deſir de l'extenſion & du progrès. Comme il peut moralement tout ce qu'il veut, il n'a point d'intérêt à travailler ſa Nation pour parvenir à pouvoir davantage. Son ame eſt néceſſaire-

ment tournée non vers le *plus*, mais vers le *mieux*, ou en d'autres termes; la ſatiété du pouvoir ne lui préſente d'autres jouiſſances que d'en faire le meilleur uſage poſſible pour le plus grand nombre d'individus poſſibles. Il tempere (*a*) lui-même ce pouvoir que perſonne ne lui calcule, lorſqu'en le tempérant il croit le rendre plus utile à ſes peuples.

Et monté ſur le faîte, il aſpire à deſcendre.

En un mot, l'on peut lui appliquer ces belles paroles de Cicéron à Céſar, ſerviles dans la bouche de ce Conſul, à qui fut ſon égal, reſpectueuſes & tendres dans la bouche d'un ſujet parlant de ſon Roi : *Nihil habet nec natura tua* MELIUS *quam ut* VELIS, *nec fortuna tua* MAJUS *quam ut* POSSIS *ſervare quàm plurimos.*

Par le même avantage de poſition, les Miniſtres d'un tel Souverain doivent néceſſairement vouloir le bien & tendre au bien. Ils n'ont à eſſuyer ni les ſorties indécentes des pamphlets journaliers, ni les bouraſques parlementaires, ni les grands orages nationaux, ni la défection forcée de leur maître. Ils n'ont point à perdre la plus grande partie de leur tems à diriger ou à prévenir les débats parlementaires & à les entendre. Ils n'ont point à s'avilir par des corruptions perpé-

(*a*) Voyez ci après.

tuelles pour l'intérêt de leur Souverain. Ils n'ont point à craindre que leur conduite ſoit miſe en jugement, & qu'on leur faſſe, comme chez vous, un crime perſonnel d'avoir exécuté la volonté d'un homme légalement impeccable (*a*). Tout au plus ils ont à ſurveiller de tems en tems quelqu'intrigue de Cour, qui *fait rider un peu la face de l'eau*, mais qui n'excite jamais de violentes tempêtes. Ainſi très ſûrs de leur exiſtence phyſique, aſſez moralement ſûrs de leur exiſtence politique, pleinement ſûrs de leur honneur & de leur fortune, pleinement ſûrs que pour ſe maintenir, ils n'ont qu'à vouloir & faire le bien comme leur Roi, ils n'ont réellement pas d'autre intérêt, & n'ont rien de mieux à faire que d'être tout ſimplement, tout bonnement d'honnêtes gens.

Donc ſi par *Gouvernement* il faut entendre *l'action habituelle & continue d'un Roi & de ſes Miniſtres ſur une Nation*, il me paroît démontré par la nature même de votre Conſtitution, combinée avec la nature humaine, non-ſeulement que nous jouiſſons d'un meilleur régime que vous, mais même qu'il eſt impoſſible que nous ne jouiſſions pas d'un meilleur Gouvernement. Ainſi votre *Conſtitution* ſera tout ce qu'il vous plaira: cela eſt étranger à la queſtion,

(*a*) En Angleterre, depuis la moitié du ſiecle dernier, le Roi ne peut, ni vouloir, ni faire le mal.

s'il eſt vrai que votre Gouvernement ne ſoit pas votre Conſtitution ; car remarquez que nous ne traitons ici qu'un fait : vaut il mieux pour un homme ſage & modéré dans ſes deſirs, vivre en France qu'en Angleterre ? Voilà notre queſtion, ne la perdez pas de vue.

Vous me direz peut être, « mais *ſi* notre Gouvernement étoit exactement conforme à notre Conſtitution, convenez que, &c. &c. » ; & là-deſſus des aſſertions à perte de vue. Je conviendrai moi de tout ce que vous voudrez, excepté ſeulement de votre *ſi*, parce que je ſoutiens qu'il eſt impoſſible que pendant dix années ſeulement d'une renaiſſance politique, un *Gouvernement* ſoit contenu dans les bornes de votre Conſtitution. Voyez ſeulement les dix années qui ſuivirent la reſtauration de votre Charles II ; & dites-moi de bonne foi s'il n'étoit pas beaucoup plus Maître au bout de ce court intervalle, que dans la premiere année de ſa reſtauration ? En un mot, Monſieur, vous n'empêcherez jamais un homme qui a ſoif, & qui ſe trouve à côté d'une fontaine limpide, d'y boire. Vous n'empêcherez jamais un Souverain, limité dans ſon revenu, limité dans ſon pouvoir, très-limité dans ſa participation aux actes légiſlatifs & qui tient pourtant dans ſes mains par la diſtribution des places, des honneurs & des récompenſes, le grand reſſort de l'homme, l'intérêt, de ſe ſervir de ce reſſort

pour relâcher ſes propres liens, ou même briſer ſes entraves. C'eſt ce qui me fait vous dire que votre Conſtitution tant vantée, n'eſt qu'une belle mais impratiquable ſpéculation, & ne ſert & ne ſervira jamais qu'à épuiſer votre Nation par des corruptions ruineuſes, ou à l'ébranler par de violentes commotions.

Je ſens bien que les plus beaux raiſonnemens du monde perſuadent moins que des exemples, ſur-tout quand on ne veut pas être perſuadé. Venons donc aux exemples.

Je vais me trouver forcé d'être un peu dur pour des gens de votre pays qui ne m'ont fait aucun mal, un peu louangeur pour des gens du mien qui ne m'ont fait aucun bien; mais quand la louange ou le blâme ſont employés en preuves néceſſaires ſur une grande & belle queſtion, ſur une queſtion d'un intérêt immenſe, il faut bien paſſer l'amertume des unes, & l'eſpece d'envie, ou ſi vous voulez, de déplaiſir ſecret que donnent les autres. Après tout, c'eſt vous qui avez engagé la queſtion; ainſi vous eſſuyerez, s'il vous plaît, tout ce que je crois néceſſaire pour vous combattre.

Dites-moi, je vous prie, eſt-ce un bien qu'une partie du pays de Gâlles ſoit réduite en ſervitude? Les peuples de ce pays ſont-ils déja trop affectionnés à la Couronne, pour qu'on puiſſe ſans danger aliéner les eſprits & les cœurs d'une partie des ſujets? — Ce-

pendant Milord North travaille actuellement de toutes ſes forces à gêner, à dégrader les propriétés d'une portion des habitans du pays de Galles, à appéſantir leurs fardeaux, à aggraver leurs redevances. Il y en a eu cet hiver une dénonciation aſſez infructueuſe dans votre Chambre des Communes.

Dans ce méme tems, notre Miniſtre des finances diſoit au Roi « le bien de vos ſujets demande qu'ils vous payent les impôts avec la plus grande égalité poſſible : il n'y aura point de meilleure juſtice que leur juſtice reſpective : faites qu'ils ſoient travaillés le moins poſſible par le régime fiſcal : vous avez aſſez généralement dans votre Royaume le *quantum* de l'impoſition entre vos mains, accordez-leur le *modus* : laiſſez leur remplir vos coffres de la maniere qu'ils eſtimeront la moins onéreuſe pour eux : il vous reſtera toujours aſſez de pouvoir, laiſſez-leur celui d'alléger eux-mêmes leurs fardeaux. « Le cœur paternel du jeune Souverain a ſaiſi avidement cette idée qu'il auroit créée lui-même. » Eſſayez, a-t-il répondu, ſur ma province du Berry, pauvre & ſans débouchés, ce plan de bienfaiſance & de juſtice; puiſſe-t-il devenir général pour tout mon Royaume » : & notre Berry devient libre des chaînes de la fiſcalité.

Eſt-ce un bien qu'un pays ſoit écraſé de penſions qui ſe forment goute à goute du ſang & des ſueurs des malheureux ? Je ne le crois

as. Cependant votre noble Lord au Ruban Bleu les a énormement multipliées : il n'a pu aire autrement, parce qu'il en faut chez ous pour faire taire, pour faire parler & pour aire dire un peu de mal afin d'empêcher que 'autres n'en diſent davantage. Quand ſa liſte ivile (augmentée par une conſéquence de augmentation des penſions) n'a pu en ſuppor- er davantage, on en a ſurchargé outre meſure établiſſement de votre malheureuſe Irlande.

Chez nous le Souverain & ſon Miniſtre des inances ont dit » toute penſion non méritée ſt un vol, l'excédent de toute penſion im- oderée eſt un vol «. Les penſions ont été aſſu- etties à une réviſion : on a été expreſſément bligé pour en pouvoir obtenir une, de ſpé- ifier les graces actuelles dont on jouit : on aſſigné un mois de l'année pour ce travail articulier, afin de rallentir les influences du rédit : pourquoi cette différence entre ce qui paſſe chez les deux nations ? C'eſt que hez vous, mon cher Colonel, les penſions ont une corruption déguiſée, ou même ou- erte, parce qu'il y a néceſſité de corrom- re ; chez nous elles ſont preſque toujours une uſtice.

Eſt ce un bien que le commerce de l'Inde oit libre à tous les ſujets d'une nation ? Je 'en ſais rien : je m'abſtiens toujours de pro- oncer ſur ce que j'ignore. Ce que je ſais ſeu- ement, c'eſt qu'il a paru au Gouvernement ue la pluralité des Commerçans François le

déſiroit : le Gouvernement qui n'a pas beſoin de ſe faire des créatures, & de renforcer ſon pouvoir, y a conſenti.

Chez vous où la Compagnie des Indes met beaucoup de places dans la main du Gouvernement, y en mettra encore davantage lors de la rénovation de ſa Charte, placera un grand revenu ſous la main immédiate du Miniſtere, & par conſéquent de nouveaux moyens de corruption, le commerce de l'Inde reſtera excluſif. Fût-il démontré que cet excluſif eſt infiniment dommageable à la Nation, on n'agitera ſeulement pas cette queſtion dans les Communes ; mais en revanche, l'invincible *majorité* aura grand ſoin de livrer à la diſpoſition du Roi les immenſes revenus du Bengale, bien entendu que.... elle en aura ſa part.

Chez vous après qu'on a impoſé dans les années précédentes tout ce qui peut humainement s'impoſer, le puiſſant génie du Lord North n'a rien trouvé de mieux à propoſer à une nation déjà ſurchargée, que d'augmenter de 5 pour cent des droits déjà énormes eux-mêmes. Son redoutable *Budget* a préſenté aux Anglois chez leſquels l'intérêt légal eſt à trois, trois & demi, & quatre au plus pour cent, l'intérêt d'un emprunt immenſe à payer au moins ſur le pied de 7 pour cent.

Que dirions-nous de notre Miniſtre des Finances s'il ſe fût aviſé d'ouvrir un em-

prunt de 150 millions à dix pour cent en rentes perpétuelles, ce qui auroit été en France le double de l'intérêt légal ? Vos dociles Communes n'ont pas réſiſté : tout cela s'eſt paſſé fort doucement en une ſeule ſéance. Ici la plus foible Cour des Aides du Royaume auroit fait de belles & bonnes remontrances, ſe ſeroit fait exiler à cent lieues plutôt que d'enregiſtrer un traité ſemblable ; diſons mieux, jamais Miniſtre n'auroit oſé le propoſer, & juſqu'à préſent avec d'aſſez modiques emprunts nous avons fait face à des dépenſes immenſes.

Ceci me conduit naturellement au Bureau de l'Amirauté : vous vous attendez bien qu'il faut que je diſe quelque choſe en paſſant au Lord Sandwich.

Ce grand Miniſtre a dit hautement dans l'hyver de 1778, en pleine chambre haute, qu'il ne croiroit pas avoir rempli le devoir de ſa charge s'il n'avoit mis la marine Angloiſe en état de vaincre les forces maritimes combinées de la France & de l'Eſpagne.

*Quid dignum tanto feret promiſſor hiatu.*

Il vient d'être reconnu dans la Chambre Baſſe, ſur la motion de M. Fox, que l'Amiral Keppel arrivant à Plymouth au mois de Mars 1778 n'y avoit trouvé que ſix vaiſſeaux en état ; qu'il avoit fallu trois mois

pour en équipper quatorze autres : que ſorti du port avec vingt vaiſſeaux ſeulement, il avoit été forcé d'y rentrer promptement ayant été heureuſement inſtruit à tems de la très-grande ſupériorité de notre armée navale à Breſt. Ce pauvre M. Fox n'a pu néanmoins venir à bout de faire admettre cette fameuſe enquête parlementaire, remede National abſolument néceſſaire alors ou jamais, remede toujours demandé, & qui fut, eſt, & ſera toujours refuſé par une *majorité* irréſiſtible, que votre infortunée Nation ne ceſſe de ſoudoyer contre elle même.

Jettez au contraire les yeux ſur nos chantiers, à Toulon, à Breſt, à Rochefort : vous voyez une marine immenſe ſortir tout-à-coup de nos ports, s'élancer toute armée, à-peu-près comme ce fier courſier que Neptune d'un coup de ſon trident fait ſortir tout équipé du ſein de la terre. L'auriez-vous cru, vous-même, Monſieur, que nous puſſions créer en ſi peu de tems une marine ſi puiſſante & ſi formidable ? Mais cette eſpece de phénomene politique s'explique aiſément dans notre Gouvernement : il auroit été impoſſible dans le vôtre. Comme il faut bien avec une nation qui ne délivre qu'à regret & partie par partie le montant de ſes ſubſides, prendre ſur un aſſignat pour en fortifier un autre, prendre ſur le total pour corrompre ceux à qui on a ſans ceſſe de nouveaux ſecours à demander ; de là arrive que comme Harpagon

on

on ſe vole ſoi-même. Auſſi M. Luttrell reproche brutalement en pleine Chambre des Communes juſqu'à 400,000 l. ſt. diverties en une ſeule année ſur un des objets de dépenſes de la Marine. Chez nous au contraire où le Souverain & ſes Miniſtres n'ont rien à divertir d'aucune partie, parce qu'ils ont tout dans leurs mains, les dépenſes ſe portent naturellement où elles doivent aller; nulle deſtination n'eſt fraudée, interceptée. Quand il eſt arrêté par une volonté ſuprême de porter une grande & noble dépenſe vers quelque grand objet national, tout le pactole François y coule à grands flots.

Maintenant, mon cher Colonel, & pour vous terraſſer toujours, à force d'exemples, n'ai-je pas quelque parallele encore à vous faire eſſuyer au ſujet de votre bon ami le Lord Germaine? Ne ſeroit-ce pas une impoliteſſe, à moi de le paſſer ſous ce ſilence, puiſqu'il eſt encore un des ſerviteurs du Roi, & que votre M. Mawbey n'a pas encore réuſſi à le forcer d'opter entre cette pénible & tant enviée place de Miniſtre, & la qualité de Membre de la Chambre des Communes?

Or donc le Lord George Germaine préſide à vos opérations militaires en Amérique. C'eſt ſans doute en Allemagne qu'il a appris à les bien conduire. Le Chevalier Howe, le Général Burgoyne, le Lord Cornwallis, le Chevalier Clinton s'en louent-ils infiniment?

Vous ſavez mieux que moi ce qui en eſt: votre Chambre a aſſez retenti de toutes ces plaintes & de tous ces débats. Les livraiſons pour les troupes ont-elles été promptes, ſaines, ſûres, bien conditionnées? Je ne le crois pas, par cette grande raiſon que quand on a pour Fourniſſeurs & pour Entrepreneurs des Membres de la Chambre des Communes, des gens qui par eux & les leurs peuvent faire beaucoup de mal pour peu qu'on les mécontente, enfin des hommes qui ſont au moins pendant ſept ans une portion de la Souveraineté, on eſt obligé de recevoir humblement leurs fournitures quand & comme il leur plaît de les faire. Enfin a-t-on fait dans une guerre ſi vive & ſi animée, où les ſervices ne ſe payent pas ſeulement avec de l'argent, quelqu'établiſſement diſtingué qui puiſſe donner du courage aux troupes & les exciter à verſer leur ſang pour leur patrie? Bien loin delà, un bill propoſé par pluſieurs Officiers très-expérimentés pour adoucir la miſérable condition du ſoldat, pour la lui faire aimer en la lui rendant ſupportable, pour mettre un terme à ſon éternelle ſervitude, pour faire ceſſer l'abus cruel des châtimens humilians infligés par de très-jeunes militaires a été inhumainement rejetté. Voilà au vrai l'état de votre militaire, auſſi êtes vous obligés de ſoudoyer la férocité des Sauvages & d'épuiſer les petites Cours d'Allemagne de toutes les hordes de Brigands que

leur luxe vous vend très cher, pour ſuppléer tellement quellement le défaut de ſoldats nationaux.

Jettez au contraire les yeux ſur la compoſition actuelle de notre Militaire François. Voyez entr'autres inſtitutions utiles, & j'oſe dire reſpectables, douze Régimens de Chevaux-Légers & de Chaſſeurs ſe former du ſein de notre Cavalerie & de nos Dragons, aſſurer des perſpectives certaines & des poſtes honorables à ceux en qui le défaut de fortune ne pouvoit ſeconder le courage & les ſervices, préparer des Compagnies & des Régimens pour prix de leur conduite & de leurs exploits à ceux qui ſemblent s'être condamnés eux-mêmes, qui l'étoient par notre conſtitution militaire, à languir toute leur vie dans des emplois infiniment ſecondaires. Combien de Lieutenans ſe diſoient qu'ils étoient & ſercient toute leur vie Lieutenans! combien de Capitaines regardoient une place de Major ou de Lieutenant-Colonel comme le terme de leur carriere, comme le *non plus ultrà* de leur ambition! Aujourd'hui il n'y a pas un ſeul Soulieutenant de Cavalerie ou de Dragons qui ſans un ſou de patrimoine, avec de la conduite & du courage, ne puiſſe concevoir l'eſpérance raiſonnable de devenir Capitaine, Meſtre-de-Camp, Officier Général, & de tranſmettre à ſes enfans une décoration honorable pour prix de ſes travaux: il n'a nul beſoin d'intrigues, de ſollicita-

tions, de protections pour y parvenir. L'or & les femmes, ces canaux trop ordinaires de l'avancement dans tous les états, ſont abſolument écartés de ces promotions nouvelles : ce ſont ſes Pairs, ce ſont ſes rivaux qui le nomment eux mêmes dans le champ de l'honneur; il n'a d'autres Patrons que ſes bleſſures, d'autres ſolliciteurs que ſes exploits.

Me nommeriez vous beaucoup de vos Miniſtres qui eûſſent la généroſité, le vrai courage d'affoiblir leurs moyens, de diminuer leur pouvoir en ſoumettant à des conditions gênantes le droit de nommer à douze Régimens, & aux deux premieres places de chacun, en remettant la nomination des Compagnies dans les mains des Officiers eux-mêmes, & en ſe privant ainſi de la liberté de plus de cent nominations importantes? Non certainement, parce que dans votre Gouvernement un Miniſtre ne peut avoir une conſiſtance marquée que par le nombre de ſes créatures, attendu qu'on ne ſe demande pas ſi ſon pays lui a de grandes obligations, mais s'il peut ou beaucoup nuire, ou beaucoup ſervir. Quand je vois les premiers perſonnages de votre nation poſſéder, briguer même des places que nos convenances françoiſes rejetteroient avec dédain : quand on me montre dans le fils d'un ancien Premier Miniſtre de la Grand-Bretagne le Balayeur titulaire de la grande allée du parc de St. James;

ſûrement je gagerois bien que tout votre Miniſtere enſemble, ne feroit pas accorder la nomination du plus petit Evêché à tout le Corps des très-dévoués Lords ſpirituels, ni celle d'un ſeul Régiment à tous les Pairs réunis d'Angleterre, d'Ecoſſe & d'Irlande.

Que vous dirai-je de cette régénération éclatante de notre Ordre militaire ? Un Prince qui par ſa naiſſance ne croyoit pas même pouvoir accepter le premier Ordre du Royaume, ſinon à un âge fixé pour ſa maiſon, s'empreſſe de ſe décorer de celui-ci, & de s'aſſocier par de nouveaux liens à tout le Militaire François. Le Roi & les Chefs de la Nation ſe font un devoir d'en réunir les marques à celles de l'Ordre le plus diſtingué du Royaume. Le Roi ſe réſerve de conférer lui-même les deux premieres décorations de l'Ordre de St. Louis à ceux qui auront mérité ces illuſtres récompenſes : il les appelle à ſa Cour, il les range auprès de ſon trône, autour de ſa perſonne, il ordonne que dans un jour ſolemnel & national, ils viennent avec lui offrir leurs communs hommages au Dieu des armées ; il réſerve pour l'avenir les honneurs de cet Ordre aux ſeuls Militaires, & ne permet plus qu'ils ſoient partagés par des hommes que rendent utiles & recommandables des ſervices d'un autre genre, mais dont une décoration purement militaire ne peut, ni ne doit être la récompenſe.

Enfin, Monſieur, car je ne vous tiens pas

quitte, dites-moi, je vous prie, comment s'exerce chez vous l'emploi grand & ſublime de conſeiller ſon Roi. On nous aſſure que celui que la voix publique nomme comme rempliſſant en chef en Angleterre cette importante fonction, n'a pas vu votre Roi en public depuis pluſieurs années, qu'il ne communique avec lui que par des intermédiaires cachés & des ſouterreins ſecrets, & qu'il reſſemble moins à un être vivant qu'à un démon familier qui apparoît quelquefois dans les ombres de la nuit. Eſt ce donc un crime chez vous, ou une honte de conſeiller ſon Roi? Non, mais c'eſt un poſte de très-grand péril, & toujours à cauſe de ce malheureux combat interminable entre votre *conſtitution* & votre *gouvernement*.

Chez nous un vieillard chéri & reſpecté, mûri par les trois grands Maîtres de l'homme, la diſgrace, la retraite & l'expérience conſeille très-oſtenſiblement ſon jeune Roi. La pureté de ſes conſeils eſt garantie par la meilleure de toute les cautions humaines, le défaut d'intérêt perſonnel: n'ayant ni enfans, ni beſoins, ni deſirs, il vit avec ſon maître dans une tendre & reſpectueuſe intimité: il n'a d'autres fonctions à remplir que de recevoir les épanchemens de ſon âme juſte & honnête, & de leur donner les formes & les nuances néceſſaires au bonheur national.

Qu'en dites-vous, Monſieur, il me ſem-

ble que cette position où nous sommes n'est pas si malheureuse, & qu'elle vaut bien la vôtre, &c.

Je pourrois pousser le parallele plus loin encore, mais cela auroit l'air d'une espece d'*Autodafé* de tous vos Ministres, & d'une canonisation des nôtres; & ce rôle à mon gré seroit fort sot. Je passe donc rapidement sur la dignité avec laquelle l'administration de la justice, la formation épurée de la Magistrature, & la préparation des loix se rempliſſent chez nous: sur la fidélité, le secret, la vigueur & l'influence de notre département des affaires étrangeres: sur son exactitude à remplir ses engagemens vis-à-vis des Puissances alliées, pendant que vous retenez encore injustement au Roi de Prusse, une année de subsides que lui refuserent vos Ministres qui ont fait la paix de 1763, &c. &c. & pendant que chez vous les premieres places de la Magistrature sont la récompense progressive de la servitude parlementaire, &c. &c.

Mais un point sur lequel je ne puis garder le silence, c'est une sorte de PUDEUR PUBLIQUE, plus particulierement propre à notre Nation, & dont vous paroissez n'avoir pas même d'idée.

En France, vainement le Souverain quelque puissant qu'il soit, voudroit-il porter un sujet à une place distinguée dans la Magistrature, le Militaire ou le Gouvernement,

s'il n'étoit d'abord comme initié par une ſorte de convenance publique & reconnue, ſur laquelle nous avons un tact fin & difficile, & qui eſt cependant la premiere épreuve par laquelle le candidat doit paſſer. Vainement auroit-il ſurpris par le crédit une admiſſion inſtantanée: ni ſon crédit, ni ſon or, ni ſes intrigues, ne lui procureroient une exiſtence durable; & le ſoulevement public en feroit bientôt juſtice.

Chez vous les déprédations les plus honteuſes, les crimes les plus notoires, les actions les plus barbares, loin d'être une excluſion pour les places & les dignités, ſont à peu-près un moyen ſûr d'y parvenir plus rapidement. Je n'en veux pour preuve que l'impunité & l'élévation tout-à-la-fois de ces Agens de la Compagnie Angloiſe, dont le monopole atroce & la cupidité abominable ont fait périr il y a ſept à huit ans, TROIS MILLIONS D'INDIENS. Ces Vampires rempliſſent, dans un pays autrefois ſi renommé par ſon humanité & ſa juſtice, un grand nombre de places du Parlement Britannique (où vous concevez comment ils défendent leur patrie) & leurs crimes ſeroient auſſi oubliés qu'ils ſont impunis, ſi le ſurnom de *Nababs* ne leur étoit reſté, nom qui a bien moins pour objet de rappeller leurs fureurs, que de célébrer leur opulence, & d'inviter à en acquérir une ſemblable par les mêmes moyens.

Voulez-vous maintenant que nous parlions de la ſûreté légale des individus.

On convient aſſez généralement en Angleterre, à préſent que les tems de la grande effervescence ſont paſſés, que l'Amiral Bing a été injuſtement mis à mort: on en convient, & voilà tout; mais ſon nom n'en eſt pas moins écrit dans la liſte humiliante des proſcriptions nationales, & ſe ſeroit trouvé à jamais à côté de celui de Palliſer, ſi Palliſer eût été condamné.

Chez nous le Général Lally a été condamné à mort: bien des gens ne l'abſolvent pas; mais les formes conſervatrices de l'honneur & de la vie des hommes ont été violées dans l'inſtruction & le jugement. C'en eſt aſſez; & le Conſeil du Roi, gardien ſévere de ces formes ſacrées, vient d'ordonner ſolemnellement la réviſion de ſon procès.

Sans l'altération abominable des Livres de Look, que devenoit votre honnête & vertueux Keppel? on ne l'a ſauvé que pour avoir trop voulu le perdre. Je frémis encore de ſon danger. Il n'auroit pas eu peut-être parmi nous un triomphe ſi brillant & ſi tumultueux, parce qu'on n'aime pas dans les grandes Monarchies ces agitations nationales; mais certainement il n'auroit pas eu les mêmes riſques à courir.

Et votre Palliſer? je le vois encore au rang de vos Vice-Amiraux!..... Il y a long-tems qu'en France, l'honneur de corps, cet agent

irréſiſtible qui entraîne l'autorité elle-même (parce qu'elle en ſent trop bien le prix pour le bleſſer), l'auroit mis à ſa véritable place.

Vous me vantez beaucoup, dans votre lettre, ces récompenſes publiques, ces honneurs ſolemnels qui ne peuvent avoir de prix qu'autant qu'ils ſont l'expreſſion préſumée du vœu d'un peuple libre, cette penſion tranſmiſſible à la famille de Chatham, ces remercimens des deux Chambres à l'Amiral Keppel, & le magnifique convoi de Garrick & votre Blenheim, votre Weſtminſter, &c. &c. Je vois à la complaiſance avec laquelle vous vous étendez ſur tout cela, que c'eſt là votre beau côté.

Je conviens avec vous que M. le Garde des Sceaux, trois Ducs & Pairs, ſix ou ſept Seigneurs François n'ont pas accompagné le convoi de notre célebre le Kain, & qu'un Evêque n'a pas célébré ſes funérailles; auſſi peut être ces grandes diſtinctions n'étoient-elles pas tout-à-fait néceſſaires pour honorer ſes talens.

Mais trouvez vous qu'on ſoit inattentif parmi nous aux grandes actions & aux grandes vertus? Le mauſolée du grand Maurice ne vaut il pas bien toutes vos inſcriptions de Weſtminſter? Le tombeau de Turenne parmi ceux de nos Rois (honneur très peu prodigué chez nous), n'eſt-il pas une récompenſe aſſez éclatante? Nommer à perpétuité un régiment du nom de ce grand Homme

(distinction que son heureux inventeur n'a empruntée, ni des Grecs, ni des Romains, ni d'aucun peuple.) n'est-ce pas un honneur digne d'envie & fait pour former de nouveaux Héros? La mort patriotique du généreux Capitaine du Régiment d'Auvergne n'a-t-elle pas répandu sur sa famille un assez beau lustre? La voix publique n'appelle-t-elle pas les graces du Souverain sur les vertus, sur les talens de tous les ordres, dans tous les Etats, & un simple Matelot de Dieppe échappe-t-il à ses regards? Enfin notre Académie Françoise, organe & supplément de la voix nationale, a-t-elle laissé nos Orateurs & nos Poëtes dans le silence sur nos Dugué-Trouin, nos Fenelon, nos d'Agueſſeau, nos Moliere, nos Catinat, nos Colbert? Et le jour ou Malesherbes y vint prendre séance, ne fut-il pas un jour national?

J'avouerai pourtant, car j'aime à disputer de bonne foi, que vous pouvez avoir à cet égard quelqu'avantage sur nous, & que certains honneurs déferés parmi vous sont un grand & auguste jugement. Mais nos pays d'Etats ne rendent-ils pas aussi en France desjugemens semblables; & l'Artois ne vient-il pas de s'honorer à vos propres yeux, en décernant le droit de délibérer dans ses assemblées aux Officiers de Marine nommés par les Etats de cette Province, qui deviendront vos vainqueurs?

Mais pour tout ce qui s'appelle adminis-

tration intérieure, finances, marine, guerre, état militaire, ſûreté légale, reſpect pour les jugemens publics, (& ce ſont là les grands intérêts des hommes & des nations) vous ſemble-t-il que nous ayons par comparaiſon beaucoup à déſirer; & d'après les exemples que je vous ai cités, laquelle des deux nations, à votre avis, a quelque choſe à envier à l'autre?

Je finis, mon cher Monſieur, par deux réflexions, l'une très-conſolante pour nous, l'autre très-affligeante pour vous.

En France, le bien que le Gouvernement a déja fait eſt un ſûr-garant de celui qu'il voudra faire. Quand une fois les lumieres ſont parvenues à un certain degré, elles profitent également au Souverain & aux Sujets, à ceux-ci pour tourner toujours l'autorité vers ſon meilleur uſage, parce qu'elle ſent que c'eſt le meilleur moyen d'être aimée, & qu'une autorité aimée eſt une autorité inébranlable, & à celui là, pour rendre l'obéiſſance plus certaine, parce qu'il la rend plus douce en lui donnant pour cortege la perſuaſion & la bienfaiſance. Ce ne ſont point la, Monſieur, des phraſes oratoires, ce ſont des vérités de ſentiment. Quand une nation ſent que l'autorité n'a point d'intérêt d'empieter, parce qu'elle a raiſonnablement tout ce qu'elle peut deſirer d'avoir pour la paix du dedans & la force du dehors: quand un Roi ſent qu'une nation n'a point d'intérêt à réſiſter,

parce que ſon obéiſſance lui eſt plus avantageuſe que ſes troubles, ils ſont heureux l'un par l'autre, & leur confiance mutuelle eſt le gage inébranlable de leur félicité commune.

Chez vous, au contraire, il faut que l'autorité continue d'envahir, par cela ſeul qu'elle a envahi : il faut qu'elle continue de corrompre, par cela ſeul qu'elle a corrompu. Qu'une fois elle perdît le ſceptre parlementaire, & qu'il repaſsât dans les mains de l'oppoſition ; qui pourroit dire à l'autorité inquiete, agitée, tremblante, par la *conſcience* de tous ſes torts : « ICI S'ARRESTERA LE PARLEMENT » ? Il faut donc que pour ſa propre ſûreté elle ſoit envahiſſante & conquérante, juſqu'à ce qu'enfin..... mais heureuſement pour elle, vous n'avez plus la vigueur, qu'en pluſieurs occaſions, depuis la reſtauration de Charles II, firent éclater vos peres.

Et quelle eſt la cauſe de cette différence heureuſe pour nous, de cette néceſſité fatale contre vous ? Je vous l'ai dit en commençant ; ſi vous y voulez réfléchir mûrement, vous ſerez pleinement de mon avis. Cette cauſe eſt que dans une Conſtitution indéterminée où il n'y a rien de formellement écrit, où il y a des exemples & des faits pour & contre, des regnes vigoureux & des regnes foibles, il n'y a preſque jamais de lutte proprement dite entre la Conſtitution & le

Gouvernement : ſi quelques griefs paſſagers s'élevent de tems en tems, on reclame, on porte la lumiere, ils ſont redreſſés ; & les douleurs privées viennent ſe perdre dans un grand & inépuiſable ſentiment d'affection & d'amour.

Mais quand il y a dans un pays une Conſtitution fixe, qui eſt en même tems gênante, coërcitive, reſtrictive du pouvoir, il y a néceſſairement & par celà même une lutte perpétuelle entre la Conſtitution & le Gouvernement : cette lutte va & doit aller toujours en croiſſant juſqu'à ce qu'enfin l'un des deux partis écraſe l'autre. De là il arrive néceſſairement encore que dans le premier des deux pays les Miniſtres ſont en général une aſſociation de gens honnêtes qui tournent l'action du Gouvernement vers l'intérêt public ; tandis que dans le ſecond, ils ſont néceſſairement, par l'acceptation du Miniſtere & pour leur ſûreté perſonnelle, une troupe de conjurés toujours armés pour miner, ſaper & renverſer ſa Conſtitution, qu'il faut qu'ils écraſent pour n'être pas écraſés par elle. Tirez de là vos conſéquences pour juger ſainement & ſans prévention lequel des deux pays & des deux Gouvernemens mérite la préférence.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*Bourges le 19 Mars 1779.*

DANS cette intéreſſante Diſſertation, vous avez vu, Monſieur, les avantages inconteſtables que la nature de notre Gouvernement nous donne ſur celui des Anglois, & combien nous avons lieu de nous féliciter d'un régime qui ne nous permet que des jouiſſances réelles & ſûres. Mais l'Auteur s'eſt toujours repréſenté les Citoyens vis-à-vis de l'Etat: il ne les a point conſidérés dans leurs rapports entr'eux; cependant c'eſt un point de vue très-eſſentiel pour juger du bonheur d'une Nation. Il eſt très-beau ſans doute, que chaque claſſe de Citoyens n'ait que du bien à attendre des Miniſtres; mais pour qu'une adminiſtration ſoit parfaitement louable, il faut qu'elle ne laiſſe aucune poſſibilité aux vexations privées du plus fort vis-à-vis du plus foible. Vous avez ſûrement entendu plus d'une fois vanter à cet égard le bonheur du particulier Anglois, qui dit-on, n'eſt taxé que de ſon aveu donné par ſon repréſentant, qui jouit de ſa propriété comme le Roi de ſon Trône, & ne connoît aucun régime arbitraire. Je ſuis bien-aiſe de vous faire voir qu'à cet égard même la liberté Angloiſe eſt une illuſion comme dans bien d'autres points; & qu'un Anglois poſſeſſeur d'une campagne ou d'une terre, y éprouve de la part des Grands une tyrannie féodale toute auſſi humiliante & vexatoire qu'ailleurs. Vous allez en avoir la preuve dans un écrit que je tire des Gazettes du jour:

ainſi c'eſt bien l'état actuel des choſes, & non celui du tems jadis, où les Barons étoient ſi puiſſans & faiſoient trembler le Roi lui-même.

*Lettre à l'Auteur du Public Advertiſer.*

Animé par le génie d'un ancien Breton, j'ai publié dernierement l'adreſſe ſuivante à mes Compatriotes.

« Pendant que nous voyons les riches Terriens de notre Principauté de Galles ſe liguer contre les prétentions de la Cour, permettez qu'un ſimple franc-tenancier faſſe voir à toute ſa claſſe la néceſſité de ſe liguer contre les exactions de nos Grands-Seigneurs. Je me contenterai d'en nommer un du Comté de Glamorgan ; c'eſt ſa grace le Duc de Beaufort. Voici une petite liſte de ſes injuſtes prétentions.

1°. Il veut avoir le droit de nommer un Juge *Coroner*, nonobſtant l'acte du Parlement qui y eſt contraire, & ſans égard pour notre droit d'élection. De ſon autorité privée, il établit dans cette place ſon Receveur, & par lui il extorque d'exhorbitans *Deodandes* (noxæ datio) pour des homicides involontaires.

2°. Il prétend qu'on ne peut faire la vente d'une terre franche ſans obtenir de lui un acte d'aliénation ; & pour augmenter le nombre de ces actes, il compte ſes divers manoirs pour autant de ſeigneuries ſéparées.

3°. Il exige des francs-tenanciers de lui prêter

prêter foi & hommage, & de fournir aveu & dénombrement, ainſi qu'il étoit uſité anciennement, ſans égard pour les frais inutiles qu'il leur occaſionne.

4°. Son Receveur s'arroge de préſider au Tribunal ſeigneurial, & connoît des procès pour leſquels ce Tribunal eſt incompétent.

5°. Toutes les trois ſemaines la préſence des francs-tenanciers au Tribunal ſeigneurial, éloigné de leur demeure de vingt milles, eſt exigée rigoureuſement & ſous peine de contrainte.

6°. Journellement il fait enclore des Communes, & il empêche les tenanciers du manoir de faire uſage de leur droit d'y envoyer leurs beſtiaux, de couper la bruyere, & de faire la fouille des pierres à chaux, tandis qu'il cede aux uſurpateurs des Communes des Fermes à vie de ces mêmes Communes, & qu'il les admet au droit de voter pour les élections, ſous le titre de ces Fermes.

7°. Il prétend que les grands chemins lui appartiennent en propriété, contre le droit commun de ceux dont les poſſeſſions les bordent.

8°. Il leve une contribution annuelle pour l'entretien d'un bac qu'il laiſſe dépérir.

9°. Il nomme à ſon gré des Officiers, auxquels on eſt obligé de payer certains droits qui n'ont jamais exiſté; & il exige le double du droit qu'on payoit ci-devant pour l'amarrage des bateaux.

10°. Il extorque une taxe annuelle arbitraire des Cabaretiers qui vendent de la bierre, ſous prétexte qu'il regle le prix de la bierre, quoiqu'il ne le regle point.

11°. Il nous prend les meilleures bêtes dans nos étables & les meilleurs chevaux dans nos écuries, quand nous mourons, & s'il meurt, ſes héritiers nous les prennent. Il appelle ce droit là *heriots & miſes* (droit de main morte).

12°. Il exige annuellement, ſans y être autoriſé par la loi ou par l'uſage, & contre tous les principes de la raiſon & du commerce, la ſomme de ſix ſols de toutes les perſonnes qu'il ſuppoſe exercer un métier dans les diſtricts de ſes manoirs, & huit ſols de chaque Marchand qui tient boutique; & il impoſe à ſa volonté tous ceux qui ſont Fermiers de dîmes, même pour les fermes qui leur appartiennent en propre. A ces vexations il donne le nom barbare de *Tollpixy* ».

Ce Mémoire ſigné de *John Morgan*, a donné lieu à une aſſemblée d'habitans, qui ont reconnu la vérité de tous les griefs qui y ſont énoncés, & l'ont chargé par délibération de porter plainte à la Chancellerie contre le Duc de Beaufort. Mais cette affaire pourra bien ne pas aller plus loin, parce que ce Seigneur menace, dit-on, d'uſer de ſa prérogative de Pair du Royaume, pour faire venir ou amener le plaignant à la barre de la Chambre des Lords, où il auroit ſes Par-

ties pour Juges, puiſqu'il eſt de fait que la plupart des Lords exercent chacun dans leurs terres les mêmes vexations, & prétendent en maintenir le droit.

FIN.

# TABLE
## *DES MATIERES.*

Des huit Lettres du Banquier de Londres formant le Tome XIII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

*N. B. Ces Lettres ſe trouvent dans les* N.° *LXII, LXIII, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, & LXIX.)*

### A

*Amérique.* Lettre de l'Auteur du *Sens commun*, écrite de Philadelphie le 20 Octobre 1778, aux Commiſſaires Anglois, *p.* ij. —— Faux arrêté du Congrès fabriqué par les papiers Anglois, *p.* xxij. —— Contre-manifeſte du Congrès Américain, en réponſe à la proclamation incendiaire des Commiſſaires Anglois, *p.* xxiij. —— Conſeils aux Miniſtres Anglois pour donner à la proclamation ou manifeſte du 3 Octobre encore plus d'efficacité, *p.* xxvij. —— Extraits de diverſes lettres écrites de Boſton au Banquier de Londres pendant le ſéjour que l'eſcadre Françoiſe a fait dans ce port, *p.* xlix. —— Lettre du Général Comte Pulawski au

Préſident du Congrès. en date du 16 Octobre 1778, *p.* lj. —— Détails relatifs à certaines priſes faites par les Américains & menées en France avant que cette Puiſſance eût reconnu l'indépendance, *p.* lix. —— Obſervations ſur la défenſe faite par le Congrès de toutes repréſentations théâtrales, *p.* lxx. —— Suppreſſion à faire dans le N°. LXII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique, *p.* lxxx. —— Lettre au Banquier ſur le faux arrêté du Congrès, *p.* lxxxiij. —— Lettre aux Commiſſaires envoyés en Amérique par le Roi de la Grande-Bretagne, *p.* lxxxiv. —— Danger auquel a été expoſé le Marquis de la Fayette à ſon retour en Europe, *p.* clxxj. —— Lettre de Samuel Adams à M***. à P....y, *p.* clxxij. —— Lettre de M. Richard Henry Lée, un des Membres du Congrès, à M.*** à P...y, *p.* clxxv. —— Lettre de M. Samuel Cooper (Paſteur de la Principale Egliſe de Boſton) à M.*** à P...y, *p.* clxxviij. —— Adreſſe des Quakers de la Penſylvanie, *p.* ccxxvj. —— Obſervations d'un Américain ſur cette adreſſe, *p.* ccxxix. —— Lettre ſignée Beliſarius, *p.* ccxxxij. —— Autre lettre ſignée Philadelphienſis, *p.* ccxliij —— Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre 1778, *p.* cclxj. —— Relation naïve & impartiale des opérations de la flotte aux ordres du Lord Howe en Amérique, depuis l'arrivée de l'eſcadre de Toulon juſqu'au départ du Lord Howe pour l'Angleterre, *p.* cclxxxij.

## C

COMMERCE. Tableau du commerce de la Grande-Bretagne à deux différentes époques, *p.* cccljxxx

## F

FINANCES. Parrallele entre Milord North & M. Necker *p.* xlij. —— Opération de Finances du Lord North pour l'année 1779, *p.* cclxvj, — *p.* ccexlix. — Trois années du produit de l'acciſe & de la douane, *p.* ccclix. —— Tableau du Budget. pour l'année 1776, *p.* ccclxiij. —— Compte national, *p.* ccclxviij. —— Lertre au Lord North, *p.* ccclxx. —— Autres obſervations ſur le même ſujet, *p.* ccclxxvij.

FRANCE. Parallele entre la France & l'Angleterre, *p.* lxxxvj, —— *p.* ccclxxxj. —— Lettre de M. le Marquis de ...., Gentilhomme du Berry, à M. B....., Membre de la Chambre des Communes, datée de Bourges le 19 Mars 1779, *p.* ccclxxxiij. — Lettre à l'Auteur du *Public adverſer*, ſur la tyrannie des grands Seignours en Angleterre, *p.* cccxvj.

## I

IRLANDE. Détails ſur l'Etat de ce Royaume, *p.* xxxij.

## M

MARINE. Minutes du Conſeil de Guerre tenu pour juget l'Amiral Keppel, *p.* lxxxix. —— Accuſation de manque de conduite & de négligence dans ſes devoirs contre l'honorable Amiral Keppel, dans les journées des 27 & 28 Juillet 1778, *p.* xcij. —— Extraits des Gazettes ſur l'affaire de l'Amiral Keppel, *p.* cxxx. —— Ecrits du parti de Palliſer, *p.* cxxxiij. —— Lettte de Palinure au Chevalier Hugh Palliſer, *p.* cxxxvj. —— Réponſe à Pali-

nure, *p.* cxxxix. —— Divers autres écrits pour & contre, *p.* cxliv. — Copie exacte du Journal du *Victory*, & des remarques particulieres faites depuis le commencement de l'action juſqu'au moment où ce vaiſſeau à perdu de vue l'armée Françoiſe, *p.* cxlv. — Suite des ſéances du Conſeil de Guerre, *p.* cxlix. —— Liſte des vaiſſeaux qui ont mis à la voile de Spithead le 25 Décembre 1778, ſous le commandement du Vice-Amiral Shuldham, *p.* clix. — Annonce ſur l'autenticité des copies du procès de l'Amiral Keppel, *p.* clxij. —— Jugement de l'Amiral Keppel, *p.* clxxix. —— Compte des Gens de mer ſur la flotte royale, en Septembre 1778, par le Capitaine Luttrel, *p.* cciv. —— Compte des Gens de mer ſur la flotte royale, en Janvier 1779, d'après M. Luttrel, *p.* ccvij. —— Obſervations ſur la violence que l'Angleterre prétend faire au Commerce des Etats-Généraux & des autres Puiſſances, *p.* ccxj. —— Remarques hiſtoriques ſur les derniers Conſeils de Guerre dans la Marine, *p.* cclix. —— Etat général des vaiſſeaux de force Anglois, armés le 2 Mars 1779, *p.* cclxxvij.

## O

OPPOSITION. Apperçu politique le 30 Janvier, *p.* clxiv. —— Soliloque d'un Impénitent, ſur l'injonction de prier & de jeûner le 10 Fevrier, *p.* clxvj. —— Solevement en Ecoſſe pour la Religion, *p.* clxviij. —— Apperçu politique ſur les affaires de l'Angleterre, du 20 au 24 Février, *p.* cclxv.

## P

PARLEMENT. Supplément aux débats Parlementaires des 4 & 7 Décembre, *p.* xxxij. —— Suite

des débats Parlementaires depuis le 7 Décembre jusqu'à l'ajournement pour les vacations de Noel, *p.* cj. —— Suite des séances du Parlement, depuis sa rentrée jusqu'au 8 de Février, *p.* clxxxv.

T

TROUPES. Etat des Troupes de terre pour l'année 1779, *p.* cix.

FIN.

EC776
A256a
v.15

EC
A257d
v.13